



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 4 - SESSION ORDINAIRE 2018-2019

Production de logements par le Fonds du logement	p. 124	Sommaire des séances publiques n°s 11 et 12	p. 139	11 ^e séance	Mardi 12 mars 2019
Déclaration sur la politique européenne et étrangère	p. 132	Sommaire des questions parlementaires	p. Q57	12 ^e séance	Mercredi 13 mars 2019

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Le Président de la Chambre des Députés a reçu le Premier Ministre russe

« La Russie et le Grand-Duché : des partenaires de choix »



« La Russie et le Grand-Duché ne sont pas des partenaires improbables, mais des partenaires de choix. » C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a reçu le Premier Ministre de la Fédération de Russie, M. Dmitri Medvedev, à la Chambre des Députés le 6 mars 2019.

Le Luxembourg insiste sur l'importance d'un dialogue permanent à travers de multiples canaux avec la Russie, a souligné le Président de la Chambre à l'attention de son invité russe. « Là où certains désirent claquer la porte, les Luxembourgeois tentent souvent de l'ouvrir à travers le dialogue et la coopération concrète ».

Le Premier Ministre russe s'est félicité du dialogue qui s'est établi au cours des dernières décennies entre le Luxembourg et la Russie. En 2016, les deux pays ont célébré le 125^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques. M. Medvedev souhaiterait dévelop-

per davantage les relations économiques et commerciales entre le Luxembourg et la Russie.

Les sujets évoqués pendant l'échange de vues ont notamment porté sur les relations entre l'Union européenne et la Russie. Les accords de Minsk et la suspension du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) étaient également des thématiques discutées entre M. Medvedev et la délégation luxembourgeoise composée du Président et des trois Vice-Présidents de la Chambre, des membres de la Conférence des Présidents et du Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Le contact au niveau parlementaire se fait de manière régulière. En effet, la Chambre des Députés accueille régulièrement des délégations russes et des députés luxembourgeois se rendent périodiquement en Russie.

Le Premier Ministre de la Fédération de Russie, M. Dmitri Medvedev, fut accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen.

Une délégation du Bundestag à la Chambre des Députés

Les membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ont reçu une délégation de députés du Bundestag, le Parlement de la République fédérale d'Allemagne.

Les parlementaires allemands, membres du « Rechnungsprüfungsausschuss » - l'équivalent allemand de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire -, conduits par le Président de la Commission, M. Axel E. Fischer (CDU/CSU), ainsi que l'ambassadeur d'Allemagne, S. E. Dr. Heinrich Bernhard Kreft, étaient présents pour un échange de vues sur les bonnes pratiques et les différences entre l'Allemagne et le Luxembourg en matière de contrôle budgétaire. La délégation allemande comptait des représentants de plusieurs groupes politiques du Bundestag (CDU/CSU, SPD, AfD, FDP et Die Linke).

« La confiance c'est bien, le contrôle c'est mieux »

Cette expression annonce la teneur de l'échange de vues qui a eu lieu entre les parlementaires. Au centre des discussions figurait l'interaction entre les différents acteurs concernés par le contrôle budgétaire dans les deux pays, à savoir les commissions de contrôle des parlements respectifs, les cours des comptes, les gouvernements et ministères ainsi que les entités contrôlées.

Les députés ont constaté des similitudes, mais également des différences entre les façons de procéder dans les deux pays. Les différences concernent notamment les possibilités de contrôler et les types de contrôles qui peuvent être effectués par les cours des comptes dans des institutions et à l'égard d'autorités publiques, et la possibilité de publier un rapport sur ces évaluations. Les discussions ont également porté sur les critères de décision pour définir quelles entités doivent être contrôlées, sur le seuil de participation de fonds publics à partir duquel un contrôle est justifié, ou encore sur la façon dont les évaluations sont faites, à savoir si elles concernent uniquement l'exactitude des comptes ou si elles proposent également une analyse du bon sens de l'utilisation des fonds.



Les délégations parlementaires allemande et luxembourgeoise

Le saviez-VOUS ?

Tel est le nom d'une nouvelle rubrique que vous pouvez désormais découvrir à travers le compte rendu des séances publiques et qui présente la Chambre de A à Z.

Les mots ou expressions expliqués dans des encadrés spécifiques permettent de mieux appréhender le travail de la Chambre des Députés.

À vos marques, prêts, partez !

Les parlementaires des trois pays du Benelux réunis à la Chambre

Le Benelux à l'avant-garde de l'Union européenne



Les participants à la première séance plénière du Parlement Benelux sous présidence luxembourgeoise, parmi lesquels M. Gusty Graas (1^{re} rangée, 8^e de gauche), Président depuis le 1^{er} janvier 2019.

« Le Benelux est bien plus qu'une simple base arrière de nos valeurs européennes. Le Benelux est l'un des principaux moteurs économiques, sociaux et culturels de l'Europe. » C'est avec ces mots que le Président du Parlement Benelux, M. Gusty Graas, a accueilli à la Chambre des Députés les parlementaires des trois pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg).

Depuis le 1^{er} janvier 2019, la Chambre des Députés exerce la présidence du Parlement Benelux et M. Gusty Graas en est le Président pour une durée de deux ans. « La mobilité du travail : vers un marché de travail transfrontalier dynamique » était le fil conducteur de la première séance plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux sous présidence luxembourgeoise, les 22 et 23 mars 2019 à la Chambre des Députés.

Le Benelux : précurseur dans beaucoup de domaines

Dans son discours de bienvenue, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a souligné l'importance du Parlement Benelux, qui « s'attaque aux sources des problèmes » dans ses différentes recommandations transmises aux gouvernements. Il a encouragé les parlementaires à continuer et à redoubler leurs efforts pour chercher à renfor-

cer le potentiel économique et d'innovation unique que recèlent la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. « En coopérant, en apprenant les uns des autres, en échangeant des idées, en débattant, nos pays trouveront les meilleures solutions d'avenir », a-t-il conclu devant les parlementaires du Benelux.

Transition énergétique et économie de l'hydrogène

Au cours de la séance plénière, les parlementaires belges, néerlandais et luxembourgeois ont adopté une recommandation concernant la transition énergétique et l'économie de l'hydrogène. Il y est plaidé pour une législation et des projets cohérents au niveau du Benelux, pour un soutien à la recherche en matière de production d'hydrogène vert et de stockage d'électricité, pour le déploiement d'une infrastructure en matière d'hydrogène et pour l'arrêt des subsides qui rendent plus difficile la transition énergétique. Cette recommandation sera transmise aux trois gouvernements composant le Benelux.

Les parlementaires se sont également renseignés auprès de la médiatrice luxembourgeoise, Mme Claudia Monti, sur les plaintes les plus fréquemment formulées par les travailleurs frontaliers.

À côté de la mobilité des travailleurs, la présidence luxembourgeoise du Parlement Benelux met l'accent sur la traite des êtres humains, sur la digitalisation ou encore sur l'agriculture biologique.

Donner un nouveau souffle à la construction européenne et renforcer la coopération avec les pays baltes

Le souhait du Président du Parlement Benelux est de renforcer la coopération au niveau du Benelux afin de « donner un nouveau souffle à la construction européenne ». Selon M. Gusty Graas, le « Benelux est plus indispensable que jamais ». D'où l'importance « de nouer des relations encore plus étroites avec d'autres ensembles régionaux en Europe », a-t-il également souligné. En effet, une des priorités de la présidence luxembourgeoise de l'Assemblée interparlementaire Benelux est de renforcer la coopération avec les pays baltes et les pays nordiques. À l'occasion de la première séance plénière sous présidence luxembourgeoise, le Président de l'Assemblée balte et le Président du Parlement Benelux ont signé un mémorandum de coopération. La présidence luxembourgeoise aimerait également renforcer les relations avec les pays membres du Groupe Visegrád (V4). Dans ce sens, le Président du Parle-

ment Benelux Gusty Graas et le Vice-Président de la Chambre Claude Wiseler ont participé les 24 et 25 mars 2019 à une rencontre des Présidents de Parlement des pays du Benelux et des pays du Groupe Visegrád (cf. article en page 4). Le but : comparer les modèles de coopération et discuter des visions de la construction européenne.

« Le Benelux est une success-story »

« Le Benelux est une success-story et une source d'inspiration en matière de politique étrangère », a souligné le Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Jean Asselborn, lors de la présentation des priorités de la présidence luxembourgeoise du Comité des Ministres

de l'Union Benelux. En effet, la présidence luxembourgeoise du Parlement Benelux coïncide avec la présidence du Benelux au niveau gouvernemental. Au cours de sa présidence, le Grand-Duché mettra l'accent sur la numérisation, le renforcement du marché intérieur ainsi que sur la lutte contre le réchauffement climatique. La volonté de la présidence luxembourgeoise est de créer une « plateforme Benelux sur le climat ».

Finalement, le Ministre luxembourgeois Jean Asselborn a rappelé que l'Assemblée interparlementaire Benelux n'a pas chômé ces dernières années. Depuis 1997, elle a soumis environ 200 recommandations aux Gouvernements membres de l'Union Benelux.

Qu'est-ce que le Parlement Benelux ?

L'Assemblée interparlementaire Benelux, dite « Parlement Benelux », informe les Gouvernements membres de l'Union Benelux sur les différents sujets discutés en son sein. Elle se compose de 49 députés : 21 parlementaires belges, 21 parlementaires néerlandais et 7 parlementaires luxembourgeois. L'acronyme « Benelux » incorpore le nom des trois pays : Belgique, Nederland, Luxembourg.

Les membres de la délégation luxembourgeoise sont : M. Marc Angel (LSAP), président de la délégation, Mme Diane Adehm (CSV), M. Alex Bodry (LSAP), M. Gast Gibéryen (ADR), M. Gusty Graas (DP), Mme Josée Lorsché (déi gréng) et M. Gilles Roth (CSV).

« Les enfants ne sont pas le jouet de la politique »



Les membres de la Commission de la Justice ont rencontré la Présidente du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, Mme Renate Winter.

Les députés ont eu un échange de vues avec la Présidente du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies.

« Les enfants ne sont pas le jouet de la politique », c'est le constat fait par la Présidente du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, Mme Renate Winter, devant les députés membres de la Commission de la Justice lors d'un échange de vues dans le cadre des travaux parlementaires sur le projet de loi 7276 visant à reformer le régime de la protection de la jeunesse.

De manière générale, Mme Renate Winter suggère aux députés d'établir un « code du droit des mineurs » regroupant deux textes législatifs distincts : un régime de protection de la jeunesse et un droit pénal des mineurs. À son avis le projet de loi actuel instaurant un régime de protection de la jeunesse est difficile à comprendre et ne respecte pas, sur certains points, plusieurs conventions internationales. « En outre, les garanties procédurales ne sont pas assez claires et précises dans le texte actuel », a-t-elle également constaté.

Au cours de l'échange de vues avec les députés, la Présidente du Comité des droits de l'enfant a critiqué plusieurs points du système judiciaire luxembourgeois tels que par exemple la possibilité pour la police de retirer un mineur de la garde de ses parents au milieu de la nuit. En outre, elle plaide pour l'introduction d'un véritable juge pénal des mineurs. Ce dernier devrait être un spécialiste du droit pénal des mineurs et avoir suivi une formation spécifique.

Mme Renate Winter a également présenté le concept de « justice réparatrice ». Ce principe doit permettre aux jeunes délinquants de réparer le tort qu'ils ont causé, tout en leur évitant d'être confrontés au processus judiciaire. Selon Mme Winter, les députés devraient considérer cette option dans le projet de loi réformant le régime de protection de la jeunesse. Finalement, la Présidente du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a appelé les députés à retirer les actes de désobéissance – tels que les mineurs qui sèchent l'école – du texte actuel.

Session annuelle de l'AP-OSCE : quels enjeux ?

Le Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, M. George Tsereteli, était à la Chambre des Députés pour une visite officielle.

L'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE) doit « servir de médiateur afin de contribuer à la résolution de conflits ». Il s'agit là pour son Président George Tsereteli d'un aspect essentiel du travail de l'organisation qu'il dirige et dont la session annuelle se tiendra au Luxembourg du 4 au 8 juillet 2019.

Pour le parlementaire géorgien, les conflits au sein de la zone OSCE, en Ukraine de l'Est ou en Géorgie, où 20 % du territoire est sous occupation étrangère, sont des enjeux à la fois importants et sensibles, tout comme le conflit gelé au Haut-Karabakh, un territoire disputé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ou celui qui perdure en Transnistrie. Face à ces nombreux conflits, il est cependant « difficile de générer une volonté politique suffisante ». Dans le processus de résolution « il faut engager un dialogue avec tous les acteurs, y compris la Russie ». La migration et le terrorisme sont d'autres enjeux pour l'AP-OSCE qui fournit dans ce contexte un travail très actif dans des commissions parlementaires spéciales.

Une médiation difficile, mais des succès possibles

« Il faut poursuivre le dialogue, promouvoir la diplomatie parlementaire et la participation des parlementaires », a souligné le Président Tsereteli lors de l'interview. Les parlementaires élus par le peuple ont plus de facilité à aller sur le devant de la scène politique afin de faire avancer les choses.

Malgré des résultats modestes dans la résolution de conflits, « il n'existe pas d'alternative au dialogue » et des succès sont possibles, comme le montre le récent accord



Échange de vues du Président de l'AP-OSCE, M. George Tsereteli (6^e de droite), avec une délégation parlementaire luxembourgeoise

trouvé entre la Grèce et la Macédoine du Nord. Selon M. George Tsereteli, « les conflits militaires ne résoudront rien, les seuls moyens sont le compromis et la réconciliation entre les belligérants ».

Beaucoup de gouvernements n'apprécient pas les évaluations des observateurs

Les missions d'observation électorale sur le terrain occupent une place importante dans les missions de l'AP-OSCE.

À titre d'exemple, quelque 110 parlementaires, dont deux luxembourgeois, ont observé les élections présidentielles en Ukraine le 31 mars. « Beaucoup de gouvernements n'apprécient pas les évaluations des observateurs », a observé M. George

Tsereteli. Il est cependant important pour les politiques de prendre en compte certaines recommandations afin d'améliorer leur système électoral. Selon M. Tsereteli, « si les élections sont corrompues ou dysfonctionnelles, le résultat sera un manque de confiance dans le gouvernement élu et une insuffisance démocratique ».

Session annuelle au Luxembourg

En vue de la session annuelle qui se tiendra au Luxembourg en juillet 2019, le Président de l'AP-OSCE a remercié ses hôtes luxembourgeois d'accueillir cette réunion importante. Pour lui, « le Luxembourg est idéalement placé et possède de bonnes infrastructures pour organiser avec succès un tel événement ». Les parle-

mentaires se concentreront cette année sur la thématique des objectifs de développement durable des Na-

tions Unies. Le Président Tsereteli s'attend à de « très bonnes discussions et à un dialogue transparent ».

L'Assemblée parlementaire de l'OSCE (AP-OSCE) a été créée en 1990 par la Charte de Paris pour une nouvelle Europe afin de promouvoir une plus grande implication des parlements nationaux dans les travaux de l'OSCE. Le rôle principal de l'AP-OSCE est de faciliter le dialogue interparlementaire entre 56 États participants qui couvrent une région s'étirant de Vancouver au Canada à Vladivostok en Russie. Les parlementaires veillent à renforcer la visibilité et la crédibilité de l'OSCE en observant des élections au sein de la région OSCE, en débattant des politiques de l'OSCE et en partageant leurs expériences avec leurs gouvernements nationaux.

La Chambre des Députés accueillera du 4 au 8 juillet la 28^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Quelque 700 invités, dont 323 parlementaires en provenance de 56 États participants, se retrouveront au centre de conférence du Kirchberg pour débattre de questions liées aux droits de l'homme, à la sécurité et à la coopération économique et environnementale.



M. Dan Biancalana

Débat sur le pouvoir des femmes en politique

Le 7 mars 2019, le Parlement européen a organisé à Bruxelles, comme il le fait maintenant depuis plusieurs années, une réunion interparlementaire pour célébrer la Journée internationale de la femme.

La réunion sur le thème « Le pouvoir des femmes en politique » a été l'occasion de débattre du réel pouvoir des femmes en politique ainsi que de la participation des jeunes femmes à la vie politique. L'évènement a réuni 15 députés européens

et 22 députés nationaux de 16 États membres, dont M. Dan Biancalana de la Chambre des Députés.

Lors de l'ouverture de la réunion, le Président du Parlement européen, M. Antonio Tajani, a appelé à une meilleure représentation des femmes en politique et dans les affaires, en soulignant qu'il s'agissait d'une lutte pour la dignité et pour le respect qui doit être menée par chacun d'entre nous. Le débat a ensuite été ouvert par Mme Kolinda Grabar-Kitarović,

première femme Présidente de la République de Croatie, qui a fait part de son expérience personnelle et des efforts qu'elle avait dû déployer pour briser ce plafond de verre auquel se heurtent les femmes dans l'avancée de leur carrière et dans l'accèsion à de hautes responsabilités.

La Présidente a fustigé ceux qui abusent de soi-disants arguments culturels pour ne pas respecter les droits des femmes, tout en appelant les femmes à rester déterminées en

ayant foi en elles, en leur force, connaissances et compétences.

Ont en outre participé au débat : Mme Věra Jourová, Commissaire européenne en charge de l'égalité des genres, M. Dimitrios Papadimoulis, Vice-Président du Parlement européen et Président du Groupe de haut niveau sur l'égalité des genres et la diversité, ainsi que Mme Federica Mogherini, cheffe de la diplomatie de l'Union européenne et Vice-Présidente de la Commission.

Gouvernance économique et légitimité démocratique

Suite à la crise financière, budgétaire et économique qui a débuté en 2008, l'Union européenne a introduit dès septembre 2011 un « semestre européen » pour assurer une gouvernance économique plus efficace que la coordination économique et budgétaire qui était de mise jusqu'alors.

Le semestre européen constitue un cycle de coordination où les États membres alignent leurs politiques économiques et budgétaires sur les règles et les objectifs arrêtés au niveau de l'UE. Ce cycle se concentre sur les six premiers mois de chaque année, d'où son nom.

Le 12 mars 2019, la Commission européenne a présenté, lors de la session du Conseil « Affaires économiques et financières » un aperçu

des rapports par pays ainsi que les bilans approfondis réalisés dans le cadre de la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques. Le rapport pour le Luxembourg note que les finances publiques du Grand-Duché restent solides. Le budget a enregistré un surplus de 1,3 % en 2018 et un excédent budgétaire est encore envisagé en 2019. La dette publique devrait aussi continuer à se réduire pour arriver à environ 21 % du PIB cette année. Mais, une nouvelle fois, la Commission pointe la menace que représentent les coûts liés aux retraites et aux soins de longue durée qui devraient encore augmenter sensiblement à long terme.

Dans le cadre de cette gouvernance économique de l'UE, le rôle clé que jouent les parlements natio-

naux pour garantir la légitimité, l'appropriation et la responsabilité du processus doit être souligné.

Les parlements de l'UE assument ce rôle, entre autres, par le biais de l'organisation de la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG), qui se réunit au moins deux fois par an, en coordination avec le cycle du semestre européen.

La Conférence constitue un cadre de discussion, d'échange d'informations et de bonnes pratiques sur la mise en œuvre des dispositions du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire (le pacte budgétaire), en vue de renforcer la co-

opération entre les parlements nationaux et le Parlement européen.

Au cours du premier semestre de chaque année, la Conférence se tient à Bruxelles et est organisée et présidée conjointement par le parlement du pays assurant la présidence du Conseil de l'UE et le Parlement européen. Les 18 et 19 février précédant la publication des rapports par pays de la Commission, députés européens et nationaux, dont M. Alex Bodry, ont pu dresser ainsi un bilan de la coordination des politiques économiques dans le cadre du semestre européen.

Les députés ont ensuite échangé sur la convergence, la stabilisation et la cohésion au sein de l'UEM, ainsi que sur le rôle du prochain cadre financier pluriannuel européen.



M. Alex Bodry

Benelux et pays Visegrád : renforcer la coopération



M. Claude Wiseler, Vice-Président de la Chambre des Députés, et M. Gusty Graas, Président de l'Assemblée interparlementaire Benelux, ont participé à la Conférence des Présidents de Parlement des pays Visegrád (V4) et Benelux les 24 et 25 mars 2019 en Slovaquie.

Lors des échanges qui ont essentiellement porté sur le futur de l'Union européenne, les deux parlementaires luxembourgeois ont souligné l'intérêt porté au dialogue avec la Slovaquie, la Hongrie, la République tchèque et la Pologne. Ils ont également insisté sur le respect de l'État de droit, la protection des minorités et des institutions européennes fortes.

M. Claude Wiseler et M. Gusty Graas

À beaucoup d'égards, « le Luxembourg est plus indépendant, plus autonome et plus souverain grâce à l'Union européenne et non pas l'inverse », a déclaré M. Claude Wiseler.

Il a également souligné que le nécessaire renforcement des parlements nationaux dans la politique européenne ne peut pas se faire au détriment du Parlement européen.

En tant que Président du Parlement Benelux, M. Gusty Graas a encouragé les pays Visegrád à s'inspirer davantage du modèle Benelux pour institutionnaliser leur coopération.

« Challenges of today - solutions for tomorrow »

Les députés ont discuté avec des jeunes sur des thèmes liés à la digitalisation et la qualité de l'emploi pour tous.

Environ 80 jeunes ont été accueillis, le 8 mars 2019, à la Chambre des Députés pour une nouvelle édition de la Convention des jeunes avec le slogan « Challenges of today - solutions for tomorrow ».

Les jeunes ont eu la possibilité de discuter et de travailler dans cinq ateliers thématiques, à savoir :

- Digitalisation
- Égalité de tous les genres
- Europe 2050 - défis de demain
- Durabilité ? Durabilité !
- Qualité de l'emploi pour tous

Ils ont exposé leurs conclusions en séance plénière en présence des députés, du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, M. Claude Meisch, et du Ministre délégué à la Digitalisation, M. Marc Hansen.

La Convention des jeunes est régulièrement organisée par la Conférence générale de la jeunesse du Luxembourg (CGJL) qui regroupe 30 organisations de jeunesse, en collaboration avec la Chambre des Députés.

Les jeunes ont présenté leurs conclusions en séance plénière.



XIV^e Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

L'avenir de la sécurité européenne et l'Union de la défense



Mme Stéphanie Empain, présidente de la délégation, M. Marc Angel et M. Léon Gloden (à gauche) ont représenté la Chambre des Députés

À l'occasion de la XIV^e Conférence interparlementaire sur la PESC/PSDC, les députés européens et nationaux se sont retrouvés du 6 au 8 mars 2019 à Bucarest pour discuter des progrès notables dans le domaine de la sécurité et de la défense initiés dans le cadre de l'Union de la défense. En effet, la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne (SGUE), adoptée en juin 2016, a débouché sur une série d'avancées concrètes réalisées au cours des deux dernières années.

Le lancement de la PESCO (la coopération structurée permanente), une sorte d'« eurogroupe de la défense » compte parmi les initiatives les plus remarquées, car les engagements pris par les 25 États membres qui y participent sont contraignants.

Ensemble avec la CARD (Coordination annuelle révisée de la défense) et le Fonds européen de la défense grâce auquel le niveau de coopération de l'UE dans le développement de technologies de défense doit être stimulé, ces trois instruments sont essentiels pour la définition et la réalisation des prochaines politiques de sécurité et de défense au niveau de l'Union européenne.

Les députés ont également discuté d'une série de propositions destinées à rendre plus souple le processus décisionnel au niveau de l'UE, comme l'introduction du vote à la majorité qualifiée au Conseil de l'UE pour les questions autres que celles ayant des implications militaires et la création d'un Conseil de sécurité de l'UE. Les participants se sont échangés sur les implications du retrait du Royaume-

Uni sur le domaine de la PESC/PSDC et ont rappelé que les États membres ont exprimé leur volonté de maintenir la coopération la plus étroite possible avec le Royaume-Uni, notamment par le biais de l'OTAN.

La mobilité militaire, nécessaire en vue d'un déploiement rapide et efficace des forces, a été évoquée par la présidence et les intervenants étaient d'accord pour dire que cette question apparemment facile était difficile à mettre en œuvre dans les faits car elle touchait à des infrastructures lourdes ainsi qu'à la souveraineté des États.

Enfin, les participants ont regretté la fin du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), parce qu'elle entrouvrirait la perspective d'une nouvelle course aux armements nucléaires en Europe.

L'appui de Handicap International dans la crise syrienne

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Marc Angel, ont eu une entrevue avec Mme Bahia Zrikem, « humanitarian policy coordinator » pour Handicap International, sur la crise syrienne le 28 février 2019.

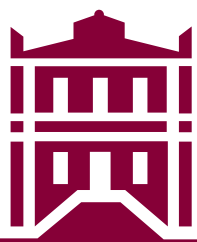
Mme Zrikem a expliqué le travail de Handicap International dans les pays limitrophes de la Syrie, les programmes d'appui pour les réfugiés et les besoins humanitaires. Les missions de Handicap International dans les

camps de réfugiés comprennent notamment une éducation aux risques et aux dangers des armes et des explosifs, l'assistance aux victimes qui souffrent de blessures de guerre ou d'un handicap et l'inclusion des personnes ayant un handicap dans les programmes d'aide.

En vue de la troisième conférence sur la Syrie à Bruxelles du 12 au 14 mars 2019, Mme Bahia Zrikem a également partagé avec les députés son analyse de la situation, les enjeux liés à la réponse humanitaire et les recommandations de Handicap International.

M. Fernand Etgen (à droite) et M. Marc Angel ont écouté les propos de Mme Bahia Zrikem.





NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N° 4 • SESSION ORDINAIRE 2018-2019

Registre des bénéficiaires effectifs

7217 - Projet de loi instituant un registre des bénéficiaires effectifs et portant

1° transposition des dispositions de l'article 30 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission ;

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 06.12.2017

Rapporteur : M. Franz Fayot

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

13.12.2018 Désignation d'un rapporteur

Examen des avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.12.2018

Loi du 13 janvier 2019

Mémorial A : 2019, n° 15, page 1

2° modification de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

Le présent projet de loi transpose l'article 30 de la directive 2015/849 tel qu'il a été modifié par la directive 2018/843 aussi bien en ce qui concerne les obligations des entités visées d'obtenir et conserver, au lieu de leur siège, les informations sur leurs bénéficiaires effectifs que l'obligation pour le Luxembourg de mettre en place un registre des bénéficiaires effectifs comprenant des informations adéquates, exactes et actuelles sur les bénéficiaires effectifs accessible au public et aux autorités luxembourgeoises désignées comme responsables de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 25.06.2018

Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

31.01.2019 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

28.02.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12.03.2019

Crimes de guerre

7355 - Projet de loi portant approbation des amendements à l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale adoptés le 14 décembre 2017 par l'Assemblée des États Parties du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, lors de sa 12^e séance plénière, à New York, et portant modification de l'article 136quater du Code pénal

L'objet du projet de loi est d'approuver les amendements à l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale adoptés lors de la 12^e séance plénière de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, le 14 décembre 2017 à

New York, et à modifier le Code pénal en conséquence.

Les amendements visés par le présent projet de loi prévoient d'ajouter trois crimes de guerre à l'article 8, à savoir l'utilisation :

- d'armes qui utilisent des agents biologiques ou toxiques ;

- d'armes blessant par des éclats qui ne sont pas localisables par rayons X dans le corps humain ;

- d'armes à laser causant une cécité permanente.

Les crimes concernés par les amendements sont basés sur des instruments internationaux déjà ratifiés par le Luxembourg.

Compte épargne-temps

7324 - Projet de loi portant introduction d'un compte épargne-temps et modifiant :

1° le Code du travail ;

2° le Code civil ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Selon les dispositions prévues par le projet de loi, la mise en place d'un CET peut uniquement se faire dans le cadre d'une négociation collective, soit par la voie d'une convention collective, soit par le biais d'un accord interprofessionnel au niveau national ou sectoriel. Dans ce dernier cas, le CET ne peut être introduit que d'un commun accord entre l'employeur individuel et la délégation du personnel. Celui-ci doit par ailleurs être homologué par le ministre.

Le compte épargne-temps est réservé aux salariés d'une ancienneté de deux ans au moins. Il est alimenté et utilisé en heures et limité à un maximum de 1.800 heures.

Le projet de loi détermine les heures pouvant alimenter le CET sur demande du salarié, à savoir :

- les jours de congé non pris pour autant qu'ils dépassent le minimum légal ;

- le congé accordé dans le cadre de l'article L-211-6, c'est-à-dire dans le cadre d'un plan d'organisation du travail dépassant un mois ;

- les heures supplémentaires ou soldes excédentaires de la période de référence ou de l'horaire mobile ;

- le repos compensatoire accordé pour travail du dimanche ou jours fériés tombant un dimanche ;

- ainsi qu'un maximum de cinq jours de congé qui n'ont pas pu être pris pour cause de maladie, à cause d'un congé de maternité respectivement d'un congé parental.

L'employeur doit garantir la tenue exacte et détaillée du CET, permettant au salarié de vérifier sur base d'un relevé mensuel que l'approvisionnement correspond à ses désirs. Le projet

de loi impose par ailleurs à l'employeur de provisionner au passif et à l'actif du bilan la contrepartie financière des heures « épargnées », augmentée des charges patronales, et de l'adapter à l'évolution du coût de la vie.

L'utilisation des heures du CET se fait sur demande écrite, selon les désirs du salarié - à moins que les besoins du service ou les désirs justifiés d'autres salariés de l'entreprise ne s'y opposent. Le congé rémunéré ainsi pris, à temps plein ou à temps partiel, doit en principe être fixé au moins un mois en avance.

En cas de cessation du contrat de travail à l'initiative de l'une des parties, en cas de résiliation avec effet immédiat du contrat de travail conformément aux articles L.125-1 paragraphe 1, L.125-3 et L.125-4 ou en cas de décès du salarié, le CET est liquidé par le paiement par l'employeur d'une indemnité compensatoire correspondant à la conversion monétaire de l'ensemble des droits acquis en les multipliant par le taux horaire en vigueur au moment du paiement.

En cas de faillite, d'insolvabilité ou de fermeture définitive de l'entreprise, les créances résultant de la liquidation du CET sont garanties par le Fonds pour l'emploi jusqu'à concurrence d'un plafond correspondant au double du salaire social minimum.

Le projet de loi précise par ailleurs qu'en cas de faillite ou de mise en liquidation de l'entreprise les créances résultant de la liquidation du compte épargne-temps font également partie du super-privilège prévu à l'actuel paragraphe (2) de l'article 2101 du Code civil, ce qui signifie que les créances résultant de la liquidation du CET sont payées avant toute autre créance privilégiée.

Finalement, il convient de souligner que les règles mises en place par une convention collective avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les comptes épargne-temps restent d'application aussi longtemps que la convention collective de travail qui les prévoit est valable. Les dispositions devront être adaptées pour être conformes au nouveau texte de loi dès lors qu'une nouvelle convention sera négociée.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.09.2018

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

11.02.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

25.02.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13.03.2019

Loi du 29 mars 2019

Mémorial A : 2019, n° 207, page 1

Mesures en faveur d'agents publics britanniques

7406 - Projet de loi

portant modification de :

1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2° la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Le projet de loi a pour objectif de prévenir les impacts qu'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne pourrait avoir sur la Fonction publique luxembourgeoise et sur la situation personnelle des ressortissants britanniques, qui sont soit fonctionnaires ou employés de l'État, soit fonctionnaires ou employés communaux, actuellement au nombre de quarante-cinq. Le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne aurait comme conséquence que les ressortissants britanniques, devenus alors ci-

toyens d'un État tiers à l'Union européenne, ne pourraient plus travailler au sein de la fonction publique luxembourgeoise en qualité de fonctionnaire ou d'employé.

En effet, l'article 2, paragraphe 1^{er}, de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit que : « Indépendamment des conditions spéciales déterminées par les lois et les règlements, nul n'est admis au service de l'État en qualité de fonctionnaire s'il ne remplit les conditions suivantes : a) être ressortissant d'un État membre de l'Union européenne, (...) ». Une disposition équivalente figure dans le statut général des fonctionnaires communaux.

Le projet de loi vise à remédier dans la mesure du possible à cette situation en proposant une disposition dérogatoire selon laquelle les fonctionnaires et employés de l'État et des communes de nationalité britannique actuellement en service conserveraient leur qualité et les droits et devoirs y attachés après la sortie du Royaume-Uni de l'UE.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 08.02.2019

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Fonction publique

(Président : M. Gusty Graas) :

13.03.2019 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

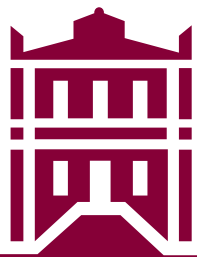
20.03.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26.03.2019

Le saviez-VOUS ?

LÉGISLATURE

La législature est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.



Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique**
 - M. Fernand Etgen, Président
- 2. Hommage à la mémoire de M. Bernard Berg, Député honoraire**
 - M. Fernand Etgen, Président
- 3. Octroi de titres honorifiques**
 - M. Fernand Etgen, Président
- 4. Communications**
 - M. Fernand Etgen, Président
- 5. 7407 - Proposition de loi modifiant la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée**
7410 - Proposition de loi portant modification de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues modifiée par la loi du 23 septembre 2018
7414 - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution
 - Déclarations de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président
- 6. Ordre du jour**
 - M. Fernand Etgen, Président - Mme Martine Hansen - Mme Nancy Arendt épouse Kemp
- 7. Heure de questions au Gouvernement**

Question n° 25 du 12 mars 2019 de M. Laurent Mosar relative au registre des bénéficiaires effectifs, adressée à M. le Ministre de la Justice

 - M. Laurent Mosar - M. Félix Braz, Ministre de la Justice

Question n° 26 du 11 mars 2019 de M. André Bauler relative au concept de la nouvelle galerie nationale d'art luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Culture

 - M. André Bauler - Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture

Question n° 27 du 12 mars 2019 de M. Sven Clement relative aux prix des maisons de retraite, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

 - M. Sven Clement - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Question n° 28 du 11 mars 2019 de M. Marc Angel relative à la Coopération structurée permanente (CSP/PESCO), adressée à M. le Ministre de la Défense

 - M. Marc Angel - M. François Bausch, Ministre de la Défense

Question n° 29 du 12 mars 2019 de M. Marc Baum relative à la capitale culturelle Esch22, adressée à Mme la Ministre de la Culture

 - M. Marc Baum - Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture

Question n° 30 du 12 mars 2019 de M. Charles Margue relative au congé pour raisons familiales, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

 - M. Charles Margue - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Question n° 31 du 12 mars 2019 de Mme Carole Hartmann relative aux enjeux du Brexit pour les avocats britanniques exerçant sous leur titre d'origine, adressée à M. le Ministre de la Justice

 - Mme Carole Hartmann - M. Félix Braz, Ministre de la Justice

Question n° 32 du 12 mars 2019 de M. Eugène Berger relative à l'extension de l'auto-route A31, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

 - M. Eugène Berger - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Question n° 33 du 12 mars 2019 de M. Gusty Graas relative aux violences lors des événements sportifs, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

 - M. Gusty Graas - M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure

Question n° 34 du 12 mars 2019 de Mme Carole Hartmann relative à la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil, adressée à M. le Ministre de la Justice

 - Mme Carole Hartmann - M. Félix Braz, Ministre de la Justice
- 8. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la production de logements par le Fonds du logement depuis la réforme de l'établissement public**
 - Exposé : M. Marc Lies (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp)
 - Débat : M. Max Hahn (interventions de M. Marc Lies, Mme Nancy Arendt épouse Kemp et Mme Martine Hansen) - M. Yves Cruchten (interventions de M. Fernand Kartheiser, Mme Octavie Modert et M. Gilles Roth) - M. Franz Fayot - M. Henri Kox - M. Marc Lies (intervention de M. Henri Kox) - Mme Martine Hansen - M. Henri Kox (intervention de M. Marc Lies) - M. Roy Reding - M. David Wagner
 - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre du Logement (interventions de M. Marc Lies, M. Gilles Roth et M. David Wagner)
- 9. 7324 - Projet de loi portant introduction d'un compte épargne-temps et modifiant :**
 - 1° le Code du travail ;
 - 2° le Code civil ;
 - 3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
 - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Yves Cruchten (dépôt de la motion 1)
 - Discussion générale : M. Aly Kaes - M. Frank Colabianchi - M. Charles Margue - M. Jeff Engelen (interventions de M. Yves Cruchten et M. le Ministre Dan Kersch) - M. Marc Baum - M. Sven Clement
 - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Félix Braz, Vice-Premier Ministre ; M. François Bausch, M. Dan Kersch, Mme Corinne Cahen et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.33 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► M. Fernand Etgen, Président. - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► M. Félix Braz, Vice-Premier Ministre. - Neen, Här President.

► M. Fernand Etgen, Président. - Merci.

2. Hommage à la mémoire de M. Bernard Berg, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 21. Februar huet den Eieren-deputéierte Bernard - genannt Benny - Berg eis am Alter vu 87 Joer fir ëmmer verlooss. Seng politesch Carrière war laang an ofwiesslungs-räich. Deputéierten an der Chamber war hie vun 1969 bis 1974 a vun 1979 bis 1984. De Benny Berg ass zu Diddeleng grouss ginn, huet mat 15 Joer bei der ARBED eng Léier als Dréier gemaach an huet dann an der Diddelenger Schmelz geschafft. Vun do aus huet hie sech gewerkschaftlech engagéiert, fir d'Éischt an der Aarbechterdelegatioun vun ARBED-Diddeleng, dann am Lëtzebuerger Aarbechterverband, dem LAV, dem Virgänger vum OGB-L.

1969 ass den deemolege President vum LAV eng éischt Kéier op der Lëscht vun der LSAP am Süden an d'Chamber gewielt ginn, dat Joer drop an den Diddelenger Gemengerot.

1974 ass de Benny Berg Minister an 1976 Vize-president an der DP/LSAP-Regierung ginn.

1979 ass hien erëm an d'Chamber gewielt a Fraktiounschef vun der LSAP ginn. Fënnf Joer méi spët koum de Benny Berg erëm an d'Regierung, wou hie bis 1989 war.

Aus senger Zäit als Member vun der Regierung erënnere mir eis un d'Afféiere vun der fënnfetter Congéswoch, déi gesetzlech Verallgemeinerung vum Indexmechanismus, d'Schafe vum Fonds pour l'emploi an eng besser Protektioun vu schwangere Fraen op der Aarbecht.

De Benny Berg huet vill fir de soziale Fortschritt gemaach. Zum Beispill war hien à la base vun der Pensionsreform vun 1987. Hien huet och an der Tripartite matgeschafft. A senger Zäit als Deputéierten an der Chamber war hien ënner anerem Vizepräsident vun der Jugendkommissioun a Member an de Kommissioun fir Soziales, Finanzen a Budget, Aarbecht, Gesondheet a Reglement. Hie war och Member an de Spezialkommissioun fir d'Sideurgie oder och nach iwwert déi finanziell Situatioun vun de Krankekeesen.

Vun 1970 bis 1974 a vun 1981 bis 1984 war de Benny Berg Member am Diddelenger Gemengerot.

No senger politescher Carrière huet sech de Benny Berg ganz an der Fondatioun Kräizbiere engagéiert, wou hien tëschent 1989 an 2006, wéi hie mat 75 Joer d'Altersgrenz erreicht hat, Administrateur délégué war. Dat Sozialt war him ëmmer wichteg. De Benny Berg ass dann Eierevizepräsident vun der Fondatioun ginn. Des Weidere war hien aktiv an der Entente des gestionnaires des centres d'accueil.

Der Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déifst Matgefill ausdrécken an hir garantéieren, datt mir eise fréieren Deputéierte-kolleeg net wäerte vergiessen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif lech bieden, opzestoen an eisem léiwe Kolleeg ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

3. Octroi de titres honorifiques

A senger Reunión vum 27. Februar 2019 huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 193 an 195 vum Chambersreglement virgeschloen, folgende fréieren Deputéierten den Eiertitel vun hirer Funktioun zouzëerkennen. Dat sinn den Här Paul-Henri Meyers, d'Madamm Claudia Dall'Agnol, den Här Alexander Krieps, d'Madamm Martine Mergen, d'Madamm Sylvie Andrich-Duval, den Här Edy Mertens, d'Madamm Cécile Hemmen, den Här Frank Arndt an den Här Gérard Anzia.

Ass d'Chamber mat dese Virschléi averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Den neien Eieren-deputéierten eis Felicitatiounen.

4. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen: Éischtens, d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Antworten ass um Büro deponéiert. Zweetens, d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, an deenen, déi vum Rôle geholl gi sinn, ass verdeelt ginn. An drëtzens, d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - Séance publique du 12 mars 2019

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, la proposition de loi, la proposition de révision de la Constitution et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7408 - Projet de loi relatif à l'Office du Ducroire Luxembourg

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 13.02.2019

7409 - Projet de loi modifiant : 1° la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures ; 2° la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ; 3° la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 19.02.2019

7410 - Proposition de loi portant modification de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues modifiée par la loi du 23 septembre 2018

Dépôt : M. Fernand Kartheiser, Député, le 20.02.2019

7411 - Projet de loi portant 1° transposition de la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal ; 2° modification du Code pénal ; 3° modification du Code de procédure pénale et 4° modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt : M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 22.02.2019

7412 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 22.02.2019

7413 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre l'Ukraine et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant l'Accord entre l'Union européenne et l'Ukraine relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles, le 17 décembre 2018

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 26.02.2019

7414 - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution

Dépôt : M. Alex Bodry, Député, le 27.02.2019

7415 - Projet de loi portant approbation de la modification de la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg, le 9 septembre 1996

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 28.02.2019

7416 - Projet de loi modifiant les articles L. 222-2 et L. 222-9 du Code du travail

Et ass deen een oder aneren, wou mer eis entre-temps zréckgezunn hunn, an Ofsprooch awer mat eise Partner, well mer fonnt hunn, datt dat net schrecklech vill bruecht huet. Entre-temps gëtt et 34 där PESCO-Projeten, a mir hunn awer och zwee neier, wou mer elo derbäi sinn.

Dat eent ass den EURAS. Do geet et drëms, fir ze kucken, datt mer d'Material an d'Truppe mat dem Kontext vun der Geolokalisatioun besser erfaasst kréien zum Beispill.

An deen zweete Projet, do geet et ëm d'Cyber Threats and Incident Response Information Sharing Platform. Et si komplizéiert Nimm, mä et ass awer eppes Einfaches, wat hannen-drustee; näamlech do geet et drëms, derfir ze suergen, datt dat „Material“ - entre guillemets - wat et am Espace gëtt, fir ze kucken, wéi een dat kann ofsecheren, et méi sécher maachen, datt keen dat kann zerstéieren.

Also, déi zwee Projeten, dat sinn zwee neier, wou mer elo derbäi sinn.

Mir sinn de Moment also zweemol aktiv a véiermol als Observateur nach dran.

An zu Ärer Fro, ob mer dee Bericht gemaach hunn: Jo, deen hu mer gemaach. An zwar den 10. Januar hu mer deen Implementation Plan do eraginn, fir ze informéieren, wou mer dru sinn, fir de Bilan ze maachen.

Et ass awer esou, datt mer wëlles hunn, am Hierscht dëst Joer e globale Bilan ze maachen iwwer all d'Operatiounen nach eng Kéier, an dann en fonction vun deem eis mat eise Partner, mat deene mer zesummeschaffen, ofzeschwätzen, fir ze kucken, ob mer Adjustementer maache bei deem engen oder anere Projet oder net, zum Beispill bei engem vläicht méi aktiv ginn oder bei engem aneren eis vläicht méi zréckzéien.

Et ass awer esou, datt déi dote Projeten all ganz wichteg sinn an datt eigentlech dee ganze Mechanismus vun der PESCO e ganz wichtige war, well dat jo awer eng wichteg éischt Etapp ass, fir ze kucken, europäesch gesinn, an dem Defenseberäich eng besser Zesummenarbecht ze kréien.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Bausch.

- Question n° 29 du 12 mars 2019 de M. Marc Baum relative à la capitale culturelle Esch22, adressée à Mme la Ministre de la Culture

An da wier et un der Fro Nummer 29 vum Här Marc Baum un d'Kulturministesch iwwert d'Kulturhauptstad Esch22. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Merci, Här Präsident. No 1995 an 2007 soll Lëtzebuerg bekanntlech 2022 fir déi drëttes Kéier eng europäesch Kulturhauptstad stellen. An och wann et schonns 1995 an 2007 gréisser gesellschaftlech Debatte gi sinn iwwert d'Orientéierung an d'Organisatioun vun deem Evenement, esou si se awer, mengen ech, net vergläichbar mat deenen Diskussiounen, déi zu Lëtzebuerg elo an deem leschte gudde Joer gelaf sinn.

No deem ëmstriddenen Erauswurf vun deene Koordinateuren, déi duerch hirt Bid Book déi europäesch Jury eréischt iwwerzeege konnten, den Titel ze verginn, hate vill Kulturschaffender no gefillt endlose Méint vu Stëlstand elo d'Hoffnung, mat der Nominatioun vun neie Responsabele kéinten d'Differenzen an d'Divergenzen iwwerwonnen ginn a sech op dat konzentréiert ginn, wat am Zentrum misst stoen, näamlech déi artistesch Kreatioun, an anere Wieder, datt endlech ugefaange gëtt, dat Bid Book ëmzesetzen.

Spéitstens awer zënter gëschter no engem Zeitungsartikel wësse mer, datt dat awer och méi komplex ass. Do hunn eng ganz Rëtsch Leit sech ganz kritesch geäussert, vun nationaler an internationaler Envergure. An et sinn virun allem zwou Demarché kritiséiert ginn, näamlech engersäits, datt déi Projeten, déi aktuell am Bid Book stinn, sech nach eng Kéier musse bewerben, an zweetens, datt eng Eegefinanzierung vu bis zu 50 % virgesinn ass.

De Problem domadder ass, datt domadder d'Bedingungen eigentlech de fond en comble changéieren a verschidde Projeten domadder virum sécheren Aus stinn. A wann ee seet „déi Projeten, déi am Bid Book stinn, sti virum Aus“, da kann dat och heeschen: fir d'Bid Book selwer.

Duerfir - wuel wëssend, datt de Kulturministère just een Akteur ass an där ganzer Diskussioun, mä awer, mengen ech, net den onbedei-

tendsten - zwou Froe vun éischter allgemenger Natur:

Wéi gesäit de Kulturministère déi rezent Evolutiounen an och déi Form vu Widderstand, déi sech do awer amgaangen ass ze mobiliséieren, notamment bei ganz namhafte lëtzebuergeresche Kënschtler?

An zweetens, wat ass fir de Kulturministère de Stelleväert vun deem Bid Book? Ass et esou, wéi Verschiddener soen, eng Zort Kontrakt, opgrond vun deem dann och weider Schrëtt geholl ginn? Wéi gesäit de Kulturministère dat, besonnesch en vue dovunner, wat jo och ugeklungen ass, datt souguer d'Nominatioun vum Melina-Mercouri-Präis eventuell a Fro gestallt kéint sinn?

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Baum. D'Madamm Kulturministesch huet d'Wuert.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture.**- Jo, Merci, Här Baum, fir déi Fro. Ech schwätzen ënnert der Opsicht vun enger Rei Leit, déi och ganz implizéiert sinn an deem Projet, well Esch 2022 jo net just Esch concernéiert, mä de ganze Minett, an och do vill vun de Lokalpolitiker och an där ASBL mat dra sinn.

Ech wollt vläicht fir d'Éischt eng generell Remark maachen: Ech sinn der Meenung, dass ... Elo viru Kuerzem ass den Appel à projets lancéiert ginn. An ech si frou ze gesinn, dass elo geschaff gëtt. An ech fannen et eigentlech schued, dass mer ëmmer erëm probéieren, e Schratt no hannen ze goen an domat awer e bëssen dat Ganzt erëm denigréieren an net no vir kucken an eigentlech probéieren, dat ze maachen, wat mer gären hätten, allegueren, mengen ech, heibannen, an zwar, dass Esch 2022 e Succès gëtt.

A mir kënnen eis eigentlech och net erlaben, dass et kee Succès gëtt, well et ass en europäesche Projet, dee ganz wichteg ass. Fir Lëtzebuerg wär et, mengen ech, wierklech net schéin, wa mer do géifen echouéieren, mä och fir d'lokal Institutiounen an och fir d'lokal Kënschtler si mer eigentlech gefrot, allegueren zesummen hei ze probéieren, dass dat doten en Erfolleg gëtt.

Zu där Affär mam Bid Book: Ech ka jo just lech elo dat rapportéieren, wat ech selwer dann och nogefrot hat bei der Madamm Braun. Ech weess net, wéi produktiv dat ass. Ech mengen, Dir hutt selwer elo och déi eenzel Artikelen ugeschwat. Ech mengen, hir Erklärung - an ech kann déi absolutt novollzéien -: Si si komm, si hu gekuckt, wat do wär vu Kontrakter, vun Donnéeën vun deenen eenzelne Projeten a si sinn eigentlech zur Konklusioon komm, dass näischt Gräifbares do wär an dass se doduerch eigentlech misste jiddwieren nach eng Kéier opruffen, fir deen Appel à projets ze maachen.

Do ass och mat eenzelne Kandidate geschwat ginn. An dat war hir Konklusioon. Voilà! Wann ech dat als Informatioun kréien, da kann ech eigentlech nëmme verstoen, dass dat esou gemaach ginn ass, sachant en plus, dass verschiddener vun deene Projekte ganz grouss Projekte sinn, déi wierklech këschtintensiv sinn, an een also och muss kucken, eng Mise en balance ze maache vum Gesamtbudget, wann ee keng gräifbar Informatiounen huet iwwer verschiddener vun deene Projeten.

Bon, dat ass elo deen ee Volet. Dofir kann ech déi Demarché absolutt novollzéien. An ech verstinn d'Opreegung och net esou richtig, well wann ee Projet do ass an dee Projet ausgeschafft ass, da kann een dee jo och eraginn an da kann dee jo och gekuckt ginn. An, ech mengen, bei der Presentatioun, déi lescht Woch, mengen ech, war, ass jo och kloer nach eng Kéier gesot ginn, dass wierklech géif dru geschaff ginn, dass all déi gutt Projeten och géifen akzeptéiert ginn, dass een och e Retour géif kréien, dass se sech ganz kloer Kritäre ginn an och Explikatiounen ginn, firwat dass e Projet net zréckbehalde gëtt, an een och d'Chance kritt, dat dann nach eng Kéier ze iwwerschaffen, fir dass en zréckbehalde gëtt.

Zu de 50 %. Éischters ass dat net nei; dat hate mer 2007. Zweetens ass et eppes, wat a ganz ville Capitales européennes gängeg ass. An drëttes mécht et och Sënn, well: Wat heescht dat? Dat heescht, dass ee muss mat enger kultureller Institutioun zesummeschaffen, mat engem Träger - et muss net eng Institutioun sinn, et kann eng ASBL sinn -, mat engem Träger, deen och en Deel vum Finanzement bäidréit. Et hëlleft fir d'Onofhängegkeet och vum Projet, well net Esch 2022 100 % vun deem Ganze finanzéiert, mä ebe just en Deel finanzéiert an de Rescht eigentlech just seet: „Okay, dee Projet kann esou gemaach ginn.“ An Dir kritt fir de Rescht eben déi 50 % subventiounéiert. An et erlaabt schlussendlech och, vill méi Projekte mat eranzezéien, wéi wann een all Projet 100%eg promovéiert.

An ech mengen, dass och vill vun deenen Institutiounen, mat deenen ech bis elo geschwat hunn, ganz bereit sinn, fir Projekte mat eranzezéien, fir mat lokalen oder Kënschtler och aus der Groussregioun ze schaffen, fir dass do Projeten erakommen. Dofir maachen ech mer do elo net esou vill Suergen.

Also, fir mech: Déi Equip, déi elo do ass, huet meng vollst Ennerstëtzung! Ech sinn der Meenung: Si schaffen, si schaffe gutt. Si sinn 300 % bei der Saach. An ech si wierklech frou, wa mer probéieren, all do en engem Strang ze zéien, fir dass dee Projet geléngt.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Tanson.

- Question n° 30 du 12 mars 2019 de M. Charles Margue relative au congé pour raisons familiales, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Mir kommen dann elo un d'Fro Nummer 30 vum Här Charles Margue un den Aarbechtsminister iwwert de Congé pour raisons familiales. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Charles Margue (déi gréng).**- Merci, Här President. Meng Fro un den Här Minister Kersch: Den 1. Januar 2018 ass eng Dispositioun a Kraaft getratt, wat de Congé pour raisons familiales ugeet. Do steet: « Les deux parents ne peuvent prendre le congé pour raisons familiales en même temps. » Et géif mech interesséieren ze wëssen, wéi esou déi Dispositioun agefouert ginn ass.

Den Hannergrond vu menger Fro ass näamlech deen: Wat maache mer beispillsweis mat enger Famill, déi dräi Kanner huet, wou eent dovou chronesch krank ass a regelméisseg an d'Ausland fir en Traitement muss goen? Do sinn dann déi zwee aner Kanner, déi méiglecherweis nach guer net schoufflichteg sinn. Do wär et awer gutt, wa Papp a Mamm zur gläicher Zäit fir datselwecht Kand kéinte Congé kréien. Huele mer de Fall, dass ee vun deene Pappen a Mammen oder d'Mamm schafft, deen aneren an d'Ausland mat deem Kand geet fir eng Behandlung an dat méi regelméisseg, da muss deen anere sech jo fräi kënnen huelen. A wann déi zwee schaffen, dann hu mer wierklech e Riseproblem.

Merci fir Är Äntwert.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Margue. Den Aarbechtsminister, den Här Dan Kersch, huet d'Wuert.

► **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Merci, Här President. Merci och dem honoreblen Deputéierten fir déi Fro, well se mer erlaabt drop hinzeweisen, dass effektiv den 1. Januar 2018 eng ganz Rei vu Verbesserungen komm sinn an der Sozialpolitik zu Lëtzebuerg, ënner anerem d'Aféierung vun engem (veuillez lire : d'Erhéijung vum) Pappcongé vun zwee op zéng Deeg, bei deem jo aacht Deeg supplémentaire eesäiteg zulaaschte vum Stat ginn.

An effektiv sinn och eng Rei Ermänerungen gemaach gi beim Congé pour raisons familiales, dee jo och iwwer Krankeschäin accordéiert gëtt an dann och iwwert d'CNS bezuelt gëtt. D'Iddi, oder wéi et fréier formuléiert war, war relativ kloer: Wann e Kand eng méi schwéier Krankheet huet an doheem gefleegt muss ginn an d'Präsenz vun engem vun de Parenten ass néideg, da kann een esou e Congé familial kréien.

An der Vergaangenheet huet dat dozou gefouert, dass mer ëmmer méi Fäll haten, wou u sech bei der Krankheet vun engem Kand zwee Leit doheem bliwwen sinn. An dofir huet de Legislatuer drop gehalen, fir do eng Präzisioun ze maachen, dass et am Prinzip nëmme sollt ee sinn, deen da bei deem Kand bleift.

Allerdéngs, wéi esou oft bei Saachen, déi gutt geduecht sinn, komme mer dann an eng Situatioun, wou mer nei Härtefäll kréieren. An ee vun deenen Härtefäll, deen hutt Der elo grad beschriwwen. Ech selwer hat och e Bréif kritt vun enger Famill, déi vum ganz präzise Fall, vun deem Dir elo geschwat hutt, concernéiert ass. An ech hunn deene Leit geäntwert, dass dat bestëmmt net d'Absicht war vum Legislatuer, fir do Verschlechterungen anzeféieren, an dass mer also op sinn, fir do an Zukunft Präzisiounen zu där Präzisioun ze maachen, déi mer fir den 1. Januar 2018 gemaach hunn, spréich also dass mer erëm eng Kéier wëllen an Ausnahmefäll och d'Méiglecheit opmaachen, dass, wann esou Fäll sinn, wéi Dir se beschriwwen hutt - et gëtt och nach anerer -, et dann awer nach méiglech ass, dass zwee Elterendeeler gläichzäiteg kënnen vun deem Congé familial profitéieren.

An deem näamlechte Kontext, souzesoen also eng Präzisioun zur Präzisioun, wëlle mer dat an d'A faassen, an ech hunn och meng Servicer

ugewisen, en deementspriedende Gesetzesprojet auszuschaffen.

An deem Kontext kann ee vläicht och nach un d'Petitioun 1114 erënnere, wou eng äänlech Problematik ugeschwat ginn ass. Do geet et och ëm de Congé familial, dass am Fong tëschen dem Alter vun 13 bis 18 Joer jo eng Hospitalisatioun muss virleien, fir dass ee ka vun deem Congé familial profitéieren. Och do hu mer gemierkt, dass an der konkreter Praxis an Eenzelfäll dat net satisfaisant ass, notamment wann et ëm en Handicapéierte geet. An och do wëlle mer nach eng Kéier nobeseren.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kersch.

- Question n° 31 du 12 mars 2019 de Mme Carole Hartmann relative aux enjeux du Brexit pour les avocats britanniques exerçant sous leur titre d'origine, adressée à M. le Ministre de la Justice

Mir kommen dann elo un d'Fro Nummer 31 vun der Madamm Carole Hartmann un den Justizminister iwwert de Brexit a seng Konsequenze fir brittesch Affekoten. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Carole Hartmann (DP).**- Här President, haut den Owend stëmmt zu London d'House of Commons op en Neits iwwer e Brexitaccord of. Ob hard Brexit oder net, stelle sech eng Hällewull u Froen, dorënner och Froen ëm d'« libre circulation des personnes et des services », déi ee vun de groussen Acquisen vun der EU ass.

Meng Froe riichte sech an deem Kontext un den Justizminister a betreffen d'Situatioun vun den engleschen Affekoten, déi op der Lëscht 4 vun eise Barreauen ageschriwwen sinn. D'Lëscht 4, léif Kolleginnen a Kollegen, dat sinn d'Affekoten aus aneren EU-Staten, déi hei zu Lëtzebuerg mat hirem Titre d'origine, dat sinn zum Beispill aktuell nach déi englesch „Solicitors“, schaffe kënnen.

Meng Froen dozou si folgend: Wat geschitt mat diesen Affekoten, wann England net méi an der EU ass? Si Mesures transitoires envisagéiert ginn, fir dass déi Concernéiert um Stéchdatum vum Brexit net an engem Vide juridique sinn?

Eisem Gesetz iwwert d'Profession d'avocat no kann en Affekot aus engem Net-EU-Stat nëmme op engem vun eise Barreauen ageschriwwen ginn, wann eng « condition de réciprocité » respektéiert ass, dat heescht, wann am Land, wou diesen Affekot hierkennt, och e Lëtzeburger Affekot kann exercéieren.

Dofir nach eng zousätzlech Fro: Sinn an deem Kontext scho Gespréicher mat eisen engleschen Homologe gesicht ginn, fir dass dës Réciprocitéit och nom Brexit assuréiert bleift?

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Hartmann. Den Här Justizminister huet d'Wuert.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Merci, Här President. Merci och der Madamm Hartmann fir hir Fro. Si huet zu Recht op de Vott haut den Owend zu London higewisen, well vun deem Vott ganz villes ofhänkt, wéi Der alleguerte wësst natierlech, awer och am Besonneschen an deem Kontext, an deem d'Madamm Hartmann hir Fro gestallt huet.

Sollt et den Owend zu engem positive Vott kommen, also dass mer en Deal hätten tëschen dem UK an Europa, da wäeren och déi dote Froen an der Iwwergangsregelung, déi jo geet bis den 1. Januar 2021, mat ofgedeckt. Do ass en explizitte Verweis, en Artikel 27, dee generell ëm déi dote Froe vun der géigesäiteger Unerkennung vu beruffleche Qualifikatiounen handelt, an déi Artikule verweisen awer och explizitt op d'Home-Title-Direktiv, déi eben am Besonnesche fir d'Affekote vun Importzen ass.

Sollt et allerdéngs net zu engem positive Vott den Owend kommen, da gëtt et kee Problem fir déi Leit, déi op der éischter Lëscht hei zu Lëtzebuerg sti respektiv op der zweeter Lëscht stinn, also d'Avocats à la cour an d'Stagiairen. Do ass de Prinzip, dass d'Reciprocitéit natierlech spille muss. Do hu mer awer, an ech hat de Moien nach e Gespréich mam aktuelle Bâtonnier, dem Franz Kremer, do hu si awer och schonn Zousoe kritt vun de britteschen Barreauen, ob dat Nordirland ass, Schottland, Wales, England, dass do kee Problem sech dierft stellen. Si wëllen also do op der brittescher Säit weiderhin eng offen Haltung anhuelen, soudass et fir déi vun der éischter an der zweeter Lëscht kee Problem dierft stellen.

Anescht verhält et sech mat den Affekoten, déi op der véierter Lëscht stinn an déi sief et eng brittesch Nationalitéit hunn, sief et als Barreau d'origine och e brittesche Barreau hunn. Do ass et esou, dass et tatsächlech zu Problemer kéint kommen. Dovunner betraff sinn am Moment



27 Affekoten zu Lëtzebuerg, déi sief et d'brittesch Nationalitéit, sief et e brittesche Barreau als Barreau d'origine hunn. An d'Wouerecht ass, dass mer fir déi Kandidaten do am Moment keng fäerdeg Léisung hunn.

Aner Länner wéi Frankräich hunn do méi séier kenne reagieren, iwwer Ordonnanzrechts-mëttel, wat eis net zur Verfügung steet zu Lëtzebuerg, soudass mer hei iwwert de legislative Wee wäerte misse virgoen. Mir kënne och net eng bilateral Negociation do féieren, well dat hei eng Kompetenz vun der Europäescher Unioun an dës Matière ass. Mir kéinten also eigentlech nëmmen eist nationaalt Gesetz esou ofänneren, dass quasi d'Pays-tiersen alleguete géifen ugesi gi wéi d'Memberlänner vun der Europäescher Unioun, wat awer e Gedanken ass, deen een zumindest misst verdéiwen, ier ee sech géif no vir op där doter Spur beweegen.

Wat ech ka soen, ech hunn och, fir Är Fro direkt ze beäntweren, bei deene leschte Conseilé schonn e puer Bilaterale gehat mat mengem englesche Kolleg, dem David Gauke, wat ee vun deenen am brittesche Kabinet ass, déi och d'Premierministesch opgefuerdert hunn, am Noutfall en Delai ze froen. Et ass also och een, dee probéiert, verstänneg Léisungen ze fannen. Mir hunn och do iwwert d'Coopération judiciaire geschwat am zivilen, am penale Beräich. An do muss ee kloer soen, wann et en No-Deal-Brexit gëtt, da gëtt et Problemer! Dann entsteet e Gap, an dee wäert net nëmme kuertz an net nëmme en Zentimeter déif sinn, mä do wäerte mer eng ganz Rei Problemer kréien an der Coopération judiciaire, an der Coopération policière, och am Beräich vum zivilen Recht.

All déi, déi eis vläicht elo nach hei géifen nolauchteren zu London, déi mengen, en No-Deal-Brexit wär eng gutt Saach, solle wëssen: En No-Deal-Brexit gëtt et net ouni Wonnen an ouni Problemer! An déi Fro, déi Dir haut opwerft, ass eng, wou mer haut d'Antwort fir déi véiert Lëscht net ofschléissend hunn. Mä et ass just eng vu ville Froen, wou et Problemer wäert ginn. Dofir kann ech just hoffen, mat Lech - do sinn ech iwwerzeegt dovun -, dass et den Owend respektiv muer e Vott wäert ginn, deen dozou féiert, dass mer keen No-Deal-Brexit hunn, am Interêt vu ganz ville Leit, net nëmme vun de brittesche Leit, awer och vun deenen, déi Affekt sinn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Braz.

- Question n° 32 du 12 mars 2019 de M. Eugène Berger relative à l'extension de l'autoroute A31, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

An da wier et un der Fro Nummer 32 vum Här Eugène Berger un de Minister fir d'Mobilitéit an d'effentlech Bauten iwwert d'Erweiterung vun der Autobunn A31. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, Merci, Här President. Ech mengen, et war am Dezember 2017, wou mer hei an der Chamber de Vott haten iwwert den Ausbau vun der Diddelenger Autobunn, der A3, op zweemol dräi Spuren. An och deemools war schonn eng vun de Froen: Wéi geet et weider op där anerer Säit, dat heescht hannert der Grenz, op der franséischer Säit?, well et jo awer wichteg ass fir d'Kohärenz vum ganze Projet, datt do och da géif d'A31 op dräi Bannen ausgebaut ginn.

D'Aarbechte fänken elo deemnächst u fir den Ausbau vun der Diddelenger Autobunn, wéi mer gëschter op engem Reportage op dem RTL-Fernseh konnte gesinn. An duerfir stellt sech awer och nach eng Kéier d'Fro: Wéi ass dann elo definitiv d'Situatioun op franséischer Säit? Deemools, ech hat dat nach eng Kéier nogekuckt, bei den Diskussiounen hei an der Chamber war jiddweree relativ optimistesesch. Ech mengen, och de Minister, deen och deemools deeselwechten zoustänneg Minister war, war optimistesesch, datt dat de Fall wier. En huet sech éischer Suerge gemaach, datt se vläicht net esou onbedéngt a Richtung Covoi-turage op der franséischer Säit géife goen, déi Pisten net fir déi Moyene sollte virgesi ginn. Mä et huet een op där anerer Säit an der franséischer Press och an de leschte Woche gelies, datt awer do de Wellen oder och d'Moyenen net do wieren, fir also dann op der A31 och weiderzufueren.

Duerfir meng Froen: Kennt de Minister de leschte Stand - ech soen emol - vun der franséischer Säit? Gëtt dann elo do awer weider dru geplangt, fir d'A31 och auszubauen oder net? A wann et also net de Fall wier, hätt dat eventuell Konsequenzen och - ech soen emol einfach - technescher Natur op de lëtzebuergesche Projet?

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Berger. De Minister fir d'Mobilitéit, den Här Bausch, huet d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Merci dem Här Berger fir seng Froen. An ech kann em direkt soen: Wann et op der franséischer Säit nëmmen eng Meenung géif ginn, da wär et einfach, hei och eng Antwort ze ginn. Mä vu datt et op der franséischer Säit méi Meenunge gëtt, jee nodeem, mat wem ee schwätzt, ass et natierlech schwéier, hei eppes Kohärentes ze soen.

Et ass natierlech esou, datt d'Regioun Alsace-Lorraine derfir ass, där hire President, den Här Rottner, sech fest engagéiert an och asetzt, fir datt déi A31 do och an deem Sënn ausgebaut gëtt. Iwwerengs hunn déi och déi nämlech Positionen wéi mir, wat d'Notzung ubelaangt mam Covoi-turage an esou weider. Dat heescht, dat gesäit gutt aus.

Mä dat ass awer och schonn dann alles, wou de Konsens besteet. Duerno ginn d'Meenunge wäit ausereen. Dat geet da vun „fir Paräis ass et net onbedéngt eng Prioritéit“ bis zu Payage a wou de Payage a géint de Payage a fir de Payage, soudatt mer do bis elo net vill weiderkonn sinn.

An dat bestätegt mech an där Meenung, déi ech an der leschter Legislaturperiod och hat. Eis Leit, also vu menger Verwaltung, sinn agebonnen an d'Planung vum Projet, fir effektiv déi technesch Konnektivitéit optimal hinzekréien op där anerer Säit vun der Grenz. Mä all déi Berichter, déi ech ëmmer gemaach kritt hunn an där leschter Legislaturperiod, déi waren an d'Richtung, datt keng grouss Eenegkeet a Frankräich ass, jee nodeem, mat wem ee schwätzt, wat dann elo wierklech wéini a wou soll gemaach ginn.

Also, dat ass bedauerlech, datt dat esou ass. Et ass awer esou, datt dat awer elo näischt un eisem Projet ännert. Mir wäerten deen am Timing realiséieren, wéi ech en och schonn e puermol an der leschter Zäit, ënner anerem och elo an enger Question parlementaire, präziséiert hunn. An duerfir, et bréngt eis och eppes op eisem Territoire, well mir wësse mussen, datt mir jo tëschent der Grenz an tëschent Diddeleng a Stad eng extrem héich Belaaschtung hunn, well et jo esou ass, datt zousätzlech zu de Frontalieren, déi vun der franséischer Säit kommen, jo och am Inland awer nach vill dausend inländesch Pendler kommen.

Mir maachen ëmmer esou, wéi wann de Verkéiersproblem zu Lëtzebuerg just e Problem wär duerch d'Frontalieren, mä dat ass net esou! Mir hunn en enormen Inlandsverkéier an dee kënnt natierlech do nach derbäi op der Autobunn. An duerfir muss mer do kucken, eppes ze maachen.

Ech hoffen nach ëmmer, datt a Frankräich den Här Rottner sech duerchsetzt an datt en déi Autoritéiten, déi sollen decidéieren, iwwerzeegt kritt, datt se relativ séier kënne dee Projet realiséieren.

Wat awer relativ kloer ass, dat hunn ech zu Paräis och d'lescht Joer gesot, wéi ech mat op der Statsvisit war, an dat hu mer jo och esou ënnerschriwwen an der Conventioun: De Lëtzebuerg Stat bezill net um Autobunnreseau op der franséischer Säit. Dat wëll ech kloer soen. Ech sinn do radikal dergéint an d'Regierung deelt och meng Meenung integral. Mir bedeelegen eis um Finanzement vun dem Eisebunn-reseau, mä net um Reseau vun der A31.

Ech weess jo och, datt zu Lëtzebuerg der sinn, déi dat entre-temps ..., net d'Bevëlkerung, de Gros vun der Bevëlkerung ass éischer, mengen ech, menger Meenung, mä et gëtt der awer, déi dat heiansdo verlaangen. Ech mengen, mir huelen eis Responsabilitéit. Iergendwann ass et och eng Kéier un deenen anerem, hir ze huelen!

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bausch.

- Question n° 33 du 12 mars 2019 de M. Gusty Graas relative aux violences lors des événements sportifs, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

Mir kommen dann elo un d'Fro Nummer 33 vum Här Gusty Graas un de Minister fir d'bannenzeg Sécherheet iwwert d'Gewalt bei Sportevenementer. Här Graas, et ass un lech.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. De leschte 27. Januar koum et bei engem Fussballmatch an der Hal zu Wël-werwol zu Ausenanersetzungen. Dat war en Evenement, wat mat Sécherheet fir ganz vill Diskussiounen gesuergt huet, mä et war u sech nach relativ harmlos vis-à-vis vun deem, wat de leschte Sondeg zu Ettelbréck lass war. An zwar goung et do awer och scho vill méi haart hier. Et koum zu enger gréisserer Kläpperei während

dem Match an och nom Match vun Ettelbréck géint d'Jeunesse Esch. Ech beruffe mech elo hei op Aussoen aus der Press: Eng ronn 70 Spectateure wieren uneneegeroden.

A wat méi schlëmm ass, an ech hunn elo just nach kënne e Video kucken, fir och dat dee Moment nach confirméiert ze kréien, dat ass déi Gewalt, déi vis-à-vis vun der Police do ugewannt ginn ass, datt och souguer Polizisten do mat Rimmer geschloe gi sinn an datt och Leit do verletzt goufen, och wann dat net besonnesch schlëmm wär.

Et ass och ze liesen, datt eng Rei Patrullen aus dem ganze Land - ech wëll hei betounen: aus dem ganze Land! - hu missen ugeuerdert ginn, fir déi Situatioun do an de Grëff ze kréien. Ech mengen, wann esou eng Situatioun sech ereegnet, da stelle sech allerdéngs e puer Froen.

Ech wollt an deem Sënn, wéi gesot, de Minister vun der bannenzeg Sécherheet hei och froen: Zum Beispill elo, wéi vill Poliziste waren am Endeffekt am Asaz? Wéi vill Patrullen „aus dem ganze Land“, dixit d'Press, hu missen dohinner beuerdert ginn?

Zweetens: Wat fir eng Käschte sinn dann elo deementspriedend do entstanen? An da muss een och d'Fro stellen, awéifern datt déi Käschten och vläicht mussen op aner Leit imputéiert ginn. Heescht dat doten, datt mer an Zukunft och mussen méi Precautiounen treffen, wann een am Virfeld weess, a leider bitt d'Ausland do jo eng Rei negativ Beispiller, wann ee wéi gesot weess am Virfeld, hei treffen Equippen openeen, wou u sech d'Gefor grouss ass, datt et herno zu Ausenanersetzunge kënnt?

Véiertens: Gëtt et och entre-temps Statistiken? Ass eng gewëssen Tendenz ze erkennen - ech kéint déi Fro zwar och elo un de Sportminister stellen -, datt leider de Sport méi oft Ursach ass, fir datt et zu Ausenanersetzunge kënnt, wat natierlech méi wéi ze bedauere wär?

Dat hei sinn elo zwee Beispiller aus dem Fussball. Sinn och Beispiller bekannt vun anere Sportarten? A wéi gesot, insgesamt eng méi generell Fro: Wéi kënne mer versichen, datt sech awer esou Ausenanersetzunge wéi de leschte Sondeg zu Ettelbréck net méi solle widerhuelen?

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Graas. Den Här Minister fir d'bannenzeg Sécherheet huet d'Wuert. Här Bausch, et ass un lech.

► **M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Merci och dem Här Graas fir seng Froen. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat ëmmer geduecht, de Sport wier do, fir d'Zesummeliewen ze féieren, mateneen eens ginn, mat engem sozialen Aspekt hennendrun. Ech mengen dat, wat den Här Graas elo beschriwwen huet, entsprécht net deem.

Mä Spaass beisäit. Deen éischten, deen d'Responsabilitéit huet bei der Organisatioun vun enger Sportsveranstaltung, ass den Organisateure. Dat emol direkt virausgeschéckt. Woubäi ech awer hei muss soen, datt den Organisateure hei schonn eng Rei Saache gemaach huet. An zwar: Um Stadion waren déi zwou Supporter-gruppe komplett getrennt. Déi eng souzen op där enger Säit, déi aner souzen op där anerer Säit. Si ware souguer souwäit gaangen, datt se d'Beiërbud an de Grill trennt hunn, datt jiddweree seng Beiërbud a sai Grill hat op all Säit. Mä och dat ass net duergaangen.

Well, et ass jo och während dem Match näischt geschitt. Dat Ganzt ass geschitt, wéi de Match fäerdeg war. Du si se openee lassgaangen. Wahrscheinlech ...

(Interruption)

Wat gelift?

► **Une voix.** - Et war 1-1.

► **M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Et war 1-1, jo. Bon, dat ass effektiv de Paradox.

Also, normalerweis, wéi gesot, ass den Organisateure responsabel fir d'Veranstaltung. An et ass och extrem schwéier, fir virauszugesinn, ob bei enger Veranstaltung d'Leit duerchdréien oder net. Well hei si se jo duerchgedréit, manifestement.

Sur place ware sechs Poliziste während dem ganze Match. Mä et war awer och esou, datt den Organisateure selwer Sécherheetsfirmen do hat, fir e bëssen ze versichen, fir Uerdnung ze suergen. Wéi awer dunn natierlech de Buttek lassgaangen ass nom Match, do huet d'Police aus der Regioun méi Polizisten op d'Plaz getrommelt. Et waren nach eng Kéier zousätzlech 40 Polizisten dohinner geruff gi plus zwee Maîtres-chiens, also mat Hënn, déi op d'Plaz komm sinn, fir se ausereenezdeiwien.

Et sinn och zwee Polizisten, muss ech soen, blesséiert ginn. An et ass och esou, datt Procès-verballe wéinst Rebellioun opgestallt gi géint e ganze Koup Leit. An Dir wësst jo, wat dat heescht, wann Der wéinst Rebellioun ugeklot gitt, d'Konsequenzen dervun. Do hoffen ech, datt déi Leit sech däers bewosst sinn, déi dat gemaach hunn. Mä egal.

Et bleift, datt et schwéier ass. Hei gëtt elo gesot, an et ass och geschriwwen ginn, dat wär bekannt, déi zwou Equippen. Et ass awer esou, datt den Organisateure déi lescht Zäit fonnt huet, datt dee Problem net do war.

Duerfir, dat ass totalement imprévisible an et ass leider schued a bedauerlech. Natierlech, sollt dat doten elo sech widerhuelen, da muss den Organisateure sech eppes aneres afale loosse. Da muss och wahrscheinlech d'Fussballs-federatioun sech iergendwann eng Kéier eppes afale loosse, wann et net klappert.

Dir wësst jo, datt et am Ausland scho Fäll gi sinn, wou carrement déi dann den Terrain gespaart kritt hunn, also. Mä et ass deen, dee muss Sanktiounen huelen, a priori am präventive Sënn.

Et ass bedauerlech, wéi gesot, datt hei zwee Poliziste blesséiert gi sinn, an iwwerhaupt bedauerlech, datt mer mussen bal 50 Polizisten op d'Plaz ruffen, fir do Leit, déi eigentlech op engem Sportevenement sollte friddlech mateneen ëmgeoen, fir déi do ze betreien - wann een et esou emol wéilt huelen.

Ech mengen, d'Police huet aner wichteg Aufgaben ze dinn, déi wierklech méi wichteg si wéi dat do. An ech hoffen, datt mer eis däers bewosst sinn. An et ass och en Appell vu menger Säit un all d'Organisateuren, eben opzepasst bei Veranstaltungen, datt se sech där Responsabilitéit, déi se hunn, och bewosst sinn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bausch.

- Question n° 34 du 12 mars 2019 de Mme Carole Hartmann relative à la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil, adressée à M. le Ministre de la Justice

Déi lescht Fro fir haut ass d'Fro Nummer 34 vun der Madamm Carole Hartmann iwwert d'Er-nimme vum Geschlecht an de Virnimm beim Etat civil. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Carole Hartmann (DP).** - Här President, leschte Freideg huet op dës Plaz am Kader vun Jugendkonvent eng jonk Fra eng Fro opgeworf, déi ech gären un de Justiz-minister Félix Braz weiderstellen.

D'lescht Joer ass e Gesetz iwwert d'Méigle-keet vun enger Modifikatioun vu sengem Geschlecht a sengem Virnumm gestëmmt ginn. E Majeur riicht seng Demande direkt un de Justizminister, beim Mannerjärege sinn et d'Elteren oder deen, deen d'Autorité parentale huet, deen déi Demande muss stellen. Wann d'Eltere sech net eens sinn, kann een Elterendeel d'Gericht mat der Demande sai-séieren. Déi konkret Fro, déi gestallt ginn ass, ass déi, firwat ee Jonken, deem seng Elteren net hanner sengem Wonsch, en anert Geschlecht respektiv en anere Virnumm ze kréien, stinn, net ouni den Accord vu sengen Elteren esou eng Demande ka stellen.

Ech hunn der jonker Fra probéiert eng Antwort ze ginn, andeem ech drop higewisen hunn, dass et niewent dem classeschen Ennerscheid tëschent Majeuren a Mineuren och souge-nannte Mineurs émancipés ginn an dass des, ouni mussen op hir Elteren zrëckzegräifen, selwer Decisiounen kënne huelen an Demandé kënne maachen, wéi wa si scho majeure wären.

Wéi ech mer eisen Text ugekuckt hunn, hunn ech allerdéngs gemierkt, dass déi emanzipéiert Man-nerjäreg am concernéierte Gesetz net virgesi goufen. A Frankräich schwätzt deeselwechten Text allerdéngs vun « toute personne majeure ou mineure émancipée ». Eisen Text viséiert just « toute personne luxembourgeoise majeure », déi eng Demande ka maachen.

Dozou meng Froen un de Justizminister: Ass am Lëtzebuergesche Text envisagéiert ginn, och de Mineur émancipé esou eng Demande kënne selwer maachen ze loosse? Wa jo, firwat ass decidéiert ginn, den emanzipéierte Mineur net ze consideréieren? Wann neen, kéint Dir lech virstellen, dass mer eisen Text an deem Sënn upassen, fir och Jonken, déi keng Ennerstëtzung vun hiren Elteren hunn, an awer räif a responsa-bel genuch sinn, d'Méiglecheit ze ginn, selwer eng Demande kënne ze stellen, fir hiert Geschlecht an hiren Numm ze änneren?

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hartmann. Den Här Justizminister huet d'Wuert.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Ech kréien all Kéiers eng gewéitscht. Et ass elo déi drëtt fir haut.

Merci, Här President. Merci och der Madamm Hartmann fir déi dote Fro. Mir hunn eis bei der Redaktioun vum Projet de loi an och duerno an der zoustänneger Chamberskommissioun jo ganz vill Méi gi mat deem Gesetz, besonnesch am Verglach mat anere Legislatiounen, déi et an dëser Matière gëtt.

Dir hutt elo e Verweis gemaach op déi franséisch Legislatioun op engem präzise Punkt. Ech kann lech awer versécheren, iwwert de gesamten Text gekuckt, mengen ech, brauch de Lëtzebuerger Text guer kee Verglach ze scheien. Au contraire. Well wann een d'Legislatiounen vergläicht, dann hu mer tatsächlech haut eng vun de präziisten an oppenste Legislatiounen an deem dote Beräich. An et ass och richtig esou. An dat war och gewollt an e breet gedeelt hei an der Chamber, well mer e Gesetz wollte maachen, wat deene Leit wierklech hëlleft an éischer Linn. A mir hu vun all aneren Argumenter och Abstraktioun gemaach.

Deen dote Fall ass - do hutt Der recht - net am Text virgesinn, dass den emanzipéierte Mineur dat och dierft maachen. An ech sinn och bereet, doriwwer nach eng Kéier fréisch nozedenken, ob een dat net kéint afügen.

Ech muss awer soen, mir haten och doriwwer nogeduecht virdrun a mir hunn dat aus engem Grond net gemaach. Dat ass: Déi Fäll, fir haut emanzipéiert ze ginn, sinn dem Gesetz no nëmmen zwee Fäll. Dat engt ass iwwert d'Bestueden, wou den Accord vun den Eltere och muss virleien - wann net, da kann ee bei de Riichter goen, dat ass elo de Familljeriichter. Oder den zweete Fall, dat ass, wann ee wëllt nieft dem Mariage déi Demande formuléieren iwwert de Riichter dann, awer noutwenderweis mam Accord vun deenen, déi d'Autorité parentale hunn. Dat heescht, wa mer et an dësem Text esou géifen drasetzen, da wär et eigentlech méi symbolesch wéi praktesch, well et bräicht ee fir seng Emanzipatioun dann den Accord prealabel vun de Leit, déi d'Autorité parentale hunn. Dat géif also de Problem net léisen.

Wann ee géif op dee Wee goen, da misst een eigentlech bei der Emanzipatioun en drëtten Fall virgesinn. Et ass do, wou ee misst usetzen. Dat ass manner an deem heite Gesetz, wuel och mam Renvoi, mä et misst een eigentlech an deem anere Gesetz iwwert d'Emanzipatioun, wou déi Artikelen stinn, den Hiewel usetzen a soen, et gëtt en drëtten Fall, wou ee seet: „Ech froen, fir emanzipéiert ze ginn, fir kënnen, iwwert de Riichter dann, mä Changement de prénom et de sexe ze maachen.“

Vu dass et Mineure sinn, mengen ech net, dass ee kéint soen: „Dann erlaabt elo einfach de Mineuren, einfach esou eng Demande ze maachen.“ Et misst een da wahrscheinlech den Emwee iwwert d'Emanzipatioun maachen. Et misst een dann awer an deem Gesetz do praktesch en drëtten Fall vun Emanzipatioun virgesinn am Kader vun där doter Prozedur. Dat kéint dann och eng Prozedur sinn, fir et net onnéideg komplizéiert ze maachen. Mä en l'état actuel wier et méi symbolesch eppes geschafft, wann een op deen dote präzise Wee géif goen, well een egal wéi fir d'Emanzipatioun och do d'Autorisation préalable vun den Eltere brauch.

Mä ech sinn awer gäre bereet, dat doten nach eng Kéier ze diskutéieren an ze kucken, ob mer net awer e Wee fannen, fir och deen dote Fall - och wann et der net vill ginn - awer kënnen ier-gendwéi an den Text eranzehuelen.

Ech soen lech och dofir Merci fir d'Fro.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Braz. Dese Punkt ass domadder ofgeschloss.

8. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la production de logements par le Fonds du logement depuis la réforme de l'établissement public

D'Chamber féiert haut eng Aktualitéitsstonn iwwert de Bau vu Wunnengen duerch de Fonds du logement, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 87 (2) vum Chambersreglement festgehalten. Et hu sech

schon ageschriwwen: den Här Max Hahn, den Här Yves Cruchten, den Här Henri Kox, den Här Gast Gibéryen an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Lies als Vertrieeder vun der CSV-Fraktioun. Här Lies, et ass un lech.

Exposé

► **M. Marc Lies (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Wunnengsbau, wéi mer alleguerde wëssen, ass eent vun deene wichtegsten Themen, déi eist Land zurzäit beschäftegen. Opgrond vun enger Rei vun Etüde gëtt den « risque de pauvreté » hei am Land ëmmer méi grous. Zemoos déi, déi am allermannsten hunn, kommen, bedéngt duerch déi héich Wunningspräisser, ëmmer méi an d'Labrängen.

Datt duerfir an de Beräich vum soziale Wunnengsbau méi muss investéiert ginn, do-duerch also méi erschwénglech Wunnengen entstinn, läit sécherlech op der Hand. Viru fënnef Joer hunn de Premier Bettel an déi deemoleg Wunnungsbauministesch, d'Madamm Nagel, ëmmer nees op Pressekonferenzen a bei Interviewe betount, dass schnellstméiglech 10.000 Wunnengen am soziale Beräich sollte gebaut ginn. Wéini a wou gouf allerdéngs ni esou kloer gesot. Nom Constat, deen ze maachen ass no fënnef Joer, si knapps 1.500 Wunnenge gebaut gi vun de Promoteurs publics an awer och de Gemengen.

De Fonds du logement ass ee vun deenen Akteuren, déi am soziale Beräich souwuel beim Bau vu Mietwunnenge wéi och beim Bau vu subventionéierte Wunnenge fir de Verkaf kënnen agéieren. De Wunnengsbau, an zemoos de soziale Wunnengsbau, läit eis, mengen ech, allegueren um Häerz. An et ass wichteg, dass alles derfir gemaach gëtt, dass an dësem Segment vum Wunnengsbau méi Efforte kommen. Mat Schaumschlägerei a falsche Prioritéite komme mir definitiv net weider.

Wor oder ass de Wunnengsbau dann net eng vun den absolutte Prioritéite vun dëser an och vun der viregter Regierung? Déi Fro muss ee sech allerdéngs konsequent stellen, wann een d'Verfahrensweis an och déi verschidden Decisiounen Revue passéiere léisst, déi an de leschte Jore geholl gi sinn.

De Fonds du logement ass definitiv Spillball vun der DP hire Muechtpillercher ginn. Fir eng Regierungspartei, déi sech op de Fändel geschriwwen huet, alles anescht an alles besser ze maachen, ass dat dach schonn een Trauerspill!

Ech maachen lech eng Kéier ee kuerze Recapitulatif iwwert d'Turbulenze beim Fonds du logement iwwert déi lescht puer Joer.

März 2015: Revokatioun vum Daniel Miltgen als deemolege President vum Fonds du logement. D'Tania Fernandes iwwerhëlt.

Textpassage aus der Ried, déi d'CSV-Fraktioun, also ech, am Debat 2015 gefouert huet: „Déi nei Presidentin, d'Madamm Fernandes, dierft sécherlech keng einfach Aufgab mat der Successioun vun Här Miltgen hunn. Bis dass de Fonds du logement no der Revokatioun vum Här Miltgen nees vollstänneg funktionnell wäert sinn, dierft nach eng Zäitche vergoen. Dës Onrou an Onsécherheet dréit op kee Fall zur Produktivitéit bäi.“ Véier Joer duerno mengen ech, dass dës puer Zeile bestätegen, wat am Fonds du logement an deene leschte Joren dann och geschitt ass.

Oktober 2015: De Mario Schweitzer gëtt nei Koordinateur.

26. November 2015: D'Reform vum Fonds du logement gëtt an der Chamber deposéiert. De Fonds du logement schreift 2016 a sengem mëttlerweil 40-järege Bestoe fir d'Éischt a senger Geschicht ee Minusresultat mat engem Defizit vun enger Millioun.

Am Joer 2016 sinn d'Salären ëm 750.000 Euro an d'Luucht gaangen. Komescherweis si während deem Joer, laut Bilan vum Fonds du logement, d'Employés à temps plein awer net an d'Luucht gaangen. Dat heescht, vun engem Joer op dat anert 63 Leit, déi agestallt woren. Wou sinn déi 750.000 Euro fir d'Salären higefloss?

23. März 2017: D'Reform vum Fonds du logement gëtt an der Chamber gestëmmt. De Minister Hansen ass net midd ginn, fir ze betounen, dass dës Reform, Zitat Hansen, „Enn mat dem Gewurschtels“ oder „wéinst schlechter Gestiou“ muss ëmgesat ginn.

30. Juni 2017: D'Presidentin Tania Fernandes demissionéiert. Si schéngt net ganz eens gi gewiescht ze si mam deemolege Koordinateur, mam Här Schweitzer, wollt em doduerch dann och kënnegen. Dëst gouf awer net onbedéngt approvviert vum deemolege Logementsminister.

1. Juli 2017: De Claude Wagner gëtt nei President.

28. September 2017: De Pitt Mathieu gëtt zum neien Direkter ernannt.

Ufank Oktober demissionéiert de President vu sengem Posten, no nëmmen dräi Méint.

Den 23. November geet et virun: De Pitt Mathieu, den designéierten Direkter, demissionéiert vu sengem Posten, no nëmmen zwee Méint.

1. Dezember 2017: D'Madamm Diane Dupont gëtt nei Presidentin.

25. Januar 2018: Den Här Eric Rosin - oder wéi een deen Numm och ëmmer wëllt ausschwätzen - gëtt zum neien Direkter ernannt a soll oder hëlt den 1. Mee seng Aarbecht op.

De Fonds du logement schreift am Joer 2017 säi schlechteste Resultat zanter senger Existenz mat engem Minus vu 4,9 Milliounen.

Den 22. Januar 2019: De Fonds du logement iwwerweist 800.000 Euro op ee polnesche Kont. An den 29. Januar demissionéiert den Här Rosin, no néng Méint op sengem Posten.

Dir Dammen an Dir Hären, sot mir eppes: Ass et normal, wat dese Bilan ugeet respektiv dës ganz Geschehnisse am Fonds du logement? Ass dat normal, wat sech effektiv an deene leschten zwee, dräi Joer zougedroen huet? Ech soen lech: Neen!

(Interruptions)

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Marc Lies (CSV).** - D'CSV-Fraktioun huet tëscht dem Januar 2017 an dem Januar 2019, dat sinn zwee Joer, net manner wéi eefel Question-parlementairen iwwert de Fonds du logement gestallt. Oft krute mir nëmmen auswäichend, bisweile respektlos an iwwerhiefléich Äntwerten.

Als Volleksvertrieeder hu mir d'Flicht, nozefroen an ze hannerfroen, wat mat effentleche Gelder geschitt. Mir hunn d'Flicht, ze hannerfroen, firwat dass ee Promoteur public - Här Kox, mir hu wéi oft, wéi oft hannerfrot, wéi oft! -, deem seng Vokatioun et ass, ...

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).** - Och an der Chamberskommissioun.

► **M. Marc Lies (CSV).** - ... sozial Wunnengen ze bauen, effentlech Gelder verschwenden deet.

Ass dat normal, dass dësen Akteur sech eng Luxusresidenz um Boulevard Cahen zu Märel - elo lauschtert gutt no! - zu engem Präis vun 119.824 Euro hors TVA de Mount leeschte geet? Dat sinn ëmmerhin 33 Euro de Meterkaree. Ass dat normal fir ee Promoteur, deem seng Vokatioun et ass, sozial Wunnengen ze bauen? Ech soen lech: Neen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Marc Lies (CSV).** - Ech hunn et virdu scho gesot: De Fonds du logement ass Affer vun enger verfeelter a falscher Muechtpolitik vun der viregter Regierung an zemoos vusäite vun der Partei vum Premier ginn.

Op de Bilan an op d'Produktivitéit vu Wunnengen hat dëst och eng grous Inzidenz.

De Fonds du logement huet an de Joren tëscht 2009 an 2013 am Ganze 578 Wunnenge gebaut. Deemools hunn an der Moyenne 54,8 Leit beim Fonds du logement geschafft. Dividiert een dat iwwert déi fënnef Joer duerch d'Produktivitéit, da läit dës bei 2,11 Unitéite pro Joer pro Employé. Dës Chiffere sinn aus dem Programme de construction d'ensembles vum Ministère du Logement; wat d'Zuele vun den Employéen ugeet, déi fënnf een am Bilan vum Fonds du logement zréck.

De Fonds du logement huet an de Joren tëscht 2013 an 2018 am Ganze 466 Wunnenge gebaut. An dëser Zäit hunn am Schnëtt 76,6 Leit beim Fonds du logement geschafft. Dividiert een dat iwwert déi fënnef Joer, da louch d'Produktivitéit bei 1,22 Unitéite pro Employé. Ech mengen, do gesäit ee ganz kloer, dass effektiv vun deene Leit, déi beim Fond schaffen, d'Produktivitéit iwwert déi lescht Joren erofgaangen ass. An dat grenzt dorun, dass wierklech do Problemer sinn innerhalb vum Fond.

Am Joer 2016 goufen am Ganzen nëmmen 19 Wunnenge fäerdeggestallt! Duerfir, ech mengen, do muss ee sech wierklech Froe stellen.

Ech héieren och ëmmer nees hannert de Kullissen, an ech schwätzen hei deelweis och aus eegener Erfahrung, wou mer eis gesinn hu mat Vertrieeder vum Fonds du logement, wann et ëm d'Weiterentwécklung geet vun neie Plandirecteuren oder PAPen, dass effektiv d'Initiativ éischer vusäite vun der Gemeng ass wéi vusäite vun deene Leit, déi effektiv d'Aarbecht am Fond solle maachen.

Här Kox, lauschtert gutt no! Et ass de Fall. Ech huelen lech d'nächste Kéier och gäre eng Kéier

mat bei esou eng Entrevue an da gesitt Der, wat effektiv do leeft.

No der Ära Miltgen hunn eng ganz Partie Leit de Fonds du logement verlooss. Et kann een dat praktesch esou bezeechnen, dass d'Mémoire centrale vum Fonctionnement vum Fonds du logement verluer gaangen ass.

Ech kréien ëmmer nees rapportéiert aus dem Milieu, dass beim Fonds du logement praktesch keen Uspriechpartner ass, fir Projekte virunzudreiwen. Wéi geet et viru mat den Industriefrichen, wou Honnerte vu Wunnengen sollen entsto? Wéi gesäit déi sozial Mixitéit vun dese Quartieren aus? Wou sinn d'PAPen? Si se gestëmmt? Si se an der Prozedur? Wéi ass et mat den Aarbechten hannendrun? Voilà! Froen, déi sech stellen. Do hätte mer gäre Äntwerten. An duerfir, déi hoffe mer dann och ze kréien.

Et ass awer onbedéngt opzepasst, dass bei dese Projeten, an ech schwätzen da vun de Frichen, keng Ghettoisierung do soll entsto.

An de Projektionen iwwert déi nächst puer Joer gëtt vum Bau vu 600 Wunnengen iwwer fënnef Joer geschwat. Dat sinn 120 Wunnengen d'Joer ...! Tëscht 2009 an 2013 gouf vum Fonds du logement praktesch genaou vill Wunnenge gebaut, mat awer praktesch der Halschent u Personal. De Ratio de productivitéit pro Employé mat haut 100 Employéë geet weider drastesch erof.

Deen anere Promoteur public ass praktesch duebel esou effizient, wat de Bau vu Wunnengen ugeet. D'Fro: Wéi kann dat sinn?

Wann een de Rapport vun der Cour des comptes kuckt, wou monéiert gëtt, dass beispillsweis de Fonds du logement net emol weess, wéi seng Terrainen ausgewise sinn, ob am Perimeter oder ausserhalb, da muss ee sech definitiv Froe stellen.

Ech mengen, dës kleng Statistik seet genuch doriwwer aus, wat dem Programme de construction d'ensembles entsprécht - Pardon, ech hu mech elo am Saz geiert -, doriwwer aus, wat d'Produktivitéit an d'Effektivitéit vum Fonds du logement ugeet. Wann de Minister Hansen haut nach Logementsminister wär, da misst een iwwer Konsequenzen nofroen.

Net ze schwätze vun deene falschen Zuelen, wat de Bau vu Wunnengen ugeet, déi vusäite vun der DP nach virun de Wahlen 2018 monéiert (veuillez lire : proklaméiert) gi sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vum Ausschaffe vun der Reform vum Fonds du logement huet d'CSV-Fraktioun ëmmer nees op verschidde Problemer higewisen. De Wunnengsbau gëtt ëmmer méi komplizéiert a komplex. Doduerch ass et wichteg, dass dës Struktur eng Marge de manœuvre behält, déi et hir erlaabt, um Maart aktiv kënnen ze ginn a schnell ze reagieren. Wat ee sech méi Restriktiounen gëtt, wat et méi schwierig gëtt, um haart ëmkämpfte Maart dat ëmzesetzen, wat ee sech op de Fändel geschriwwen huet.

Datt de Fond sech mat dëser Tutelle een décken Hemmschuh ugedoen huet, monéiert ënner anerem och de Statsrot. Verschidde Berufskummeren hate sech och verwonnert gewisen iwwert de Kontrollwahn, deen op de Fonds du logement ausgeübt gëtt.

Mir sinn och der Meinung, dass de Fond sech iwwer een oder déi aner Préten, déi een iwwert d'Garantie vum Stat kritt, bis zu engem maximale Betrag vun 120 Milliounen ka refinanzéieren. Dëst wor net eleng d'Meenung vun der CSV-Fraktioun, ma och d'Meenung vum Statsrot. Datt dës Mesuren eng stark Implikatioun op d'Funktionsweis an awer och op d'Wirtschaftlechkeet vum Fond hunn, dierft op den Dag vun haut onëmstridde sinn.

(Interruption)

D'CSV-Fraktioun ... Ech wäert zum Schluss kommen! Ech mengen, bei dësem wichtige Sujet, do kéint een awer roueg ... Ech mengen, an deene leschten Diskussiounen iwwer dat eent oder dat anert ass méi oft iwwerzu ginn ...

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Lies, loosst lech net stéieren, mä kommt zum Schluss!

► **M. Marc Lies (CSV).** - D'CSV-Fraktioun ass der Meinung - ech kommen zum Schluss -, dass no zwee Joer Akraafttriede vun der Reform vum Fonds du logement eng Evaluatioun misst gemaach gi vun de Stärkten a Schwächen. An et misst ee Stresstest gemaach ginn iwwert d'Funktionsweis vum Fonds du logement.

Mir verlaangen duerfir, dass dësen Audit vum Fonds du logement respektiv vun der Reform schnellstméiglech gemaach gëtt an dass och eng Upassung vum Gesetz diesbezüglech kennt.

Mir sinn och bereet, an Zukunft produktiv kritesch matzeschaffen a mir wäerten och an



deenen nächste Méint mat eegene Gesetzesproposen kommen, fir effektiv dann dee Moment, wat den Enkpass am Wunnengsmaart ugeet, deem och Rechnung ze droen an an dëser Regierung mat neie Proposen, wat de Logement ugeet, ze kommen.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Lies.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Als éischte Riedner ass elo den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Max Hahn (DP).**- Merci, Här President. Ech muss dach soen, dass ech e bëssen iwwerrascht war, wéi ech dee Punkt hei um Ordre du jour entdeckt hunn. Et ass näamlech net manner wéi dräi Wochen hier, do krute mer an der Chamberskommissioun vun der Logementsministesch zesumme mat der Presidentin vum Fonds du logement en long et en large déi ganz Aktivitéit vum Fonds du logement, notament säit dem Akraaftriede vun der Reform, dat heescht, bal zwee Joer sinn dat elo hier, wou mer d'Reform hei an der Chamber gestëmmt hunn, krute mer en long et en large virgestallt.

Wéi gesot, ech mengen, d'Deputéierten, déi do waren, konnten do natierlech hir Fro stellen. An ech mengen, déi hätten alleguer Antworten dorop krit. Dat war awer net fir jiddwereen de Fall.

(Interruptions diverses)

Ech hu mer dunn awer trotz mengem Erstaune geduecht: Da lauschters de elo emol intensiv hei no! Ech hunn dat elo zéng Minute laang probéiert. Et sief dann, et wier mer eppes entwuscht, hunn ech elo do net vill Neies entdeckt. Trotzdeem ...

► **M. Marc Lies (CSV).**- Wësst Der, allegueren déi Statistiken, hutt Der dat nogelies? Hutt Der dat effektiv nogekuckt, Här Hahn?

(Interruptions)

► **M. Max Hahn (DP).**- Trotzdeem, Här President, wëll ech dann awer, obwuel mer dat virun dräi Wochen en long et en large an der Chamberskommissioun konnte maachen, dofir der Ministesch nach eng Kéier e grouse Merci heifir, fir deen detailléierte Bilan, dee mer, wéi gesot, virun dräi Wochen an der zoustänneger Chamberskommissioun scho konnte maachen, wéi ech awer dann e puer Wuert nach heizou soen, well dat sech, mengen ech, awer passt bei deem wichtege Sujet, dem Logement. Ech mengen, sécherlech ee Beräich, wou mer an deene leschte Jore ganz vill Efforte gemaach hunn an trotzdeem déi nächst Joren an notament och dës ganz Legislaturperiod nach enorm Efforten ze maache sinn. An ech mengen, de Koalitionsaccord spigelt genau dat doten och zréck.

Énnert der aktueller Logementssituatioun, ech mengen, dat wësse mer alleguer heibannen, leide virun allem déi méi Schwaach an eiser Gesellschaft, déi, déi ebe keng esou déck Paien hunn, Elengerziender oder Jonker, déi um Ufank vun hirem Liewe stinn. De Stat muss mat deenen Instrumenter, déi em zur Verfügung stinn, alles ënnerhuelen, fir d'Situatioun an de Grëff ze kréien. Aus deem Grond ass et absolut noutwendeg, dass déi Instrumenter, déi mer eis ginn hunn, och ouni Problemer funktionéieren, fir hir Aufgab esou gutt wéi méiglech ze erfüllen.

De Fonds du logement ass esou en Instrument. Als ee vun deenen zwee öffentleche Bauträger muss de Fong dofir esou opgestallt sinn, dass en esou séier an effikass wéi méiglech schaffe kann, fir de Manktem vum abordable Wunnengsraum unzegoen.

Mat der Reform, an doru wëll ech hei nach eng Kéier erënneren, déi mer 2017 gestëmmt hunn, sinn déi néideg Virussetzungen heifir geschaf ginn. Souwuel d'Cour des comptes wéi och den Audit, deen d'Regierung an Opdrag ginn hat, haten däitlech Lacunen an der Organisatioun an an de Procedure festgestallt. D'Gesetz, dat doropshi vum deemolege Logementsminister Marc Hansen ausgeschafft ginn ass, huet de Fong vu Grond op nei organiséiert an d'Schwaachstelle behewen.

Och deemools war scho kloer, dass dat heite Gesetz net derfir wäert suergen, dass d'Situatioun sech vun haut op muer géif änneren. Ech mengen, dat ass hei an deem heiten Haus och am Kader vun den Debatte méi wéi eng Kéier gesot ginn.

D'Gouvernance an den interne Fonctionnement si mam nei geschafene Verwaltungsrot wesentlech verbessert ginn. Dësen ass jo lass-geléist vum Dagesgeschäft zoustänneg fir déi

grouss strategesch Linnen. D'Kontroll ass verstärkt ginn duerch de Commissaire de Gouvernement, deen déi technesch, administrativ a finanziell Gestiou kontrolléiere soll. An och d'Transparenz gouf erhéicht doduerch, dass kloer a präzis definéiert Prozeduren agefouert goufen, wat zum Beispill d'Uschaf vum Terrainen oder och d'Wiel vun de Locataire betrëfft.

D'Fro, déi sech elo stellt, zwee Joer nodeems mer dat Gesetz hei gestëmmt hunn, ass déi no engem Tëschebilan. Wat ass den Impact gewiescht vun deem heite Gesetz?

Kucke mer d'Zuele vun deene leschten zwee Joer, gesi mer ganz kloer, dass sech an där kuerzer Zäit scho vill gedoen huet. De Fonds du logement huet am Duerchschnitt an de fënnf Joer virun der Reform, dat heescht vun 2012 bis 2016, ronn 80 Logementer am Joer gebaut. 2017 waren dat der 133, 2018 waren et der 135. Gemooss un deem, wat mer um Marché brauchen, geet dat natierlech nach laang net duer, mä d'Zuele weisen eng Tendenz, déi an déi richteg Richtung geet. An ech mengen, och dat, wat mer an der Chamberskommissioun an deem heite Sënn presentéiert kruten, dat heescht d'Perspektiven op déi kommend Joren, déi stëmmen eis do ganz zouversichtlech.

Mat der Reorganisatioun vum Fonds du logement hu mer den Zuch also op déi richteg Schinn gesat. Mir kënnen haut soen, dass d'Reform déi éischt Friichten dréit an de richtige Kader geschafft huet, an deem de Fong seng Aktivitéiten an den nächste Joren entwéckele kann a wäert.

Här President, erlaabt mir dann nach e puer aner Zuelen!

Kucke mer d'Personale! Dat ass elo vläicht net deen allerwichtigsten Indicateur an awer illustréieren déi Zuelen och gutt déi allgemeng Tendenz. Sou huet sech d'Zuel vun de Mataarbechter a manner wéi fënnf Joer vun 2015 op 2018 bal verduebelt. Natierlech kënnen déi Leit net derfir suergen, dass elo scho Wunnenge fäerdeg gebaut ginn! Mä déi Leit sinn agestallt ginn, fir derfir ze suergen, dass mer an Zukunft déi Mammutprojeten, déi mer zum Beispill zu Wolz an zu Diddeleng wëlle realiséieren, dass mer d'Manpower hannendrun hunn am Fong, fir genau déi dote Projete gestëmmt ze kréien. An net manner erwaarde mir als DP an - ech mengen - mir als Chamber vun engem Fonds du logement!

En anere wichtige Indicateur, fir d'Evolution vum Fonds du logement ze weisen, dat sinn d'Depensen. Och hei ass e kloren Trend ze gesinn. D'Ausgabe fir nei Konstruktiounen an Infrastruktur bei gréisserer Projete wäerte sech méi wéi verduebelen an deenen nächste fënnf Joer. Dëst Joer leien d'Ausgabe bei bal 75 Milliounen an 2023 wäerten dës Ausgaben op 160 Milliounen Euro d'Joer klammen.

An deenen nächste fënnf Joer ginn net manner wéi 53 Projeten am ganze Land gebaut. Dat entsprécht ronn 600 Logementer zousätzlech. Dozou sinn déi Joren duerno nach weider Projeten an der Pipeline, déi insgesamt 3.800 Unitéiten duerstellen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Hahn, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Max Hahn (DP).**- Jo. Mir schwätzen also vun net manner wéi 4.400 Wunnunitéiten.

Nieft Einzelprojeten a méi klenge Pape sinn och verschidde grouss Projete geplangt, wou ganz nei Quartiere wäerten entstoen. Denke mer nëmmen un d'„Wunne mat der Wooltz“ mat ronn 900 Logementer! Zu Diddeleng ginn am Projet Neischmelz - de Buergermeeschter setzt hei an den Eierebuergermeeschter och - souguer 1.000 Unitéite geschafft.

Ech mengen, dës Zuele sinn en däitlech Zeechen, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... en däitlech Zeechen derfir, dass de Fong funktionéiert an dass trotz alle vläicht, jo, ech ginn et zou, méi negative Schlagzeilen an de leschte Méint Neel mat Käpp gemaach gi sinn a Projete wäerten an Zukunft realiséiert ginn. Ech sinn dofir frou, dass alleguer ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Hahn, erlaabt Der, dass den Här Lies Iech eng Fro stellt?

► **M. Max Hahn (DP).**- Jo, selbstverständlech. Selbstverständlech.

► **M. Marc Lies (CSV).**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Den Här Hahn huet elo just gesot, wat den Effectif ugeet, ass deen an deene leschte Jore praktesch ëm dat Duebelt gewuess. Et gouf an där leschter Chamberskommissioun, an där ech leider net konnt do sinn, ech wor entschëllegt, ech wor entschëllegt ...

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Jo.

► **M. Marc Lies (CSV).**- Ech wor entschëllegt, et wore Kollegen do an déi hu mir dee ganze Rapport gemaach vun der Commissioun. Ech hunn attentivement dee ganze Rapport duerchgelies, datt an deenen nächste Joren do eng 600 Wunnenge solle gebaut ginn. Dat sinn der 120 d'Joer. Entre-temps ass awer dee ganzen Effectif ëm dat Duebelt par rapport zu enger Rei vu Joren an d'Luucht gaangen. Wann een ee PAP developpéiert, dat kascht Zäit. Diddeleng, de Buergermeeschter ass hei, et ass zanter 2008, zanter datt déi éischt Etüde schonn deemools vum Marco Schank an Opdrag gi sinn, gëtt um PAP geschafft. Idem mat de Friché vu Wolz.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Duerfir d'Fro: Wéini sollen dann effektiv déi Pape fäerdeggestallt sinn? Wéini geet et mat den Infrastrukturearbechten? A wéini ginn déi Wunnenge gebaut? Also, mat deene 600 an deenen nächste Joren, dat schéngt mer effektiv e bësse just ze ginn.

► **M. Max Hahn (DP).**- Ma ech si ganz frou, dass den Här Lies mer déi Fro stellt. Nieft den Einzelprojete gëtt et jo nach ganz vill och méi kleng Pape, déi ausgeschafft ginn. Ech mengen, mir haten 2017 Gemengewahlen. Ech mengen, do wier vun deenen 102 Gemengen net eng gewiescht, déi net op d'mannst och ee Projete an der Pipeline gehat hätt, fir soziale Wunnengsbau ze maachen oder bezuelbare Wunnengsbau.

A mer wossten, an, ech mengen, dat ass och hei am Kader vun eiser Diskussioun beim Débat de consultation iwwert de Logement ugeschwat ginn, dass virun allem déi kleng an déi mëttelgrouss Gemengen enorm vill Ennerstëtzung vun engem Fonds du logement wäerte brauchen. An, ech mengen, deem ass Rechnung gedroe ginn. Nieft de Mammutprojeten, déi ech ugeschwat hunn, Wolz an Diddeleng, just fir déi ze nennen, wäerten d'Gemengen do enorme Support brauchen an natierlech och dofir wäert enorm vill Manpower gebraucht ginn.

► **M. Marc Lies (CSV).**- Dir hutt mer just keng Äntwert ginn, Här Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).**- Wat déi genau Delaien ugeet, Här Lies, wéi gesot, hätt Der sollen an der Chamberskommissioun si wéi déi aner Deputéierten och. Dann hätt d'Presidentin ...

(Protestations)

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).**- Dir hutt nach ni eng verpasst!

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

► **M. Max Hahn (DP).**- ... vum Fonds du logement Iech déi Fro kënn beäntweren. Et ass dach net ... Dir wäert dach net wierklech mengen, dass en Deputéierten Iech hei Delaien kann nennen, wéini e PAP wäert gestëmmt ginn! ...

► **M. Marc Lies (CSV).**- Dir sidd awer detailléiert op déi dote Projeten agaangen an effektiv sidd Der mat den Zuelespillercher domat komm.

► **M. Max Hahn (DP).**- ... awer net a senger Funktioun.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Hahn, Dir hutt ...

► **M. Marc Lies (CSV).**- Dir waart awer laang President.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Hahn, Är Zäit ass ...

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Ech mengen, d'Zäit ass ofgelaf.

► **M. Max Hahn (DP).**- Ech kommen dann awer natierlech zum Schluss vu menger Interventioun. Just déi ganz Logementsproblematik kënn mer net nëmmen op de Fong, trotz aller Wichtigkeet, beschränken. Ech mengen, wa mer d'Logementsproblematik an de Grëff wëlle kréien, da muss ee wëssen, dass et eng Koordination ass vun ënnerschiddleche Mesuren, déi mer brauchen. Ech denken un de Baulandvertrag, d'Subvention loyer, d'Gestion locative an esou weider. An natierlech och eng ganz, ganz enk Zesummenaarbecht mat de Gemengen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Hahn, Dir musst zum Schluss kommen!

► **M. Max Hahn (DP).**- Ech sinn dofir frou, dass all déi Konklusiounen, déi an eiser Debatt festgehalde goufen, ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).**- ... och am Regierungsaccord erëmzefanne sinn. Dofir der Logementsministesch Merci. A villmools Merci fir d'Nolauschteren.

(Interruptions diverses)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Hahn. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten.

(Interruption et hilarité)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Elo komme fir d'Éischt d'Steieren.

► **Une voix.**- D'Steieren!

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Dir hutt meng Ried scho gelies, Här Kartheiser.

Här President, ech hat effektiv gemengt, dass ech net richtig géif liesen, wéi ech d'Iwwerschrëft vun dëser Aktualitéitsstonn gesinn hunn.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Mir sollen haut iwwert d'Zuel vu Wunnenge schwätzen, déi zanter der Reform vum Fonds du logement gebaut goufen.

Här President, mir hunn hei am Haus emol net virun zwee Joer d'Reform vum Fonds du logement gestëmmt. An, ech mengen, all Mënsch - wierklech all Mënsch! - hei am Land ka verstoen, dass een no manner wéi zwee Joer net scho kann e Bilan presentéieren, wivill Wunnengen zanter der Reform zousätzlech gebaut goufen.

Derbäi kënn nach, dass mer zejoert hei am Plenum eng breet Consultatiounsdebatt iwwert de Logement insgesamt haten, wou och am Detail iwwert d'Promoteur-publicke geschwat gouf.

An da freet ee sech, firwat dass d'CSV nawell esou eng Debatt freet! Virun allem wär dat hei jo eng Diskussioun fir an eiser Commissioun. Iwwregens hu mer schonn zweemol dëst Joer an der Commissioun iwwert de Fong geschwat: eemol de 24. Januar bei der Virstellung vum Regierungsprogramm, an nach emol de 7. Februar, op Wonsch grad vun der CSV, hu mer an enger ganzer Sitzung iwwer soss näischt wéi iwwert de Fonds du logement geschwat.

(Interruption par M. André Bauler)

Wat soll dat also?

Déi Diskussioun haut, op jidde Fall esou, wéi se ugefrot ass, déi ass esou iwwerflësseg wéi e Frigidaire um Nordpol!

► **Une voix.**- Très bien !

(Interruptions diverses)

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Mir wëssen allegueren, dass de Fong schwéier Momenter hat. An den Här Lies huet sech jo eng Freed gemaach, fir allegueren ...

(Interruption)

Den Här Lies huet sech jo e Pleséier gemaach, fir allegueren déi Problemer opzezielen. Et freet ee sech allerdéngs, firwat dass en eréischt 2014 ugefaangen huet. En hätt och kënnen e bësse méi wäit an d'Vergaangenheet goen. Do hätt en der näamlech och nach e puer fonnt.

Wat de Fong awer elo bräicht, dat wär Roul Kommt, mer loossen de Fong schaffen!

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Mir sinn allequerte vu senger Wichtigkeet iwwerzeegt. Kommt, mer stäipen de Mataarbechter vum Fong de Réck, amplatz dauernd erëm op en Neits all Problem aus der Vergaangenheet opzekachen!

► **Une voix.**- Très bien !

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Vu wéi enger Zäit schwätzt Der? 2010?

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Doduerch, dass hei ëmmer nees aus reng politeschem Calcul iwwert de Fong hiergefall gëtt, entsteet näamlech keng eenzeg weider Wunneng.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Iwwerhaupt schwätze mer hei ronderëm de Bräi.

Fir ze bauen, brauchen de Fong, awer och de Stat, d'Gemengen, d'SNHBM, emol fir d'Éischt Terrain. An déi si quasi all a privater Hand.

D'Diskussioun däerf näamlech net eleng sinn, wivill Wunnengen eis öffentlech Bauträger bauen - dat ass selbstverständlech wichtig -, mä déi wichtegst Diskussioun, déi, déi mer onbedéngt musse féieren, dat ass déi iwwert d'Konsequenze vun deene rezente LISER-Etüden. Etüden, déi bestätegen, dass de Gros vun Bauland hei am Land an den Hänn vun e puer Superräichen ass. E puer Familljen an e puer privat Entreprises, déi besetzen esou vill,

datt se d'Präisser um Wunnengsmaat kënnen matbestimmen. E Beispill dofir sinn eefel Familljen an eefel Privatfirmen déi eleng 63 % vum Potentiel foncier aus der Stad Lëtzebuerg besëtzen. Wann d'Bauland an den Hänn vun e puer Eenzelne bleift, dann hu mir e Problem!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Très bien !

► **M. Yves Cruchten** (*LSAP*).- Dat wär dach och emol eng Diskussioun wäert! Wéi kënnen mer d'Spekulatioun ënnerbannen? Wéi kréie mer d'Propriétaires derzou, hir eidel Wunnengen ze verlounen? Wéi bewege mer d'Propriétaires derzou, hiert Bauland op de Marché ze ginn? Musse mer net och endlech hei déi grouss Gerechtegkeetsdebatt féieren? Déi iwwert d'Ongläichheeten, besonnesch déi am Logement, déi Debatt iwwert déi ongerecht Verdeelung vu Räichtum a Besëtzt?

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Här Cruchten, erlaabt Der, datt den Här Roth lech eng Fro stellt?

► **M. Yves Cruchten** (*LSAP*).- Wann ech fäerdeg sinn, wannechgelift. Dir kennt mer duerno eng Fro stellen.

Déi Debatt iwwert de Fait, dass déi Räich ëmmer méi räich ginn an déi Aarm zu ëmmer méi villen!

Firwat gëtt déi Diskussioun eigentlech net gefouert? Ma déi wierklech Räich hei am Land, déi hunn et fäerdegbruecht an de leschte Jor-zéngten der Mëttelschicht - ech schwätzen do och vun deenen, déi laang gespuert hunn a sech héich verscholt hunn, fir sech en eegene klenge Quartier ze schafen -, déi Superräich an hir Lobbyen, déi hunn et fäerdegbruecht, fir dës Mëttelschicht viru sech ze stellen, wa rieds geet iwwer Emverdeelung, iwwer Besteuerung vun eidele Wunnengen oder eidelem Bauland.

Déi hunn et fäerdegbruecht, dem Hausbesëtzer ze soen: „Oh, passt op, do wëllt een lech eppes ewechhuelen!“, wa rieds geet iwwer Expropriation pour utilité publique. Déi molen den Däiwel un d'Mauer, wa Politiker vu Steiere schwätzen! Dobäi ass d'Besteuerung den Outil par excellence, wa mer wëlle méi Gerechtegkeet kréien an Ongläichheeten ofbauen. Et geet do net drëms, klenge Propriétaires eppes ewechzuelen, mä et muss drëms goen, dass déi, déi masseweis Terrainen horten an do-duerch all Dag nach méi räich ginn, dass déi derzou beweegt ginn, eppes mat hirem Bauland ze maachen.

D'Mëttelschicht huet absolutt keen Interessi, fir dat Spill do matzespillen, well och fir si an hir Kanner domadder d'Loyeren an d'Wunnengspräisser an d'Luucht ginn.

Villes erwaarde mir eis dofir vun der Reform vun der Grondsteier. Déi muss zemoos all dese Froe Rechnung droen. Vlächet brénge mer et dann och fäerdeg, dass de Fonds du logement, awer och d'SNHBM, d'Gemengen, un déi Terrainen kommen, déi se brauchen, fir déi vill Wunnengen ze bauen, déi mer alleguerten esou dréngend néideg hunn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Här Cruchten, den Här Roth wollt lech nach eng Fro stellen.

► **M. Gilles Roth** (*CSV*).- Ech hunn eigentlech eng Fro un den Här Cruchten. En huet viru d'Gesot, déi Diskussioun hei iwwert de Fonds du logement, déi wier esou iwwerflësseg wéi e Frigidaire um Nordpol. Bon, ech hunn dat zur Kenntnis geholl, mä ech hunn och déi Chiffieren zur Kenntnis geholl, déi den Här Lies genannt huet, nämlech e Loyer vu ronn 120.000 Euro pro Mount fir net grad 100 Matarbechter. Dat heescht, dat ass e Büro fir 1.200 Euro de Mount pro Matarbechter. Dont acte. Ob dat esou iwwerflësseg ass wéi e Frigidaire um Nordpol?

Dat Zweet ass, hie seet, mir missten driwwer diskutieren, wéi een dat géif besteieren. An duerfir ass meng konkret Fro un den Här Cruchten, ob en déi Äusserung vun dem President vun der LSAP an dem Deputierten, dem Här Franz Fayot, deelt, dass nämlech erëm misst eng ...

► **M. Yves Cruchten** (*LSAP*).- Ech kann lech elo scho soen: Jo!

► **M. Gilles Roth** (*CSV*).- ... Verméigenssteuer fir Privatpersounen agefouert ginn.

► **M. Yves Cruchten** (*LSAP*).- Ech sinn der Meinung, dass mer net vill Instrumenter hunn, fir Ongläichheeten ofzeschaffen, fir Gerechtegkeet ze schafen. An eent vun de wichtigsten ass dat vun der Besteuerung. Mir sinn als Partei nach ëmmer der Meinung gewiescht, dass

mer musse bei deenen, déi vill hunn, Steieren andreiwen, fir kënnen Emverdeelung ze maachen.

Dat ass iwwer vill Manéiere méiglech. Eng dovunner ass och, fir iwwert d'Verméigen ze besteieren. An do sinn ech der Meinung, dass dat e Wee ass, deen op jidde Fall soll an der Zukunft net ausgeschloss ginn. Ech mengen, dass mer an eiser Gesellschaft, net nëmme zu Lëtzebuerg, mä insgesamt, vill méi mussen déi grouss Gerechtegkeetsdebatt féieren, dass mer vill méi erëm mussen driwwer diskutieren, wéi mer alleguerten déi Räich, déi ëmmer méi räich ginn, a mir gesinn dat ... All Joers bréngt „Forbes“ erëm nei Hitlisten eraus, wéi nach méi räich déi Räich gi sinn. An ech mengen, dass et Zäit gëtt, dass mer déi Debatt och emol eng kéier hei zu Lëtzebuerg féieren.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Fayot hat nach d'Wuert gefrot.

► **M. Franz Fayot** (*LSAP*).- Merci, Här President. Just fir dem Här Roth ze äntwerten; Fait personnel. Dir hutt mech ganz onkomplett zitëiert. Dir referéiert lech wahrscheinlech op deen Artikel, deen ech am „Lëtzeburger Wort“ geschriwwen hunn. D'Verméigenssteuer ass effektiv eng vun de Steieren an där Panoplie, iwwert déi mer mussen nodenken, wa mer gären d'Wunnengen, de Wunnengsraum, Wunnengsland mobiliséieren an dësem Land.

Mir hu constatéiert mat deene LISER-Studien, dass mer eng immens Konzentratioun hunn. A fir déi Mobilisatioun hinze kréien, musse mer och iwwert d'Besteuerung vun den Immobilien a vum Land hei zu Lëtzebuerg nodenken.

Jo, dat hunn ech gesot, mä ech hunn net just d'Verméigenssteuer genannt. Dat ass eng vun deenen. Et gëtt och nach d'Wäertschöpfungsabgabe. Et gëtt effektiv den Impôt foncier. Et gëtt nach eng ganz Rei aner. Dat heescht, wann Der mech zitëiert, dann zitëiert mech wannechgelift op eng komplett Aart a Weis.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmoos, Här Fayot. Dann ass et elo um nächsten ageschriwwene Riedner, dem honorablen Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*).- Merci, Här President. Merci och da fir déi Heure d'actualité. Dat erlaabt e bëssen an der Rumm vun eise Koalitionsvertrag, emol dat ze soen, wat wichtig ass, an dass mer och de Paradigmewissel bei där viregter Regierung schon agelaut hunn, nämlech dass net méi d'Demande am Vierdergrond steet, mä haaptsächlech d'Offer, an d'Offer net vun der Privatwirtschaft, mä éischer eng Offer, déi vun der öffentlecher Hand muss bruecht ginn.

Eng Offer, déi souwuel an der Location wéi och am Verkauf muss bruecht ginn, well deen eenzege Garant, fir en erschwéngleche Wunnraum op de Marché ze bréngen, dat ass d'öffentlech Hand. An dat ass dat, wat als Paradigmewissel éischters vun där viregter Regierung agelaut ginn ass an och konsequent vun dieser Regierung an dieser Legislatioun wäert weidergefouert ginn.

Virun der blo-rout-grénger Regierung gouf et keng Virkafsklausel am Verkauf vu soziale Wunnengen. Sait 2015 ass dat schliisslech geännert ginn. An et gëtt haut systematesch beim Verkauf vun enger sozialer Wunneng dorop gepocht an de Fonds du logement kann déi Wunnengen zréckkafen.

Sait 1979 si vum Fong bal 1.600 Wunnengen esou verkaaft ginn, déi awer haut net méi zur Verfügung stinn am erschwéngleche Wunnengsberäich, well vill Propriétaire vun deenen déi no enger gewëssener Zäit au prix du marché verkaaft hunn.

Eng Stad, an och haut international, wou mer all dohinner kucken, déi dat systematesch net gemaach huet, dat ass d'Stad Wien; sait 100 Joer. Konsequent hu se dat gemaach. Haut huet d'Stad Wien 220.000 Wunnengen an all véierte Wiener wunnt an öffentleche Gebaier.

Och e groussen Deel vun däitsche Stied - vun däitsche Stied! - huet dat virun 1990 gemaach. An et ass érischt nom Mauerfall, wou se déi Wunnenge verkaaft hunn. An haut lafe se deene Wunnengen an och dem Präis no a kucken näidvoll op Wien eriwuer.

Ech si frou, dass dës ...

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Här Kox, erlaabt Der, datt den Här Lies lech eng Fro stellt?

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*).- Neen, herno vlächet.

Ech si frou, dass dës Regierung de Modell vu Wien elo konsequent wëllt ëmsetzen.

Op d'Frostellung vum Här Lies, ob d'Reform vum Fonds du logement schon dréit, wëll ech hei net allze vill agoen. Ech mengen, et ass vir-

dru gesot ginn: De 7. Februar hu mer an der Chamberskommission des Laangen an des Breeden doriwuer diskutiert.

An, Madamm Hansen, erlaabt mer just kuerz: Virdrun hutt Der zu de Regierungsmembere gesot, se missten hei sinn. Erlaabt mir och als Deputierten an als President vun där entsprecher Chamberskommission: Mir haten e Bréif kritt vun der CSV, fir dat op den Ordre du jour ze setzen! Dat hu mer gemaach. An haut kënnt déiselwech Thematik nach eng kéier hei. Ech fannen dat net gutt! Mir sollen dat eng aner kéier diskutieren. Ech fannen dat awer an der Aarbecht vun eiser Kommission ganz wichtig.

(*Interruption par Mme Martine Hansen*)

Iwwregens hunn ech awer an der Logementskommission als President nëmme eng Ënnerstützung fonnt, och vun de Membere vun der CSV, déi et begréisst hunn, dass d'Presidentin vum Fonds du logement dat am Detail virgestallt huet, och op déi Problematik ageangaen ass vun där leschter Zäit. Ech mengen awer, mir waren eis all eens, dass mer net an der Vergaangenheet nach eng kéier ronderëm solle wullen, dass déi Etappen, déi elo ageleet gi sinn, scho ganz positiv ëmgesat sinn a schon zu ganz positive Resultater gefouert hunn.

Iwwregens, déi Wunnengen, déi zu Wolz entstinn, dat sinn der 900, mengen ech, an zu Diddeleng 1.000. A wann ech dat elo nach gutt an Erënnerung hunn, si mëttlerweile 3 PApEn zu Wolz gestëmmt, mat 2 PApE vun 150 Wunnengen an 1 PAP, mengen ech, iwwer eng Schoul oder öffentlech Infrastrukturen. Do leeft also de Projet, wat vill Virbereedungen huet. Do, mengen ech, geet et an déi richtig Richtung.

Mä ech wëll eppes aneres soen: De Fong eleng an och d'SNHBM kënnen et net eleng! Mir brauchen d'Ënnerstützung vun de Gemengen; dat ass scho gesot ginn. An ech hu mer geschter emol d'Méi gemaach, d'Zuelen all ze kucken. Déi Eischt, déi vill gemaach huet, dat ass Rémeleng, duerno kënnt Esch an dann Drëtten oder Véierten ass Diddeleng. An Hesper läit an der Mëtt. A wann ech da kucken, dass der awer iwwer 50 % näischt mam soziale wéi erschwéngleche Wunnraum wellen ze dinn hunn, dann ass do den Hiewel unzesetzen.

An, Här Lies, ech mengen, et wär besser, wa mer zesummen ... Dir maacht jo och ganz intelligent Projeten an Ärer Gemeng, wou erschwéngleche Wunnraum entsteet zesumme mat der SNHBM. Kommt, mir setzen eis zesumme a mir motivieren déi Gemengen, déi bis haut nach guer näischt vun deem wellen héieren a wëssen, dass mer déi mat an d'Boot kréien, an zesumme mat den öffentleche Bauträger! Dann hu mer, mengen ech, eppes gemaach! An da war dës Debatt vun haut och wichtig.

► **Une voix**.- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Lies hat nach d'Wuert gefrot, an duerno d'Madamm Hansen. Den Här Lies fir d'Eischt.

► **M. Marc Lies** (*CSV*).- Da soen ech dem Här Kox emol Merci, datt en op d'Gemeng Hesper verweist, déi ech sécherlech besser kennen. Ech kéint och do am Detail opzielen, wat an deene leschte Joren am Beräich vum Wunnengsbau gemaach ginn ass. Dat ass awer net de Sujet vun haut.

Ech wollt dem Här Kox eng Fro stellen, well e vu Paradigmewissel geschwat huet. Da wëilt ech emol fir d'Eischt gar wëssen: Wat ass dee Paradigmewissel? An ech mengen, am Wunnengsbau muss een eng Distinction maachen tëschent dem soziale Mietwunnengsbau an et muss een eng Distinction maachen tëschent deene subventionierte Wunnengen, déi fir d'Vente sinn.

Dir schwätzt vu Paradigmewissel. Wéi ass et da mat deene Wunnengen, déi sozial Mietwunnengen, déi gebaut ginn, wou all Akteur ee Subsid vum Stat kritt an déi awer no 20 Joer kënnen verkaaft ginn? Kënnen déi nach verkaaft ginn, jo oder neen? Ass dee Paradigmewissel ukomm, jo oder neen?

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*).- Richtig ...

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Dann d'Madamm Hansen.

► **Mme Martine Hansen** (*CSV*).- Merci, Här President. Ech wëll just soen, den Här Kox huet gemengt gehat, mir misste kucken, datt eis Membere ëmmer an de Kommissiounen wieren; esou äänlech huet en dat gesot. Da wëll ech éischters soen, datt et net ëmmer méiglech ass. Et ass elo just nach ee Bréif, dee geet elo geschwënn eraus un den Här President, well muer erëm eng kéier dräi Kommissiounen beieneelen, wou eis Membere guer net kënnen alleguer do sinn.

Da wëll ech soen: Fréier war dat emol esou, datt, wann eng Demande kënnt, fir e Punkt op

den Ordre du jour ze setzen, mat deene Leit geschwat gëtt, wann et op den Ordre du jour kënnt, ob déi dann och kéinten do sinn. Dat ass eppes, wat Usus war a wat definitiv a leschter Zäit net méi gemaach gëtt a wat, fannen ech, erëm gemaach soll ginn, well mer soss net anstänneg kënnen fonctionnéieren.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Kox huet d'Wuert.

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*).- Bon, ech wollt just drop hiweisen, dass eben an darselwechter Sëtzung schon eng kéier gefrot ginn ass, dass mer dee Punkt des Laangen a Breeden diskutiert hunn. An dann, zwou Wochen drop, kréie mer d'Demande, fir datselwech nach eng kéier an der Chamber hei ze debattieren. Ech fannen dat keng gutt parlamentaresch Aarbecht. Et ass nëmme dozou, wou ech do wollt Stellung huelen, dass mer dat am Virfeld besser an enger Kommission des Laangen a Breede kënnen diskutieren.

Jo, Paradigmewissel. Déi öffentlech Träger hunn dat gemaach. A wann Der mer gutt nogelauschert hutt, hunn ech net vun der Demande geschwat, mä der Offer an der Offer iwwert d'öffentlech Träger. An virdrun hunn d'öffentlech Träger, déi eng Wunneng verkaaft hunn, keng Klausel ageschriwwen, fir de Réckkauf ze kréien. An net méi an net manner hunn ech gesot. An ech hu fonnt: Et ass dat e Paradigmewissel, dee ganz wichtig war.

An ech hunn och d'Zuel genannt vun ...

► **M. Marc Lies** (*CSV*).- Déi sozial Mietwunnengen, Här Kox.

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*).- ... 1.600 Wunnengen, déi eben ... Dat war 1979 vlächet net de Gedanke vun deemools, mä et hätt scho virun 20 Joer gewieselt kënnen ginn, dass déi Wunnengen net méi hätten dierfe verkaaft ginn au prix du marché, mä nees zréckkommen an déi Gesellschaften, déi se virdu gebaut hunn. Dat ass dee Paradigmewissel, deen ech ugeschwat hunn, an dat ass d'Zukunft, wou mer musse weider dru schaffen.

► **Une voix**.- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmoos, Här Kox. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding** (*ADR*).- Jo, Merci, Här President. Ech wäert mech extrem kuerzhalen. Et soll een iwwert dat schwätzen, wat hei gefrot ass. Dat ass d'Produktioun an d'Produktivitéit vum Fonds du logement.

Fir d'Alleréisch emol ass dat natierlech eng Thematik, déi extrem aktuell ass, ëmmer erëm, sait Joren, sait Méint. Net méi spéit wéi haut ass am „Lëtzeburger Wort“ eng grouss Bäilag iwwer Immobilien. An do liesen ech, datt privat Promoteuren an deenen nächste Joren déi Projeten, déi do genannt sinn am „Lëtzeburger Wort“ an där Spezialbäilag vun haut, dat sinn nëmme e puer méi grouss Projeten, 300.000 Quadratmeter Wunnenge bauen.

Et ass also kee Grond, fir alarmistescht ze sinn. Et komme Wunnengen no, Gott sei Dank och oui de Stat.

Dat Eenzegt, wat mech hei wierklech wonnert, dat ass, datt d'CSV, den Här Lies, sech Froe stellt iwwert d'Produktivitéit vun engem Statsbetrib. De Stat ass ëmmer manner effizient wéi d'Privatindustrie! De Stat huet ëmmer e manner grousst - kommt, mir soen emol - „Käschtebewosstsinn“ wéi e Privatpromoteur.

Wann Dir mat engem Matarbechter - Dir hutt déi Statistik virdu genannt - 1,2 Wunnenge baut an engem Joer, ma do géif all Betrib faillite goen. E Betrib, deen 120.000 Euro Loyer bezillt - Dir hutt déi Zuel genannt -, do géif all private Betrib faillite goen. Dat ass einfach de Beweis, datt de Stat fir privatwirtschaftlech Aufgaben net géeegeent ass. En ass ineffizient. Dat Ganzt gëtt da cachéiert ënner enger Gemeinnützigkeet.

Elo ass et awer wouer, dat muss ee klipp a kloer soen - an dat hu mir als ADR och klipp a kloer gesot -: Mir brauche sozialverträglech bezuelbar Mietwunnengen. An do ass et richtig, datt et Wohnungsbaugesellschaft gëtt, sief se staatlech, mä nach léiwer kommunal oder genossenschaftlech, déi derfir suergen, datt d'Leit kënnen sozialverträglech Loyere bezuelen an och als Locataires human behandelt ginn.

An asoufern begrësse mer déi Ustreuung vum Fonds du logement. An ech muss effektiv soen, no der leschter Kommissiounssëtzung mat der Presidentin, déi eis do hire Rapport gemaach huet: Kommt, mir ginn deem Fonds du logement eng Chance! Kommt, mir ginn em déi Chance, déi doten Aufgab ze erfüllen!



Also, am Resumé denken ech: Kommt, mir bauen op Privatwirtschaft éischer wéi op Planwirtschaft! Mä well et esou dréngend noutwendeg ass: Kommt, mir kucken, datt esou vill sozial Mietwunnenge wéi nëmme méiglech gebaut ginn, mam an duerch de Fonds du logement, duerch aner éffentlech Träger, Habitacions à bon marché, duerch Gemengen, wéi och ëmmer, a firwat net - an da reitéieren ech eppes, wat ech hei schonn x-mol gesot hunn - an der Partnerschaft mat Privatpromoteuren! Nëmme esou kréie mer dee Problem an de Grëff.

An ech bedauern den Exkurs a sozialisteschen Rhetorik, wa mer hei iwwert d'Produktivitéit vun engem Statsbetrieb schwätzen, ...

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Roy Reding** (ADR). - ... vu méi Steieren a méi Enteeungen. Dat ass jiddefalls net de Wee! An ech hoffen, datt och vun de Kollegee vun der DP do eng Kéier e kloert Wuert kënn, datt se dat net wäerte matmaachen.

Merci.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Merci villmools, Här Reding. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*). - Merci, Här President. Ech hu mech net gefrot, ob ech falsch gelies hat, well ech ka relativ gutt liesen, mä ech kann awer net ëmmer gutt héieren. Doranner sinn ech eendeiteg manner gutt. An elo während der Debatt - Verschiddener géife soen „manner gutt lauschteren“ -, mä während der Debatt hunn ech awer e puermol, zu menger Freed awer och, muss ech soen, Saachen héieren, déi mir als Lénk zënter Jore gesot hunn an déi elo lues a lues och an dem Mainstream ukommen. An dat ass och nëmme ze begrëssen, muss ech awer soen.

Bon, mir schwätzen hei vun engem éffentlechen Träger, dem Fonds du logement. Zesumme mat der SNHBM kréien déi och elo grouss Aufgaben am Logementsbau, déi am Koalitionsaccord annoncéiert goufen. A wann ech deem wëll gleewen, an ech mengen, do gëtt et e reelle Wëlle vun der Regierung, fir do an déi Richtung ze goen, an och vun der neier Féierung vum Fonds du logement, da kann ech nëmme soen, datt mer an déi richteg Richtung ginn. Mä et wäert bei Wäitem - bei Wäitem! - net duergoen, well immens vill Nohuelbedarf ass beim Fonds du logement. A wann ee seet „vill Nohuelbedarf“, dann heescht dat och, datt während Jorzéngte ganz weineg Mëttele zur Verfügung gestallt gi sinn a ganz weineg geschitt ass. Dat dierf een net vergëssen.

Mä de gréisste Problem huet och elo den Observateur de l'habitat an enger vu senge leschten Notten eben erëm däitlech ënnerstrach; an dat gouf och gesot. D'Bauterrainen, déi sinn zu engem groussen Deel - zu 90 % - a privaten Hän, an 10 % gehéieren dem Stat, éffentleche Promoteuren an de Gemengen.

D'lescht Joer konnt de Fong 133 Wunnenge finaliséieren. Mir hu gëschter ... An do kann een och iwwert d'Effektivitéit vun de private Promoteure schwätzen. Si si vläicht effikass, mä passt op: Et ass e bësse méi komplizéiert wéi dat! Gëschter am Stater Gemengerot hu mer eng Konventioun vun engem PAP definitiv ugeholl bei der ehemoleger Klinik Bohler laansch der Areler Strooss. Et ass eng DP/CSV-Koalitioun an der Stad, wéi Der wësst. Also, et ass 95 Hektar grouss. Et ass just schued, datt 5 ...

(*Interruption*)

Justement. Well ech hunn den ...

(*Interruption*)

Jo. Jo. jo. Et feelt ganz weineg, fir op den Hektar ze kommen, wat schued ass, well laut deemoleger Gesetzgebung hätt de Promoteur jo 10 % Logement à coût modéré misse maachen, mä an der Stad geet dat ëmmer e bësse méi knapps. Wësst Der, mir hunn do eng speziell Situatioun, an da kann de Promoteur op déi verzichten. Dovunner ofgesinn, sinn déi Logements à coût modéré jo net déck.

Bon, soit, nëmme fir ze soen, datt mer 140 Wunnengen do wäerte kréien, méi wéi de Fonds du logement an engem Joer ka finaliséieren, déi sech kee Mënsch wäert kënnen leeschten, deen eppes Normales verdéngt.

Zréck zum Fong. Déi kleng Capacitéiten, déi erklären dann eben och, firwat esou weineg Wunnenge fäerdeggestallt goufen. Ech soen „nëmme“, well et zwar méi ass wéi an de mouvementéierte Jore virun, mä net méi wéi virun dëser Zäit. A virun allem soen ech „nëmme“, well laut Statec all Joer wéinstens 6.500 Wunnenge misse gebaut ginn, fir der Demande nozekommen, an de Privatmarché der awer just zirka 3.000 baut. Déi 3.000 bis 4.000

Wunnengen, déi all Joer feelen, missten also vum Stat an de Gemenge gebaut ginn zu gënschtege Präisser a Loyeren. A wann een dat weess, da sinn déi 133 vum Fong nëmme eng Drëps op de waarme Steen.

Wann ee sech dann elo och de Rapport fir 2017 ukuckt, da stellt ee fest, dass vun den 133 Unitéiten, déi fäerdeggestallt gi sinn, 108 Stéck fir de Verkaf geplangt sinn an nëmme 22 fir d'Locatioun. An et sinn der nach 3 fir Commercen.

Bei esou Projeten, déi sech am Moment am Bau befannen, wéi zu Esch, zu Déifferdeng, zu Gréiwemaacher oder zu Mondorf, ass och alles fir de Verkaf geplangt. Mir wëssen awer, dass fir ganz vill Leit ouni Egemëttele och eng Vente subventionnée net realistesch ass.

Dofir d'Fro: Gëtt weiderhin an éischer Linn fir de Verkaf gebaut? Deckt sech dës Offer och mat den Demanden, déi beim Fonds du logement erakommen? Mech géif et och interesséieren ze wëssen, wat d'Waardeleschte sinn, well ech ginn dovunner aus, et gëtt ëmmer gesot: D'Waardezäit ass ongeféier zwee Joer. Ech weess net, ob dat realistesch ass. Wahrscheinlech ass et awer vill méi grouss wéi dat.

Ech mengen, d'Logementskris, Här President, ass elo e politeschen Evergreen ginn. Et gëtt säit Joren, jo Jorzéngten elo méttlerweil, vill diskutéiert, mä passéiert ass bis elo am Fong esou gutt wéi näischt. Se ass schlëmmer ginn. Hantert den Zuelen, de villen Ukënnegungen an Excusé verstoppe sech awer perséinlech Schicksaler. Et si Jonker, déi net doheem erauskommen. Et sinn oft Fraen, déi no enger Trennung vum Partner keng géegent Wunneng fannen. Et sinn och Refugiéen, déi souguer aus de Centres d'accueil mussen erauskommen, an iwwerhaupt Leit, déi schaffe ginn, déi eppes verdéngen an déi sech trotzdem net kënnen eppes leeschten.

Den Observateur de l'habitat, Här President, deen huet jo och bestäetgt, wat déi Lénk zënter zwee Joer soen: datt 80 % vun de bebaubaren Terrainen an den Hän vun 20 % vun de Propriétaires leien. Dat si grosso modo 3.300 Leit. An dobäi hu mer nach net d'Zuele vun den Undeeler, déi d'Privatgesellschaften hunn. An ech mengen, mir mussen och nach derhannert goen. A mir wäerten nach derhannert goen. An ech mengen, mir sinn net déi eenzeg, déi derhannert wëlle goen!

Kuerz gesot: De groussen Deel vun den Terrainen gëtt vu Groussgrundbesëtzer monopoliséiert! A si kënnen maachen, wat se wëllen, zu den Tariffer, déi se wëllen! Mir kënnen awer net méi nokucken, wéi eng Handvoll vu Millionäre fierchterlech Profitter mécht um Bockel vun Zéngtausende vun éierlech schaffende Leit a se lues a lues an de Ruin dreiwen!

Dofir muss ee ferm mat de Groussgrundbesëtzer ëmgoen! An ech mengen, mir héieren ëmmer méi Stëmme, déi an dës Richtung ginn. Präisbremsern aféieren, staark besteieren, wa se spekuléieren. An, wa se nach ëmmer net matmaachen, jo, natierlech, da muss een och kucken, fir déi Groussgrundbesëtzer ze enteegegen, fir datt se erëm eng Kéier nétzlech Aarbecht maachen. Dat ass e ganz grouss Chantier. Mir hëllef den gäre mat.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*). - Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Merci villmools, Här Wagner. D'Regierung huet elo d'Wuert. Madamm Tanson, et ass elo un lech.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Sam Tanson**, *Ministre du Logement*. - Jo, also mir ginn d'Wunnengen och net duer, déi mer bauen, net nëmme de Fonds du logement, d'SNHBM, och d'Gemengen, d'éffentlech Hand insgesamt. A mir wëssen dat, mengen ech, allegeren heibannen: Mir brauche méi éffentlech Wunnengen, soss komme mer aus där ganzer Diskussioun net eraus.

Ech sinn och gäre bereet, ëmmer erëm iwwert déi ganz Sujeten ze diskutéieren, sief et an der Kommissioun, sief et hei, mä ech wier scho frou, wa mer géife probéieren, sachlech ze diskutéieren iwwert dat Ganz a virun allem och probéieren, de Schmilblick weiderzebréngen. A fir dee weiderzebréngen, mengen ech, mussen mer natierlech verschidden Analyse maachen, kucken, wat vläicht net gutt gelaf ass a wat gutt leeft, an dann awer och vläicht iergendwann eng Kéier op verschiddene Punkten ophalen, déi ganzen Zäit een deem aneren ze soen, e wier responsabel fir dat, wat mer elo haut hunn, well ech weess net, ob mer domat do alles an de Grëff kréien.

Ech muss leider awer herno op e puer Punkten agoen, Här Lies, well ech net ganz d'accord si mat verschiddenen Zuelespillereien, déi Der gemaach hutt. Mä insgesamt wier ech frou, well ech héieren awer elo erëm, dass mer

eigentlech plus ou moins allegeren hei dat selwecht wëllen, dat heescht méi bezuelbare Wunnraum, wa mer och géife probéieren, einfach ze diskutéieren: „Wéi komme mer dohin?“, an net ëmmer nëmme mam Fanger een op deen aneren ze weisen. - Dat vläicht fir de generelle Kader.

Bon, d'Diskussioun vun haut dréit drëm: Wat huet geännert zënter der Reform vum Fonds du logement? Ech mengen, Verschiddener, den Här Hahn ass schonn am Detail drop agaangen. Just nach eng Kéier kuerz am Resumé: Et gëtt méttlerweil elo eng Direction tricéphale. Et gëtt net méi deen Directeur-président oder Président-directeur oder wéi een dat och ëmmer wëllt nennen. An ech fannen, dass dat och fir e modernen Etablissement public richteg ass, dass een eng kloer Gouvernance huet, wie woufir zoustänneg ass.

Et gëtt och méttlerweil e Vertrieber vum Syvicol am Verwaltungsrot. Och dat fannen ech elementar, well et ass net fir näischt, dass mer ëmmer heibannen erëm d'Diskussioun hunn an och soen, dass d'Gemengen ee vun de wichtigste Akteure sinn. A wann d'Gemenge mam Fong net gutt zesummeschaffen, hu mer natierlech och e Problem. A vill vun lech heibanne schaffe mam Fong zesummen a schaffen och gutt mam Fong zesummen. Ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck.

Méi detailléiert Saachen, déi awer ganz wichtig sinn: Et gëtt am Moment zum Beispill dru geschafft, fir e Cahier des charges type auszuschaffen, fir méi séier a méi bëleg virunzekommen. Et gëtt un engem Georeferenzsystem geschafft, basierend op dem Geoportail, wou ee ganz genau ka kucken, also fir de Fong intern, fir de Fonctionnement: „Do sinn eis Terrainen. Wat ass am Moment ..., wou ass déi Prozedur drun? Wéi vill Wunnenge sinn do geplangt?“, fir wierklech ëmmer ze wëssen, wou een drun ass.

Et ass en Dashboard ausgeschafft gi fir eng Bestandsopnam, dee ganz effikass a flott a visibel a verständlech ass, fir ze gesinn: Wou sinn eis Demandeurs lokaliséiert? Wou sinn déi Leit, déi e Wunnraum brauchen, déi bei eis eng Demande eragereecht hunn? Wat ass, wéi vill, wéi e grouss Wunnraum brauche se? Dat hëllef natierlech fir d'Planungssécherheet. Et hëllef och, fir einfach Donnéeën ze hunn, déi elementar wichtig sinn.

Mir schaffen un engem Guichet unique fir d'Demande vun de Sozialwunnengen. Och dat ass wichtig, fir de Leit d'Aarbecht méi einfach ze maachen.

Jee, et sinn eng ganz Rétsch, mengen ech. Ech ginn elo net nach eng Kéier op alles an. Dir hutt och déi Dokumentatioun, déi d'Présidentin vum Fong an der Kommissioun virgestallt huet, fir ze weisen, wat alles reng um Gouvernanceplang am Fong zënter der Reform, déi elo emol nach keng zwee Joer a Kraaft ass, geschitt ass.

Zur Personalevaluatioun: Mir haten 2013 60 Posten équivalent plein temps am Fonds du logement. 2018 waren et der dunn 100. Eng Präzisioun, déi wichtig ass fir déi Rechnung iwwert d'Produktivitéit. Eng Diskussioun, déi ech e bësse müüseg fannen an deem heite Kontext, mä ech muss awer drop agoen, dat ass: Déi Leit, déi rekrutéiert gi sinn, 50 % vun deem Personal, wat elo haut am Fonds du logement schafft, dat heescht 50 Persounen, déi haut do schaffen, si reng do, fir d'Gestion du patrimoine ze maachen. Dat heescht, de Fong huet 2.000 Wunnengen ze geréieren am Alldag. D'SNHBM huet 200 Wunnengen. Dat heescht, déi Rechnung kann een net esou maachen. Dat heescht, d'Halschent vun de Leit, déi am Fong schaffen, si guer net do, fir nei Wunnengen ze bauen. Si sinn do, fir de Bestand ze begleeden. An da kommen nach derbäi eng sechs, siwe Leit, déi do sinn, fir de Suivi social ze maachen, wou mer jo och wëssen, dass dat eng elementar, en Deel vun der Missioun vum Fong ass, fir d'Leit, déi an de Sozialwunnenge sinn, ze begleeden.

Duerfir, déi Produktivitéitsrechnung, wéi vill déi och ëmmer ausseet oder net, ass irreführend, op alle Fall mat deenen doten Zuelen.

Bauteméisseg, et ass elo schonn e puermol gesot ginn. Wa mer elo kucken, de Moment vum Akraafttriede vun der Reform 2017 sinn 133 Wunnenge fäerdeggestallt ginn, 2018 och 133 Wunnenge plus zwee Commercen, op d'Dauer vun 2019 bis 2023 wäerten eng 600 Wunnenge fäerdeggestallt ginn. An doriwwer eraus 2023, op déi zéng, fofzéng Joer duerno, komme mer dann nach eng Kéier op eng 3.800 Logementer. Dat ass elo de Minimum, wou mer elo scho wëssen, dass mer wäerte maachen. Mir schaffen allegeren drun, dass dat natierlech nach méi wäert ginn. Mä déi Zuelen, déi mer elo hunn, an dat ass jo och dat, firwat ech dat esou frustrierend fannen, wéi déi Debatt gefouert gëtt: Wéi laang dauert

et, bis e Logement fäerdeggestallt ass? Et ass jo net, ech decidéieren net haut: Ech bauen an dann ass muer meng Wunneng do! Et kann ee rechnen: Vun deem Moment un, wou een ufänkt mat plangen, bis dee Moment, wou se fäerdeggestallt ass, si mer bei dräi, véier Joer. Dat sinn d'Erfahrungswäerter vum Fonds du logement.

Wa mer also elo soen, okay, 2016 si just 19 Wunnenge fäerdeggestallt ginn, wa mer dat elo zréckrechnen, da leie mer wou? Da leie mer bei 2012.

(*Interruption*)

Bon, ech wëll d'Diskussioun net esou féieren, mä ech muss lech awer äntwerten op déi Zuelen, déi Der do genannt hutt. Dat heescht, wa mer elo kucken, zënter der Akraafttriedung vun der Reform sinn d'Zuele méi héich an der Moyenne wéi déi Jore virun. An dat ass och dat, wat mer op déi nächst Joren ustriewen.

Do derbäi muss een nach eppes soen. Déi grouss Friche, Wolz, Diddeleng, et ass elo e puermol ugeklongen, dat sinn déi, déi 2.000 Wunnenge wäerten à moyen terme schafen. Vläch déi Fro, déi Der virun dem Här Hahn gestallt hutt, wou déi Saachen dru sinn. Zu Wolz sinn am Moment dräi PAPE gestëmmt. Do fänken d'Sanéierungsarbechten u virun Enn des Joers, an Ufank d'nächst Joer fänken déi éischt Infrastrukturarbechte fir déi zwee PAP Logement un. Et ass ee PAP public, wou Schoul an aner éffentlech Infrastrukture geplangt sinn.

Diddeleng war ech d'lescht Woch kucken. Ech mengen, dass dee Projet formidabel gëtt. Ech kann och soen, dass do eng ganz gutt Kollaboratioun besteet tëschent der Gemeng Diddeleng an dem Fonds du logement. Dat ass eng Kombinatioun vun zwee Aspekter: Dat eent ass erschwéngleche Wunnraum schafen an dat aner ass och probéieren, eng Industrie do mat eranzekréien, d'Filmindustrie, an dat Drétt ass de Patrimoine ze erhalen, deen do op deem Site besteet. An dat sinn dräi zimlech komplizéiert Erausforderungen, deene sech awer déi Responsabel hei stellen.

An do wollt ech nach eppes Wichtiges soen. De Fonds du logement kritt oft déi Projeten zougeschouert, déi ganz komplizéiert sinn! Dat eent sinn d'Friche, dat heescht, wou Der musst sanéieren, wou net kann einfach vun haut op muer ugefaange gi mat bauen.

Dat heescht ... An nach eng kleng Klamer vläch: De Fong war eréischt 2016 Propriétaire vun den Terrainen zu Diddeleng. Also fir elo ze behaupten, dass mer dat hätte scho laang kënnen realiséiert hunn, ass och net ganz richtig.

De Fong kritt op där enger Säit d'Friche, déi muss sanéiert ginn, op där anerer Säit och vill Sitten, déi protegéiert sinn - Sites et monuments -, wou e Klassement dropläit oder wou se um Inventaire sinn, wou och Erausforderung sinn, wou se awer och super Saache realiséiert hunn. Ech war schonn zu Beetebuerg Beispiller kucken, wou en ale Bauerenhaff ëmtransforméiert ginn ass.

► **Une voix.** - Colmer-Bierg!

► **Mme Sam Tanson**, *Ministre du Logement*. - Et gëtt Beispiller zu Colmer-Bierg. Et gëtt ganz vill där Beispiller. Et sinn nach aner, déi elo wäerte kommen. Dat heescht, dat sinn och net Projeten, wou ee vun haut op muer x Wunnengen aus dem Stand eraus schafft. Dat muss een an där ganzer Diskussioun och bedenken.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Madamm Ministesch, erlaabt Der, datt den Här Lies lech eng Fro stellt?

► **Mme Sam Tanson**, *Ministre du Logement*. - Natierlech.

► **M. Marc Lies** (CSV). - Merci, Här President, fir d'Wuert. Bon, ech mengen, ech wëll just hei soen, datt weder d'CSV-Fraktioun nach de Spriecher a menger Persoun iwwert déi lescht Joren net proaktiv matgeschafft hunn. Ech mengen, an deenen zwou Debatten, déi an deene leschte puer Joer gefouert gi sinn, 2015 huet d'CSV déi Debatt selwer gefrot gehat, 2018 huet de Minister se gefrot gehat, ass d'CSV ëmmer mat konkrete Proposen a Mesuré komm, wat de Wunnengsbau ugeet.

D'Madamm Minister seet, datt effektiv dee Referentiel net ze consideréieren ass. Ben, ech hu mer d'Méi gemaach an deene leschte Wochen, an ech net ëmmer ganz einfach ass, fir déi Chiffere souwuel vun dem Programme de construction d'ensembles vum Ministère du Logement mat deene Bilane vum Fonds du

logement mateneen ze vergläichen, fir do op genau déiselwecht Zuelen ze kommen, wat da vu Logementer kreéiert ginn ass.

Madamm Minister, ech hunn et nogekuckt: Tëschent 2014 an 2018 sinn am Ganzen 125 nei Wunnengen am soziale Mietwunnungsberäich entstanen. Dat sinn der vun deenen 2.000 just ee Brochdeel. Den Effectif ass awer an d'Luucht gaangen, vun 2014 bei 62 Leit op entre-temps 100 Leit. A wann een effektiv dee Referentiell rechent, deen 2013 nach bei 2,11 louch, wat d'Produktivitéit ugeet, ...

(Interruption)

... an et ass elo bei 1,22, mengen ech, ass et awer pertinent, datt een dat doten hannerfreet. Wéi kann dat sinn, mat esou ville Leit, och wann effektiv de Patrimoine ze geréieren ass, mä dee Patrimoine ass an deene leschte Joren net vill méi grous ginn, wéi dat viru Joren de Fall wor? Ergo mengen ech, muss een dee Referentiell awer eng kéier huelen an dat kritesch hannerfroen.

Ech wëll hei just betounen, mir sinn hei, fir effektiv proaktiv matzeschaffen a Saachen ze hannerfroen, déi net logesch, net kohärent sinn. Och mat de Resultater, ech hunn et viru gesot, 2016/2017: Wat ass mat deene 750.000 Euro, déi innerhalb vun engem Joer méi an d'Masse salariale gaange sinn? Dat sinn awer Froen, mengen ech, et ass eis Missioun, fir dat ze hannerfroen an ze soen: Okay, gitt eis déi Erklärungen a mir sinn honnertprozenteg bereet, fir effektiv och op deem dote Wee matzeschaffen.

Ech hunn et gesot: D'Reform muss eng kéier kritesch analyséiert ginn, fir datt et produktiv a konstruktiv an d'Zukunft ka goen. Duerfir sot mer: Wou ass den Iwwerleungsfeeler, wat de Referentiell ugeet? Wou ass deen? Also ech hunn et elo gesot, datt effektiv net vill méi Logementer am soziale Mietwunnungsberäich entstane sinn, dat ass de Patrimoine, an net déi, déi verkaaft ginn.

(Interruption)

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- Ma neen! Mä ech hunn lech jo gesot, de Fong huet 2.000 Logementer ze geréieren! Wann Der dat vergläicht mat den 200 Logementer, déi eng SNHBM ze geréieren huet, fir dann ze soen: ...

► **M. Marc Lies (CSV).**- Se sinn awer net an d'Luucht gaangen.

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- „Ech huelen esou vill Leit, déi do schaffen, an ech considéiere guer net, wat déi Leit als reell Aarbecht maachen“, dann ass déi ...

► **M. Marc Lies (CSV).**- Ech hunn hei en Tableau, do steet alles dran.

► **Une voix.**- Très bien !

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- ... dann ass déi Rechnung irreführend! Ech mengen och net, dass dat eis e Millimeter weiderbréngt an der Diskussioun!

► **Une voix.**- Très bien !

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- Dat mengen ech ganz éierlech net. Ech weess, dass am Fonds du logement immens vill héich motivéiert Leit schaffen, an ech fannen et schued, dat esou duerststellen, wéi wann dat net de Fall wier, well déi Leit maachen de ganze Suivi. Déi maachen d'Renovation vun de Wunnengen. Déi maachen Uriff, déi era-kommen, wann iergendzwoousch d'Elektresch net fonctionnéiert. An da kënn natierlech nach dee ganze Suivi social derbäi. Dat heescht, dat ass eng Aarbecht, déi kann een net vergläiche mat där, déi op anere Plaze gemaach gëtt. Duerfir, ech verstinn net, ech verstinn éierlech gesot net déi ganz Diskussioun.

Ech wollt just nach ee Wuert vläicht soen zum Gebai. D'Zuele vun der Evolution vum Personal weisen, dass et zimlech séier dréngend ginn ass, fir zu Gaasperech erauszekommen, fir also en neit Bürogebai ze lounen. Duerfir ass d'Decisioun dunn 2016 geholl ginn, fir op d'Locatioun ëmzeklappen. Dat ass awer fir mech, an ech mengen och fir de Verwaltungsrot vum Fong, net eng definitiv Léisung. An natierlech si se amgaangen, sech Gedanken ze maachen - ech mengen, d'Presidentin huet dat och souguer schonn an engem Interview eng kéier gesot -, wéi een dat dote kann an Zukunft anescht maachen. Mir sinn amgaangen ze kucken, si sinn amgaangen, sech déi Iwwerleung ze stellen. Mä d'Fro ass: Gëtt eppes gebaut? Gëtt eppes kaaft? Mä à terme déi Locatioun do ze maachen, dat war u sech net den Ursprungsgedanken, deen dat dote begleet huet.

Voilà, ech mengen, fir de Rescht wier ech plus ou moins op alles agaangen. Ech freeë mech op weider Diskussiounen. Ech wëll wierklech mat lech all zesummeschaffen, well ech mengen, dass dat doten net eppes ass, wat een eleng geregelt kritt oder wat d'Regierung eleng geregelt kritt. Ech soen et nach eng kéier: Mir sinn hei ... Et ass och net de Fonds du logement, deen dat doten eleng behuewe kritt. Mir mussen alleguerten zesummen do probéieren, méi Logement ze schafen, méi erschwéngleche Logement ze schafen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Gilles Roth hat nach d'Wuert gefrot.

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- Ah, ech hat dat net gesinn.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Et geet séier.

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- Jo.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Merci, Här President. Opgrond vun deenen Äusserunge vun de Kollege Fayot a Cruchten, déi ech opmierksam nogelauscht hunn, hätt ech just eng konkret Fro un lech als Regierungvertreeder, ob et dann elo ze enger Neesaféierung vun der Verméigenssteuer fir Privatpersoune kënn oder net.

(Hilarité)

► **Une voix.**- Hutt Der net just Är Question parlementaire gestallt?

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- Also, ech sinn, mengen ech, weder Member an der LSAP nach den zoustännege Minister. Et kann nach kommen.

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Et soll een ni ni soen.

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- Ech beruffe mech also reng ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Wannech gelift!

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- ... ech beruffe mech also reng op dat, wat am Regierungsprogramm virgesinn ass, an dat hunn ech do net an Erënnerung, gelies ze hunn.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här David Wagner hat nach d'Wuert gefrot.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Jo, Merci.

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- Zu deem Sujet oder och zu iergendeppes, wat guer näischt domat ze dinn huet?

(Hilarité générale)

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Neen, ech versichen emol originell ze sinn an ech stellen eng Fro zum Fonds du logement, ...

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- Ah!

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- ... déi ech scho gestallt hat während menger Ried, just well nämmlech déi meescht Objete verkaaft ginn a ginn net an d'Locatioun. Et kritt een oft esou erkläert, jo, dat misst esou sinn, well da kann een aner Projete finanzéieren. Mä trotzdem, also ech ginn awer och ganz oft drop ugeschwat, a vill Leit fannen dat komesch. An ech weess net, ob dat am Ausland och esou gehandhabt gëtt, zemoos wat déi Proportioun ass vum Verkauf. Entsprecht dat de Besoine vun de Leit, déi iwwerhaapt eng Wunnung ufroe beim Fonds du logement? Well ech ka mer gutt virstellen, datt een eendeiteg méi an d'Locatioun misst investéiere wéi an de Verkauf an datt een dat u sech misst ëmkippen.

Merci.

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- Also, ech sinn absolut mat lech d'accord, dass mer, an dat ass jo och dat am Regierungsaccord, wat mer dostoen hunn, dass mer méi an de Locativ solle goe vun der öffentlecher Hand aus, well mer einfach dee Besoin hunn. An och wat d'Projete vun Fonds du logement ubelaangt, gi mer, also ass eis Richtlinn, dass mer probéieren, 70 % Locativ an 30 % Vente ze goen, well mer einfach der Meenung sinn, dass dat dat ass, wat dem Besoin entsprécht, deem mir wëllen do entgéintkomme mat eiser Offer.

► **Une voix.**- Très bien !

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- Okay? Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Tanson.

Dëse Punkt ass domadder ofgeschloss.

9. 7324 - Projet de loi portant introduction d'un compte épargne-temps et modifiant :

1° le Code du travail ;

2° le Code civil ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Mir kommen elo zum Projet de loi 7324 iwwert d'Aféiere vum Compte épargne-temps. D'Riezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Aly Kaes, den Här Frank Colabianchi, den Här Yves Cruchten, den Här Charles Margue, den Här Jeff Engelen, den Här Marc Baum an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Am Joer 1999 huet de Statsminister a senger Regierungserklärung ugekënnegt, dass d'Regierung wëllt Zäitspuerkonten aféieren. Duerfir huet se dem Conseil économique et social den Optrag ginn, en Avis auszeschaffen. An deem detailléierten Avis huet de Conseil économique et social nach emol d'Nützlechkeet vun esou engem Instrument ennerstrach, dat souwuel fir de Salaré wéi och fir d'Entreprise selwer.

Am Joer 2011 gouf dunn en Avant-projet de loi déposiert, deen awer net d'Zoustëmmung vun de Sozialpartner fonnt huet. Am Mäerz 2014 ass de Projet dunn zrëckgezu ginn. D'Negociatiounen tëschent de Sozialpartner hunn awer näischt erginn.

Nodeems de Minister vun der Fonction publique Dan Kersch en Accord mat der Statsbeamtegewerkschaft fonnt hat, goufe mam Gesetz vum 1. August 2018 d'Zäitspuerkonten an der Fonction publique agefouert. Zäitgläich gouf de Comité permanent du travail et de l'emploi mat engem neien Avant-projet fir de Privatsektor befaasst, engem Projet, deen dem Avis vum Conseil économique et social aus dem Joer 2004 gréisstendeels Rechnung gedroen huet.

De 7. Mee 2018 gouf dunn am Comité permanent du travail et de l'emploi schlussendlech en Accord fonnt, an de Minister Nicolas Schmit konnt deen neie Projet de loi de 25. Juni zejoert déposieren.

Dëst just, fir nach emol ze ennersträchen, wéi schwéier et war, en Accord tëschent de Sozialpartner ze fannen a wéi laang, nämmlech 20 Joer, d'Salariéen, awer och d'Entreprises op dës nei Bestëmmunge waarden.

D'Zäitspuerkonte solle souwuel dem Salaré wéi och den Entreprisé méi Flexibilitéit bréngen an der Organisatioun vun hirer Aarbechtszäit. Besonnesch fir de Salaré hëlleft dës Moosnam, d'Privat- an d'Beruffsliewe besser mateneen ze verknäppen. De Grondgedanken ass deen, dass een Iwwerstonne respektiv Congés-deeg an esou weider kann uspueren, fir se spéider emol zesummen eranzehuelen.

Et gëtt am Liewen där Zäiten, wou ee méi muss oder och ka schaffen, an et gëtt och där Momenter am Liewen, wou ee vläicht e bësse méi Zäit brauch fir sech a säi Privatliewen. Fir déi eng ass et vläicht de Wonsch, eemol am Liewen eng grous Rees ze ennerhuelen, fir aner ass et vläicht de Besoin, fir méi Zäit ze hu fir sech a seng Famill. Speziell denkt een dorun natierlech, wann Nowuess an d'Haus steet. Et kann awer och en Hobby sinn, eng Fräizäitbeschäftegung, där ee gäre wëllt nogoen, oder eng Formatioun, déi ee wëllt maachen.

Grënn, fir vun den Zäitspuerkonten ze profitéieren, gëtt et der fir de Salaré eng sëllegen, an et ass dem Salaré fräigestallt, mat senger fräier Zäit dat ze maachen, wat hie wëllt.

Awer och fir de Betrib ass et en Avantage, vun enger gréisserer Flexibilitéit bei sengem Personal kënnen ze profitéieren, zum Beispill deen Ament, wou vläicht méi Aarbecht am Betrib ufält. Dëst Gesetz setzt de Kader fir d'Zäitspuerkonten a regelt präzis, wéi eng Stonnen um Zäitspuerkont ugespuert dierfe ginn. Beim normale Congé kënnen déi Congésdeeg ugespuert ginn, déi iwwert de Minimum légal erausginn, dat heescht, am Moment muss de Salaré seng 25 respektiv, wa mer dat neit Congésdeeg bis hunn, 26 Deeg Congé normal huelen, an nëmmen, wat doriwuer erausgeet, kann ugespuert ginn.

Dës Bestëmmunge sollen d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Salaré garantéieren. Eng Ausnam ass virgise fir e Maximum vu fënnf Deeg vun deem legale Congé, wann een en Deel vun deem Congé net huele konnt

wéinst engem Congé de maternité, engem Congé parental oder enger Krankheet.

Aner Stonnen an Deeg, déi ugespuert dierfe ginn, sinn zum Beispill Kompensatiounsdeeg, déi een zegutt huet, wann ee sondes geschafft huet oder wann e Feierdag op e Sondeg fält. Wichteg ass och ze soen, dass bei den Iwwerstonnen déi normal legal Limitte bestoe bleiwen, dat heescht e Maximum vun zéng Stonnen den Dag an 48 Stonne pro Woch.

D'Gesetz gëtt eng Partie Garantien. Den Detail an d'Modalitéte mussen awer tëschent dem Patron an der Belegschaft zesummen ausgehandelt ginn.

Fir kënn säin Zäitspuerkont opzefüllen, muss een op d'mannst zwee Joer bei der Entreprise beschäftigt sinn. De Kont gëtt da gespeist mat Stonne bis zu engem Maximum vun 1.800 Stonnen, wat bal engem ganze Schaffjoer entsprécht.

De grouse Prinzip ass dee vun „eng Stonn heescht eng Stonn“. Dat heescht, eng Stonn, déi haut méi geschafft gouf, ass och muer, och an zéng Joer nach ëmmer eng Stonn wäert; och wann entre-temps dem Salaré säi Stonneloun sollt gehéicht gi sinn.

Fir dass dës Stonnen net verfallen, gëtt eist Gesetz e puer Garantien. Esou muss de Patron déi ugespuert Zäit vu senger Mataarbechter a senger Bilane kontabiliséieren. Bei enger Faillite vun der Entreprise gëllt fir d'Zäitspuerkonten ee sougenannte Superprivileg, dat heescht, dass d'Creance vun den Zäitspuerkonten nach virun där vun de Salairé als Eischt ausbezuelte muss ginn.

Iwwert de Fonds pour l'emploi gëtt och eng finanziell Garantie gestallt, déi bis zu engem Plafong vum duebele Mindestloun reecht. Falls en Aarbechtsvertrag géif opgeléist ginn oder am Fall vum Doud vum Salaré, esou gëtt den Zäitspuerkont an eng Indemnitéit ëmgewandelt, wou de Sold vu Stonne mam leschte Stonneloun gerechent an ausbezuelte gëtt.

Wichteg ass ze betounen, dass dëst Gesetz nëmmen gëllt fir déi Salaréen, déi enner e Kollektivvertrag fale respektiv enner en Accord interprofessionnel. Dëst ennersträicht nach emol d'Wichtigkeet, dass mer gutt Kollektivverträge an eisen Entreprisé kréien, Kollektivverträge, déi de Patron zesumme mat senger Beschäftegten aushandelt. Dës bleiwen nach ëmmer déi bescht Garantie fir gutt Aarbechtsbedéngungen a korrekt Paie fir déi schaffend Leit.

Vläicht - wie weess? - kann dëst Gesetz och dozou bäidroen, dass deen een oder anere Patron sech d'Fro stellt, engem Kollektivvertrag bäizetrieden oder - firwat net? - ee mat senger Mataarbechter auszuhandelen.

Här President, eis Chamberskommissioun huet gutt an, ech fannen, och séier geschafft. Den 31. Januar huet den Aarbechtsminister Dan Kersch de Projet an der Kommissioun virgestallt, wou och direkt d'Avis gekuckt goufen. An den 28. Februar gouf mäi Rapport eestëmmeg uegholl.

An der Kommissioun ware mer eis och eens, dass e Bilan gezu sollt ginn, nodeems dëst Gesetz bis eng Zäitchen a Kraaft ass. An deem Sënn wëlle mir haut och eng Motioun deposieren, ...

Wannech gelift, Här President!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle constitue une priorité politique pour l'actuel Gouvernement ;

- considérant que l'introduction de comptes épargne-temps permettra une meilleure flexibilité dans la gestion du temps de travail respectant les besoins des salariés et ceux des entreprises ;

- considérant que le projet de loi 7324 prévoit l'introduction de comptes épargne-temps dans le secteur privé dans le cadre d'une convention collective respectivement d'un accord interprofessionnel,

invite le Gouvernement

- à dresser un bilan permettant une évaluation de la mise en œuvre des dispositions concernant les comptes épargne-temps dans le secteur privé au plus tard trois ans après son entrée en vigueur ;

- à présenter, le cas échéant, des propositions d'adaptation tenant compte des conclusions découlant du bilan précité.

(s.) Yves Cruchten, Marc Baum, Frank Colabianchi, Jeff Engelen, Aly Kaes, Charles Margue.

... déi vun alle Parteien, ausser vun de Piraten, matgedroe gëtt a wou mer d'Regierung oprufen, eis no dräi Joer an der Kommissioun e Bilan ze presentéieren iwwert déi éischt Erfahrung mam Gesetz.



Am Numm vun der LSAP wéilt ech selbstverständlech haut den Accord ginn an nach emol ennersträchen, wéi wichteg dëst Gesetz ass. Dass grad haut och nach d'Sozialwahl sinn, huet schon eng gewësse Symbolik. Dëst Gesetz ass e weidere Meilesteen an der Lëtzebuurger Sozialpolitik, eng zousätzlech Verbesserung vun eisem Aarbechtsrecht. Mir zielen, mengen ech, heimadde och zu de Pionéier an Europa.

An ech géif gär dem Minister an och sengem Virgänger felicitéieren fir dëst Gesetz, ouni awer d'Sozialpartner ze vergiessen, souwuel d'Gewerkschaften wéi d'Patronat, déi derzou bäigedroen hunn, dass dëst Gesetz eist Aarbechtsrecht moderniséiert. Bei alle Schwierigkeiten, déi mer zu Lëtzebuerg heiandsdo hunn: Zu Lëtzebuerg funktionéiert de Sozialdialog, an dat ass gutt esou, an dorop solle mer och houfreg sinn.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Cruchten. Den éischten ageschriwene Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Jo, Merci, Här Präsident. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wéll ech natierlech dem Rapporteur, dem Här Cruchten, villmools Merci soe fir säi méndlechen a schrëftleche Rapport.

Jo, mir doktere scho ganz laang, eng ganz laang Zäit un der Aféierung vun engem gesetzleche Kader fir d'Zäitspuerkonten, an dat natierlech och am Privatsektor. Iwwregens, an den Här Cruchten huet et gesot, wéll ech hei och soen, dass eben de Conseil économique et social viru ganz laanger Zäit schon en Avis gemaach huet. Ech war nach deemools Member vun deem Conseil économique et social. Ech hunn déi Diskussiounen also live matgefuert. Déi Diskussiounen ware virun allem virun 2004. Ech hat also d'Eier, wierklech do derbäi ze sinn, an ech kann nëmme bestätegen, wat de Rapporteur elo grad hei gesot huet, dass och do scho ganz schwieereg Diskussiounen waren, fir op e sougenannte gréngen Zweig ze kommen.

(**M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.**)

Duerfir begrësse mer, dass dat elo Realitéit gëtt. Dëst nodeems, an dat ass och scho gesot ginn, 2018 am éffentleche Secteur en deementspreechende gesetzleche Kader geschaf gouf.

Dir Dammen an Dir Hären, ech brauch, mengen ech, kengem heibannen ze soen, dass d'Leit dobaussen eng gewëssen Erwaardung un d'Politik hunn an och haten, dass endlech an deem Kontext Neel mat Käpp géife gemaach ginn. Fir vill Salarié bedeiten d'Zäitspuerkonten méi gestalteresch Fräiheet, d'Fräiheet, Zäit, déi se elo direkt net brauchen, an der Zukunft kënnen ze verwäerten, am Sënn vun enger besserer Vereenbarkeet vum Familljen- an Aarbechtsliwwen, vläicht och, well se iergendwann eng Auszäit wëllen huelen, fir zum Beispill eng Weltrees ze maachen oder awer sech berufflech ëmzeorientéieren, an nach viles méi.

Déi Fräiheet, Dir Dammen an Dir Hären, solle mer de Leit einfach zougestoen. An deem Sënn begrësse mer dësse Projet als en éischte Schrëtt.

Als Gewerkschaftler, mengen ech, muss ech et awer nach eng Kéier widderhuelen, sinn ech natierlech ganz houfreg, dass dësse Gesetzesprojet grad um Dag, wou mer Sozialwahlen hunn, gestëmmt gëtt. Dat huet wierklech Symbolcharakter!

Och wann dat net ëmmer ganz populär ass, soll een als Politiker de Leit awer kloermaachen, dass sech u sech mat deem Gesetz op Anhiib näischt un der Situatioun fir d'Leit ännert. D'Gesetz, isoléiert gekuckt, bréngt de Betreffenen nämmlech näischt. Et ass e bësse wéi eng Partitur ouni Orchester. D'Gesetz ass an deem Fall d'Partitur, déi nach muss a Musek ëmgesat ginn, an duerfir brauch een natierlech en Orchester. An den Orchester ass oder sinn d'Sozialpartner.

Et ass scho gesot ginn, ech wéll et awer nach eng Kéier hei widderhuelen, dass d'Leit, an dat sinn der nach ëmmer ganz vill, déi net ënner e Kollektivvertrag falen, natierlech vun deem Gesetz net ofgedeckt sinn. Mir mussen also alles drusetzen, dass mer esou vill wéi méiglech Kollektivverträge oder, jo, Branchenverträge - wéi een et och nach aneschtlers seet - kréien.

Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, mam Vott vun deem Text läit de Ball deemno also ganz kloer bei de Sozialpartner, déi - an dat muss ee ganz kloer soen - u sech net op haut gewaart hunn, mä scho ganz aktiv waren. Ech wéll an deem Sënn als Beispill un de Kollektivvertrag am Bankesektor erënneren, dee scho säit joren esou Zäitspuerkonten huet, an dat

ouni en eenheetleche gesetzleche Kader. Wichteg ass, dass deene Beschäftegten, déi an deene Secteuren schaffen, hir Situatioun u sech mat deem Gesetz natierlech net a Fro gestallt gëtt.

Elo kann een natierlech froen: Firwat brauche mer dann eigentlech e gesetzleche Kader? Ben, aus enger ganzer Rei vu Grënn. Ech wéll hei op zwee Grënn agoen an och eng Rei Remarke maachen. D'Gesetz ass zum Beispill wichteg, well et ebe festleet, wat dierf ugespuert ginn a wat net. Ganz wichteg ass zum Beispill, dass de legale Congé vu 25 Deeg respektiv 26 Deeg net dierf op d'Zäitspuerkonten gesat ginn, mat Ausnam vu fënnf Deeg a ganz spezielle Situatiounen. Ben, dëst ass ganz sécher am Sënn vun der Gesondheet vun de Beschäftegten.

De Gesetzesprojet bedeit och e Fortschrëtt an deem Sënn, dass déi ugespuert Zäit iwwer e sougenannte Superprivileg, wéi et och scho gesot ginn ass, am Fall vun enger Faillite gedeckt ass. D'Salariatskummer schwätzt hei vun engem Super-Superprivileg, well e souguer de Superprivileg vun de Paien iwwertrëfft.

Mä Superprivileg hin oder hier: De Beschäftegten interresséiert sech derfir, wat hien am Fall vun enger Faillite direkt iwwerwise kritt. Huet d'Firma nach Aktiva, kënnen do nach Gelder mobiliséiert ginn. Well eben awer enger Faillite net vun haut op muer kann ofgewéckelt ginn, ass d'Garantie vum Fonds pour l'emploi ganz sécher primordial.

Mir deelen awer hei d'Aschätzung vun der Salariatskummer, déi sech d'Fro stellt, ob d'Deckelung vun der Garantie op zweemol de Mindestloun duergëet. Mir sollten dëst op alle Fall am A behalen an, wann néideg, nobesseren.

Ech mengen, et ass jo och hei u sech eng Motioun deposéiert ginn, wou no dräi Joer eng ganz Rei Saache gekuckt solle ginn an de Bilan gemaach ginn. An, ech mengen, hei ass och ee Punkt, deem een dee Moment wierklech soll kucken, well déi zwee Mindestloun sinn awer net vill. Wann ee kann 1.800 Stonnen uspueren, da brauch ech lech jo net ze rechnen, dass dat bei Wäitem net mat engem Superprivileg vun zwee Mindestloun duergëet. Ech mengen, an deem Sënn soll een dat wierklech nach eng Kéier kucken.

Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, ben, de virleiden Text ass, an ech hunn et virdu scho gesot, ganz kloer als positiv ze bewäerten. E méi en ambitiöse Projet wier awer duerchaus méiglech gewiescht. An ech wéll dofir op dësse Plaz un de Gesetzesprojet vun 2011 vun dem Här Minister sengem Virgänger erënneren. Iwwregens e Gesetzesprojet, deem nach während der leschter Juncker/Asselborn-Regierung zustane komm ass. E Projet, deem net iwwerall perfekt war, ganz sécher net, mä deem an eisen Aen déi ugespuert Zäit ënner Form vu Suen awer besser geschützt hätt.

Déi Sue sollten nämmlech laut dem Projet net vun der Firma selwer gehale ginn, mä un eng Assurancegesellschaft als Drëttersperson iwwerwise ginn. Wier also eng Firma faillite gaangen, esou wieren déi Suen net verluer gewiescht an hätten dem Beschäftegten direkt iwwerwise kënnen ginn. Dat ass zum Beispill en Aspekt, dee weist, jo, dass trotz gudden Usätz dësse Gesetzestext un Ambitiounen nach ze iwwertreffe gewiescht wier.

Ben, Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, zum Ofschluss vu menger Ried wéll ech, trotz enger Rei vu konstruktiven Observatiounen, natierlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu deem Gesetzesprojet ginn. Ech hunn et gesot: D'Leit haten eng Erwaardung un d'Politik. Ben, déi bleift weiderhi bestoen, awer ënner anere Viraussetzungen.

An deem Sënn soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Exzellent!

► **Une autre voix.** - Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Kaes. An den nächste Riedner ass de Frank Colabianchi. Här Colabianchi, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Frank Colabianchi (DP).** - Här Präsident, léif Kolleegen, eng vun de gréissten Erausforderunge fir de Lëtzebuurger Aarbechtsmaart ass et, fir derfir ze suergen, dass d'Leit, déi schaffen, Aarbecht, Famill a Fräizäit besser ënner een Hutt kënnen kréien. An dobäi spillt eng méi grouss Flexibilitéit vun der Aarbechtszäit sécherlech eng primordial, wann och keng exklusiv Roll.

► **Une voix.** - Ganz gutt!

► **M. Frank Colabianchi (DP).** - Et ass kee Geheimnis, dass fir d'DP eng besser Vereenbarkeet tëschent Beruff a Famill eng absolut Prioritéit ass. Dat hu mir ënner anerem mam neie méi flexibele Congé parental, dem neie

Pappecongég vun zéng Deeg an de méi flexibele Congésdeeg fir Eltere vu kranker Kanner bewisen.

Fir d'DP sinn dat sécher alles wichteg Tëschenetappe gewiescht, fir den Eltere méi Zäit mat hire Kanner ze erméiglechen. An awer muss d'Politik an eisen Ae weider Efforte maachen, fir d'Aarbechtszäite méi flexibel ze gestalten an esou nach e besseren Equilibre zwëschen privatem a berufflechem Liewen ze erméiglechen.

D'Zäitspuerkonten, déi jo schon zanter dem leschte Joer an der Fonction publique existéieren an déi mir mat deem Gesetz och fir de Privatsektor aféieren, sinn een Element, ee Bausteen vun enger Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten, wéi mir eis se virstellen.

Aarbechtszäit uspueren, heescht eigentlech fräi Deeg uspueren. Dat ass déi zentral, déi inherente Iddi vum Gesetz. Congésdeeg an Iwwerstonne kënnen gesammelt ginn, fir se zu engem spéidere Moment anzelen, zu engem Moment, wou een déi Zäit besser gebrauche kann, zum Beispill well ee Kanner huet, sech berufflech wéllt ëmforméieren, wéi de Kolleeg Aly Kaes dat elo just gesot huet, e Break a sengem Aarbechtsrhythmus respektiv Aarbechtsliwwen maachen, eng gréisser Rees envisagéiert oder eventuell a méi schwéieren Zäiten engem kranker Familljemember zur Säit wéllt stoen.

Dës Méiglechkeeten ze hunn, fanne mir gutt. An awer därer dat, eiser Meenung no, och just eng Tëschenetapp virun enger nach méi grousser oder breeder Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäite sinn. Et gëtt oft esou gemaach, wéi wann d'Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäite just eng Demande vun de Betriber wier an nëmme hinne géif entgéintkommen. Et sinn awer op d'mannst genausou oft d'Salarié, déi op eis duerkommen, well se net méi an dem classeschen Nine-To-Five-Job, also an den traditionellen Aarbechtszäiten, schaffe wëllen.

De CET bréngt nämmlech ganz sécherlech och de Salarié eppes. Et si ganz vill Salarié, déi während enger Zäit méi laang schaffe wëllen, fir dofir an enger anerer Period méi Zäit fir sech an hir Famill ze hunn. An et sinn och oft Salarié, déi gäre sonndes oder op Feierdeeg schaffen, well se dës Deeg besser remuneréiert an zousätzlech Congésdeeg kréien.

Et ass d'Aufgab vun der Politik - an dat ass de sprangende Punkt -, derfir ze suergen, e Modell ze developpéieren, deem e Win-win duerstellt, vun deem also souwuel d'Betriber wéi och d'Salarié kënnen profitéieren.

Gläichzäitig stelle mir aarbechtsrechtlech Acquis wéi zum Beispill d'Héchstaarbeitszäite pro Dag a pro Woch net a Fro. De Sondeg soll och net op eemol en normale Schaffdag sinn. D'Aarbecht um Sondeg an op Feierdeeg soll weiderhi besser remuneréiert ginn.

D'Regelung vun den Aarbechtszäiten ass eiser Meenung no eppes, wat virun allem tëschent jiddwer eenzelnem Salarié a sengem Patron verhandelt soll ginn. All Mensch huet ënnerschiedlech Besoinen a sengem Privatliwwen. Dofir brauche mir en Aarbechtsrecht, dat esou vill moosgeschneidert Accorden tëschent Salarié a Betriber zouléist wéi nëmme méiglech.

Dofir soll een och fir d'Zukunft eng méi kritesch Fro bei aller Zoustëmmung zu deem Projet de loi net aus den Ae verléieren: Firwat d'Zäitspuerkonten op Betriber limitéieren, déi ënner e Kollektivvertrag oder en Accord sectoriel falen an domat eng ganz Rei Leit d'office vum Benefiss vu méi Flexibilitéit ausschléissen?

Mir sinn eis bewosst, dass et sech bei deem Projet de loi ëm e Kompromisstext handelt. Et kann ee sech awer nach méi Souplesse virstellen. An ech begrëssen dofir, dass dëst Gesetz a seng Auswierkungen an der Praxis no enger Zäit analyséiert solle ginn, no dräi Joer, wéi ugeduecht ass, fir erauszefannen, wéi gutt d'Zäitspuerkonten genotzt ginn a wat eventuell Schwierigkeiten sinn, déi mir haut nach net um Schierm hunn. Och eppes Guddes kann een heiandsdo nach besser maachen.

Ofschléissend soen ech dem Rapporteur Yves Cruchten Merci fir säi gudden schrëftlechen a méndleche Rapport a ginn heimadde och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Colabianchi. An den nächste Riedner ass den Här Margue. Dir hutt d'Wuert.

► **M. Charles Margue (déi gréng).** - Merci, Här Präsident. Ech schléisse mech ville Kolleegen un, Virriedner, déi elo geschwat hunn. Ech soen dem Yves Cruchten och Merci fir säin detailléierte Bericht.

Wann ech dat richteg verstanen hunn, ass et en éischte Schrëtt, e gudden Schrëtt, a mir sollen an Zukunft méi ambitiéis sinn. An ech hoffen, dass mer eis dann an deem Sënn kënnen erëmgesinn, och op aneren Deeg wéi deem vun de Sozialwahlen, wou mer jo haut sinn. An et ass jo keen Zoufall, dass mer dat haut maachen, Aarbecht a Privatliwwen méi a besser an Aklang bréngen; et ass gesot ginn.

Dëst Gesetz ass e wichtige Bausteen. 1999 an der Regierungserklärung, zéng Joer drop en Avant-projet, dräi Joer drop zréckgezunn, d'Sozialpartner si sech net eens ginn. An dann ass en Avis vum CES, deem 2004 scho virlouch, elo d'Basis vun engem Accord! Firwat hu mer déi Zäit verluer?

Am Mee 2018, wéi d'Politik dunn d'Initiativ geholl huet, a wann ech dat richteg verstanen hunn, war de fréieren Aarbechtsminister do mat um Ball, huet de CPTÉ dann en Accord fonnt. Dass et esou laang gedauert huet, fannen ech dann net onbedéngt dat bescht Zeechen, wat de Sozialdialog an d'Sozialpartnerschaft an där Zäit ugaangen ass.

D'Sozialpartner hu manifest u sech misse schaffen, fir zoueneezefannen oder zu sech ze fannen an där Fro. Bon, dass ass geschitt an dat begrësse mir natierlech. E Plaffong vun 1.800 Stonnen ass e Kompromëss, deem ech elo hei net wéll a Fro stellen. Ech perséinlech hätt mer e méi héich kënnen virstellen.

Als Mensch an als laangjärege Responsabelen aus der Privatwirtschaft an als Gréng begrëssen ech ausdrécklech, dass mer et hei mat enger Moosnam ze dinn hunn, wou mer e gutt Stéck weiderkommen, a puncto Aarbecht a Privatliwwen - wéi et gesot ginn ass - besser mateneen an Aklang ze bréngen an eng gesond Portioun Flexibilitéit op der Aarbechtsplaz eranzebréngen, souwuel am Sënn vum Employeur wéi vum Salarié, well dat ass net just schwaarzwäiss an där Hisiicht ze gesinn. An dat maache mer elo an engem geregelte Kader, mat deem jiddweree misst lieve kënnen. Auszäit huelen, wann ee se brauch a wa se Sënn mécht op där enger Säit, méi schaffen, wann d'Aarbecht et zäitweilg verlaangt.

Mä wat maachen eis Noperen?, huet mech interresséiert. D'Fransousen hunn zënter 1994 esou en Instrument per Gesetz am Privatsektor agefuert an eréischt 2002 op den éffentleche Secteur ausgebreet. Bei eise franséischen Noperen ass am Zesummespill mat der 35-Stonnewoch den Dispositif vun der Réduction du temps de travail, RTT, wéi se dat nennen, agefuert ginn. Wann Der a Frankräich sidd an et schwätzt een lech vun enger RTT, dann hutt Der ze wëssen, wat dat ass, well dat ass bei hinnen an den deegleche Sproochgebrauch agaangen, do ass ee vun zwee Salarié dervu betraff.

(**M. Fernand Etgen reprend la présidence.**)

Wat wéll ech domat soen? Et ass en Dispositif, deem derzou gefuert huet, dass Der lech en hallwen oder e ganzen Dag kënn huelen, Dir huet lech en RTT, « je pose mon RTT », soe se, wann Der e fir Privatzecker braucht, ouni dowéinst elo extra Congé mussen ze huelen. Et ass sécherlech à discuter, well ech si kee Verfechter vun der franséischer 35-Stonnewoch. Mä wat ech hei wéll soen, ass, dass esou e Gesetz, wéi mer et haut stëmmen, déif gräifend Auswierkung kann hunn op e Mentalitéitswandel no an no. An et weist eng Pist op, wéi een an Zukunft mat Aarbechtszäitverkierzung ganz konkret kann ëmgoen, ouni nei Rigiditéiten anzubauen.

De CET soll, kann och bei eis en Instrument sinn, mat deem mer an engem Szenario vun neier Aarbechtszäitgestaltung relativ onkomplizéiert den Iwwergang vun engem alen op en neien Aarbechtsmodell kéinte begleeden, an deem de Patronen wéi och de Salarié déi néideg Flexibilitéit géif ginn, fir d'Ëmstellung progressiv ze meeschten. Ech denken do hei konkret un dat, wat eis alles an Zukunft erwartet, wou mer nach wëllen an dësse Legislatur driwwer schwätzen, wat d'Telearbecht, den Travail à distance an esou weider ugeet.

An Däitschland hu se zënter den 90er Joren de Modell an diverse Formen: Wertguthaben, Zeitwertkonto. Mä do hu se just en Equivalent a Suen, dee kënn Der lech uleech an dee kënn Der lech dann herno ausbezuete loosse; also et gëtt do just e finanziellen Ausgleich a kee Stonnenausgleich. Et gouf also déck Zäit, dësse CET anzeféieren och zu Lëtzebuerg. Mä mir sinn a gudder Gesellschaft, well eis belsch Noperen hunn esou en Dispositif och eréischt zënter dem 1. Februar 2018.



Wann d'Gesetz virschreift, datt d'Zäitspuerkonten nëmmen agefouert dærf ginn, wann e Kollektivvertrag oder en Accord sectoriel oder souguer national virläit, ass dat eng Aschränkung, déi d'Mise en place vun Zäitspuerkonte ganz einfach aschränkt. Och datt een eng Anciennetéit vun zwee Joer brauch, fir iwwerhaupt dovunner profitéieren ze kënnen, ass an eisen Aen eng onnéideg Limitatioun, well et doduerjer d'Zuel vu potenzielle Beneficiaire ganz erhieflech aschränkt.

Eiser Meenung no ass dat grondlos, well eng Persoun, déi op enger neier Aarbechtsplatz ufänkt, sollt och d'Chance hunn, ab dem éischten Dag kënnen Stonnen ze accumulieren, wa se dat fir néideg fënnt, wann et dann tatsächlech de But vun deemem Projet ass, et jiddwerengem ze erméiglechen, spéider vun deene Stonne kënnen ze profitéieren.

Mir hunn haut e puermol héieren „eng Stonn ass eng Stonn“. An deementsprechend sollt och eng Stonn vun engem, deen den éischten Dag schafft, dat nämlechts wäert si wéi eng Stonn vun engem, dee schonn zéng Joer an deem nämlechte Betrib schafft.

Wa mer dann awer och nach berücksichtigen, datt dese Projet keng Portabilitéit vun dem Zäitspuerkont virgesäit, dat heescht, datt all Kéiers, wann een de Patron wiesselt, ee sech ausbezuele léisst, zwar Sue kritt, awer net vum Congé ka profitéieren, da kënnen mer hei net vun engem Zäitspuerkont schwätzen. Da kënnen mer hei héchstens vun enger Faveur vum Patron schwätzen, datt en dat accordiert an deementsprechend a sengem Bilan herno ebe bezuele muss oder net bezuele muss.

Et ass op alle Fall net esou, datt ech hei e Spuerbuch fir mäi Liewen uschaffen, well d'Realitéit um Terrain ass haut ganz seelen, datt een nach 40 Joer beim nämlechte Patron bleift. Vill ze heefeg hu mer haut Leit, déi sech vun CDD zu CDD hangelen, fir den Ufank vun hirer Carrière, a wa se da bis en CDI hunn, deen och seele bis zum Enn vun hirer Carrière duerchzéien.

All des Leit mat gebrauchene Curriculum kënnen net wierlech vun engem Zäitspuerkont profitéieren! Well wann et d'Zil ass, datt ee sech spéider kann eng grous Vakanz erlaben, datt ee vläicht ee Joer ka Congé huelen, dann ass dat verkeelt, well déi Leit gétt et net méi.

En anere Punkt, an och doriwuer ass vill geschwat ginn, iwwert dee Super-Superprivileg, wéi d'Chambre des Salariés et genannt huet, geet eis net wäit genuch. Wann d'Mass an der Faillite vun engem Betrib dat net hiergëtt, wat um Bilan steet, da verfallen déi Sue bis à l'occurrence vun zweemol de Mindestloun.

Elo hu mer eng Kéier nogerechent an een, deen tatsächlech seng 1.800 Stonnen accumuliert a just de Mindestloun verdéngt, deen huet dee Moment eng Creance vis-à-vis vu sengem Patron vun iwwer 20.000 Euro opsto. Wann d'Faillitemass dat net deckt, verléiert déi Persoun 16.000 Euro. An dat sinn net 16.000 Euro, déi hypothetesch iergendwou eng Kéier ugespuert goufen; dat si 16.000 Euro Loun fir Stonnen, déi geschafft goufen! Dat ass also reell Aarbechtskraaft, déi verluer geet.

Eigentlech spuert och de Salaré an deemem System iwwerhaupt näischt, och wann den Numm „Compte épargne“ een dat gleewe kéint looseren, well eigentlech gétt de Salaré sengem Patron e Prêt a Form vu senger Aarbechtskraaft. Hie léint zu engem Zeitpunkt x dem Employeur seng Aarbechtskraaft, ouni dofir entlount ze ginn, an de Patron soll an der Zukunft desen Aarbechtskredit dann zrëckbezuelen a Form vu bezueltem Congé.

De Risiko vun deemem Prêt dréit eleng de Salaré. Wa mer e Compte épargne-temps géife vergläiche mat engem Compte épargne bei egal wat fir enger Bank hei zu Lëtzebuerg, da wär de Montant, deen assuréiert ass, 100.000 Euro! Net 4.000 Euro! Dat heescht, de Risiko ass disproportional fir de Salaré, deen trotz Super-Superprivileg riskéiert, op engem Groussdeel vu sengem Prêt un de Patron sätzen ze bleiwen.

Mir verstinn: Et ass net finanziell méiglech, datt de Fonds pour l'emploi dat zu 100 % géif assuréieren. Dat ass och net d'Fuerderung, déi mir géife stellen. Mir hätten eis do dem CES ralliiert, dee proposéiert huet, datt dat heiten iwwer eng Mutualitéit vun de Patronen geléist géif ginn an doduerjer kéint réckverséiert ginn, soudatt tatsächlech, äänlech wéi bei de Banken, äänlech wéi bei engem richtege Spuerkont, de Salaré net um Risiko vun deemem Prêt sätze bleift, mä e richtegt Spuerbuch mat enger Garantie vun 100.000 Euro dee Moment hätt.

Well de Gesetzesprojet des Ofsicherung allerdéngs net virgesäit, well mer der Meenung sinn, datt vill ze vill Leit duerch de Raster vun deemem Projet falen, an obwuel mir et grundsätzlech begriessen, datt mer d'Aarbechtszäit flexibiliséieren, de Patronen an de Salaré méi Méiglechteken ginn, fir hei anescht ze schaffen, modern ze schaffen, ass deen heite Projet

fir eis defaillant genuch, datt mer him keng Zoustëmmung kënnen ginn, well hei definitiv Nobesserungsaarbecht ze leeschten ass.

An ech kommen nach ganz kuerz, well ech nach e puer Minuten hunn, op d'Motioun zrëck, déi haut deposiert gouf an déi mer begrënnt net ënnerschriwwen hunn. Begrënnt, well mir fuerderen doran d'Regierung op, an dräi Joer en Outil nach eng Kéier ze reevaluieren, dee potenziell Leit, déi haut eng Planung fir hir nächst 40 Joer solle maachen, erëm an d'Ongewësshéit soll bréngen! Dat hale mer net fir nohalteg.

Deementspreechend wäerten d'Pirate sech bei deemem Projet enthalten. Mir géifen eis freeën, wann dann an dräi Joer eng Evaluatioun trotzdem, well mir wëssen, datt d'Majoritéit jo Majoritéit sinn, ...

(Brouhaha et hilarité)

... datt eise Bedenke spéitstens dann, awer hoffentlech éischer, wäert Rechnung gedroe ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Et ass un lech, Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Här President, et kennt jo net all Dag vir, dass ech mech mat der Ried vum Spracher vum der gréisster Oppositionspartei bal kann zu 100 % identifizieren. Dat war haut de Fall. An ech wëll dofir ganz konkret Merci soe fir déi konstruktiv Approche.

An ech war scho bal frou, wou en nach eng Bemierkung gemaach huet iwwer e fréiere Projet de loi, nämlech dee vun 2011, an doran eng Rei vu Virdeeler entdeckt huet par rapport zu deemem Projet. Do differenziere sech eis Meenungen. Dee Projet war a mengen Aen net machbar. En ass och duerchgefall, souwuel bei de Sozialpartner, déi en als net konsensfähig ugesi gehat haten, genausou wéi och beim Conseil d'État. An dat war och de Grond, firwat dass d'Regierung dee Projet de loi 2014 zrëckgezunn huet an en neie gemaach huet.

Eenegheet, mengen ech, besteet och iwwert d'Motioun, déi presentiert ginn ass. Well, ech mengen, et ass hei sännvoll, no dräi Joer e Bilan ze zéien, emsou méi déi Behauptung, Här Kaes, ganz richtig ass, dass deen heiten Text u sech vun de Sozialpartner herno a konkret Musse muss emgesat ginn. Dat war och den Ursprung vun deemem Text. Net méi an net manner. Den Ursprung war et, fir e Kader ze setzen, wou de CET kéint zur Normalitéit ginn. An dat hu mer, mengen ech, mat deemem Projet och fäerdegbruecht.

Här President, ech wëll och dem Rapporteur an der Kommission e ganz grouse Merci soe fir e Rapport, deen, mengen ech, op eng exzellente Aart a Weis durgestallt huet, a wéi eng Richtung et hei sollt ginn.

„Ech si geléiert ginn, dass sozial Fortschréter, egal a wéi engem Secteur se realiséiert ginn, ëmmer erëm Signifikanz op all aner Secteuren haten. Dat war net aneschts, wéi an de 60er Joren den Index agefouert ginn ass, fir d'Éischt an der Fonction publique, fir sech herno op d'gesamt Lëtzebuurger Land auszedenen. Emgedreit waren den 13. Mount oder d'lessensgeld Saachen, déi fir d'Éischt am Privatsecteur realiséiert gi sinn, ier se dann och an der Fonction publique zur Selbstverständlechkeet gi sinn.“

Fir déi, déi scho méi laang an deemem héijen Haus sätzen, sinn dës bekannte Wieder. Et ass effektiv en Zitat aus menger Ried vun 17. Juli 2018, bei Geleeenheet vun der Aféierung vun den Zäitspuerkonten an der Fonction publique.

Här President, déi Wieder vun deemem ginn haut duerch d'Realitéit bestätegt. Si hunn näischt an hirer Aktualitéit verluer. An ech sinn iwwerzeugt dovunner, dass se och an Zukunft hir Richtegkeet wäerte behalen. An och den Här Baum huet dorop higewisen.

Ronn 15 Joer no engem konsensuellen Avis vum Conseil économique et social kënnen mer

haut endlech gréng Luucht gi fir d'Aféierung vun engem kloer gesetzleche Kader fir d'CETen am Privatsecteur. An ech behaaften hei ganz kloer: Ouni den Deblocage an der Fonction publique wär desen entscheidende Schrëtt no vir fir de Privatsecteur net méiglech gewiescht. Et wier sech weider iwwert d'Prinzipien, virun allem awer iwwer Detailler zerstriden an zermault ginn, ouni dass et zu engem konkrete Resultat komm wär.

Déi wichtige Prinzipie vun deemem Projet sinn dann och identesch mat deenen aus der Fonction publique:

- d'Méiglechkeet vun der Uspuerung vu maximal 1.800 Stonnen, woumat een theoretisch ee Joer kéint aussetzen;

- de Prinzip „eng Stonn ass eng Stonn“. Ee Prinzip, deen an der Vergaangenheet ganz kontrovers diskutéiert ginn ass a wou sech vill driwwer zerstridd ginn ass, ass souwuel bei der Fonction publique emgesat ginn a kennt och elo hei;

- de gesetzlechen - an och dat ass fir mech ganz wichtig - Minimalcongé kann net gebraucht ginn, fir de Compte épargne-temps ze fideren.

Fir de Privatsecteur waren awer nach eng Rei vu Spezifisitéiten ze regelen. Esou hu mer missen eng duebel Garantie schafen, dass de Salaré, deen e gutt gefidderte Compte épargne-temps huet, am Fall vun enger Faillite net mat eidelen Hänndosteet.

Dofir gétt am Code civil dee Superprivileg, vun deem jo elo scho ganz vill geschwat ginn ass, geschafen. A virun allem ass et kloer, dass dat déi éischt Schold ass, déi muss beglach ginn. Och dat sollt eng Kéier kloer hei gesot ginn.

An zweetens, fir de Fall, wou de Superprivileg năischt bréngt, well eben năischt méi an der Liquidationssmass dran ass, iwwerhelt dann, esou wéi dat och scho virdrun hei gesot ginn ass, de Fonds pour l'emploi d'Entschiedegung mat engem Maximum vun zweemol dem Mindestloun.

Dës Regelung war eng, an dat ass ganz kloer, vun den haarden Nossen, déi huet misse geknackt ginn, fir dass et schlussendlech ...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Nëss?

(Interruption)

Eng Noss, zwou Nëss. Et léiert een ... Et kann een esou al ginn, wéi ee wëllt, et léiert een ëmmer nach bäi.

(Hilarité)

Dës Regelung war eng vun deenen haarden Nëss, déi geknackt hu misse ginn, ...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Si mer eis eens?

► **Plusieurs voix.**- Jo.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Kersch huet d'Wuert, a soss keen.

(Brouhaha)

► **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Okay. Et war op jidde Fall ee vun deene Probleme, déi geléist hu misse ginn, fir schlussendlech zu engem Accord, och bei de Sozialpartner, ze kommen, wat menger Meenung no e ganz wichtegt Element ass.

Weiderhi kann, an och dat ass virdrun hei ugeschwat ginn, de Compte épargne-temps nëmmen iwwer Kollektivvertrag oder iwwer interprofessionellen Accord agefouert ginn.

A wann et Froe gétt, firwat dass dat gemaach ginn ass, da wëll ech drop hiweisen, dass et drëms gaangen ass, hei eng zousätzlech Sécherung fir d'Salaréien ze schafen, nämlech déi, dass de CET net ka mësbraucht ginn, fir eng ongeregelt Flexibilitéit ze octroyieren ouni Gégeleeschtung. Et huet also säi Grond, firwat dass d'Gewerkschaften hir Plaz bei der Aushandlung vun engem CET behalen.

An doriwuer eraus ass et och en indispensable Element vun der Gläichstellung vun deemem Projet mat deemem Projet, dee mer an der Fonction publique hunn, wou et nămlech garan-

téiert ass, dass et de Fonctionnaire-agent ass, an hien oder si eleng, deen driwwer decidéiert, wéi säin Zäitspuerkont gefiddert gétt an net iergendeen anerem.

Et sief also och hei drun erënnert, dass am Fall vun enger Opléierung vum Aarbechtskontrakt - awer nëmmen dann! - och d'Méiglechkeet besteet, sech déi Stonne vum Compte épargne-temps ausbezuelen ze looseren. Dat géllt natierlech och an engem Stierffall, wou d'lerwen dann d'Recht op d'Ausbezelung natierlech behalen.

Et soll awer kloer sinn, dass dat Ausbezuelen éischer den Ausnahmefall ass. D'Fonction vum Compte épargne-temps soll net vu finanziellen Interète geleet ginn, mä éischer vun lwwerleeunge vun enger besserer Koordination vun Aarbechts- a Familieliewen. Domadder reit sech dee Projet an an eng Rei vu kohärente Politicke vun deser Regierung, am Déngscht vun de schaffende Leit. Et ass e weidert Stéck am Puzzle, deen ëmmer méi konkret Formen unhëlt, dee Lëtzebuerg zu engem liewenswäerte Land mécht an un der Pointe vum soziale Fortschrétt steet.

Merci villmools.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Minister. D'Diskussion ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7324. Den Text steet am Document parlementaire 7324.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7324 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dese Projet ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Absentioune ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Felix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Jean-Marie Haldorf), Jean-Marie Haldorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mmes Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par M. Paul Galles) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Vote sur la motion 1

Da kéime mer zum Vott vun der Motioun.

Ass de Vote électronique gefrot?

(Négation)

Da kënnen mer à main levée ofstëmmen.

Wien ass fir des Motioun?

Wien ass dergéint?

Dann ass d'Motioun 1 mat 58 Stëmmen géint 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

(La motion 1 de M. Yves Cruchten est adoptée à main levée, contre deux voix du groupe technique - Pirates.)

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kennt muer nees um zwou Auer zesummen.

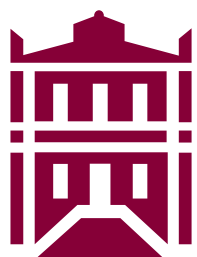
D'Séizung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.53 heures.)

Le saviez-VOUS ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.



Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- M. Fernand Etgen, Président
2. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère
- M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
3. 7355 - Projet de loi portant approbation des amendements à l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale adoptés le 14 décembre 2017 par l'Assemblée des États Parties du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, lors de sa 12^e séance plénière, à New York, et portant modification de l'article 136quater du Code pénal
- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Mars Di Bartolomeo
- Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement
- Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Félix Braz, Vice-Premier Ministre ; M. Jean Asselborn et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Félix Braz, Vice-Premier Ministre.**- Elo gläich den Här Asselborn.

(Hilarité)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Vizepremier.

2. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère

Mir héieren, esou wéi de Vizepremier et elo gesot huet, haut de Mëtteg d'Declaratioun vum Ausseminister Jean Asselborn iwwert d'Aussepolitik. Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass haut déi 13. Kéier, dass ech d'Eier hunn, virun der Chamber d'Declaratioun zu der Aussepolitik vum der Lëtzebuenger Regierung ze maachen, fir d'Prinzipien an d'Ziler an natierlech och d'Erausfuereunge vun där Politik duerzeleeën. An och des Kéier freeën ech mech selbstverständlech op muer, wa mer eisen Debat hei hunn.

Wann een déi viregt Declaratiounen noliest, da stellt een eng kloer Kontinuitéit fest, wat d'Prinzipien an d'Ziler vun eiser Diplomatie ubelaangt. An ech mengen, dat ass och richtig esou. D'Welt ass allerdéngs am permanente Wandel, a mir mussen eis ëmmer nees a Kol stellen, fir déi nei Erausfuereunge Meeschter ze ginn.

Am Dezember d'lescht Joer hu mer, wéi Der wësst, deen neie Koalitiounssaccord als Fundament vun dëser Regierung uegoholl. Elo heescht et, mat frëschem Elan derwiderzegeen. Energie an Enthusiasmus gi gebraucht, haut méi wéi jee. An ech freeë mech op jidde Fall, meng kleng Erfahrung an och déi Erkenntnisser, déi ech an deene leschte bal 15 Joer als Ausseminister konnt sammelen, weider an den Déngscht vun eise Bierger, vun eisem Land an domadder och vun Europa kënnen ze stellen.

Et ass keng Zäit, fir sech zréckzeleenen nom Motto „business as usual“. Mir sinn de Moment, fir et bildlech duerstellen, an enger ganz schwéierer Biergetapp. De Wand ass rau a bléist engem riicht an d'Gesicht. Et reent ëmmer méi staark, d'Strooss gëtt glëtscheg. Ideal Konditiounen deemno fir déi, déi sech als Vëlosfuereker wéi als Politiker net klengkréie

loossen, déi net opginn an déi all hir Kraaft an hir Motivatioun mobiliséieren, fir de Bierg ze packen an un d'Zil ze kommen.

Wat ass d'Zil vun der Lëtzebuenger Aussepolitik? Wat sinn eis Prinzipien? A wat sinn eis Wäerter?

D'Zil vun eiser Aussepolitik war an ass et, d'Interesse vum Land a vu senge Bierger ze verdeedegen, dat heescht, eis Souveränitéit, eis Onafhängegkeet, eis Fräiheet an eise Fridde ze garantéieren, d'Prosperitéit vun eisem Land ze fërderen an d'Wuelbefanne vun eiser Gesellschaft ze verbesseren.

Dat klängt elo vläicht ze vill op eis selwer bezunn. Mä mir wëssen och, dass e Land wéi Lëtzebuerg seng Ziler net eleng erreeche kann, mä dass mir nëmme am Kader vun engem staarken Europa an enger regelbasierter Weltuednung bleiwe kënnen, wat mer sinn, a gläichzäiteg eis weiderentwécke kënnen als e friddlecht, e wirtschaftlech dynamesch, e sozial gerecht Land.

Duerfir sinn d'universal Wäerter - Fräiheet, Mënscherechter, Dignitéit vum Mënsch, Demokratie, Rechtsstat - net ze trenne vun eisen Interessen. An duerfir wäerte mir ni midd ginn, eis weider anzesetzen, fir des Wäerter heichzehalen, heiheim, an Europa an och doriwwer eraus.

Dës Joer wëll ech Europa nach méi wéi soss an de Vierdergrond vun dëser Declaratioun stellen. De 26. Mee fanne jo d'Wahle fir d'Europaparlament statt hei zu Lëtzebuerg. Dat gi richtungsweisend Wahle. Et geet hei wirklech, mengen ech, ëm d'Zukunft vun der Europäescher Unioun.

Ech wäert natierlech och iwwer Europa erauskucken. Sou, wéi mir eis fir eng méi staark a solidaresch Unioun asetzen, esou setze mir eis och a fir ee méi staark Multilateralismus a méi effikass international Institutionen. Net, well mer naiv Idealiste wieren, mä well mer aus eiser Geschicht geléiert hunn, dass de blannen Nationalismus, d'Ofschwächung vun den internationalen Organisation an och de Mangel u Respekt fir d'Regelen, déi am internationale Recht verankert sinn, fréier oder spéider zu Krich, zu Leed, zu Misär féiere kënnen.

« Le nationalisme, c'est la guerre », huet jo bekanntlech de Mitterrand am Januar 1995 virum Europaparlament zu Stroosbuerg gesot, ee Saz, deen 2019 méi Bedeitung huet wéi jee.

D'Europäesch Unioun ass am Moment, Här President, net an där beschter Verfassung. Mir si mat enger ganzer Rei vun internen an externen Erausfuereunge a Bedreunge konfrontéiert, fir déi mer eis nei opstelle mussen.

Vu banne si mer konfrontéiert mat politesche Stréimunge, déi de Leit einfach Léisunge fir komplex Problemer virgoukelen, déi Ligen erzielen doriwwer, wat d'EU ass a wat se net ass, déi mat den Ängste vum de Leit spillen an eis gemeinsam Wäerter a Fro stellen, déi eng besser Zukunft versprechen ausserhalb vun eiser Gemeinschaft an déi bis haut nach keng kredibel Alternativ virgeluecht hunn, wéi si déi Versprechen, déi se maachen, da wëllen emsetzen.

Vu bausse gi mer konfrontéiert mat enger Afrostellung vum internationale multilaterale System, mat Akteuren, déi sech iwwert d'internationalt Recht ewechsetzen an deenen eis demokratesch Wäerter ganz dacks egal sinn, mat enger aggressiver Handelspolitik a mat Desinformatiounscampagne, déi eis demokratesch Systemer vu banne solle schwächen.

Mir sollten net zouloossen, dass d'Zukunft vun eisem gemeinsamen europäesche Projet liichtfankeg op d'Spill gesat gëtt. Duerfir hu mer ze vill erreecht. An hei musse mer konsequent dergéinthalen!

Op där anerer Säit wier et onverantwortlech, ze maachen, wéi wann alles an der Rei wier. D'Bierger hu ganz berechtigt Erwaardungen un eis national Regierung an och un d'Europäesch Unioun. A si hunn ee Recht drop, dass si eescht geholl ginn.

2019 wäert ee Joer sinn, an deem fir d'éischte Kéier ee Memberstat aus der Europäescher Unioun austrëtt. Ech mengen, zënter gëschter Owend ass dat oder schéngt dat mindestens inevitabel ze sinn. De Brexit wäert onweigerlech e groussen Aschnëtt an der Geschicht vun der Europäescher Unioun sinn, well e weist, dass déi europäesch Integratioun keen Automatismus ass an dass et am europäesche Motor och e Réckgang gëtt.

D'Europawahl sinn an deem Sënn e wichtege demokratesche Ament op eisem Kontinent. De Bierger kritt d'Wuert, fir ze bestëmmen, wou eis gemeinsam Rees soll higoen. An et kann een nëmme hoffen, dass et eng héich Wahlbedeitung a ganz Europa gëtt.

Hei zu Lëtzebuerg huet d'Regierung no de Biergerforen, déi d'lescht Joer organiséiert goufen, decidéiert, d'Debatt iwwer Europa nach ze intensivéieren an ëmmer anerem méi Biergerconsultatiounen iwwer spezifesch Themen, déi de Leit um Häerz leien, ze maachen.

De franséische Statspräsident Macron huet recht, wann hie seet, dass mir net d'Schlofwandler an engem vu Lethargie duerchwuessen Europa dierfe ginn. Ech deele viles vun de Vuë vum President Macron, mä ee Punkt, näamlech « remettre à plat l'espace Schengen », kann ech net guttheeschen. Schengen ass mam Euro dee wichesten Acquis fir d'Bierger, en Acquis, fir dee mer weltwäit eigentlech beneit ginn. Dës Errongenschaft dierfe mer net torpedéieren.

Mir hunn den Ament eng Rei Memberstaten, wou déi gemeinsam Wäerter, déi am Artikel 2 vum Traité stinn, kloer a Fro gestallt ginn. Et geet ëm d'Roll vun der Justiz a Polen, ëm d'Grondfräiheeten an de Status vun der Zivillgesellschaft an Ungarn. Et geet ëm d'Mesuré géint d'Korruptioun a Länner wéi Ungarn an och Rumänien.

Wat fir eng Roll soll Europa an der Welt spillen, wa mir emol net bei eis doheem eis Wäerter respektéieren a probéieren e Virbild ze sinn?!

Mir sinn elo op engem Punkt ukomm, wou mer musse soen: „Stopp, bis heihinner an net weider!“ Dës hu mer scho versicht, zesumme mat enger ganzer Rei vun anere Memberstaten, a Gespréicher deene concernéierte Länner kloerzemaachen, a mir fänken och un ze gesinn, dass et zum Beispill a Polen lues a lues a lues zu engem Emdenke kéint kommen.

Ech wëll hei ganz kloer sinn: Lëtzebuerg wäert sech och weiderhi resolutt fir de Respekt vun der Rechtsstaatlechkeet bannent der Europäescher Unioun asetzen. Et ass dës eist gemeinsam Fundament, un dat mir näischt dierfe komme loossen. Mir wäerten duerfir och weiderhin d'Europäesch Kommissioun an hirer Roll am Kader vum Artikel 7, d'Prozedur zum Schutz vun der Rechtsstaatlechkeet, massiv ënnerstëtzen.

Brexit, Populismus, Nationalismus, Afrostellung vun eise Wäerter, Manktum u Solidaritéit: Wéi si mer op esou eng Bunn komm? - Fragezeichen!

Do wiere fir d'Alleréisch, mengen ech, déi spéit Effekter vun der Wirtschafts- a vun der Finanzkris, déi 2008 ugefaangen huet, an och eng Rei vun negativen Konsequenze vun der Globaliséierung.

Wa mir eis Europa als Ganzt ukucken, ass fir mech kloer, dass déi legitimm Erwaardunge vun de Bierger, wat d'Erhale vun hirer Liewensqualität a vun hirer sozialer Ofsecherung ugeet, an der Vergaangenheet net ëmmer esou eescht geholl goufen, wéi dat hätt misse vläicht de Fall sinn.

Mir mussen déi sozial Dimension vun Europa ausbauen an eis fir eng méi gerecht Verdeeelung vun Rächtum an Europa asetzen. An deem Sënn wäert Lëtzebuerg sech op europäeschem Niveau asetze fir d'Afféierung vun engem Mindestloun, vun engem europäescher Aarbechtslosenënnerstëtzung a vun engem Sozialen Netz vun soziale Mindestrechter.

Lëtzebuerg wäert sech och fir d'Afféierung vun engem Garantie fir vun Aarmut bedreete Kanner a fir eeler Chômeuren asetzen, nom Virbild vun der europäescher Garantie fir Jugendbeschäftigung. De Prinzip vun selwechte Loun fir deiselwecht Aarbecht soll d'Ausbeutung vun detachéierte Salariéer verhënnere. Mat der Grënnung vun engem europäescher Aarbechtsautoritéit, déi mir voll ënnerstëtzen, wäerten d'Memberstate sech och déi néideg Mëttele ginn, fir grenzüwerschredend Kontrollen ze organisieren an hiren Informatiounsaustausch ze verbesseren.

Wa mir et net fäerdgebrëngen, en Europa ze schafen, wat de Bierger och um soziale Plang besser schützt, dann hunn déi, déi Europa wëlle schueden, an där ginn et jo leider eng ganz Rei, natierlech en einfacht Spill, virun allem, andeem si mat Desinformatioun a Fake News virginn. Déi komme méttlerweil, wéi mer alleguerte wëssen, net nëmme aus den Déifte vum Internet, mä souguer vu gewielte Regierunge bannent der Europäescher Unioun, wéi eng rezent Schmiercampagne vun der ungarischer Regierung et gewisen huet. Mir sinn hei ganz kloer op engem zimmlechen neien Déifpunkt ukomm.

Mir mussen zouginn, dass mir déi Kraaft ënnerschat hunn, déi den Nationalismus an d'Friedmefeindlechkeet nach ëmmer oder leider nees a villen europäesche Länner hunn. Et ass eng al Krankheet, un där eise Kontinent am 20. Jahrhundert bal zugronn gaangen ass. An awer ass de Virus vun „Mir fir d'éischt, dann déi aner“ a vum Ausgrenze vun deenen, déi anescht denken, déi anescht liewen, déi anescht bieden oder anescht ausgesinn, nach ëmmer do.

Mir hunn do een Devoir de mémoire, dee mir eescht huele mussen fir d'Generatiounen vun

Le saviez-VOUS ?

COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

Här President, an der Migratiounsfro ass Europa leider nach ëmmer déif gespléckt. Et bleift eng konstant Zerrässprouf fir d'Europäesch Unioun. Nom Trauerspill vun der mangelnder EU-Positioun zum globale Migratiounspakt vun der UNO dierf ee sech och keng Wonner méi virun den Europawahlen erwaarden. Dat Dramatescht un der Saach ass, dass d'Europäesch Unioun weder fit genuch ass, fir eng nei Refugiéskris ze meeschteren, nach déi aktuell Situatoun zefriddestellend geréiert.

Et stëmmt, dass d'Zuele vun den Demandeurs de protection internationale an Europa ëm 90 % zrëckgaange sinn. D'Haaptuersach ass zimlech einfach ze verstoen: Europa ass ëmmer méi eng Festung ginn an deene leschten zwee Joer.

Kloer ass, dass d'Grenze vu Schengen mussen iwwerwaacht ginn, dass ee wësse muss, wéi dat och an all aner Land op der Welt de Fall ass, wien erakënnt oder komme soll.

Et ass op där anerer Säit awer net richtig, dass d'Europäesch Unioun, am Partenariat mat Afrika virun allem, hiert Engagement bis dato net agehalen huet, fir der legaler Migratioun eng Chance ze ginn. Dëst op der Basis vu Quoten, déi vireira fixéiert si fir all EU-Land. Dat wiere keng Millioun Leit, och keng Honnertdousenden am Joer, mä zum Beispill 50.000, déi eng Chance géife kréien, sech an engem Raum mat 500 Millioun Leit ze integréieren. Dat wieren 0,01 % vun der europäescher Bevëlkerung.

Unni esou eng oder eng äänlech Approche an e kloer Respekt vun der Rechter ënnert der Genfer Flüchtlingskonventioun kritt d'Europäesch Unioun weder eng richtig Partnerschaft op d'Been, nach fënnst si en Accord fir Retoure vu Leit, déi de Statut vum Refugié net kënnen kréien.

Laut Frontex sinn am Joer 2018 150.114 Mouvementer op de Baussegrenze vun der Europäescher Unioun constatéiert ginn; am Verglach mat 204.750 am Joer 2017. Dëst Joer gesi mer en erhéicht Migratiounsdruck am westleche Mëttemier. Zanter Ufank des Joers si schonn eng 4.000 Leit a Spuenien ukomm, wat eng Hausse vun 174 % am Verglach zum selwechten Zäitraum vun leschte Joer ass.

Och d'tragescht Stierwen am Mëttemier geet weider: Mir zielen dëst Joer schonn iwwert 200 Doudeger, an dat onofhängeg dervun, ob d'Schéffer vun den ONGen immobiliséiert sinn oder net.

An deem Kontext ass et - an ech därft dat hei soen - wierklech discouragéant, dass mer an der Europäescher Unioun eng Presidence vun Conseil am zweete Semester 2018 haten, déi steif a fest behaupt huet, d'Migratioun iwwert d'Mier géif net méi existéieren.

Den Druck op eis Asylsystemer ass nach ëmmer immens grouss, och wann den Trend luecht no enne weist. Laut dem European Asylum Support Office, dem EASO, gouf et am Joer 2018 an der Europäescher Unioun 634.700 Demanden op Asyl, dat sinn 10 % manner wéi 2017 nach. An 2017 waren et der nach 44 % manner wéi 2016.

Och den Taux de reconnaissance geet erof. Dësen ass am leschte Joer vu 40 % op 34 % erofgaangen.

Et gëtt och nei Tendenzen. Et gëtt méi Demandé vun Iraner, Tierken a Leit aus Visabefreite Länner. D'Demandé vu Syrer sinn ëm 25 % zrëckgaangen. Lëtzebuerg steet op der véierter Plaz, wann een d'Demandé pro Awunnerzuel kuckt, hanner Zypern, Griichenland a Malta.

D'Deklaratioun tëschent der Europäescher Unioun an der Tierkei an déi 6 Milliarden Euro EU-Hëllef hu ville Refugiéen op der Plaz gehollef, hir Liewenskonduitiounen ze verbessern. Zanter dem 4. Abrëll 2016 sinn 19.609 Syrer aus der Tierkei reinstalled ginn an der Europäescher Unioun. Gläichzäitig goufe just 1.825 Retoure vu Griichenland an d'Tierkei ënnert deser Deklaratioun getätet. Nach ëmmer befanne sech eng 15.000 Personouen an den Hotspots op de griicheschen Inseln, wou se deelweis a wierklech dramatesche Konditiounen liewen.

Och d'Situatioun a Libyen ass alles anescht wéi zefriddestellend. Et geet net duer, d'libesch Garde-côten ze forméieren an hinne Schëffer zur Verfügung ze stellen. Mir mussen och e Monitoring maache vun Aktiounen vun der Garde-côten a puncto Respekt vun de Mënscherechter! Hei ass jo d'europäesch Operatioun Sophia am Asaz. D'UNO-Flüchtlingshëllef, d'International Organisation fir Migratioun an d'Europäesch Unioun mussen allerdings och Strukturen op der Plaz schaffen, déi et erlaben, de Leit, déi gerett goun, hir Gesondheet a mënschlech Dignitéit ze garantéieren.

Wat ass de Wee, deen eis weiderbréngt? Wëlle mir e Schengen-Raum, dee funktionéiert, da brauche mer erëm géigesäitegt Vertrauen an Europa. Do, wou d'Migranten an Europa areese, mussen d'Schengen-Regelen agehale ginn! Fir dass den Druck op d'Antrëtsländer net ze grouss gëtt, brauche mer legal Areesméiglechkeeten, e solidaresche Verdeelungsmechanismus fir de Krisefall an eng Retourpolitik, déi digne ass!

Dat war alles an de Reformprojete vun der Europäescher Kommissioun dran. Leider wäerte mir déi Reforme wéi d'Direktiv Retour oder d'Carte bleue européenne an deser europäescher Legislativ net méi duerchréieren. Just bei der Verbesserung vum Grenzschutz gesäit een nach eng kleng Chance.

D'Asylreformen, mat där esou wichtiger Dublin-Reform, komme leider net virun. Momentan fillen déi meescht concernéiert Memberstater sech diskriminéiert, an d'Grupp vun deene Länner, déi aneren hir Solidaritéit verweigere, ass ënner eistraischesche Presidence nach méi staark ginn. E puer solidaresch Memberstater - an ech hoffe wierklech, dass et der méi wéi zéng sinn à la fin du compte - versichen, wéi Der wësst, ee Verdeelungsmechanismus op d'Been ze kréie fir Leit, déi gerett ginn a wou d'Schéffer dann endlech an engem Hafen ukommen.

Et kann net sinn, dass all Kéiers, wann e puer Dose Leit mat engem Schëff an Europa ukommen, de Public eng nei Migratiounskris virgegaukelt kritt. No den Europawahl mussen déi nei EU-Kommissioun an och d'Parlament an de Conseil sech onbedéngt iwwerleeën, wéi een dese Stëlstand briede kann.

Här President, ech wëll elo iwwert den europäesche Kontinent erauskucken an dorobber agoen, wéi Lëtzebuerg sech asetzt, mat enger multidimensionaler Approche - der Approche vun den „3D“: der Diplomatie, dem Developpement an der Defense - an och mat enger multilateraler Approche, fir konkret ze hëllef, Fridde a Sécherheet a Wuelstand do opzebauen, wou bis elo den Alldag vu Konflikter, vu Kricher a vun Aarmut gepräagt war.

Ech hu virduen eis Approche zu der Noperschaft an Europa beschriwwen. Eise gréissten Noper an enorm wichtigen Noper ass déi aner Säit vum Mëttemier, an dat ass Afrika: « L'Afrique immortelle », « monde nouveau qui sera demain », wéi de Léopold Sédar Senghor et sot.

Afrika ass en dynamesche Kontinent mat villen Opportunitéiten, mä natierlech och immens groussen Defien, déi en direkten Impakt op Europa hunn. D'Fro vun der Migratioun ass nämme ee Beispill vu villen, wat weist, dass d'Schicksal vun Europa an d'Schicksal vun Afrika enk matenauer verstréckt sinn. Fridde, wirtschaftleche Wuesstum, Mënscherechter, Demokratie an de Kampf géint Korruptioun an Europa an an Afrika sinn am Interessé vun onsen zwee Kontinenten a mussen och weiderhin am Mëttemierpunkt vun onsem Partenariat mat Afrika bleiwen.

Lëtzebuerg bleift mat Europa engagéiert, fir zesumme mat der Afrikanescher Unioun Léisunge fir d'Problemer op deenen zwee Kontinenten ze sichen. Am Januar un gemeinsamen Aussemintertreffen tëschent Afrika an Europa si mer eis eens ginn, fir eis zesummen anzusetzen, fir

besser Perspektive fir déi jonk Leit ze schafen, an dëst an de Beräicher Fridde a Sécherheet, ekonomesch Kooperatioun, Migratioun an och Multilateralismus.

Beispiller wéi déi rezent Wahlen an der Demokratescher Republik Kongo weisen, dass nach immens vill a puncto Qualitéit vun der Demokratie an och Gouvernance ze maachen ass, och wann dëst déi éischt friddlech Transitioun zu Kinshasa war - déi éischt friddlech Transitioun zu Kinshasa! - säit der Onofhängegkeet vum Land. Afrika brauch keng staark Cheffen, mä staark an demokratesch Institutionen; iwwregens grad ewéi Europa och.

Rezent politesch Entwécklungen, wéi de Friddensvertrag tëschent Eritrea an Äthiopien, wou jo méi wéi 20 Joer kale Krich war, déi maachen Hoffnung, dass nei Fënstere an Afrika opginn. An deem Kontext sinn ech Mëtt Februar an Äthiopien an an Eritrea gewiescht, fir mer e Bild vun der Situatioun um Terrain ze maachen. Haut sinn d'Grenzen tëschent deenen zwee Länner nees op an tëschent Addis Abeba an Asmara ginn et erëm deeglech Flich. Vill Hoffnung ass heimat verbonden, dass Äthiopien, Dschibuti, Somalen an Eritrea als Länner vun der Corne de l'Afrique sech concertere an zesummeschaffen.

Meng Gespréicher mat der Presidentin a mam Ausseminister vun Äthiopien konnte mir déi ambitéis an oppe Visioun vum Premier Abiy Ahmed confirméieren, deen duerch säi Reconciliationprozess mat Eritrea weltwäit jo Unerkennung kritt huet. Dem äthiopesche Premier seng Visioun vun enger regionaler Integratioun kann een natierlech als Europäer nämme ënnerstetzen.

Ech war och am Norde vun Äthiopien, am Tigray, an de Refugiés-Campen, no bei der Grenz vun Eritrea. Et konnt een zwou Saache feststellen:

Éischtens, den Afflux vu Leit aus Eritrea, déi Asyl froen, ass ganz grouss. Si kommen elo iwwert d'Grenz, ouni dass op se geschoss gëtt.

Zweetens, op äthiopescher Säit sinn déi lokal Autoritéiten zesumme mat der UNO-Flüchtlingshëllef, mat der UNHCR, ganz staark - ganz staark! - engagéiert, fir virun allem deene ville Kanner aus Eritrea, déi eleng eriwuerkommen, séier e gewëssenen Halt ze ginn. Ech war staark impressionéiert vun esou vill Solidaritéit, trotz deene ganz weínege Moyenen, déi dësem Land zur Verfügung stinn. An do kéinte vill Europäer sech e Beispill drun huelen.

Et wier awer ze vill optimistesches, ze gleewen, dass mat der Reconciliation elo schlagarteg all Grënn verschwannen, firwat esou vill Mënschen aus Eritrea fortlafen.

De Service national, dee militäresch wéi och zivill Natur ass, zwingt all jonke Mënsch weiderhin, op d'mannst 18 Méint - dat wär näischt, 18 Méint, mä dacks ass dat illimitéiert; et kënnen fënnf Joer ginn, et kënnen zéng Joer ginn - dem Stat zur Verfügung ze stoen. Kombiniéiert mat drastesche Prisongstrofe fir sougenannten „Verréider“, déi ganz oft ouni Uerteel an ouni Rechtsbäistand agespaart ginn, sinn dëst flagrant Mënscherechtsviolatiounen. Genee wéi Libyen rejetéiert Eritrea an den UNHCR, dee beschléigt gëtt eigentlech, d'Migratioun ze stimuléieren.

Trotzdem wier et falsch, de Kontakt mat Eritrea net ze sichen an ze intensivéieren. Am Gespréich mam Ausseminister vun Eritrea hunn ech och kloergemaach, dass hir Erwaardung, fir finanziell Hëllef an Investissementer aus Europa ze kréien, fir Aarbechtsplazen ze schafen, déi se brauchen, och implizéiert, dass a Saache Rechtsstat ee fundamentale Wiessel muss kommen. Dat eent geet net ouni dat anert!

Dës éischt bilateral Visitt vun engem Ausseminister aus der Europäescher Unioun no der Reconciliation vu béide Länner dierf natierlech och net eleng bleiwen. Och an der Hoffnung, dass déi politesch Ouverture an Äthiopien sech op Eritrea auswierkt, fir dass nieft dem Fridde och d'Mënscherechter Prioritéit kréien.

Lëtzebuerg bleift weiderhin engagéiert an huet seng traditionell gutt Bezéiung mat ville Länner un afrikanesche Kontinent an de leschte Jore kontinuéierlech verstärkt an och diversifizéiert.

Dëst weist, dass eis Kooperatioun iwwer laang Joren enk Kontakter mat enger Rei afrikanesche Länner, wéi Der dat wësst, opgebaut huet. Am Sahel zemoos hu mer jo eis Representatiounen eropgestuift mat der Präsenz vun engem Ambassadeur-résident am Senegal, koakkreditéiert am Mali, am Burkina Faso an och am Niger. Zesumme mat eisen Ambassaden am Cabo Verde an an Äthiopien, wou och de Sëtz vun der Afrikanescher Unioun ass, wéi Der wësst, hu mer eis d'Mëttele ginn, fir laangfristeg kënnen eis Partnerschaft weiderzëntwéckelen.

Eise laangjäregen Engagement a Westafrika, a besonnesch am Sahel, weist, dass Lëtzebuerg

ee Partner ass, op dee Verloos ass, och wann d'Sécherheitslag den Asaz vun eise Mataarbechter net méi einfach mécht. Déi aktuell Destabiliséierung am Sahel, déi sech vum Mali aus am Burkina Faso an am Niger verbreet, an de Fait, dass terroristesch Gruppéierungen ëmmer méi staark ginn, ass eng Kris, déi een net dierf ënnerschätzen. Si beréiert eis, well se eng Menace ass fir eis Partnerlänner, mat deene mir eng laangjäreg Solidaritéit opgebaut hunn.

Zesumme mat der UNO, der Europäescher Unioun an aneren internationale Partner ënnerstézt Lëtzebuerg de G5 Sahel. A mir wenden do eis bewäerten Approche vun „3D“ un, wou d'Mëttele vun der Diplomatie, vum Developpement an der Defense complementaire agesat ginn.

Elong d'lescht Joer hu mer en Effort vu ronn 100 Milliounen Euro fir de Sahel geleesch; haaptsächlech am Beräich Kooperatioun, wou ronn 200 Leit ënner Lëtzeburger Mandat schaffen. Mir sinn och aktiv am Kader vun der europäescher Sécherheits- a Verdeenungs-politik. Mir bedeelegen eis konkret un der EU-Trainingsmissioun am Mali a regelméisseg un den zivillien EUCAP-Missiounen am Mali an am Niger. Mir maachen och mat bei der MINUSMA, der UNO-Missioun am Mali.

Déiselwecht „3D“-Approche wende mer jo och an Afghanistan un. D'lescht Woch war ech an deem Land, wou no 18 Joer Krich d'Situatioun ganz, ganz schwierig bleift, zemoos zu Kabul. Et gëtt nach enorm Erausforderungen, déi an den nächste Jore musse bewältegt ginn. Mir ënnerstetzen d'Gespréicher tëschent den Amerikaner an den Taliban, mä, wéi d'Autoritéiten zu Kabul ënnerstrach hunn, mussen d'Gespréicher tëschent den Afghanen a mat den Afghane gefouert ginn, fir de Fridde ze sécheren.

De President Ashraf Ghani huet och ganz kloer betount, dass d'rechtsstaatlech Prinzipien net a Fro gestallt därefer ginn, genausou wéi d'Mënscherechter a besonnesch d'Rechter vun de Fraen a vun de Kanner.

Lëtzebuerg wäert bis 2020 ronn 100 Milliounen Euro an Afghanistan investéiert hunn zënter Ufank vum Jor 2001 fir d'Entwécklungszesummenaarbecht an d'humanitär Hëllef, mä och am sécherheitspolitesche Beräich.

Bis haut waren am Ganzen 325 Lëtzeburger Zaldoten an Afghanistan engagéiert. D'Lëtzeburger Arméi bedeelegt sech jo un der Resolute-Support-Missioun vun der NATO, déi déi afghanesch Forcen ausbilt a beréit, fir dass si à terme selwer fir d'Sécherheet vun hirem Land sierge kënnen. Dat ass d'Zil dovunner.

Ech hu während menger Visitt och onsen Enneroffizier an onsen Zaldot begéint, déi momentan am Norden, also zu Masar-e Scharif stationéiert sinn. Am Numm vun der Regierung a vun, mengen ech, alle Lëtzeburger hunn ech hinnen, stellvertriedend fir all Lëtzeburger Zaldoten, Merci gesot fir hire Courage an Engagement a fir hiren Asaz fir d'Stabilitéit an d'Sécherheet an Afghanistan.

A Pakistan war et dann eng éischt Visitt vun engem Lëtzeburger Ausseminister. Ech hunn zu Islamabad mam Ausseminister a mam neie Premier Imran Khan, dee jo weltbekannt ass, iwwert d'regional Stabilitéit geschwat, souwuel iwwer Afghanistan wéi och iwwert déi rezent Spannungen ëm de Kaschmir.

Ech hunn am Numm vun der Europäescher Unioun Pakistan encouragéiert, den Dialog mat Indien ze sichen an déi Schrëtt begreisst, déi de Premier Khan ënnerholl huet, notamment de Retour vun indesche Pilot, dee jo erofgeschoss gouf, fir eng Deeskalatioun vun den Tensiounen ze bewirken.

De pakistanesche Premier huet och ganz kloer ënnerstrach, dass Pakistan a Fridde mat Indien zesummeliewe wëllt. Soulaang et awer keng dauerhaft Léisung fir de Kaschmir gëtt, wäerten allerdings Tensiounen do bleiwen. Dat ass besonnesch gefeierlech, well déi zwee Länner, dat wësse mer, sinn zwee Länner, déi Atomwaffen hunn. An ee Krich tëschent Pakistan an Indien wier wierklech net ze recommandéieren.

Zënter menger leschter Ried sinn déi afrikanesch Droungen, unilateral aus dem nuklearen Accord mam Iran auszutrieden, leider jo Realitéit ginn. Mir bedauern des Entschéidung, well den Accord ee wichtegt Element fir d'Non-Proliferatioun an der Regioun ass.

Den Accord ass am Interessé vun Europa a vun senger Sécherheet. Mir si geografesch vill méi no um Iran wéi d'Vereenegt Staten a wieren

Le saviez-VOUS ?

GROUPE POLITIQUE

Un groupe politique est une formation interne de la Chambre des Députés réunissant des membres de celle-ci d'après leurs affinités politiques. Pour être reconnu, un groupe politique doit comprendre au moins cinq membres. Chaque groupe politique désigne un président qui le représentera au sein de la Conférence des Présidents et se voit mettre à sa disposition des locaux et des crédits calculés sur base de sa représentation proportionnelle à la Chambre.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

notamment mam Stationnement vun engem Lëtzebuerger Kontingent a Litauen. A mir wäerten dat och weider maachen.

An der Europäescher Unioun gëtt jo weider un enger méi enker Kooperatioun an der Defense geschafft. Dat ass néideg, fir eis Investissementser, eis Recherche, eis Capacitéiten als Europäer méi koordinéiert a méi effikass virunzedeuwen.

Am Sënn vun eiser „3D“-Approche bedeelege mir eis un den zivilen a militäresche Missionen vun der NATO, vun der Europäescher Unioun a vun der UNO, och mat Capacitéite fir Satellitkommunikatioun. Lëtzebuerg peekt mat un a gëtt vu senger Partner als fiabelen a verantwortbelen Akteur ugesinn. Als rezent Beispill hu mer am Kader vun enger trilateraler Kooperatioun mat Portugal a Cabo Verde eis Zesummenaarbecht och op de Beräich vun der Defense ausgedeeft.

Am Juli zejoert ass dat neit Gesetz iwwert d'Exportkontroll a Kraaft getrueden, wouduerch den Ausseministère ganz enk a ganz streng mam Wirtschaftsministère zesummeschafft. Zesumme kontrolléiere mir, dass keng sougenannten Dual-Use-Gidder, Militärgidder vu Lëtzebuerg aus a falsch Hän genoden an dass mir eis international Obligatiounen anhalen, déi mir notament am Kader vum Arms Trade Treaty op eis geholl hunn. Mir huelen eis Responsabilitéit eescht, souwuel am Kontext vun der internationaler Sécherheet wéi och vis-à-vis vun eise Lëtzebuerger Entrepreneuren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Europapolitik, eis Politik vis-à-vis vun eisen Nopeschlänner a -regiounen an eis Aussepolitik insgesamt stinn, wéi ech gesot hunn, am Dëngscht vun eise Bierger, vun eisen Entrepreneuren. An et ass kloer, dass eis Aussepolitik och een Instrument ass fir d'Promotioun vun eiser Wirtschaft an der ganzer Welt. 83 % vun eise Bruttoinlandsprodukt ginn op international Aktivitéiten zréck. 83 %! Ech brauch d'Offenheet an d'Dynamik vun eiser Wirtschaft net weider ze beschreien.

Mir hunn et bis elo dacks fäerdegbruecht, eis als First Mover an enger Rei vu Beräicher ze positionéieren an eis fir d'Zukunft opstellen, sief dat am Beräich vun der Stolindustrie, de Satellitten, den Investmentfonngen oder och der digitaler Revolutioun.

D'Virdeeler vun eiser Wirtschaft liegen op der Hand, an et ass un eis, dat an der Welt bekannt ze maachen. Duerch seng Wirtschaftsdiplo-matie versicht den Ausseministère, aktiv zur Dynamik an zur Diversifizierung vum Standuert Lëtzebuerg bäizedroen, mat enger Koordinatioun am Kader vum Trade and Investment Board an dem Trade and Investment Steering Committee. Mir schaffen drun, fir weider Investissementser an Talenter unzezéien. An ech weisen hei op d'Strategie fir d'Wirtschafts-promotioun, déi d'Regierung am Februar 2017 ugeholl huet.

Eis diplomatescht Netzwierk, dat heescht eis 29 Ambassaden, eis 5 Stänneg Vertriedungen, 3 Generalkonsulater, 9 Handels- an Investitionsbüros ënner dem Wirtschaftsministère an eng ronn 170 Honorarkonsulen uechtert d'Welt begleeden eis Entrepreneuren an hiren Demarchen an hëllef hinnen, fir nei Marchéen ze erschléissen.

Dës modern an dynamesch Form vun Diplomatie ass och aktiv am Beräich vun internationaler Loftverkéier. Véier bilaterale Loftverkéiers-offkommene sinn 2018 ënnerschriwwen ginn: mam Burkina Faso, mat Uruguay, mam Sri Lanka a mat Brasilien. Ech hunn d'lescht Woch e Protokoll fir d'Services aériens an Usbekistan ën-

schriwwen. Dës Ofkomme konkretiséieren d'Lëtzebuerger Strategie am Beräich Lofttransport mam Zil, fir d'Perspektive vum Secteur ze garantéieren an d'Zukunft vum Findel als international Plattform fir Passagéier a fir Frachtverkéier och auszubauen.

D'Ënnerschreiwe vum Ofkomme mat Brasilien ass iwwregens e besonnesch staarkt Stéck fir d'Entwécklung vun eise bilaterale Beziéunge mat deem Land, virun allem am Kontext vun der Ouverture zu Brasília vun eiser éischer Ambassadeur vu Lëtzebuerg a Südamerika, déi mir uganks 2018 ageweit hunn; iwwregens net ënner deem haitege President.

D'Konnektivitéit tëscht Europa an Asien gëtt ëmmer méi wichteg. Mat onsem diplomatesche Reseau an Asien schaffe mer drun, fir am Sënn vun der Wirtschaftsdiplomatie méi enk Kontakter ze knäppen. Och am Beräich vun der Recherche, der Innovatioun hu mir weider drun geschafft, fir de Standuert Lëtzebuerg ze promotéieren. Dëst ass och wichteg fir ons Entrepreneuren, déi ëmmer méi no Asien kucken. Besonnesch Länner wéi Japan, China, mä och Indien, Südkorea a Südostasien sinn do wichteg Partner.

Ech wëll am Kontext vun der Wirtschaftsdiplo-matie hei daitlech soen, dass mer d'Aen net zoumaache viru méigleche Mënscherechtsverletzungen duerch wirtschaftlech Aktivitéiten, heiehem net an och net am Ausland. Nohalteng Entwécklung gëtt et näamlech nëmme am Respekt vun de Mënscherechter. D'Regierung hält hir international Obligatiounen an deem Kontext ganz eescht, gradesou wéi d'Entreprise sech hirer Verantwortung bewusst musse sinn.

Den éischten nationalen Aktionsplang „Entrepreneuren a Mënscherechter“, deem d'Regierung d'lescht Joer am Juni ugeholl huet, zecheent de Kader, an deem mir zesumme mam Privatsektor, der Zivilgesellschaft an och der Recherche op dese Sujete schaffen. Et ass hei e Beispill derfir, wéi eng intelligent Aussepolitik et fäerdegbréngt, ekonomesch Interessen a Prinzipien a Wäerter matenaner ze verbannen.

An de leschte Joren, Här President, hu mir vill iwwer Mënscherechter a Grundwäerter geschwat, iwwert déi net verhandelbar Grundsteng vun eiser gesellschaftlecher an internationaler Uerdnung: d'Fräiheet, d'Gläichheet, d'Dignitéit vum Mësch, d'Mënscherechter als eng rechtlech a moralesch Garantie do derfir, d'Rechtsstaatlechheet als deem fundamentale Prinzip vu Gläichheet vu jidderengem virum Gesetz a vum Schutz vum Eenzelne virun der Tyrannei an dem Arbiträr, d'Demokratie schlussendlech, dat formidabelt Experiment, dat et de Bierger erlaabt soll, selwer ze bestëmmen iwwert d'Regierungsfeierung an d'Veerdeeler vu Ressourcen.

Virun zwou Woche war ech zu Genève virum Mënscherechtsrot an hunn eng Rei vun eisen themateschen a geografischen Prioritéiten opgezielt. Net alleguer, well et am Moment einfach ze vill Plazen op der Welt gëtt, wou d'Mënscherechter a Fro gestallt an ugegraff ginn, wou déi Fraen a Männer, déi sech derfir asetzen, fir d'Mënscherechter vun deenen aneren ze verdeidegen, intimidéiert, verfollegt, agespaart, gefoltert oder doutgemaach ginn.

An dat frappantste Beispill wësse mer vu geschter: d'Condamnatioun zu enger ganz langer Prisongsstraf vun der iranescher Affekotin Nasrin Sotudeh, déi 2012 de Sacharow-Präis vun dem Europäesche Parlament kriitt huet.

Virun net emol dräi Wochen huet Amnesty International e Rapport publizéiert iwwert d'Efforten, fir d'Zivilgesellschaft mat legale Mëttele

kalzestellen, duerch Gesetzer, déi d'Finanzierung, den Establishment oder d'Organisatioun vun ONGen aschränken, oder duerch aner Forme vu legale Constraints. Dat ass keng Rechtsstaatlechheet, dat ass de Mëssbrauch vum Gesetz, fir kritisches Stëmmen ze eliminéieren!

Mir befannen eis am Joer 2019 an enger quasi weltwäiter Kris vun de Mënscherechter a vun der Demokratie, déi duerch eng déif Vertrauenskrise an d'Politik verschlëmmt gëtt. Autoritär Tendenze sinn um Vormarsch op alle Kontinenten an alle Länner. An awer musse mir am Dialog bleiwen, well d'Diplomatie ebe wëllt, dass een och, oder grad, mat Leit schwätzt, mat deenen ee sech net eens ass.

A ville Konflikter gesi mir haut ëmmer méi dacks eng Form vu Krichsfeierung, déi dat international humanitäre Recht net respektéiert. Dat féiert zu massiven internationale Verbrechen: Krichsverbrechen, Verbrechen géint d'Mëschlechheet a Genoziden. An deem Kontext ass et ëmsou méi wichteg, d'Cour pénale internationale weider ze ënnerstëtzen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - D'lescht Joer hu mir den 20. Anniversaire vum Statut de Rome gefeiert, an ech si frou, dass d'Chamber sech haut och mam Gesetzesprojet befaasst.

Här Di Bartolomeo, Dir sidd Rapporteur vun deem Gesetzesprojet, mat deem Lëtzebuerg d'Weiderentwécklung vun der Definitioun vun de Krichsverbrechen am Statut de Rome gutt-heescht.

(*Interruption par M. Mars Di Bartolomeo*)

An den haitege Konflikter ginn Honnerttausenden a souguer Milliounen Mënschen an hirem Land deplacéiert oder müssen am Ausland Schutz sichen. Dat si Konflikter, bei deenen eis konventionell diplomatesch Mëttele net méi ze gräife schéngen, bei deenen de Welt-sécherheetsrot och blockéiert ass.

Dergéint hale mir déi net negociabel Grundsteng, déi ech virun opgezielt hunn. D'Mënscherechter gëlle fir all Mënschen iwwerall. Se sinn e komplexe System, deem seng zivill a politesch Dimensionen gradesou wichteg ass wéi seng ekonomesch, sozial oder kulturell Dimension. A si kënnen net einfach esou ageschränkt ginn, mä nëmme enger streng geregelten Ëmstänn. Fir Lëtzebuerg gëllt et méi wéi jee, e Modell vu positiver internationaler Kooperatioun ze féieren, virun allem, well déi grouss Erausforderungen, deene mir eis ze stellen hunn - Klimawandel, sozioekonomesch Ongläichheiten, Konflikter, technologesche Fortschritt, Migratioun, Pandemien, Globalisierung -, nëme kollektiv ugepaakt kënnen ginn, un éischer Linn duerch eng effikasse Multilateralismus, an deem sengem Mëttelpunkt d'Veereent Natioune stinn.

Mam Agenda 2030 an dem Paräiser Klimaccord hu mir en Usaz vun engem internationalen Accord fir méi Nohaltegkeet an intergenerationell Solidaritéit. Mä mir dierfen net vergiessen, dass et eleng domadder net wäert duergoen, dass eng vill méi déif gräifend Aktioun wäert néideg sinn, fir déi künfteg Erwärmung vum Klima ënner 1,5 °C ze halen an deene Generatiounen, déi no eis kommen, déiselwecht Chancen ze bidden, déi mir hunn.

Am Koalitiounsaccord ass virgesinn, dass Lëtzebuerg eng feministesch Aussepolitik ëmsetzt. Elo stellt sech d'Fro: Wat ass eng feministesch Aussepolitik? A firwat brauche mer esou eng Politik? Eng feministesch Aussepolitik bedeit fir d'Alleréisch emol, d'Fraerechter als Mëscherechter unzërkennen ...

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - ... a sech systematesch derfir anzesetzen, dass déi fundamental Rechter vu Fraen a Meedercher garantéiert ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Dës fundamental Rechter beinhalte souwuel politesch wéi ekonomesch Rechter an och d'Recht op sexuell Selbstbestëmmung.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Mir hunn eis an der Zäit, wéi Lëtzebuerg 2013 an 2014 Member vum Weltécherheetsrot war, staark agesat an deem Sënn. Mir hunn eis beméit, net nëmme d'Violatiounen vun de Rechter vun de Fraen a vun de Kanner ze denoncieren, mä och konkret ze agéieren, fir dass dës Violatiounen ophalen an d'Fraen an d'Kanner och an de Konflikter besser geschützt ginn.

Bei enger feministesch Aussepolitik geet et och dorëm, d'Representatioun an d'Participati-

tioun vu Fraen op allen Niveauen ze stäerken, sief dat an der Diplomatie, an der Kooperatioun, an der Defense oder bei Zivilmissionen am Ausland. Eng besser Representatioun vu Fraen op allen Niveauen ass a mengem Ae kee Selbstzweck, mä e Moyaen, fir de Fridden, d'Sécherheet an d'Demokratie an der Welt ze stäerken, esou wéi d'Resolutioun 1325 « Femmes et paix et sécurité » vum UNO-Sécherheetsrot dat virgesäit. Eng feministesch Aussepolitik ass also net nëmme am Interesse vun de Fraen, mä am Interesse vun der Allgemeengeheet an dréit zu eise Engagement fir eng stabil a sécher Welt bäi.

Et ass an där Logik, dass d'Regierung am Juli d'lescht Joer en Aktionsplang fir Fraen a Fridden a Sécherheet ugeholl huet. Den Ausseministère koordinéiert iwwert déi nächst fënnf Joer d'Ëmsetzung vun deem Plang, an enker Zesummenaarbecht mat deene betraffene Ministère a Servicer. An nieft dem Matmaache vun de Fraen a Sécherheetsfroen an och a Friddensprozesser, op allen Niveauen vu Responsabilitéit, setzt de Plang och Ziler am Beräich vum Verhënnere vu sexueller a sexistescher Gewalt, am Schutz, an der Hëllef an am Neesgutt-Maachen, souwuel un nationale Plang wéi an internationale Missionen, un deenen d'Lëtzebuerger deelhuefen.

Bei den Zivilmissionen am Ausland encouragéiere mer eng gläichwäerteg Participatioun vun de Fraen. An de leschten zwee Joer huet Lëtzebuerg genau sou vill Frae wéi Männer op d'Wahlbeobachtungsmissionen vun der Europäescher Unioun geschéckt.

D'Ënnerstëtzung vu Fraen a Meedercher ass eng vun den Haaptprioritéiten vun der Lëtzebuerger Kooperatioun. Déi nei Strategie, déi d'Kooperatioun Enn 2018 presentéiert huet, hieft dëst och besonnesch ervir. An allen Interventiounen vu Lëtzebuerg, sief et déi bilateral, déi multilateral oder déi, déi vun den ONGen ëmgasat ginn, spillen d'Stärkung vun der Fra an hir Autonomisatioun eng zentral Roll.

An deem Sënn huet d'Lëtzebuerger Kooperatioun zesumme mat eise belschen, holländeschen a skandinavischen Kolleegen an d'Initiatiiv „She Decides“ lancéiert. Lëtzebuerg schafft weider ganz konkret mat spezifeschen UNO-Agencen zesumme wéi mam FNUAP oder ONU Femmes, fir Projeten am Domän vun der Gesondheet vun de Mammen, och am Approvisionnement vu Verhiddungsmëttele, ze ënnerstëtzen. Och iwwert de Secteur vun der Mikrofinanz, wou Lëtzebuerg zënter Laangem eng wichteg Roll spillt, gëtt gezielt op Mikrokreditter fir Frae gesat, fir hir sozioekonomesch Roll an hire jeweilleche Communautéiten ze stäerken.

Mir wëlle kucken, wou mir selwer stinn, an net deenen aneren elo Lektioune ginn. An de leschte Joren ass trotzdem scho munches geschitt. Ouni eng aktiv Quotepolitik ëmzesetzen, huet den Ausseministère iwwert déi lescht Joren eng 50-50-Quot a sengem Rekrutement virzeweisen. Ganz einfach, well exklusiv no de Kompetenze gekuckt gouf, wa mir jonk Leit agestallt hunn.

Vun der éischer Fra am diplomatesche Corps am Joer 1979 si mir 2015 op 29 Fraen eropgegaangen a knapps dräi Joer drop, also 2018, op 50 Fraen, vun engem Total vun 143 Leit. Dat si 35 % vum Corps, an déi Tendenz bleibt steigend. A mir wäerten derfir suergen, dass se och steigt. Vu 50 (veuillez lire : 40) Ambassadeure sinn der haut 13 Fraen. Do musse mer eis nach verbessern. Onst Haus ënnerstëtzt de Congé parental an all déi aner Mesurë wéi Télétravail, Deelzäitarbecht fir ons Kolleegen, déi sech wëlle méi am Familjeliewen engagéieren. Dat ass eng kulturell Revolutioun an engem Feld - der Diplomatie -, op deem d'Frae laang marginaliséiert waren an d'Wuert „Ambassadric“ traditionell d'Fra vum Ambassadeur designéiert huet.

Et ass elo vill geschitt, mä mir wëllen et net dobäi beloossen. Dës Politik kann nach ausgebaut ginn a mir wäerten dobäi och kucken, wéi mir eis vun der feministescher Aussepolitik vu Länner wéi Dänemark zum Beispill oder Schweden inspiréiere kënnen.

Fir ofzeschléissen, Här President, brauche mir, ech widderhuefen et nach eng Kéier, eng Diplomatie, déi eis Interesse verdeedegt, ouni eis Prinzipien, eis Wäerter, eis Obligatiounen ze offeren. Et ass derfir wichteg, d'Kand beim Numm ze nennen heiansdo an net ze scheien, de Fanger an d'Wonn ze leeën. Et ass wichteg, d'Wourecht ze soen, och wa se engem emol net gefält, fir zesumme Problemer ze léisen, déi eng international oder global Dimension hunn. Mä et geet domadder net duer. Et muss



hunn. Ech brauch nëmmen un de Krich 2003 géint den Irak ze erënneren, a wahrscheinlech nach aner Aktiounen kéint esou traitéiert ginn. D'USA hunn et jo ni ratifizéiert, Russland och net, d'ailleurs, « et pour cause », an Israël natierlech och net, « et pour cause ».

Ech mengen, et dierf een ni vergiessen, et huet een ëmmer den Androck, datt een « deux poids deux mesures » huet, och an dëser internationaler Juridictioun, déi wichteg ass an déi misst applizéiert ginn. Mä fir kredibel ze sinn, d'äerf se keen « deux poids deux mesures » maachen. An dat ass zurzäit leider nach de Fall.

Trotzdem wäerte mer deen heite Projet de loi ennerstëtzen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Jo, Merci, Här President. Och am Numm vun de Piraten begrëssen ech, datt hei de CPI e weideren Outil kritt, fir ebe Krichsverbrieche ze bekämpfen an och ze bestrofen. Mir sollten eis bewosst sinn, datt et hei net ëm kleng Crimmes geet. Et ass also keng Klengkriminalitéit, mä Krichsverbrieche sinn eppes, wat virun uerdentlech Geriichter gehéiert a bestrooft gehéiert. Dofir hu mer international eis deen Outil vum CPI ginn an dofir sollte mer deen och ëmmer erëm esou stäerken, fir déi néideg Moyenen ze hunn, fir all Form, déi haut scho geschitt ass, mä déi och an Zukunft kéint geschéien, ze bestrofen.

Mir hoffen, datt deen Outil net gebraucht gëtt an nächster Zäit. Mä et ass awer net onnëtz, en ze hunn. Dofir wäerten d'Piraten dëse Projet matdroen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Also, ech wollt just véier Saache soen. Dat Éischt: Merci dem Här Di Bartolomeo fir seng gutt Aarbecht, an och der Kommissioun.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, dat ass: Wa meng Informatiounen richteg sinn, da si mir dat éischt Land, dat déi Amendementer hei ratifizéiert huet, dat alleréischt op der Welt.

Dat Drëtt, wat ech wollt soen, ass: Wa meng Informatiounen richteg sinn, nodeem Malaysia bäigetrueden ass, sinn et elo 124 Memberlänner, déi de Statut de Rome matdroen.

An dat Lescht, wat ech wollt soen, dat ass, dass e klengt Land, eent vun de klengste vun der Welt, sech immens asetzt fir d'Verteidigung vun der CPI. Dat ass Liechtenstein, déi vill Initiativen huele bei der UNO, bei wierklech, jo, all deem, wat jo hei ugeschnidde ginn ass, dat Negativ, wat ugeholl gëtt vun der Cour pénale internationale, mä et ass Liechtenstein, wat immens Efforte mécht. An ech mengen, ech wëll hei op dëser Plaz deenen e grouse Merci soen,

well heiansdo, wann een an d'UNO kënn, ver-geet kee Joer, dass se net eng Initiativ huelen, erëm d'Leit zesummeruffen, fir eben d'Wichtigkeet vun der Cour pénale internationale ze stäerken.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Ausseminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7355 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7355. Den Text steet am Document parlementaire 7355². D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht. Duerno d'Votes par procuration.

De Projet 7355 ass mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7355 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sëtzung vun haut ukomm. D'Chamber kënn muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.04 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 11 et 12

11^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 119
Hommage à la mémoire de M. Bernard Berg, Député honoraire	p. 119
Octroi de titres honorifiques	p. 119
Communications	p. 119-120

7407 - Proposition de loi modifiant la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée,

7410 - Proposition de loi portant modification de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues modifiée par la loi du 23 septembre 2018

et

7414 - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution p. 120

Ordre du jour p. 120

Heure de questions au Gouvernement

- Question n° 25 du 12 mars 2019 de M. Laurent Mosar relative au registre des bénéficiaires effectifs, adressée à M. le Ministre de la Justice p. 120-121

- Question n° 26 du 11 mars 2019 de M. André Bauler relative au concept de la nouvelle galerie nationale d'art luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 121

- Question n° 27 du 12 mars 2019 de M. Sven Clement relative aux prix des maisons de retraite, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 121

- Question n° 28 du 11 mars 2019 de M. Marc Angel relative à la Coopération structurée permanente (CSP/PESCO), adressée à M. le Ministre de la Défense p. 121-122

- Question n° 29 du 12 mars 2019 de M. Marc Baum relative à la capitale culturelle Esch22, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 122

- Question n° 30 du 12 mars 2019 de M. Charles Margue relative au congé pour raisons familiales, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 122

- Question n° 31 du 12 mars 2019 de Mme Carole Hartmann relative aux enjeux du Brexit pour les avocats britanniques exerçant sous leur titre d'origine, adressée à M. le Ministre de la Justice p. 122-123

- Question n° 32 du 12 mars 2019 de M. Eugène Berger relative à l'extension de l'autoroute A31, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 123

- Question n° 33 du 12 mars 2019 de M. Gusty Graas relative aux violences lors des événements sportifs, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure p. 123

- Question n° 34 du 12 mars 2019 de Mme Carole Hartmann relative à la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil, adressée à M. le Ministre de la Justice p. 123-124

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la production de logements par le Fonds du logement depuis la réforme de l'établissement public p. 124-128

7324 - Projet de loi portant introduction d'un compte épargne-temps et modifiant :

1° le Code du travail ;

2° le Code civil ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu p. 128-131

12^e séance

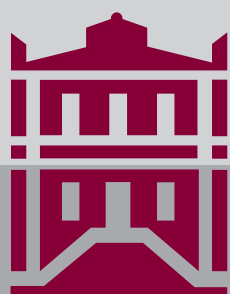
Ouverture de la séance publique p. 132

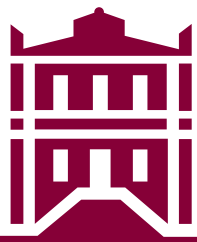
Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère p. 132-138

7355 - Projet de loi portant approbation des amendements à l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale adoptés le 14 décembre 2017 par l'Assemblée des États Parties du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, lors de sa 12^e séance plénière, à New York, et portant modification de l'article 136quater du Code pénal p. 138-139

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 4 • SESSION ORDINAIRE 2018-2019

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
0125	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	Différentiel des prix des carburants	0218	Octavie Modert	Passage pour piétons « op der Schanz »
0132	Martine Hansen	Taille des haies	0220	Dan Biancalana	Amélioration de la santé mentale des jeunes
0136	Gilles Roth, Martine Hansen	Prévisions macroéconomiques	0221	Dan Biancalana	Programme officiel des livres dans les lycées
0137	Léon Gloden	Voitures électriques de la Police grand-ducale	0222	Martine Hansen	Sorties scolaires
0138	Marc Goergen	Trafic transfrontalier	0223	Mars Di Bartolomeo	Réserves de la Caisse nationale d'assurance pension
0139	Gusty Graas	Taxe verte sur l'acier	0224	Sven Clement	Simplification administrative concernant les documents officiels
0140	Sven Clement	Protection des données des voitures Tesla	0225	Marc Goergen	Exposition canine
0141	Max Hahn	Application pour le réseau routier et le réseau des pistes cyclables	0226	Paul Galle	Risque de pauvreté
0142	Gilles Baum	Nationalité luxembourgeoise	0227	Marc Hansen	Installation d'une IRM ouverte
0143	Fernand Kartheiser	Élèves à besoins spécifiques	0228	Yves Cruchten	Ligne 60b des CFL
0144	Nancy Arendt épouse Kemp	Formation professionnelle continue	0229	Nancy Arendt épouse Kemp	Manque de structures pour les spectateurs dans les piscines
0145	Octavie Modert	Projet relatif au Château de Schengen	0231	Emile Eicher	Cannabidiol (CBD)
0146	Octavie Modert	Formation spécifique préparant à la fonction d'administrateur	0234	Josée Lorsché, Marc Hansen	Indemnités des pharmacies pour la prestation des services de garde
0147	Jeff Engelen	Extension de l'autoroute A3	0235	Mars Di Bartolomeo	Évolution des prix des produits de tabac
0154	Yves Cruchten	Ponctualité des trains	0236	Fernand Kartheiser	Coordinateur général de la défense
0155	Octavie Modert	Publication du règlement grand-ducal concernant la formation des stagiaires de l'État	0237	Fernand Kartheiser	Passeport énergétique
0156	Martine Hansen	Évolution des carrières dans l'enseignement	0239	Fernand Kartheiser	Qualité de l'air
0157	André Bauler	Service repas-sur-roues	0241	Marc Spautz	Congé parental
0158	Gusty Graas	Directive-cadre sur l'eau	0242	Sven Clement	Utilisation des langues administratives par l'Administration de l'enregistrement et des domaines
0159	Serge Wilmes	Participations de l'État	0244	Jeff Engelen	Maisons médicales
0160	Marc Goergen	Service d'urgence du CHEM Niederkorn	0245	Diane Adehm	Détention d'animaux
cf. 0162			0246	Diane Adehm	Imposition des sociétés
0161	André Bauler	Corps grand-ducal d'incendie et de secours	0247	Laurent Mosar, Gilles Roth	Affaire « CumEx/CumCum »
0162	Gast Gibéryen	Service d'urgence du CHEM Niederkorn	0248	Marc Lies	Fonds du logement
cf. 0160			0249	Sven Clement	Communication entre les administrations et les citoyens
0163	Laurent Mosar	Échange automatique d'informations en matière fiscale	0250	André Bauler	Barrages historiques
0166	André Bauler	État du pont de contournement de la B7 entre Schieren et Erpeldange-sur-Sûre	0251	Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen	Organisation des urgences médicales
0167	Gusty Graas	Nanoparticules	0256	Fernand Kartheiser	Langues de communication au Luxembourg
0168	Dan Biancalana	Casier judiciaire	0260	Dan Biancalana	Chambre de l'application des peines de la Cour d'appel
0169	Joëlle Elvinger, Guy Arendt	Interdiction de circuler sur le CR125 et CR126 entre Walferdange et le lieu-dit « Stafelter »	0261	Fernand Kartheiser	Compétences des Vice-Premiers Ministres
0170	Marc Spautz	Placement d'enfants en dehors de leur milieu familial	0263	Gusty Graas	Opération navale Sophia
0171	Sven Clement	Contrôle médical auprès du Centre médico-sportif	0266	Georges Mischo	Réorganisation des lignes d'autobus RGTR
0172	Sven Clement	Protection des données personnelles sur Internet	0267	Georges Mischo	Commissions des loyers et l'accès à la justice
0174	Georges Engel	Permis de conduire	0268	Laurent Mosar	Condamnation du juge turc Murat Arslan
0176	Martine Hansen, Marco Schank	Infrastructure médicale dans le nord du pays	0269	Claude Wiseler	Liste luxembourgeoise de pays d'origine sûrs
0177	Diane Adehm	Frais d'exploitation et de maintenance de l'A400M	0270	Mars Di Bartolomeo, Marc Angel	Passeports et visas dorés
0178	Octavie Modert, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch	Ostéodensitométrie	0273	Laurent Mosar	Prise de pouvoir de Tshisekedi en République démocratique du Congo
0179	André Bauler	Scolytes	0275	Dan Biancalana	Indemnisation des victimes d'infractions
0180	Sven Clement	Stérilisation féminine	0276	Sven Clement	Temps d'attente d'inscription à l'ADEM
0181	Martine Hansen	Construction de l'internat du Lycée technique agricole	0277	André Bauler	Accidents au lieu-dit « Rossmillen »
0182	Gilles Roth	Hausse des accises sur les carburants	0278	Guy Arendt, Joëlle Elvinger	Droit de préemption
0184	Mars Di Bartolomeo	Nombre de faillites	0279	Gusty Graas	Nord Stream 2
0185	Mars Di Bartolomeo	Intrusions de drones dans les alentours d'aéroports	0280	Yves Cruchten	Collaboration entre les communes et les promoteurs publics
0186	Georges Mischo	Gratuité des transports publics	0282	Marc Lies	Direction du Fonds du logement
0187	André Bauler	Recyclage des appareils électriques et électroniques	0287	Mars Di Bartolomeo, Marc Angel	Villa Louvigny
0189	Josée Lorsché	Taux de la valeur ajoutée	0288	Lydia Mutsch, Mars Di Bartolomeo	Cinéma Ariston à Esch-sur-Alzette
0190	Max Hahn, Gusty Graas	Suppression de la ligne ferroviaire 60b entre Rumelange et Noertzange	0289	Mars Di Bartolomeo	Assurance accident
0192	Nancy Arendt épouse Kemp	Statut du coach sportif	0290	Gusty Graas, André Bauler	Associations agricoles
0194	André Bauler	Ambulance additionnelle pour le CGDIS dans le canton de Redange	0291	Gilles Baum	Projet immobilier « Cité Syrdall »
0195	David Wagner	Devoir de diligence	0293	David Wagner	Avenir de la formation des adultes et du Lifelong Learning
0196	Laurent Mosar	Enveloppe financière prévue pour l'initiative « Space Resources »	0298	Félix Eischen	Scandale des bovins malades abattus en Pologne
0197	Léon Gloden	Taux d'élucidation de la Police grand-ducale	0301	Claude Wiseler	Crise politique au Venezuela
0198	Fernand Kartheiser	Garde d'enfants	0302	Marc Goergen	Hausse des tarifs de la SNCT
0199	Claude Wiseler, Martine Hansen, Marco Schanck	Gratuité des transports publics	cf. 0303, 0310, 0312		
0201	Tess Burton, Claude Haagen	Maladie de la langue bleue	0303	Léon Gloden	Hausse des tarifs de la SNCT
0202	André Bauler, Carole Hartmann	Évolution des délits	cf. 0302, 0310, 0312		
0203	Marc Goergen	Temps de travail de la Police grand-ducale	0310	Marc Goergen	Concernant l'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) et la hausse des prix de la SNCT
0204	Jeff Engelen	Extension du parc IRM	cf. 0302, 0303, 0312		
0205	Jeff Engelen	Équipement des CFL	0312	Mars Di Bartolomeo	Hausse des tarifs de la SNCT
0206	Georges Mischo	École de police	cf. 0302, 0303, 0310		
0207	Marc Spautz	Route principale menant de Rumelange au « Keeler Poteau »	0324	Laurent Mosar	Non double imposition franco-luxembourgeoise
0209	Fernand Kartheiser	Évaluation de la réforme de la loi relative aux taxis	0335	Carole Hartmann	Accès aux différentes banques de données juridiques exploitées par le Service de documentation du Parquet général
0210	André Bauler	Fusions de communes	0342	Dan Biancalana	Plan volontaire d'insertion
0211	Paul Galle	Parking de l'École internationale de Differdange	0350	François Benoy	Castration des porcs
0212	Octavie Modert	Culture historique au Luxembourg	0371	Marc Lies	Fermeture de certaines agences de la BCEE
0213	Françoise Hetto-Gaasch	Création de « maisons de l'enfant »	0433 urgente	Marc Goergen	Rupture de stock de certains médicaments
0214	Sven Clement	Fonctionnaires ayant un brevet de maîtrise	0437 urgente	Mars Di Bartolomeo	Taxe européenne sur les transports aériens
0215	Djuna Bernard	Stratégie européenne en faveur de la jeunesse	cf. 0439 urgente		
0216	Jeff Engelen	Financement du Fonds pour l'emploi par les communes	0439 urgente	Fernand Kartheiser	Taxe européenne sur les transports aériens
			cf. 0437 urgente		

Question 0155 (07.01.2019) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant la publication du règlement grand-ducal concernant la formation des stagiaires de l'État :

Par la présente, j'ai l'honneur de poser une question parlementaire, conformément à l'article 83 du Règlement de la Chambre des Députés, à Monsieur le Ministre de la Fonction publique au sujet de la publication du règlement grand-ducal du 31 octobre 2018 « portant organisation de la formation pendant le stage pour les stagiaires de l'État et des établissements publics de l'État ainsi que du cycle de formation de début de carrière des employés de l'État (...) ».

1) Le règlement grand-ducal précité a été publié au Mémorial A en date du 28 décembre 2018, alors même que le règlement grand-ducal lui-même a déjà été signé par le Chef de l'État le 31 octobre 2018.

Quelles sont les raisons de la publication aussi tardive du règlement grand-ducal en question qui fut validé par le Chef de l'État deux mois plus tôt ?

2) Pour autant, malgré cette publication tardive, le règlement grand-ducal a été pris par la voie de l'urgence sans requérir l'avis du Conseil d'État.

Pour quelles raisons le Gouvernement n'a-t-il pas saisi le Conseil d'État pour avis quant au règlement grand-ducal dont il s'agit ?

Réponse (05.02.2019) de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique* :

La version initiale de l'avant-projet de règlement grand-ducal portant organisation de la formation pendant le stage pour les fonctionnaires stagiaires de l'État et des établissements publics de l'État ainsi que du cycle de formation de début de carrière des employés de l'État (RGD) a été adoptée par le Gouvernement en conseil en sa séance du 20 juillet 2017.

La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics et le Conseil d'État ont été saisis du projet de RGD initial pour avis respectivement les 4 et 8 août 2017.

Des amendements gouvernementaux mineurs ont ensuite été adoptés par le Gouvernement en sa séance du 18 octobre 2017.

La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics et le Conseil d'État ont été saisis de ces amendements gouvernementaux pour avis respectivement le 27 octobre et 3 novembre 2017. La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics a émis ses avis le 9 octobre 2017 sur le texte initial du projet de RGD et le 22 décembre 2017 sur les amendements gouvernementaux.

Le Conseil d'État a émis son avis sur le texte initial du projet de RGD et les amendements gouvernementaux le 30 mars 2018.

Suite à l'avis du Conseil d'État, le projet de RGD a fait l'objet d'un deuxième corps d'amendements gouvernementaux adoptés le 1^{er} juin 2018.

La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics a émis son avis sur le deuxième corps d'amendements gouvernementaux le 25 juillet 2018.

En l'absence d'avis complémentaire du Conseil d'État sur le deuxième corps d'amendements gouvernementaux, le Gouvernement en conseil a décidé dans sa séance du 26 octobre 2018 d'accorder au texte du RGD en question le bénéfice de la procédure d'urgence.

Afin d'assurer que le régime prévu par le RGD a bien pu être mis en place et prendre en compte l'organisation interne des administrations, l'Institut national d'administration publique (INAP) devait d'abord faire une communication efficace. En effet, celle-ci n'était possible que sur base du règlement déjà signé par le Grand-Duc. Cette communication a été envoyée aux délégués à la formation en date du 12 novembre 2018 en introduisant déjà quelques points clés de la réforme à venir et en les invitant à des séances d'information qui ont eu lieu au mois de décembre 2018 pour leur fournir de plus amples détails.

Une entrée en vigueur immédiate du RGD n'a pas été retenue afin d'assurer un transfert sans heurts de l'ancien régime vers le nouveau régime. Or, compte tenu du fait que le texte du projet de RGD prévoyait une entrée en vigueur de droit commun, c'est-à-dire le quatrième jour suivant le jour de la publication au Journal officiel, la publication a été réalisée le 28 décembre 2018 pour assurer une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2019.

Le nouveau régime, très attendu de la part des administrations et des stagiaires, prévoit de

nombreux avantages, à savoir notamment une amélioration importante du contenu du tronc commun de la formation générale qui sera plus adapté aux besoins des administrations et des stagiaires, ainsi que l'élimination de l'exigence de la rédaction d'un mémoire dans le cadre de la formation générale.

Compte tenu de l'ensemble des considérations qui précèdent, une adoption imminente de la nouvelle réglementation s'est imposée.

Question 0156 (07.01.2019) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant l'évolution des carrières dans l'enseignement :

Des Éteren huet d'Enseignementsgewerkschaft FEDUSE/Enseignement-CGFP („FEDUSE“) op en Ongläichgewicht beim Verlaf vun deenen eenzele Carrièren am Enseignement a Relation zur jeeeweileger Studien- a Stagezäit denoncéiert. An hirem Rentréescommuniqué vum 20. September 2018 schreift d'FEDUSE:

„Nodeems kuerz virun der Summerpaus d'Gesetz zur staarker Opwärtung vun der Carrière vum Chargé d'enseignement a Kraaft getrueden ass, huet sech déi grotesk Situation erginn, dass des reklasséiert Employéë quasi déiselwecht Pai kréie wéi de Candidat-professeur E7, deen am Géigesaz zum Chargé d'enseignement den Examen-concours de recrutement huet misse packen an eng laangjäreg, intensiv pädagogesch Ausbildung mat uschléissender Période probatoire huet misse duerchlaufen an erfollegräich ofschléissen. Well de Reklassement vum Chargé d'enseignement awer an den Ae vum Comité vum der FEDUSE/Enseignement-CGFP total berechtigt ass, muss den Hiewel bei enger Regularisierung vun der Carrière vum Candidat-professeur ugesat ginn.“

D'FEDUSE seet och, dass dese Mésstand net deen eenzege wier, a verweist op e Communiqué vum 4. Juli 2018 mam Titel: „Minister Kersch: E Spill op Zäit amplaz eng Sich no Lösung“.

Am Februar 2018 huet d'FEDUSE dem Educationminister détailléiert Berechnunge virgueluecht an och eng ganz Rei Léisungsvirschléi ennerbreet. Och den deemolege Minister fir den öffentliche Déngscht krut den 30. Abrëll 2018 en ausféierlechen Argumentaire virgueluecht.

An deem Kader wollt ech folgend Froen un den Här Educationminister an den Här Minister fir den öffentliche Déngscht riichten:

- Sinn déi Häre Ministere sech deenen Ongläichgewichter bewusst?

- Gedenken d'Ministerei d'Carrière vun de Candidats-professeurs opzewarten? Wéi soll dese Opwärtung konkret ausgesinn?

- Wéi steet de Minister zu deenen anere Reclamatioune vun der FEDUSE? Op wéi engem Niveau hunn d'Ministerei wëlles nozebesseren?

Réponse commune (12.02.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique* :

An hirem Communiqué vum 4. Juli 2018 souwéi am Brëif, deen d'FEDUSE-Enseignement am Abrëll 2018 un de Minister fir d'Fonction publique adresséiert huet, mécht d'Associatioun op verschidden Ongläichheeten tëscht dem Verlaf vun der Carrière vum Schoulmeeschter am Grad E5 an dem Professor am Grad E7 souwéi tëscht dem Chargé d'enseignement am Grad E6, dem Professor am Grad E7 an dem Candidat-professeur opmierksam. D'FEDUSE beleet hir Aussoe mat Diagrammen, déi weisen, dass d'Carrière vum Chargé d'enseignement respektiv vum Schoulmeeschter déi vum Professor oder vum Candidat-professeur momenterweis dépasséiert oder bal identesch zu dese verleeft.

D'Servicer vum Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) konnten déi generesch Diagramme vun der FEDUSE net am Detail iwwerpräiwien, allerdéngs kann een op Basis vun dem Verlaf vu Carrière-typë Folgendes soen:

- aneschtens wéi vun der FEDUSE affirméiert, dépasséiert d'Carrière vum Schoulmeeschter am Grad E5 zu kengem Moment déi vum Professor;

- och läit d'Carrière vum Chargé d'enseignement net iwwert där vum Candidat-professeur;

- derbäi kënn, dass de Punktwäert vum Chargé d'enseignement während deenen éischten 20 Joer vun der Carrière 5,3 % méi niddreg ass wéi dee vum Professor, d'est huet also och en Impact op d'Masse salariale.

Allgemeng sinn zënter der Opwärtung vun der Carrière duerch d'Unerkennung vun den

Diplomer vum Schoulmeeschter 2009 an dem Reklassement vun de Chargés d'enseignement 2018 d'Énnerscheeder zu der Carrière vum Professor méi kleng ginn. Et ass och wichteg, ze ennersträchen, dass et sech beim Candidat-professeur em en temporäre Statut handelt, deen no der Redaktioun vum Travail de candidature sollt endegen, an net em eng Carrière, déi an der Gesetzgebung iwwert d'Gehälter vun de Staatsbeamte virgesinn ass.

Wat eng sougenannten „Regularisierung“ vum der Carrière vum Candidat-professeur“ betrëfft, sou sinn hei d'Candidats-professeurs sursitaires viséiert. Dobäi handelt et sech em Fonctionnaire, déi no hirer Nominatioun während 18 Méint eng Decharge vu fénnef Leçons/Woch kritt hunn, fir hiren Travail de candidature ze schreiwen, dese awer net ofginn hunn. Si hunn also fir déi Decharge keng Géigeleschtung bruecht.

Et steet hinnen natierlech fréi, dese Travail de candidature anzereechen an esou an d'Carrière vum Professor ze kommen.

Wat d'Revendicatioune vun der FEDUSE betrëfft, fir d'Situatioun vum Candidat-professeur ze verbessern, sou wëllt de Minister fir d'Fonction publique den Diskussioun mat deenen eenzelen Ennerorganisatioune vun der CGFP, déi am Kontext vum Avenant zum leschte Gehälteraccord virgesi sinn, net virgräifen.

Question 0157 (07.01.2019) de **M. André Bauler** (DP) concernant le service repas-sur-roues :

Au Luxembourg, les administrations communales assurent l'organisation ou la coordination du service repas-sur-roues. Il s'agit d'un service payant offert aux citoyens âgés afin de leur fournir, sous certaines conditions, un repas chaud à midi.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Mesdames les Ministres peuvent-elles préciser combien de communes offrent ce service à l'heure actuelle ? Dans quelles communes ce service ne serait-il pas proposé, le cas échéant, aux citoyens demandeurs ?

2) Mesdames les Ministres peuvent-elles présenter éventuellement des statistiques dans ce contexte en indiquant le nombre de citoyens par commune qui profitent du service repas-sur-roues et l'évolution de leur effectif durant les dernières années ? Dans la négative, pourquoi les communes ne seraient-elles pas obligées de fournir des données en la matière ?

3) Quelles sont les organisations qui assurent le plus souvent le service repas-sur-roues pour le compte des communes du pays et quelle est leur part de marché ?

4) Mesdames les Ministres sont-elles au courant des tarifs facturés couramment par les communes ? Dans quelle mesure ce service est-il subsidié par les communes ?

Réponse commune (07.02.2019) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

ad 1) Le service repas-sur-roues est actuellement offert par 52 gestionnaires dans 67 communes. Parmi ces gestionnaires figurent, entre autres, 39 administrations communales, 1 syndicat intercommunal et 1 office social.

Tableau : gestionnaires offrant le service repas-sur-roues

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) + 3) Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ne dispose pas de statistiques concernant l'activité repas-sur-roues, le nombre de citoyens adhérant à ces services étant très fluctuant en cours d'année. En l'absence de ces données, le Ministère n'est pas en mesure de se prononcer sur la part de marché des différents organismes gestionnaires actifs dans ce secteur.

L'agrément accordé par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région aux services repas-sur-roues est régi par la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique ; ce texte ne prévoit pas d'obligation pour les gestionnaires des services repas-sur-roues de fournir au Ministère des statistiques concernant leurs clients.

ad 4) La fixation des tarifs incombe aux gestionnaires et le Ministère de la Famille, de

l'Intégration et à la Grande Région n'intervient pas en la matière, étant donné que l'activité repas-sur-roues n'est ni conventionnée, ni subsidiée par le Ministère.

Finalement, et conformément à l'article 106, point 7 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, il revient au Ministère de l'Intérieur d'approuver les tarifs ainsi fixés.

Question 0158 (07.01.2019) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la directive-cadre sur l'eau :

La directive-cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000 (DCE) peut être considérée comme l'instrument central pour la protection des eaux au niveau européen. Depuis le 17 septembre 2018 et jusqu'au 4 mars 2019, elle est soumise à un « fitness check » par la Commission européenne afin de vérifier si une telle législation a encore sa raison d'être ou si elle nécessite une adaptation. La Commission européenne évaluera également les deux « directives filles », qui sont directement liées à la DCE, à savoir la directive sur les eaux souterraines et la directive sur les normes de qualité environnementale.

Dans ce cadre, une consultation du grand public est organisée, permettant à tous les citoyens d'exprimer leur point de vue et d'apporter leurs suggestions à la révision de la DCE.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Madame la Ministre partage-t-elle la crainte de certaines organisations environnementales que la DCE soit remise en question, entraînant potentiellement des effets néfastes pour le milieu aquatique ?

2) De quelle manière Madame la Ministre entend-elle s'engager afin que la DCE ne perde rien de son efficacité ?

3) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il serait opportun d'informer davantage les citoyens quant à leur possibilité de participer activement à la consultation publique ?

Réponse (05.02.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) En considérant que l'eau est une ressource indispensable à la vie humaine, végétale et animale, il convient d'emblée d'affirmer qu'il n'est pas envisageable de remettre en question une directive dont l'objectif est la protection de cette ressource.

La directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, communément appelée « directive-cadre sur l'eau (DCE) » a en effet comme objectif d'établir un cadre pour la protection des eaux intérieures de surface, des eaux de transition, des eaux côtières et des eaux souterraines. La directive entend ainsi entre autres prévenir toute dégradation supplémentaire des eaux, préserver et améliorer l'état des écosystèmes aquatiques, promouvoir une utilisation durable de l'eau, réduire le rejet et les émissions de substances dangereuses dans l'eau, réduire la pollution des eaux souterraines ainsi qu'atténuer les effets des inondations et des sécheresses.

Afin d'atteindre les objectifs environnementaux définis par la directive, à savoir l'atteinte du bon état écologique ou du bon potentiel écologique pour toutes les masses d'eau de surface ainsi que du bon état des eaux souterraines, les États membres doivent mettre en place des programmes de mesures. Ces programmes de mesures sont prévus dans le cadre des plans de gestion des districts hydrographiques, qui ont une durée de six ans. Le Luxembourg a transposé les obligations découlant de la directive-cadre sur l'eau par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Le premier cycle de gestion prévu par la directive-cadre sur l'eau comportait la période de 2009 à 2015. En cas de non-atteinte des objectifs endéans ce délai, la directive a prévu la possibilité de recourir à deux mises à jour du plan de gestion des districts hydrographiques, à savoir un deuxième plan de gestion pour les années 2015-2021 et un troisième plan pour les années 2021-2027.

Étant donné que les multiples pressions exercées à travers diverses activités sur les ressources en eau ne cessent de croître, il est à

craindre que les objectifs concernant le bon état de la directive-cadre sur l'eau ne puissent être atteints jusqu'en 2027 pour toutes les masses d'eau de surface et souterraine. À l'issue de ce délai, le fait qu'une masse d'eau n'a pas atteint le bon état pourrait être considéré comme infraction aux objectifs découlant de l'article 4 de la directive 2000/60/CE précitée.

La crainte de certaines organisations environnementales est que certains États membres adoptent une position de revoir à la baisse le niveau d'ambition des objectifs fixés par la directive-cadre sur l'eau suite à une éventuelle proposition de modification jugée nécessaire par la Commission européenne lors de son réexamen prévu pour 2019 conformément aux dispositions de l'article 19. Des objectifs moins ambitieux et donc plus faciles à réaliser permettraient, le cas échéant, d'éviter une procédure d'infraction pour non-respect des obligations découlant de la législation européenne. Dans ce contexte il y a lieu de confirmer qu'il est évident que le Luxembourg défendra une position ambitieuse au niveau du Conseil Environnement lors d'un éventuel réexamen de la directive-cadre sur l'eau proposé par la Commission et mettra tout en œuvre pour rejeter toute baisse d'objectifs lors de la révision.

ad 2) L'accord de coalition du Gouvernement stipule qu'« une position ambitieuse au niveau européen et international sera affichée en matière de politique de développement durable, de protection de l'environnement et de l'action climat et une implication élevée au niveau européen et international sera maintenue dans ce contexte ». Cette position ambitieuse sera bien évidemment maintenue dans le contexte d'une éventuelle révision de la directive-cadre sur l'eau.

Comme mentionné plus haut, la directive-cadre sur l'eau prévoit un réexamen par la Commission européenne du texte de la directive 2000/60/CE précitée au plus tard 19 ans après sa date d'entrée en vigueur, c'est-à-dire en 2019. En ligne avec les conclusions du Conseil sur la gestion durable de l'eau adoptées par le Conseil Environnement du 17 octobre 2016 le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable entend participer de manière active au processus de révision de la directive. Lors de ce processus de révision, il est évident qu'il y a lieu de tenir compte des nouvelles connaissances scientifiques et techniques acquises depuis l'entrée en vigueur de la directive-cadre sur l'eau en 2000, ainsi que des pressions et défis nouveaux impactant les ressources en eau, notamment le changement climatique, les microplastiques et les nanomatériaux. En prenant en compte ces nouvelles connaissances acquises depuis l'entrée en vigueur de la directive, quelques adaptations textuelles de la directive pourront être effectuées sans toutefois diminuer l'objectif d'atteinte du bon état écologique pour toutes les masses d'eau.

Il ne s'agit certainement pas d'affaiblir le niveau d'ambition de la directive, mais il convient au contraire de renforcer la directive-cadre sur l'eau pour que les mesures inscrites aux programmes de mesure des plans de gestion de districts hydrographiques puissent être mises en œuvre plus rapidement et plus efficacement par les États membres.

ad 3) L'implication et la participation des citoyens est une condition importante pour l'atteinte des objectifs fixés par la directive-cadre sur l'eau, comme c'est le cas pour toute la législation environnementale conformément aux dispositions de la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement. Ce constat figure notamment en préambule de la directive en affirmant que « le succès de la présente directive nécessite une collaboration étroite et une action cohérente de la communauté, des États membres et des autorités locales, et requiert également l'information, la consultation et la participation du public, y compris des utilisateurs ». C'est pour cette raison que l'article 14 de la directive-cadre sur l'eau définit la manière d'informer et de consulter le public.

Au Luxembourg, chaque étape de la consultation du public pour la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau est également prévue par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Qu'il s'agisse de l'élaboration des projets de carte des zones inondables, des cartes des risques d'inondations, des projets de plan de gestion des districts hydrographiques ou des projets de plan de gestion des risques d'inondation, les documents sont à chaque fois

portés à connaissance du public. Les documents sont publiés en ligne sur le site Internet de l'Administration de la gestion de l'eau et sont également consultables dans chaque maison communale. Toute personne peut ainsi participer activement en déposant des remarques, des suggestions ou des critiques aux projets.

Lors de la révision du plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse pour la période 2015-2021, deux réunions ont par ailleurs eu lieu à Roeser et à Marnach pour présenter les documents et discuter avec les citoyens et les acteurs concernés sur les mesures à mettre en place permettant d'atteindre les objectifs de la directive.

Il est à noter que chaque citoyen peut actuellement participer au « fitness check » de la directive-cadre sur l'eau et de la directive inondations (directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation). La consultation, qui a lieu du 17 septembre 2018 au 4 mars 2019, vise à recueillir autant de points de vue que possible sur la manière dont la directive-cadre sur l'eau et la directive inondations ont entraîné des changements dans la gestion durable de l'eau et des améliorations de l'état des masses d'eau. Chaque personne intéressée peut participer à cette consultation publique en remplissant le questionnaire en ligne sur le site de la Commission européenne suivant : https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/initiatives/ares-2017-5128184/public-consultation_fr.

Au niveau national, une consultation du public est actuellement en cours en vue de l'élaboration du troisième plan de gestion de district hydrographique. L'Administration de la gestion de l'eau vient d'élaborer un calendrier et programme de travail prévisionnel et a déterminé les questions importantes en matière de gestion de l'eau se posant pour les parties luxembourgeoises des districts hydrographiques internationaux du Rhin et de la Meuse. Dans le cadre de la procédure prévue à l'article 56 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, le public est sollicité de transmettre par voie écrite, jusqu'au 22 juin 2019, ses observations et remarques relatives à ce document au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. L'appel à participer à cette consultation du public a été publié sur le site de l'Administration de la gestion de l'eau, a été publié dans trois journaux quotidiens et a été relayé par voie de circulaire aux administrations communales. Plus d'informations sont consultables sur le site Internet de l'Administration de la gestion de l'eau : <https://eau.public.lu/actualites/2018/12---Decembre/BEWIRTSCHAFTUNGSP/plan/index.html>.

Question 0159 (08.01.2019) de M. Serge Wilmes (CSV) concernant les participations de l'État :

N'ayant pas obtenu des réponses à l'ensemble de mes questions, je me permets de réitérer ma question parlementaire n° 0069 en ce qui concerne la centralisation des participations de l'État dans une structure commune :

- Est-il prévu de regrouper l'ensemble des participations de l'État dans une structure commune ? À défaut, est-il prévu de regrouper au moins les participations de l'État dans des sociétés de droit privé dans une structure unique ?

- En plus du total des recettes et dividendes générés par les différentes participations de l'État, Monsieur le Ministre peut-il me fournir le détail de ces recettes et dividendes générés pour chacune de ces participations au cours des cinq dernières années (par an) ?

Réponse (06.02.2019) de M. Pierre Gramigna, Ministre des Finances :

Depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, le registre des participations de l'État est tenu de manière centralisée par la Trésorerie de l'État. Le programme gouvernemental n'envisage pas de regroupement, complet ou partiel, de ces participations dans une nouvelle « structure unique », comme le soulève l'honorable Député dans sa question. Le programme prévoit toutefois la création d'un comité de coordination des participations, fonctionnant sous l'égide du Ministère des Finances, qui sera chargé de faire une analyse du portefeuille des participations directes et indirectes de l'État et de présenter des propositions visant à améliorer encore la gestion de ce portefeuille et d'obtenir une vue plus informée sur ce portefeuille. Ce comité aura un rôle de support et de proposition, la responsabilité pour les participations individuelles restant au niveau des ministères de tutelle respectivement

compétents. En effet, le portefeuille des participations de l'État n'est pas un portefeuille spéculatif ou d'investissement visant la maximisation du rendement, mais reflète les choix politiques et orientations stratégiques à long terme de l'État.

Les recettes et dividendes générés par les participations de l'État au cours des six dernières années sont résumés dans le tableau suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 0160 (08.01.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant le service d'urgence du CHEM Niederkorn :

Vum 1. Januar 2019 un ass d'Urgence vum CHEM Nidderkuer tëscht 21.00 Auer a 7.00 Auer zou. Während deser Zäit iwwerhëlt de CHEM Esch/Uelzecht d'Noutfall. Laut dem Artikel 4 vum Spidolsgesetz vum 8. März 2018 ass de Service vun enger Urgence ee vun am Ganzen 19 « services de base », déi all Spidol der Patientin oder dem Patient muss kennen ubidden. Den Artikel 4 vum Spidolsgesetz präziséiert awer: « Un centre hospitalier peut être exploité sur un ou plusieurs sites. (...) Chaque centre hospitalier dispose au maximum de trois sites hospitaliers et participe au service d'urgence sur un seul de ses sites. » Ee Centre hospitalier géif der Patientin oder dem Patient deemno, vum 1. Januar 2019 un, just nach op engem vu sengen Sitten eng Urgence ubidden. De Koalitionsaccord 2018-2023 gesäit dergéint Folgendes vir: « Le fonctionnement des sites secondaires, situés en dehors des sites principaux des urgences hospitalières, sera maintenu (Wiltz, Niederkorn, Dudelange et Zithaklinik). »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Gesondheet dës Froe stellen:

- Här Minister Schneider, kéint Dir d'Diskrepanz tëscht dem aktuelle Spidolsgesetz an dem Koalitionsaccord am Detail explizéieren?

- Dem Koalitionsaccord no wäert d'Urgence vum CHEM Nidderkuer och an Zukunft kënnen bäibehale ginn. Här Minister, kénnt Dir dat confirméieren?

- Här Minister, d'Urgence am CHEM Nidderkuer heescht elo « Passage en policlinique non programmé ». Wat ännert sech doduerch a wat heescht dat fir d'Patientinnen an d'Patienten?

- D'Zäitweist Zoumaache vun der Urgence am CHEM Nidderkuer bedeit fir eng jett Patientinnen a Patienten aus dem Süden (i.e. Rodange) eng nennenswürdig Verschlechterung vun hirer Liewensqualität. Här Minister, wat sinn d'Grënn fir dës Fermeture?

- Fir d'Piratenpartei geet d'Wuel vun der Patientin a vum Patient vir, dofir, Här Minister, géif echlech froen, wéi eng Schrëtt Dir konkret wäert ënnerhuelen, fir de Biergerinnen a Bierger queesch duerch de Grand-Duché eng accessibel a qualitativ Gesondheetsversuergung unzëbidden? Här Minister, bedeite manner Völlzäit-Urgencen an de Spideeler net automatesch och méi laang Distanzen a soumat méi Zäitverloscht fir Patientinnen a Patienten an enger Noutsituatioun?

Question 0162 (08.01.2019) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant le service d'urgence du CHEM Niederkorn :

Am Kader vum neie Spidolspang ass de Service Urgence vum „Hôpital Princesse Marie-Astrid“ zu Nidderkuer vum 1. Januar 2019 u gestrach ginn, dat tëscht 21.00 Auer owes a 7.00 Auer moies. Am Kader vun engem Noutfall musse sech d'Patienten elo am „Centre hospitalier Emile Mayrisch“ zu Esch/Uelzecht behandele loosser. Laut engem Artikel am „Tageblatt“ vum 7. Januar 2019 kann déi virop betrafte Populatioun aus der Gemeng Déifferdeng déi nei Mesure net novollzéien. Gefaart gëtt, dat déi zum Deel stonnelaang Waardezäiten am Escher CHEM nach weider an d'Luucht ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Deelt den zoustänneg Minister d'Suerge vun deene betraffene Leit? Sinn zousätzlech Moossname geholl ginn, respektiv ass dat medezinnescht Urgence-Personal am CHEM opgestockt ginn?

2. Wat kréien d'Bierger aus der Gemeng Déifferdeng geroden, wëssend, dat fir si de Wee elo méi laang ass, fir sech an engem Noutfall am Spidol behandeln ze loosser? Gëtt d'Maison médicale vun Déifferdeng ausgebaut?

3. Wéi laang sinn déi duerchschnëttlech Waardezäiten an der Urgence vum CHEM während den Nuettsschichten?

Réponse (06.02.2019) de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé :

D'Spidolsgesetz vum 8. März 2018 (loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière) gesäit vir, dass ee Service d'urgence 24/24 Stonnen a 7 Deeg/7 op engem eenzege Site vun all Centre hospitalier funktionnéiert.

Den Artikel 10 vum selwechte Gesetz gesäit awer och vir, dass dese Service qualitativ héijen Normen entspreche muss, déi am groussherzogleche Règlement vum 25. Januar 2019 (règlement grand-ducal du 25 janvier 2019 déterminant les exigences et les normes auxquelles doivent répondre les services hospitaliers d'urgence des hôpitaux et le service hospitalier national d'urgence pédiatrique) festgehale solle ginn.

Dës Norme betreffen zum Beispill: d'Organisation vun dem Service d'urgence; d'Zuel vun den Dokteren, déi misse präsent sinn, a wéi eng Spezialisten dat müssen niest den Urgentist sinn, grad ewéi d'Infirmieren an d'Aide-soignants; oder och nach, wéi eng Equipementer de Service d'urgence muss hunn (IRM, Scanner), wéi d'Raimlechkeete misse sinn; et gëtt définiert, wéi eng Prozeduren ze respektéieren sinn a wéi eng Demarchen, wann de Patient opgeholl, transferéiert an nees entlooss gëtt; an déi verschidde spezifesch Filière bannent esou engem Service d'urgence (Erwuessener, Kanner, eeler Persounen, psychiatresch Fäll, Häerzschlag, Hireschlag etc.).

Fir dass d'Urgencen esou gutt wéi méiglech funktionnéieren, mussen awer och all déi aner wichteg akut Servicer an technesch Plateauen, déi no un den Urgencé stinn, garantiert sinn an um selwechte Site funktionnéieren (médecine interne, traumatologie, soins intensifs et anesthésie, ...). Dës ass och am neie Spidolsgesetz festgehale, an zwar am Sënn vun engem optimaler an effizienter Gesondheitsversuergung.

Wann e Patient also wéinst engem uerge gesondheetleche Problem (zum Beispill Häerzschlag, Hireschlag etc.) an d'Urgence muss, da soll hien do déi beschtméiglech Prise en charge kréien, an déi ka just op engem Plaz an all Centre hospitalier garantiert ginn.

D'Sitte vun dësen Urgencé sinn deemno:

- Zentrum:

CHL - Centre a Kannerklinik - CHL

HRS - Hôpital Kirchberg

- Süden:

CHEM - Esch

- Norden:

CHdN - Ettelbréck

Esou féiert och de SAMU e Patient direkt an d'Urgence op dës Sitte vun de Centres hospitaliers an net op en anere Site.

Et besteet och absolutt keng Diskrepanz tëscht dem Regierungsprogramm an dem Spidolsgesetz, am Géigendeel, en ass komplementar dozou.

Dem Koalitionsaccord no sollen déi Proximitéits-Sitten - niest Nidderkuer och Diddeleng, d'Zithaklinik an de Site vu Wolz - erhalte bleiwen, awer net méi als Service d'urgence funktionnéieren.

Niest de Services d'urgence, déi op den „Haapt“-Sitte vun de Spideeler funktionnéieren, bidden awer och nach ëmmer déi aner Peripheriques - a Proximitéits-Sitte vun de Centres hospitaliers (Zitha, Nidderkuer, Diddeleng a Wolz) dem Bierger eng net programméiert medezinnesch Versuergung dags-iwwer.

Op dës Sitte kann also all Patient weiderhin onugemellt dohigoen (an eng « Polyclinique des soins non programmés avec triage »), wann hien e gesondheetleche Problem huet, an dat vu 7.00 Auer moies bis 21.00 Auer owes, soudass d'Versuergung fir de Patient vu 7.00 Auer moies bis 21.00 Auer owes nach ëmmer déiselwecht ass op dese Sitte wéi déi am Joer 2018 an déi Jore virdrun.

Et ass awer och richtege, dass vun 21.00 Auer owes bis 7.00 Auer moies keen esou e Service méi an der Zitha, zu Nidderkuer, Diddeleng oder Wolz ugebuede gëtt.

Et sief ze bemerken, dass den Zougrëff vun de Bierger zu dese Sitten an der Nuecht wierklech marginal war.

Esou goufen zum Beispill am ganze Joer 2018 „just“ 77 Patientinnen am Zäitraum vun 21.00 Auer owes bis 7.00 Auer moies mat enger Ambulanz an d'Spidol vun Nidderkuer bruecht, woubäi net präziséiert ka ginn, fir wéi eng gesondheetlech Problemer.

CHdN Wiltz: 235, dovunner acht tëscht 21.00 Auer owes a 7.00 Auer moies.



CHEM Dudelange: 19, dovunner keen téschent 21.00 Auer owes a 7.00 Auer moies.

ZITHA: 173, dovunner aacht téschent 21.00 Auer owes a 7.00 Auer moies.

CHEM Niederkorn: 661, dovunner 77 téschent 21.00 Auer owes a 7.00 Auer moies.

Am Vergläch zu den iwwer 90.000 Urgencen, déi de CHEM d'Joer behandelt, ass dat kee bedeitende Prozentsaz.

Den Audit vun den Urgencen 2017 huet gewisen, dass d'Dauer téschent dem Triage an d'Fleeg téschent 40 an 90 Minutte fir all d'Spideeler ass.

De Gesondheitsministère huet keng Donnéeë vun der Waardezäit während den Nuetschichten an der Urgence vum CHEM.

Allgemeng ass et eng vu menge Prioritéiten, d'Accessibilitéit an d'Proximitéit vun der Gesondheitsversuergung fir all d'Patienten an all de Regione vum Land ze verbesseren. Dofir hunn ech schonn an de leschten an nach an den nächste Wochen a Méint Gespréicher an Entrevuë mat all de Partner virgesinn. Ech wëll ausserdeem och diskutieren, wéi eng Roll d'Akteuren aus dem Beräich vum Extrahospitalier dobäi spille kënnen, an dat, fir de Patienten och an Zukunft eng séier a qualitativ héichwärtig Prise en charge ze garantieren.

Question 0161 (08.01.2019) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **Corps grand-ducal d'incendie et de secours** :

Depuis l'été 2018, un certain nombre de commandants/commandants-adjoints de corps de sapeurs-pompiers ont cessé leurs fonctions, soit qu'ils n'ont pas été reconduits dans leur tâche, soit qu'ils ont démissionné de leur poste. Je viens également d'apprendre que plusieurs sapeurs-pompiers volontaires se sont retirés de leurs responsabilités.

Suite à la réponse du 2 Janvier 2019 à la question parlementaire n° 0061 concernant le CGDIS, j'aimerais demander les précisions supplémentaires suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Madame la Ministre de l'Intérieur peut-elle préciser combien de commandants/commandants-adjoints ont cessé leur fonction depuis le 1^{er} juillet 2018?

- Comment l'effectif des membres volontaires des corps des sapeurs-pompiers a-t-il évolué dans les différentes communes depuis cette date ?

- Madame la Ministre peut-elle présenter de manière succincte les différentes catégories de personnel du CGDIS et leurs effectifs respectifs à l'heure actuelle ?

- Quelles sont les raisons principales qui motivent le plus souvent la décision de membres volontaires des corps des sapeurs-pompiers de se retirer de leur poste? Les départs de personnels ont-ils pu être compensés par l'arrivée de nouveaux membres ?

Réponse (08.02.2019) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

La loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours, ci-après « la loi », est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2018. Depuis, neuf pompiers volontaires ont cessé leur fonction en tant que chef de centre et dix pompiers volontaires en tant que chef de centre adjoint. Pour y remédier, dans la plupart des cas, des pompiers volontaires remplaçants ont été nommés par le conseil d'administration du CGDIS pour prendre le relais, les autres cas font l'objet de remplacements intérimaires, effectués par un chef de centre adjoint, en attendant la nomination d'un nouveau chef de centre.

Il est important de souligner que 16 des 19 pompiers volontaires, qui ont cessé leurs fonctions en tant que chef de centre ou chef de centre adjoint, ont été affectés au sein du CGDIS à d'autres missions ou emplois. Ainsi, ils continuent à poursuivre leur engagement volontaire au sein du CGDIS.

Le règlement grand-ducal du 15 juin 2018 relatif aux pompiers volontaires du Corps grand-ducal d'incendie et de secours distingue trois catégories de pompiers volontaires : les pompiers volontaires stagiaires, les pompiers volontaires opérationnels et les pompiers volontaires de support. Cependant, les jeunes pompiers et les vétérans font également partie du CGDIS.

Le pompier volontaire opérationnel est celui qui remplit toutes les conditions pour tenir un emploi opérationnel au sein du CGDIS et qui participe activement aux interventions.

Les pompiers volontaires de support sont ceux qui ne remplissent pas ou plus les conditions d'engagement du pompier volontaire opérationnel et qui peuvent être affectés à des tâches autres que des interventions effectuées par leurs unités.

En ce qui concerne les jeunes pompiers, il s'agit des mineurs âgés de six à 17 ans révolus qui sont initiés aux activités liées aux missions du CGDIS.

Pour pouvoir accéder au statut de vétéran, le pompier volontaire doit être âgé d'au moins 45 ans et avoir effectué au moins 15 ans de service comme pompier volontaire opérationnel ou pompier volontaire de support. À l'heure actuelle, la base de données du CGDIS compte 6.272 pompiers volontaires, dont 1.142 jeunes pompiers et 935 vétérans. 4.195 pompiers volontaires sont nommés à un emploi opérationnel.

À ce jour, aucune nomination pour la catégorie de pompier volontaire de support n'a eu lieu. En effet, pour pouvoir y procéder, il est important dans un premier temps de définir les différentes missions de support nécessaires pour le bon fonctionnement des unités du CGDIS. De ce fait, les premières nominations ne pourront avoir lieu que lors d'une des prochaines séances du conseil d'administration du CGDIS.

Cependant, depuis le 1^{er} juillet 2018, nous comptons 33 personnes qui ont bénéficié d'une nomination en tant que pompier volontaire stagiaire, 132 dossiers d'adhésion sont en cours d'évaluation, 95 dossiers d'adhésion de jeunes pompiers sont en procédure et 20 jeunes pompiers, âgés de 16 ans au moins, ont reçu une nomination en tant que pompier volontaire stagiaire. Le conseil d'administration a été informé de 40 demandes de démissions de pompiers volontaires et acté neuf cessations d'activités pour cause de décès.

On peut conclure que depuis le 1^{er} juillet 2018, 313 personnes ont respectivement adhéré ou veulent adhérer en tant que pompier volontaire au CGDIS, tandis que 49 personnes ont décidé de quitter le CGDIS.

Les raisons pour leur choix de départ sont diverses, parmi lesquelles le manque de temps, l'intérêt en baisse pour les activités de secours ou encore un manque d'identification avec la nouvelle organisation des services de secours. Le CGDIS a mis en place un certain nombre de mesures afin de motiver les pompiers volontaires à continuer et surtout à maintenir leur engagement.

Ainsi, en présence d'une démission sans motifs, le Département des pompiers volontaires au sein du CGDIS prend le soin de contacter tout chef de centre, chef de centre adjoint, chef de groupe ou encore chef de groupe adjoint, pour comprendre au mieux les raisons du départ.

Question 0163 (08.01.2019) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'échange automatique d'informations en matière fiscale :

Vers la mi-décembre 2018, la Commission européenne a présenté un aperçu et une évaluation des statistiques et informations relatives aux échanges automatiques dans le domaine de la fiscalité directe. Il ressort de ce rapport que, sans grande surprise, le Luxembourg figure parmi les principaux expéditeurs d'informations au titre des directives appelées communément DCA1 et DCA2. Même si le nombre d'informations et le volume des données financières transmises s'avèrent élevés, la Commission européenne indique qu'il est difficile de quantifier les avantages de l'échange automatique d'informations en termes de recettes fiscales supplémentaires.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir de plus amples renseignements concernant les informations transmises par les autres États membres aux autorités fiscales luxembourgeoises au titre de la DCA1 et plus particulièrement :

- le nombre de contribuables concernés (par année fiscale),

- la valeur des revenus concernés (par catégorie de revenus et par année fiscale) ?

- Combien d'impôts ont pu être recouverts sur base des informations ainsi reçues ? Qu'en est-il des impôts recouverts sur base des informations recueillies au titre de la DCA2 ?

Réponse (11.02.2019) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances* :

Dans le cadre de la directive relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal (DAC1) les États membres doivent échanger de

manière systématique des informations au sujet de personnes résidant dans un autre État membre et se rapportant aux périodes impossibles à partir du 1^{er} janvier 2014. Les autorités compétentes des États membres ne sont pourtant tenues d'échanger des informations que pour les catégories de revenus ou de capital pour lesquelles elles disposent d'informations.

Pour ce qui est de la DAC1 le nombre de rapports reçus par le Luxembourg par année fiscale s'élevé à :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il convient de préciser qu'un rapport peut contenir une information qui concerne une ou plusieurs personnes résidentes et qu'inversement une personne résidente peut figurer dans plusieurs rapports reçus d'un même État membre ou de divers États membres.

Les informations DAC1 sont échangées au plus tard six mois après la fin de l'exercice fiscal au cours duquel les informations sont devenues disponibles. Pour cette raison une partie des rapports concernant l'année fiscale 2017 ne sera échangée qu'au courant de l'année 2019.

Une estimation approximative de la valeur des revenus concernés au titre de la DAC1 ne pourra être fournie seulement après l'utilisation des informations par les bureaux d'imposition compétents dans le cadre de la procédure d'imposition.

En effet, la définition par catégorie d'informations peut varier en fonction de la législation fiscale nationale d'un État membre à un autre. À titre d'exemple, les valeurs communiquées en relation avec les revenus de pension contiennent soit des valeurs brutes, soit des valeurs nettes d'impôt à la source, ou soit encore les seules valeurs d'impôt retenu à la source (indiquées en tant que montants négatifs).

L'Administration des contributions directes ne pourra quantifier un potentiel gain d'impôts dans le cadre des échanges DAC1 et DAC2 (échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale) qu'après le traitement de ces informations par les bureaux d'imposition dans le cadre de la procédure d'imposition.

Question 0166 (09.01.2019) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'état du pont de contournement de la B7 entre Schieren et Erpeldange-sur-Sûre :

Des citoyens avertis ont attiré mon attention sur une éventuelle dégradation du béton armé du pont de contournement de la route B7 entre Schieren et Erpeldange-sur-Sûre. Des réfections ponctuelles auraient déjà été effectuées. Cependant, le risque d'une détérioration future du béton ne serait pas à exclure.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer une éventuelle dégradation de l'état du pont de la B7, en particulier aux environs du cimetière d'Ettelbruck ?

- Dans l'affirmative, quelles ont été les mesures entreprises entre-temps afin de pallier ce problème ?

- Monsieur le Ministre peut-il informer, le cas échéant, sur les contrôles techniques qui seraient ou auraient déjà été réalisés dans ce contexte ?

- Un assainissement complet du pont en question sera-t-il mis en œuvre lors du réaménagement prévu de la B7 entre Colmar-Berg et Fridhaff ?

Réponse (14.02.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Je confirme que l'ouvrage OA1113 - Viaduc Ditzgesbaach portant la B7 connaît quelques dégradations d'ordre surfacique sur les piles de l'ouvrage, situées à proximité du cimetière d'Ettelbruck.

Afin d'éviter tout risque lié à ces dégradations surfaciques, une campagne de maintenance a été entreprise afin de sécuriser les éléments de pont évoqués et un balisage a été mis en place au pied des piles.

Le pont OA1113 - Viaduc Ditzgesbaach a été soumis d'une part à une surveillance périodique réalisée par les agents spécialisés de la Division des ouvrages d'art (DOA) de l'Administration des ponts et chaussées et d'autre part à des travaux ponctuels de maintenance. De plus, des travaux de réhabilitation ont été

entrepris dans le passé, notamment au niveau du tablier par la réhabilitation du système d'étanchéité. En outre, le pont en question fait partie des ouvrages dont une réhabilitation partielle est prévue dans le cadre de la première phase du prochain contrat d'entretien des ouvrages d'art qui couvre la période de 2019 à 2020.

Le pont OA1113 - Viaduc Ditzgesbaach se situe sur la B7 au nord de l'échangeur d'Ettelbruck ; le projet de dédoublement de la B7 s'étend du tronçon situé entre l'échangeur Schieren au sud de la localité de Schieren et l'échangeur Ettelbruck. Dès lors, le pont ne fait pas partie du projet de dédoublement et un assainissement dans le cadre de ce projet n'est a priori pas prévu.

Question 0167 (09.01.2019) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les **nanoparticules** :

Des nanoparticules sont fréquemment utilisées dans des produits alimentaires et pharmaceutiques ainsi que dans des cosmétiques via certains additifs. Plusieurs études, dont une du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), ont classé le dioxyde de titane comme pouvant être cancérigène pour l'homme. Une discussion est actuellement menée en France afin de suspendre le dioxyde de titane nommé E171, utilisé comme blanchissant ou opacifiant.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs et à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Est-ce qu'il y a suffisamment d'éléments scientifiques pour suspendre le dioxyde de titane dans l'alimentation ?

- Dans l'affirmative, est-il judicieux de suspendre l'additif E171 au Luxembourg ?

- Sous quelle forme le Gouvernement entend-il réduire la présence de nanoparticules dans les produits alimentaires et pharmaceutiques ainsi que dans des cosmétiques ?

- Est-ce qu'il n'y a pas lieu de lancer une vaste campagne de sensibilisation afin d'informer davantage les consommateurs sur les risques des produits contenant des nanoparticules ?

Réponse commune (08.02.2019) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Protection des consommateurs*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

Le dioxyde de titane est un composé minéral utilisé comme colorant dans de très nombreux médicaments. Il y figure comme excipient et n'exerce donc aucun effet thérapeutique. À l'inverse de certains excipients, il ne présente pas d'effets notoires nécessitant des précautions d'emploi pour certains patients.

Il n'est pas rare que les médicaments fassent l'objet d'une coloration particulière, notamment pour assurer une meilleure identification ou pour des raisons esthétiques. Certains médicaments contiennent délibérément un colorant caractéristique pour, par exemple, indiquer et éviter un usage du médicament à des fins criminelles ou délictuelles (p. ex. mésusage illicite comme « date rape drug » ou soumission chimique).

Le contrôle des médicaments est régi par les principes de l'innocuité, de la qualité et de l'efficacité des médicaments. Les colorants utilisés lors de la fabrication des médicaments sont essentiellement les mêmes que ceux utilisés dans le domaine alimentaire (codes E). La monographie pharmaceutique du dioxyde de titane figure à la Pharmacopée européenne (recueil de référence des matières premières autorisées pour la fabrication des médicaments). L'utilisation de ce colorant dans un médicament doit donc être conforme aux critères de qualité édictés par la Pharmacopée européenne en vigueur et mentionné sur l'emballage.

L'évaluation du rapport bénéfice/risque omniprésente dans le cycle de vie du médicament justifie sa mise sur le marché. D'après les données scientifiques dont on dispose à l'heure actuelle, la présence du dioxyde de titane ne semble pas affecter ce rapport. Dans ce contexte, il est également conseillé aux patients de ne pas interrompre leurs traitements dans le cas où leur médicament contiendrait ce composé.

À ce jour, l'Agence européenne des médicaments (EMA), autorité européenne en matière



de mise sur le marché des médicaments, ainsi que la Direction européenne de la qualité des médicaments et des soins de santé (EDQM) n'ont pas émis de recommandations particulières quant à la présence de ce colorant dans les médicaments.

Au vu des éléments qui précèdent, le Gouvernement n'envisage à ce stade ni de suspendre l'additif E171 au Luxembourg, ni de réduire la présence de nanoparticules dans les produits alimentaires et pharmaceutiques ainsi que dans les produits cosmétiques. Par conséquent, il n'est pas non plus prévu d'entreprendre une campagne de sensibilisation à l'égard des consommateurs au sujet des nanoparticules.



Question 0168 (09.01.2019) de **M. Dan Biancalana** (LSAP) concernant le **casier judiciaire** :

Le casier judiciaire est souvent perçu et vécu par les personnes condamnées comme une peine accessoire voire comme une double peine. Il constitue ainsi un obstacle à la réinsertion d'une personne condamnée voire augmente le risque de récidive. Il stigmatise. En ce sens, il diffuse une identité négative de la personne. Le refus d'un travail et d'un logement en sont la conséquence.

Le caractère infamant du casier judiciaire subsiste, même si la dette envers la société a été payée. Le casier judiciaire est donc résolument orienté vers le passé judiciaire. Il s'articule entre mémoire et l'effacement de celle-ci, pouvant donner conséquemment des perspectives de réinsertion.

Pour ce faire, il existe dans le Code d'instruction criminelle la réhabilitation de droit et la réhabilitation judiciaire. Alors que la première est acquise automatiquement et donc de plein droit selon certains délais et conditions, la deuxième ne peut être demandée que par le condamné lui-même. La procédure prévoit ici des délais plus courts et le procureur d'État s'entoure de tous les renseignements utiles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Au cours des cinq dernières années, combien de réhabilitations de droit ont été acquises ? Quelles en furent les condamnations concernées (crimes, délits, qualification des condamnations) ? Combien en furent refusées et pour quelle raison ? Y a-t-il eu des recours en cassation ?

- Au cours des cinq dernières années, combien de réhabilitations judiciaires ont été demandées ? Combien en ont été acquises ? Combien en ont été refusées et pour quelle raison ? Y a-t-il eu des recours en cassation ?

- Combien de personnes condamnées se trouvaient en état de récidive légitime ?

- Quels furent les arguments majeurs avancés par les demandeurs pour obtenir une réhabilitation judiciaire ? Les instances judiciaires s'entourent-elles d'autres éléments que ceux prévus par la loi ? Dans l'affirmative, lesquels ?

- Au vu du nombre de demandes formulées, Monsieur le Ministre estime-t-il que la réhabilitation judiciaire soit sous-utilisée ? Dans l'affirmative, quels sont les moyens pour la rendre plus accessible ?

La Constitution prévoit en son article 38 que le Grand-Duc a le droit de remettre ou de réduire les peines prononcées par les juges. Une telle réduction, si elle est accordée, a un impact sur les délais de la réhabilitation de droit et de la réhabilitation judiciaire. Dans le chef de la personne condamnée, la grâce est donc une faveur. Elle se mérite.

- Au cours des cinq dernières années, combien de grâces ont été demandées ? Combien en ont été accordées ? Combien en ont été refusées ?

- Quelles furent les motivations énoncées pour obtenir une grâce ?

- Sur quels types de condamnations reposaient les demandes ?

- Quels sont les éléments pris en considération pour accorder une grâce ?

- Quelle est la répartition au niveau des demandeurs selon leur statut de condamné : détenu ou non détenu (évoluant dans le cadre d'une peine ou mesure alternative) ?

Réponse (12.02.2019) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice* :

Les questions de l'honorable Député se rapportent d'une part aux réhabilitations (point I) et d'autre part aux grâces (point II).

I) La réhabilitation :

1) Les réhabilitations de droit :

Dans les années 2014 à 2018, 44.959 réhabilitations de droit ont été effectuées au niveau du casier judiciaire :

2014 : 10.606

2015 : 9.782

2016 : 10.088

2017 : 7.650

2018 : 6.818

De ces réhabilitations, 49 concernent des condamnations à des peines criminelles, 15.794 concernent des condamnations à des peines correctionnelles et 39.707 concernent des condamnations à des peines de police.

Aucune réhabilitation de droit n'a été refusée, étant donné qu'il s'agit de réhabilitations qui sont effectuées d'office au moment où les délais d'épreuve prévus à l'article 646 du Code de procédure pénale sont écoulés. L'application informatique du casier judiciaire calcule ces délais de manière automatisée et ces réhabilitations de droit sont alors effectuées sans aucune intervention de la personne condamnée.

2) Les réhabilitations judiciaires :

Dans les années 2014 à 2018, la chambre du conseil de la Cour d'appel a été saisie de 246 demandes en réhabilitation judiciaire, dont 175 ont été accordées :

2014 : 38 demandes (24 réhabilitations judiciaires accordées)

2015 : 66 demandes (38 réhabilitations judiciaires accordées)

2016 : 51 demandes (40 réhabilitations judiciaires accordées)

2017 : 62 demandes (49 réhabilitations judiciaires accordées)

2018 : 29 demandes (24 réhabilitations judiciaires accordées)

Entre 2014 à 2018, 17 requérants se sont désistés de leur demande après avoir reçu les avis du procureur d'État et du procureur général d'État examinant toutes les conditions prévues aux articles 648 à 654 du Code de procédure pénale et concluant à l'irrecevabilité de la demande ou au non-fondé de la demande (le plus souvent au motif que les délais d'épreuve n'étaient pas encore expirés).

Au total, 53 demandes ont été déclarées irrecevables ou non fondées, le plus souvent pour non-expiration des délais d'épreuve, ou encore parce que la partie civile n'avait pas encore été indemnisée ou parce que les amendes et frais de justice n'avaient pas été payés.

Entre 2014 et 2018, aucun pourvoi en cassation n'a été interjeté contre un arrêt de la chambre du conseil rendu en matière de réhabilitation.

3) La récidive légitime :

Le cas échéant, les décisions de condamnation contiennent des indications relatives à la récidive légitime dans leur motivation, étant donné que la récidive légitime a une incidence sur le taux de la peine encourue. De telles indications ne figurent toutefois pas dans le dispositif de la décision, de sorte que ces indications ne sont pas systématiquement répertoriées au casier judiciaire et qu'il n'existe pas de statistiques à ce sujet.

4) La motivation des demandes en réhabilitation judiciaire et les éléments pris en compte par la chambre du conseil de la Cour :

Une très grande majorité de demandes en réhabilitation judiciaire sont motivées par le souhait d'obtenir un casier vierge qui faciliterait la recherche d'un travail ou permettrait de postuler pour un emploi où un casier vierge est requis. Parfois d'autres motifs sont invoqués : obtenir un permis de chasse/port d'arme, ou des raisons personnelles.

Les avis du procureur d'État et du procureur général d'État examinent si toutes les conditions prévues aux articles 648 à 654 du Code de procédure pénale sont remplies, notamment :

- expiration des délais d'épreuve (qui varient selon la nature de la peine prononcée et selon que la peine a été subie ou est éteinte par prescription, ou que la peine était assortie d'un sursis, ...);

- paiement des amendes et frais de justice ;

- indemnisation des parties civiles (sauf dispense accordée en raison de l'indigence du

requérant ou pour toute autre cause non imputable au requérant).

Il est également vérifié si le requérant fait l'objet de nouvelles affaires pénales en cours et une enquête est effectuée par un commissariat de police proche du domicile du requérant pour renseigner les instances judiciaires sur sa situation personnelle (famille ? logement ? travail ? connu des autorités de police ? situation financière ? problèmes de santé graves/handicap ? ...). Le cas échéant, ces éléments sont pris en considération pour accorder ou refuser une dispense d'indemniser préalablement la partie civile.

5) L'accès à la réhabilitation judiciaire :

Tout condamné peut demander une réhabilitation judiciaire en adressant une requête (sous forme de lettre simple, sans l'assistance d'un avocat) au procureur d'État de l'arrondissement dans lequel il réside, en y joignant les certificats de résidence justifiant des lieux où il a résidé depuis la (dernière) condamnation.

Le Parquet général a, au cours des dernières années, proposé des conférences et des formations, notamment au Service central d'assistance centrale ou à l'Administration de l'emploi, afin d'informer les collaborateurs de ces services sur la possibilité de demander une réhabilitation judiciaire afin qu'ils puissent conseiller les personnes qui sont en contact avec eux et, le cas échéant, les inciter à présenter une demande en réhabilitation.

Ceci étant, je tiens à vous rappeler que suite à la réforme du casier judiciaire intervenue par le projet de loi n° 6820 déposé en date du 19 mai 2015, toute une panoplie de nouveautés a été introduite dans la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire.

Dans le cadre de l'ancien régime applicable en la matière, le bulletin n° 2 renseignait quasiment sur toutes les condamnations applicables à la même personne physique ou morale. Dans une multitude d'hypothèses, ce fait portait préjudice à la personne devant produire un tel extrait de son casier judiciaire.

D'ailleurs, en raison du fait que le bulletin n° 2 disposait d'un contenu manifestement plus vaste que les extraits de casier de nos pays voisins, un demandeur d'emploi luxembourgeois se retrouvait dans une situation moins favorable qu'un demandeur d'emploi français, belge ou allemand avec les mêmes antécédents judiciaires.

L'introduction de cinq formes de bulletins foncièrement différents des deux bulletins existant auparavant et la ventilation subséquente des inscriptions dans les différents bulletins en fonction de leur finalité a permis de restreindre les inscriptions figurant aux bulletins n° 2 à n° 5, et ce afin de ne pas défavoriser les demandeurs d'emplois luxembourgeois face aux demandeurs d'emplois des pays limitrophes. Dès lors, ne sont inscrites que des condamnations du chef de crimes et de délits, et non plus, sauf en cas de connexité avec un crime ou un délit, les contraventions.

De plus, le régime d'inscription des interdictions de conduire a été largement modifié avec l'introduction du bulletin n° 4, qui regroupe outre les inscriptions reprises au bulletin n° 3, les interdictions de conduire. La réforme a eu pour conséquence que ces inscriptions sont retirées du bulletin n° 4 après un délai de trois ans qui court à partir de la fin de l'exécution de l'interdiction de conduire.

La réforme de 2015 a également introduit le fait que, dans le cadre du recrutement du personnel, un employeur potentiel peut uniquement demander du candidat de lui remettre un bulletin n° 3 lorsqu'il formule une demande écrite et spécialement motivée par rapport aux besoins du poste. La remise d'un bulletin n° 4 est requise lorsque la détention d'un permis de conduire valable constitue une condition indispensable pour l'exercice de l'activité professionnelle du salarié et lorsque cette exigence est prévue dans le contrat de travail.

D'ailleurs, la réforme a instauré le principe qu'un bulletin du casier judiciaire délivré à un employeur public ou privé en vue de la conclusion d'un contrat d'emploi ne peut pas être conservé au-delà d'un délai d'un mois à partir de la conclusion du contrat de travail. Si la personne concernée n'est pas engagée, l'extrait du casier doit être détruit sans délai par l'employeur.

En outre, par l'introduction d'un bulletin n° 5 établissant le relevé de toutes condamnations pour des faits commis à l'égard d'un mineur ou impliquant un mineur, la réforme de 2015 a précisé les hypothèses dans lesquelles la délivrance d'un tel bulletin est indispensable.

Ainsi, un tel bulletin n° 5 est délivré aux personnes physiques ou morales cherchant à recruter une personne pour des activités professionnelles ou bénévoles impliquant des

contacts réguliers avec des mineurs afin de vérifier si cette dernière a fait l'objet de condamnations pour des faits commis à l'égard de mineurs ainsi qu'aux autorités communales pour l'examen des demandes d'emploi dans le domaine de l'enseignement ou dans un foyer scolaire géré par la commune, à condition que la personne concernée ait donné son accord de manière écrite ou électronique afin que le bulletin n° 5 soit délivré directement à l'administration.

Force est de constater qu'une telle répartition en cinq formes de bulletins a permis de contrer le caractère infamant dont disposait le casier judiciaire avant la réforme de 2015, et ce par une ventilation des inscriptions dans les différents bulletins en fonction de leur finalité.

II) Le recours en grâce :

1) Le recours en grâce en chiffres :

Entre 2014 et 2018, la commission de grâce a émis 1.612 avis sur des recours en grâce. 848 demandes ont été rejetées. Dans 764 dossiers, une remise de peine a été accordée.

2) Les motifs invoqués :

Étant donné que l'écrasante majorité des demandes concernait des condamnations à des interdictions de conduire, les requérants ont précisé les motifs pour lesquels ils avaient impérativement besoin de leur permis de conduire (trajet domicile-lieu de travail et trajets effectués dans l'intérêt de l'employeur, besoins familiaux, visites médicales, ...).

Ceux qui avaient été condamnés à des peines d'emprisonnement ont essentiellement invoqué leur bonne conduite ou leur état de santé, tandis que ceux qui devaient encore payer des amendes ont essentiellement fait état de problèmes financiers.

3) Les types de condamnations concernés :

1.375 recours concernaient des condamnations à des interdictions de conduire,

132 recours concernaient des condamnations à des peines d'emprisonnement,

49 condamnations à des amendes,

15 confiscations et

41 autres condamnations (travaux d'intérêt général, interdiction de cabaretage, interdiction de certains droits sur base de l'article 11 du Code pénal, etc.)

4) Éléments pris en considération :

En ce qui concerne les interdictions de conduire, la Commission de grâce accorde presque automatiquement une remise aux conditions assorties au sursis si le requérant a perdu le bénéfice du sursis suite à une condamnation subséquente assortie du sursis ou d'une exception pour les trajets professionnels. Elle vérifie si le requérant verse des pièces établissant le besoin caractérisé invoqué, et elle émet un avis défavorable si le requérant s'est laissé condamner par défaut ou n'a exercé aucune voie de recours.

De manière générale, la Commission de grâce ne se voit guère comme quatrième instance appelée à réformer des décisions définitives.

Ainsi, en ce qui concerne les peines d'emprisonnement, une seule remise a été accordée en 2014, entre autres, sur base de l'état de santé et de l'excellente conduite du requérant. Dans quatre dossiers, des peines d'amende ont été remises partiellement au vu des efforts entrepris pour payer déjà une bonne partie du montant dû et compte tenu des difficultés financières sérieuses des intéressés.

5) Le statut du condamné :

Entre 2014 et 2018, seulement 132 recours concernaient des peines d'emprisonnement, dont environ trois quarts concernaient des peines en cours d'exécution et un quart concernait des peines restant à exécuter.

Les recours concernant des mesures alternatives (p. ex. travaux d'intérêt général) sont extrêmement rares.



Question 0169 (09.01.2019) de **Mme Joëlle Elvinger** et **M. Guy Arendt** (DP) concernant **l'interdiction de circuler sur le CR125 et CR126 entre Walferdange et le lieu-dit « Stafelter » :**

Le 12 octobre 2018 le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a interdit par règlement ministériel l'accès aux conducteurs de véhicules et d'animaux dans les deux sens, à l'exception des riverains et fournisseurs sur le CR125 et CR126 entre Walferdange et le lieu-dit « Stafelter ». Le motif de cette fermeture était de garantir la sécurité près du passage à niveau PN17 lors des travaux de



suppression de celui-ci. Pour les personnes qui aimeraient se rendre à Walferdange depuis l'est ou l'inverse, une déviation a été mise en place via Dommeldange.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que la fermeture du Stafelter a été la seule option pour améliorer la sécurité au niveau du passage à niveau ou est-ce que d'autres mesures ont été envisagées (p. ex. la mise en place de feux provisoires) ?

2) Pour quelle raison le tronçon relayant le Stafelter et le quartier est de Helmsange a-t-il également été interdit à la circulation sachant que les véhicules concernés ne traversent pas les rails ? N'aurait-il pas suffi d'interdire seulement la traversée du passage à niveau ?

3) Est-il commun de fermer un CR fréquenté par plus de 6.000 véhicules par jour (entre le PN17 et la sortie de Helmsange vers Stafelter) sur lequel aucuns travaux ne sont effectués ?

4) Quelle est la répercussion du trafic sur la route de Luxembourg à Bereldange, la route de Diekirch à Walferdange et la rue de Beggen à Luxembourg-Beggen suite à la fermeture de la montée du Stafelter ? Combien de véhicules utilisaient en moyenne cet axe avant la fermeture du Stafelter et combien de véhicules le fréquentent après cette fermeture ? Sur quelles autres routes le trafic s'est-il délocalisé ?

5) Suite à l'augmentation du trafic sur la route de Luxembourg et la rue de Beggen, est-ce que les points de mesure de la qualité de l'air sur ces tronçons ont enregistré une dégradation de celle-ci depuis la fermeture du Stafelter ?

6) Vu le nombre croissant de véhicules qui traversent le PN13 près de la gare de Dommeldange suite à la fermeture du Stafelter, est-ce que des situations dangereuses ont pu être constatées à ce passage à niveau ?

7) Est-ce que la fermeture du Stafelter se limite à la phase 2 du chantier ou est-ce qu'elle restera également en vigueur lors des phases ultérieures des travaux ? Pour quand la réouverture du Stafelter à la circulation est-elle prévue ?

Réponse (12.02.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Lors de la première phase du chantier de la suppression du passage à niveau n° 17 (PN17), il est apparu que le passage à niveau présentait un risque d'accident surtout en cas de trafic routier plus intense. Plusieurs mesures de sécurité supplémentaires ont alors été aménagées à la hauteur du passage à niveau par les autorités communales, par l'Administration des ponts et chaussées et par la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois. Malheureusement, ces mesures n'ont eu que peu d'effets positifs.

Lors d'une évaluation au sujet du niveau de sécurité de la phase 2 du chantier du PN17 à la hauteur du passage à niveau, il s'est avéré que la fermeture de la rue de Dommeldange risque de provoquer des embouteillages dans la rue de la gare s'étendant régulièrement jusqu'au passage à niveau. Les bouchons se produisant jusqu'à la hauteur du passage à niveau augmentent substantiellement le risque d'accident lors du passage d'un train. En plus, les raccourcis empruntés par un grand nombre d'automobilistes constituent un réel danger pour les piétons et les enfants sur leur chemin d'école.

L'option d'une mise en place de feux tricolores a été écartée, à cause de l'interférence avec les fermetures fréquentes des barrières du passage à niveau.

Finalement, l'interdiction de l'accès aux conducteurs de véhicules, à l'exception des riverains et fournisseurs (signal C, 2), sur les chemins repris en question était la seule option.

En considérant que les riverains et fournisseurs peuvent y accéder, la longueur du tronçon à laquelle s'applique l'interdiction d'accès a été choisie afin d'éviter le déplacement du trafic motorisé vers les rues résidentielles et les ruelles traversant Helmsange et de minimiser ainsi les nuisances pour les habitants du quartier est de Helmsange.

Le cas échéant, l'interdiction d'accès à un chemin repris est indispensable afin de garantir la sécurité des usagers de la route.

L'Administration des ponts et chaussées procède à un comptage permanent et automatique du trafic routier sur le réseau étatique par le moyen de compteurs installés à travers tout le Grand-Duché. Le poste de comptage le plus proche de la zone affectée est celui sur la route nationale N7 à Eich (compteur 394). Par rapport à l'année

2017, les résultats de ces comptages montrent pour l'année 2018 une hausse du trafic journalier moyen pendant les jours ouvrables (TJMO) de 8 % pour le mois d'octobre et de 6 % pour le mois de novembre. Par contre, pour le mois de décembre 2018, le TJMO a baissé de 2 % par rapport à décembre 2017. En moyenne, le TJMO a augmenté à la hauteur de ce poste de comptage de 3 % en 2018 par rapport à 2017. Pour les mois d'octobre et de novembre, une variation du trafic, se situant entre 1.000 et 1.400 véhicules par jour ouvrable, peut donc être constatée.

De plus, l'analyse des données du compteur 403, situé entre Dommeldange et l'échangeur Waldhof, a démontré une augmentation de 10 % pour le mois d'octobre, de 11 % pour le mois de novembre et de 14 % pour le mois de décembre en 2018 par rapport à 2017. On constate alors également une augmentation du trafic sur ce tronçon de la route N11. En moyenne, le TJMO a augmenté à la hauteur de ce poste de comptage de 6 % en 2018 par rapport à 2017.

En se basant sur les résultats de mesure disponibles, l'interdiction d'accès aux chemins repris CR125 et CR126 et la déviation mise en place n'ont pas d'influence sur les valeurs de qualité de l'air NO₂ et PM₁₀ dans la vallée de l'Alzette.

Quant à la question concernant le passage à niveau n° 13 (PN13) à Dommeldange et le fait de savoir si des situations dangereuses ont pu être constatées sur ce PN, qui serait une conséquence du nombre croissant de véhicules qui traversent ce passage suite à la fermeture du chemin entre Walferdange et Stafelter, les données suivantes peuvent être fournies. Neuf incidents en 2018 au droit du PN13 et 1.420 minutes cumulées de retard de trains imputables à ces événements ont été enregistrés, ainsi que 25 suppressions de trains et 31 suppressions partielles de trains.

Bien que le nombre d'incidents soit croissant ces dernières années (six incidents en 2017 et cinq incidents en 2016), on ne peut pas imputer directement cette augmentation au report de circulation du PN17 vers le PN13, car le nombre d'incidents en 2015 était également de neuf.

Les analyses passées permettent seulement de conclure que lorsque le nombre de trains par heure augmente (ce qui est le cas ces dernières années) et la circulation automobile croît également, la probabilité d'incidents causés par des situations dangereuses suit la même tendance. C'est la raison pour laquelle les CFL travaillent activement sur la fermeture du passage à niveau n° 13.

L'accès sur les chemins repris entre Walferdange et Stafelter restera également interdit pendant la phase 3 du chantier, notamment lors de la réalisation des travaux dans la rue Prince Henri. Après la finalisation de la phase 3 en printemps 2019, la route entre Walferdange et Stafelter sera réouverte à la circulation.

Question 0170 (09.01.2019) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **placement d'enfants en dehors de leur milieu familial** :

D'après un article paru aujourd'hui dans le « Luxemburger Wort », 1.322 enfants et jeunes adultes vivent actuellement en dehors de leur milieu familial. Il s'agit le plus souvent de mineurs (81 %) qui n'évoluent plus dans leur milieu familial sur base d'une décision judiciaire.

Selon l'ORK, des difficultés financières (eu égard notamment aux prix de l'immobilier au Luxembourg) seraient souvent à l'origine de tels placements. La perte d'un logement et par conséquent d'une adresse au Luxembourg ferait en sorte que les enfants n'auraient plus droit aux prestations familiales. Faute d'adresse et malgré l'obligation scolaire, ces enfants ne pourraient plus non plus être scolarisés. Les difficultés financières déclencheraient parfois aussi des comportements addictifs chez les parents aboutissant au final au placement des enfants en dehors du cadre familial.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Messieurs les Ministres sont-ils conscients de cette problématique ?

- Comment entendent-ils venir en aide aux familles concernées ? Quels sont les correctifs envisagés pour éviter que les familles ne passent à travers les filets de protection sociale ?

- Ne faudrait-il pas mettre en place une série de clignotants agissant en amont et permettant

d'identifier les familles et enfants en difficultés avant qu'il ne soit trop tard ?

- Messieurs les Ministres estiment-ils que les compétences des différentes instances impliquées soient assez clairement délimitées (ONE, services sociaux, autorités judiciaires, etc.) ? Comment se passe la collaboration entre ces différentes instances en pratique ? Ne faudrait-il pas améliorer la coordination de celles-ci, et dans l'affirmative, à quel niveau ?

- Messieurs les Ministres disposent-ils de statistiques quant aux placements d'enfants et de jeunes adultes dans nos pays limitrophes ?

Réponse commune (15.02.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice* :

Il faut préciser qu'aucune mesure de protection, y compris les placements judiciaires, ne peut être fondée sur la seule circonstance que les parents connaissent une situation financière précaire. En effet, pour qu'un juge ou tribunal de la jeunesse puisse prendre la décision d'éloigner un mineur de son milieu familial d'origine, il doit arriver à la conclusion que l'enfant en cause est un mineur en danger au sens de l'article 7 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse. Les difficultés financières peuvent cependant venir amplifier des problèmes existants.

En vertu de ladite disposition légale, il s'agit d'un mineur dont la santé physique ou mentale, l'éducation ou le développement social ou moral se trouvent compromis. En pratique, tel est le cas lorsque l'enfant est gravement négligé, au niveau physique et/ou psychique, au niveau de son éducation, de sa scolarité, de sa santé, ou bien s'il est maltraité dans son milieu familial. En aucun cas, un mineur ne sera considéré comme étant en danger en raison des seuls problèmes financiers de ses parents, sauf éventuellement l'hypothèse où l'enfant serait amené à vivre dans la rue.

De toute façon, le placement d'un enfant en dehors de son cadre familial constitue toujours la dernière mesure de protection envisagée et elle n'est prononcée par les autorités judiciaires que si toutes les autres mesures de protection, permettant le maintien du mineur dans son milieu d'origine, ont échoué, sinon si la situation est d'une gravité telle qu'elle ne saurait suffire à assurer la protection effective de l'enfant.

Pour rappel, la mission de l'Office national de l'enfance (ONE), telle que définie par la loi du 16 décembre 2008 relative à l'Aide à l'enfance et à la famille (AEF), est de veiller à la mise en œuvre de l'aide sociale en faveur des enfants et des jeunes adultes en détresse psychosociale. L'ONE agit toujours dans l'intérêt supérieur de l'enfant (et du jeune adulte).

L'enfant, ses parents ou bien un intervenant professionnel peuvent introduire une demande auprès de l'ONE en cas de difficulté ou de détresse psychosociale. Les mesures ambulatoires d'aide et de soutien (aide sociofamiliale, assistance en famille et consultations psychologiques et psychothérapeutiques) sont au centre du dispositif AEF. Quant au nombre de ces mesures ambulatoires, celui-ci a augmenté de 4.735 en 2014 à 7.028 en 2018. Le nombre de bénéficiaires directs des mesures d'aide prises en charge par l'ONE ne cesse de croître tant en chiffres absolus qu'en données relatives. Ainsi le pourcentage de jeunes de zéro à 26 ans qui bénéficient de mesures d'aide financées par l'ONE par rapport à la population cible totale de cette même catégorie de jeunes a augmenté de 2,27 % en 2014 à 3,32 % en 2018.

Il faut souligner le rôle des coordinateurs de projets d'intervention (CPI) qui ont intégré l'ONE le 1^{er} janvier 2017. La mission générale du CPI est d'assurer l'orientation, la coordination et l'évaluation des mesures d'aides. Ainsi, le CPI procède à une évaluation globale approfondie comprenant l'analyse détaillée des besoins/ressources/difficultés de l'enfant, de l'adolescent, du jeune adulte et de sa famille. Il fixe des objectifs moyennant l'évaluation globale approfondie, détermine le besoin réel en intervention, élabore un projet d'intervention en adéquation avec les objectifs fixés et en assure sa mise en œuvre. Le CPI s'assure en outre du suivi et coordonne les différentes mesures d'aide, évalue les mesures d'aides appliquées, en appréciant l'efficacité et élabore des propositions d'ajustement nécessaires.

Les agents CPI interviennent au niveau régional et sont affectés à des bureaux décentralisés, actuellement au nombre de cinq. Dans une approche de prévention, outre ces guichets régionaux et permanences physiques, une collaboration plus étroite avec les professionnels du secteur de l'éducation a été mise en place.

En ce qui concerne la question de la délimitation des compétences entre les autorités judi-

ciaires et les différents acteurs sociaux, et plus particulièrement l'ONE, il faut souligner que l'article 5 de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille, pose un cadre très clair en ce qu'il précise :

« Dans le respect des compétences reconnues par la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse aux autorités judiciaires, l'ONE a la mission de veiller à la mise en œuvre de l'aide sociale des enfants et des jeunes adultes en détresse.

Dans tous les cas, l'intervention des cours et tribunaux prime sur celle de l'ONE. En cas de procédures pendantes devant les cours et tribunaux, l'ONE ne peut intervenir qu'à la demande expresse des instances judiciaires. »

En vue de la mise en réseau des acteurs, un échange structuré et régulier a lieu entre le MENJE et le Ministère de la Justice sous forme d'un groupe de travail interministériel au sein duquel sont traitées de manière transversale et globale les thématiques touchant à l'aide et à la protection de l'enfant. Des représentants de l'ONE et des autorités judiciaires se rencontrent régulièrement lors de réunions de concertation où d'éventuels problèmes de coopération sont discutés et résolus. Au niveau des cas individuels, une approche interdisciplinaire est appliquée par les services en vue d'une prise en charge optimale du bénéficiaire. Il s'ensuit une coopération sur mesure entre les différents services concernés.

En vue de soutenir la scolarisation des enfants et des jeunes adultes, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a facilité l'accès gratuit aux manuels scolaires. En outre, le MENJE attribue deux types de subventions aux familles d'élèves en situation précaire, respectivement aux élèves adultes eux-mêmes scolarisés à l'enseignement secondaire. En 2017-2018 ont été attribuées 7.446 subventions pour ménages à faible revenu. Il s'agit d'une subvention annuelle qui varie entre 615 euros et 922,49 euros par an, en fonction du revenu du ménage de l'élève. Au cours de la même année scolaire, 256 subventions du maintien scolaire ont été attribuées ; cette subvention permet d'assurer le paiement du loyer, des frais de vie et des frais de scolarité de l'élève adulte vivant seul suite à une situation de détresse psychosociale. Le nombre d'élèves de l'enseignement secondaire qui en bénéficient est en hausse en raison d'arrivée d'élèves bénéficiaires de protection internationale et qui sont arrivés seuls au pays. Finalement, le MENJE planifie d'élargir les attributions des services d'éducation et d'accueil (SEA) pour les développer en centres familiaux, une offre à bas seuil pour les parents et à caractère préventif. L'objectif est de créer au sein des communes des lieux de rencontre et de donner aux parents les informations et les mesures de soutien nécessaires pour l'accomplissement de leur mission de parents.

Quant à la dernière question de l'honorable Député, sachez que selon les statistiques d'octobre 2018 de l'ONE, 88 enfants et jeunes adultes se trouvaient placés en institution à l'étranger, dont 58 par placement judiciaire (66 %) et 30 par placement volontaire.

Question 0171 (09.01.2019) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant le **contrôle médical auprès du Centre médico-sportif** :

Eng medezinnesch Kontroll an engem Centre médico-sportif ass eng noutwendeg Voraussetzung, fir zu Lëtzebuerg eng Lizenz fir de kompetitive Sport ze kréien. Fir motivéierte Sportler hiren Elan net ze huelen, ass et wichtig, datt Persounen, déi eng Demande fir esou eng Lizenz areeche wëllen, séier e Rendez-vous bei engem Dokter kënnen kréien.

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Här Minister fir Sport dës Froe stellen:

- Wéi vill Persounen sinn am Joer 2018 - opgeschlësselt no Zenter - bei engem Dokter vum Centre médico-sportif passéiert?

- Wéi vill Persounen këinten - opgeschlësselt no Zenter - pro Mount maximal beim Centre médico-sportif passéieren?

- Wéi vill Zäit louch 2018 an der Moyenne - opgeschlësselt no Zenter a Mount - tëscht dem Huele vum Rendez-vous an der tatsächlecher Visitt beim Dokter vum Centre médico-sportif?

Réponse (11.02.2019) de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports* :

Den honorablen Deputéierte freet d'Statistiken iwwert de Contrôle médico-sportif vun de lizenzierte Membere vun de Sportsfederationen, deen am ofgeännerte Sportsgesetz vum 3. August 2005 virgeschriwwen an am groussherzogleche Reglement vum 23. Dezember 2016 reglementéiert ass.

Am Joer 2018 sinn am ganze Land 13.389 Sportler an de 14 Zentren am Contrôle médico-sportif gesi ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Wat elo déi maximal Disponibilitét ubelaangt, esou si folgend Zuelen Estimatiounen. Si baséieren op den aktuelle Plage-horaires, déi kënnen uegbuede ginn am Fall vun enger maximaler Disponibilitét vun den Dokter, déi d'Kontrollen am Médico fir de Sportsministère maachen, an och vun enger theoretescher Dauer, déi esou en Examen an Usprouch hëlt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher no de la question.)

Wat den Delai tëschent dem Rendez-vous an der Visitt ubelaangt, esou huet all Zenter säin eegent Sekretariat, wou d'Rendez-vousen opgeholl ginn. Aus verständleche Grënn ginn d'Telefonater net enregistreiert, dofir kann dës Fro vum Delai net beäntwert ginn. Well d'Demande awer verschidden ass je no Zenter an och variéiert opgrond vu verschiddene Perioden am Joer, ass dësen Delai ofhängeg vum ausgewielten Zenter a vum Zäitpunkt vum Rendez-vous.

Question 0172 (09.01.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **protection des données personnelles sur Internet** :

Viru Kuerzem ass bekannt ginn, datt et an Däitschland en Hackerugriff gouf, deen zur Verëffentlechung vu privaten Date vu ronn 1.000 Politiker a Prominenter gefouert huet. An deem Kontext iwwerleë verschidde Membere vun den däitsche Sozialdemokraten, ob et net sënnavoll wär, d'Sécherheetsvirgabe fir Softwareentwickler an Operateure vun Internetplattformen gesetzlech ze verschärfen.

An deem Zesummenhang wëilt ech dem Här Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Fro stellen:

- Wéi schätzt den Här Minister d'Menace duerch äänlech Ugrëffer fir Lëtzebuerg an?

- Deelt den Här Minister d'Meenung, datt een d'Sécherheetsvirschräfte verschärfen muss? Falls jo, wéi soll d'Sécherheit vu privaten Daten am Internet an dësem Zesummenhang an Zukunft konkret geschützt ginn?

- De Faktor Mënsch soll bei dësem Hack eng grouss Roll gespillt hunn. Wéi gedenkt de Minister, Privatpersounen an Zukunft besser iwwert d'Wichtigkeet vum Schutz vun den eegenen Daten am Internet opzeglären? Wéi eng Pläng ginn et an deem Kontext bei „BEE SECURE“ an doriwwer eraus?

Réponse (11.02.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* :

D'Cybermenacë sinn, esou wéi den allgemengen technesche Fortschritt, a permanenter Mutatioun. De Risiko vun der Cybersecherheet muss deemno mat dynameschen an evolutive Prozesser geréiert ginn.

Dofir garantéiert d'Regierung der Cybersecherheet eng strategesch Plaz an hirer Regierungsarbeit an dat nottament am Kader vun hirer Initiativ „Digital Luxembourg“. Déi national Strategie fir Cybersecherheet, déi vun engem interministerielle Comité ausgeschafft ginn ass, gouf regelméissig aktualiséiert: déi drëtt Versioun deckt d'Period 2018-2020 of an ass online disponibel (<https://cybersecure.public.lu/fr/securite-information/strategie-nationale.html>).

Tatsächlech spillt den „Faktor Mënsch“ bei dësem Tëscheffall eng grouss Roll. D'Effentlechkeet an och spezifesch Gruppe vun der Populatioun sollen dohier sensibiliséiert, informéiert a forméiert ginn, fir Sécherheets- an Datschutzkultur an d'digital Welt mat eriwirzebréngen. D'Initiativ „BEE SECURE“ ënnerstëtz dës Objektiv, a Lëtzebuerg ass dat

eenzeg europäesch Land, dat decidéiert huet, eng obligatoresch Formation fir eng méi sécher Navigatioun am Internet a sengem Erziehungssystem anzeféieren. Do niewebai ginn et d'„Makerspaces“ vun der „BEE CREATIVE“-Initiativ, déi elo an der Halschent vun de lëtzebuergesche Lycéeën disponibel sinn, an déi deene Jonken erlaben, méi gräifbar d'Lienen tëschent Technologie an dem Eenzelnen ze verstoen.

Question 0174 (10.01.2019) de **M. Georges Engel** (*LSAP*) concernant le **permis de conduire** :

Selon les chiffres communiqués par l'ADAC, on note en Allemagne une baisse de 10 % du nombre de candidats au permis de conduite dans la catégorie d'âge 18 à 24 ans entre 2012 et 2017.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quels sont au Grand-Duché les chiffres par tranche d'âge et par genre concernant le nombre de candidats qui se sont présentés au permis de conduire ces dernières années ?

2) Est-ce que l'on note une tendance similaire à celle observée en Allemagne concernant la tranche d'âge 18 à 24 ans ? Dans l'affirmative, peut-on expliquer cette baisse par une meilleure offre de transports publics ?

3) Quel est le taux de réussite aux épreuves pratiques et aux épreuves théoriques dans les différentes catégories de permis, par tranche d'âge et par genre ?

Réponse (12.02.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

À noter tout d'abord que toutes les données disponibles concernant notamment les chiffres et tranches d'âge des détenteurs de permis de conduire figurent sur la plate-forme de données luxembourgeoise, dont le lien ci-après (<https://data.public.lu/fr/datasets/statistiques-sur-la-premiere-delivrance-d'une-categorie-du-permis-de-conduire-age-et-sexe>).

La tendance d'une baisse sensible ne peut être constatée en l'occurrence.

Enfin, je me permets de renvoyer l'honorable Député à consulter toutes les données requises dans les rapports d'activités du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics ainsi que sur la plate-forme de données luxembourgeoise, dont question ci-dessus.

Question 0176 (10.01.2019) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** (*CSV*) concernant l'**infrastructure médicale dans le nord du pays** :

Die Bevölkerungszahl in der Region Norden des Landes steigt stetig und wird Berechnungen zufolge in fünf Jahren bei mehr als 120.000 Einwohnern liegen.

Was die medizinische Versorgung angeht, so ist das Centre Hospitalier du Nord (CHdN) mit seinen Standorten Ettelbrück und Wiltz für die stationäre, teilstationäre und ambulante Versorgung der Bürger im Norden zuständig. Jedoch geht das Einzugsgebiet des CHdN über die Region hinaus und hat auch Patienten aus den Kantonen Mersch und Echternach.

Die Spitalplanung trägt dieser Entwicklung jedoch nicht Rechnung, sodass am Horizont 2022 nur noch rund 2,65 Akutbetten pro tausend Einwohner im Norden zur Verfügung stehen werden, gegenüber einem nationalen Schnitt von 3,9 Akutbetten (Stand 2018).

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an die Regierung stellen:

- Kann die Regierung diese Entwicklung bestätigen bzw. ist sie sich dieser Entwicklung bewusst?

- Wenn ja, gedenkt die Regierung die notwendigen Schritte zu unternehmen, um dieser Entwicklung im Sinne der optimalen medizinischen Versorgung in allen Regionen des Landes entgegenzuwirken?

- Wie ist diese Entwicklung in den anderen medizinischen Regionen des Landes?

- Wie ist der Ratio von Akutbetten im Vergleich mit unseren Nachbarländern?

- Angesichts der erwarteten Bevölkerungsentwicklung, wie gedenkt die Regierung eine hochwertige stationäre Versorgung der Bevölkerung in allen Regionen des Landes auch in Zukunft zu garantieren?

Réponse (15.02.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

Die Evaluation der Gesundheitsbedürfnisse der ansässigen Bevölkerung beruht zum einen auf den Daten der Gesundheitskarte (Carte sanitaire). Bei dieser Gesundheitskarte handelt es sich um einen Bericht, der eine detaillierte Bestandsaufnahme des Krankenhauswesens in Luxemburg erstellt. Dies geschieht sowohl aus struktureller als auch aus funktionaler Sicht. Alle zwei Jahre erfolgt eine Aktualisierung der Gesundheitskarte (siehe Art. 3 des Gesetzes vom 8. März 2018).

Zum anderen werden die Gesundheitsbedürfnisse anhand der demografischen Entwicklung sowie des allgemeinen Gesundheitszustandes der Bevölkerung ermittelt. Um Auskunft über die demografische Entwicklung der ansässigen Bevölkerung zu erhalten, werden Studien und Prognosen des Statec zu Rate gezogen.

In seinem Antrag erwähnt das CHdN, dass mehrere interne Projekte eine Evolution der Bevölkerung vorhersagen, was zu einer linearen Schätzung an Krankenhausbetten für 2022 führt. Diese Schätzung lässt jedoch andere Faktoren, wie zum Beispiel die Weiterentwicklung der Arztpraxen (ambulante Behandlungen) und die nationale Planung, außer Acht. Die Einführung eines Systems zur Dokumentation der Krankenhausaufenthalte, das sich zurzeit, in Anwendung des Gesetzes vom 8. März 2018, in der Entwicklungsphase befindet, wird es ermöglichen, das Anordnen von Krankenseinweisungen präziser abzuschätzen und somit auch das Krankenhausangebot an die Bedürfnisse anzupassen.

Im Rahmen des Gesetzes vom 8. März 2018 wurden die Spitalregionen aus folgenden Gründen abgeschafft:

- Wunsch, der Bevölkerung eine Krankenhausversorgung zukommen zu lassen, die den höchsten Qualitäts- und Sicherheitsanforderungen genügt;

- Feststellung, dass es unmöglich ist, in jeder Region ein vollständiges Angebot an Ausstattung und Personal zur Verfügung zu stellen, das die nötige Erfahrung sowie die fachliche Kompetenz besitzt, jeden medizinischen Befund zu ermitteln und zu behandeln;

- Anspruch, die Zusammenarbeit der Krankenhäuser sowie die Bildung von Expertenteams zu fördern, die aufgrund der Konzentration von Aktivitäten über die nötigen Mittel verfügen, um allen Patienten eine Gesundheitsversorgung zukommen zu lassen, die sich auf dem neuesten Stand des medizinischen Fortschritts befindet.

Die Spitalplanung ist somit, laut Gesetz vom 8. März 2018, Teil einer nationalen Strategie, die dem Prinzip des „nicht alles überall“ folgt. Diese Planung berücksichtigt zudem die Bedürfnisse der gesamten ansässigen Bevölkerung. So ist im Anhang 1 des Gesetzes vom 8. März 2018 eine maximale Anzahl an Krankenhausbetten für das gesamte Land vorgesehen, ohne eine Verteilung unter den jeweiligen Krankenhäusern vorzuschreiben. Jedes Krankenhaus hat somit die Möglichkeit, einen Antrag auf Genehmigung mit der gewünschten Anzahl von Krankenhausbetten beim Gesundheitsministerium einzureichen.

Das Centre Hospitalier du Nord (CHdN) ist laut Artikel 4 des Gesetzes vom 8. März 2018 klassifiziert als „Centre hospitalier“ und darf deshalb maximal 700 Akutkrankenhausbetten zur Verfügung stellen. Das Krankenhaus hat im Juli 2018 einen Antrag auf Genehmigung für 321 Betten für die Akutpflege sowie für 36 Betten für eine mittlere Verweilzeit, verteilt auf 27 unterschiedliche Krankenhausabteilungen, beim Gesundheitsministerium gestellt. Dieser Antrag entspricht 3,5 Betten für die Akutpflege pro 1.000 Einwohner, wenn man die Angaben des Statec für die Kantone des Nordens (Clervaux, Diekirch, Redange, Vianden, Wiltz) aus dem Jahr 2018 berücksichtigt. Zählt man alle Betten zusammen, die von den Krankenhäusern im gesamten Land beim Ministerium beantragt worden sind, kommt man auf 2.096 Betten für 602.005 Einwohner. Dies entspricht einer Quote von 3,5 Betten pro 1.000 Einwohner. Diese Quote ist identisch mit jener, welche vorher für die Region Norden ermittelt worden ist. Entsprechend den Daten der Gesundheitskarte aus dem Jahr 2017 lag die Quote der belegten Betten im CHdN bei 75,6 % im Jahr 2015. 327 Betten standen insgesamt zur Verfügung.

Laut Veröffentlichung des OCDE (OECD Health Statistics 2017), welches das Leistungsangebot der Nachbarländer Deutschland, Belgien und Frankreich darstellt, liegt der Mittelwert bei 4,7 Gesamtbetten pro 1.000 Einwohner. Davon handelt es sich bei 78 % um Akutbetten. Luxemburg liegt mit einem Wert von 4,8 Gesamtbetten pro 1.000 Einwohner sogar noch über dem Durchschnitt.

Tableau OCDE (OECD Health Statistics 2017)

Länder	Gesamtbetten pro 1.000	% Akutbetten (ungefähr)
Luxemburg	4.8	85
Deutschland	8.1	78
Belgien	6.2	90
Frankreich	6.1	70
Mittelwert OECD	4.7	78

Question 0177 (10.01.2019) de **Mme Diane Aderm** (*CSV*) concernant les **frais d'exploitation et de maintenance de l'A400M** :

En effet, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire est régulièrement confrontée à des transferts de crédits en relation avec l'A400M luxembourgeois dont le coût de base prévu était de 197,3 millions d'euros. S'y ajoute la confusion sur la date de livraison de l'appareil en question.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Monsieur le Ministre peut-il me présenter une liste détaillée de l'intégralité des fonds déblocués (y inclus les coûts de l'instruction des pilotes et du personnel spécialisé) relatifs à l'A400M luxembourgeois jusqu'à ce jour ?

2) Monsieur le Ministre peut-il tout autant me faire parvenir une deuxième liste détaillée de l'intégralité des frais d'exploitation et de maintenance de l'avion en question sur toute sa durée de vie prévue ? Le chiffre de 420 millions d'euros sur 35 ans avancé en 2018 est-il, dans ce contexte, encore d'actualité ?

3) Monsieur le Ministre peut-il, enfin, me confirmer que, après les nombrables reports du passé, la livraison doit définitivement se faire en 2020 ?

Réponse (07.02.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense* :

ad 1) Il y a lieu de préciser que les transferts de crédits en relation avec l'A400M luxembourgeois évoqués par l'honorable Députée concernaient des frais statutaires des pilotes.

À la date du 18 janvier 2019, le Gouvernement a payé 155.965.698 euros pour l'acquisition de l'aéronef en question. Il reste à payer 12.694.873 euros, ainsi que 28.672.450 euros TVA. La TVA est due intégralement au Luxembourg et sera versée à l'Administration de l'enregistrement et des domaines.

La formation du premier pilote a débuté en 2011. Les coûts de formation cumulés de quatre pilotes sur la période allant de 2011 à septembre 2018 se chiffrent à 6.258.014 euros.

Fin 2017, un premier soutien a entamé sa formation. Les coûts de formation se sont chiffrés à ce jour à 10.401 euros. Deux soutiens supplémentaires ont entamé leur formation fin 2018.

Il est prévu de disposer de terme en tout de six pilotes et de six soutiens.

À partir de 2020, les frais de formation des pilotes et des soutiens feront partie intégrante du budget relatif aux frais d'exploitation, de fonctionnement et de soutien en service de l'avion de transport militaire A400M.

ad 2) En ce qui concerne les frais d'exploitation et de maintenance, aucun changement significatif n'est à relever de sorte que le chiffre de 420 millions d'euros, tel qu'avancé dans la loi du 1^{er} août 2018 portant modification de la loi du 21 mars 2005 autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M, est toujours d'actualité.

ad 3) D'après le dernier plan de production disponible, la livraison est prévue en 2020.

Question 0178 (10.01.2019) de **Mme Octavie Modert**, **M. Léon Gloden** et **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (*CSV*) concernant l'**ostéodensitométrie** :

Die Bezeichnung Knochendichtemessung, auch Osteodensitometrie genannt, bezieht sich auf verschiedene medizinisch-technische Verfahren zur Einschätzung des Risikos für Knochenfrakturen und Osteoporose. Je nach Messverfahren können die Knochenfestigkeit sowie die Knochenstruktur festgestellt werden. Die Ergebnisse werden aus der Dichte beziehungsweise dem Kalksalzgehalt des untersuchten Knochens abgeleitet.

Das einzige Gerät zur Messung der Knochendichte in Luxemburg befindet sich in der



ZithaKlinik. Unseren Informationen zufolge beträgt die Wartezeit für eine Osteodensitometrie im Moment rund fünf Monate.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an den Herrn Gesundheitsminister und an den Herrn Minister für soziale Sicherheit stellen:

1. Kann die Regierung diese Informationen bestätigen?

2. Wenn ja, was gedenkt die Regierung zu unternehmen, um die Wartezeiten zu verkürzen, wissend, dass Osteoporose zu den am häufigsten vorkommenden Zivilisationskrankheiten der westlichen Welt gehört?

Réponse (08.02.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Laut Anhang 3 der « loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière » darf nur ein Gerät zur Messung der Knochendichte in Luxemburg genehmigt werden, da es sich um eine nationale Einrichtung handelt.

Das einzige Gerät zur Messung der Knochendichte befindet sich in der ZithaKlinik.

Laut des « règlement grand-ducal du 17 juin 1993 fixant la liste des équipements et appareils qui ne peuvent être acquis par les médecins et médecins-dentistes pour les besoins de leur cabinet médical » ist es einem Arzt nicht erlaubt, sich ein Osteodensitometrie-Messgerät für seine Privatpraxis anzuschaffen.

Die Wartezeit für diese nicht dringende Untersuchung beträgt augenblicklich einen bis drei Monate, nach direkter Absprache mit den Rheumatologen, drei bis vier Monate, wenn der Termin mittels des Callcenters der ZithaKlinik genommen wurde.

ad 2. Die in der erwähnten großherzoglichen Verbotstabelle (veuillez lire : Die erwähnte großherzogliche Verbotstabelle) von medizinischen Geräten, die nicht von einem Arzt in seiner Privatpraxis benutzt werden dürfen, soll in den nächsten Wochen mit allen Partnern besprochen werden, um sie gegebenenfalls anzupassen.

Question 0179 (10.01.2019) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **scolytes** :

La sécheresse prononcée de l'été passé a favorisé un affaiblissement de certains arbres dans nos forêts, en particulier les jeunes plantations et les conifères. A noter que les populations des scolytes ont pu se développer considérablement dans les forêts du Luxembourg et des pays voisins.

Par conséquent, avec l'arrivée du printemps et de températures plus élevées, qui permettront aux scolytes de se répandre à pas rapides, cet insecte ravageur risque d'infliger des dégâts importants. A en croire des citoyens concernés, il serait indispensable de réagir au plus vite à cette menace.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il faut réagir d'urgence à cette situation ?

2) Selon Madame la Ministre, quelles mesures immédiates faut-il prendre afin de minimiser les dégâts causés par les scolytes ?

3) Madame la Ministre entend-elle débloquer les moyens financiers nécessaires pour soutenir notamment les propriétaires de forêts privés ?

4) Madame la Ministre juge-t-elle utile l'introduction d'une dérogation temporaire aux quotas maxima d'abattage d'arbres afin de mieux lutter contre le fléau des scolytes ?

Réponse (12.02.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) Tout d'abord, il faut souligner qu'environ 50 espèces de scolytes font partie de la biodiversité de notre pays. Je suppose que l'honorable Député fait allusion au typographe (lps typographus), une espèce de scolyte qui a causé en 2018 des dégâts économiques importants dans les forêts d'épicéas de notre pays et de l'Europe centrale.

Dans ce contexte, les propriétaires forestiers privés ont été informés en octobre 2018 par communiqué de presse, lequel contenait des recommandations de gestion. Le ministère demandait aux propriétaires de faire preuve d'une vigilance accrue à l'égard de la situation en vue de limiter la prolifération du typographe et des dégâts dans les forêts. Par ailleurs, les préposés de l'Administration de la nature et des forêts ont pour mission d'informer active-

ment les propriétaires de peuplements concernées.

ad 2) Vu que le typographe est inactif pour l'instant à cause des températures hivernales, il faut agir préventivement. Pour cette raison il est recommandé aux propriétaires forestiers de passer dans leurs peuplements d'épicéas pour identifier et marteler les arbres touchés, les abattre et les évacuer hors forêt avant l'envol du scolyte au printemps. De cette manière il est possible d'interrompre le cycle de reproduction du typographe.

ad 3) Le règlement grand-ducal du 12 mai 2017 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers ne permet pas de dédommager les dégâts occasionnés par les scolytes. Seule la survenance de chablis (chute massive d'arbres par une tempête) permet une majoration de l'aide au reboisement.

ad 4) Je suppose que l'honorable Député fait allusion à l'article 13 (3) de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et à la loi du 30 janvier 1951 ayant comme objet la protection des bois.

Or, d'après les dispositions de la loi il existe déjà maintenant la possibilité de demander une autorisation auprès du ministre dans le cas de dégâts importants pour soit réaliser une coupe dite excessive, soit une coupe rase, si l'âge des arbres à couper est inférieur à 50 ans et/ou si la coupe a une étendue supérieure à 50 ares.

Question 0180 (10.01.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **stérilisation féminine** :

Wéi d'Press rapportéiert an eng Rei Fraen op de soziale Medie confirméieren, gëtt et zu Lëtzebuerg e Problem fir Fraen, déi sech fräiwëlleg steriliséieren loose wëllen. Wann den Agrëff net medezinnesch indizéiert ass, ass et - wann een de Bättrag op de sozialen Netzwerker gleewe kann - souwuel fir Frae mat wéi och fir Fraen ouni Kanner schwéier, en Dokter ze fannen, an dat bal onofhängeg vum Alter. Vill Frae schwätzen hei vun enger Corvée, bei där si vill verschidden Doktere besichen an aver all Kéiers eng negativ Antwort kréien. Trotzdeem ass et eigentlech etabliert, datt jiddere eng selwer iwwer seng Method vum der Verhiddung entscheede kënnen an och datt jiddereen e Recht drop huet, Kanner, mä eben och keng Kanner ze kréien.

An deem Zesummenhang wëilt ech dem Minister fir Gesondheet dës Fro stellen:

- Wéi vill Sterilisatioune goufen an deene leschten zéng Joer (opgeschlësselt no Joer an duerno, ob se medezinnesch indizéiert waren oder net) bei Fraen zu Lëtzebuerg duerchgefuert?

- Wéi vill verschidden Dokteren hunn dës net medezinnesch indizéiert Sterilisatioune duerchgefuert?

- Wéi verhält sech dat relativ zur Unzuel vun Dokteren, déi insgesamt Sterilisatioune duerchgefuert hunn?

- Ass de Minister der Meenung, datt hei eng Oplklärungscampagne fir d'Stärkung vun de Rechter vun de betroffene Frae bei den Dokteren néideg wier? Wa jo, wéi kéint déi ausge-sinn?

- Wéi ass d'legal Basis, op där Dokteren d'Behandlung vun enger Patientin trotz hirem explizite Wonsch no enger Sterilisatioun verweigere kënnen?

Réponse (28.02.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

D'Sterilisatioun bei enger Fra ass een Akt, deen d'Fra definitiv drun hënnert, Kanner ze kréien. An de meeschte Fäll gëtt d'Technik vun der „ligature des trompes par coelioscopie“ oder vun der „occlusion progressive des trompes par micro-implants“ ugewannt. D'Sterilisatioun ass vun de verschiddene Methode vun der Verhütung ze ënnerscheiden, well d'Sterilisatioun huet als Zil, d'Fortpflanzungsfäegkeet definitiv ze verhënnere. Dës Choix muss gutt iwwerleucht sinn, well d'Interventioun net méi rückgängig ka gemaach ginn.

D'Sterilisatioun ka medezinnesch indizéiert sinn, an zwar am Fall vun engem Risiko fir d'Gesondheet vun der Fra, wa si géif schwanger ginn. D'Sterilisatioun kann awer och vun enger Fra ugefrot ginn, ouni datt medezinnesch Grënn virleien.

Den Akt vun der „intervention sur les trompes avec stérilisation“ ass an der Nomenklatur vun den Akten a Servicer vun den Doktere festge-

hale ginn als techneschen Akt vun engem Gynäkolog ouni Zesummenhang mat enger Schwangerschaft oder enger Gebuert (actes 6G91 an 6G92). Dës Akte kënnen vun der Krankekeess rembourséiert ginn, wann een Accord vum Contrôle médical am Virfeld virläit. D'Konditiounen, fir dësen Accord ze kréien, sinn definéiert an der Annexe C vun den Statute vun der CNS:

« L'assurance maladie ne prend en charge les interventions inscrites dans la nomenclature des actes et services des médecins sous les codes 6G91 et 6G92 que sur autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale et dans les conditions suivantes :

- La demande d'autorisation est accompagnée d'un dossier à l'appui détaillant l'indication médicale justifiant la prise en charge par l'assurance maladie de la stérilisation tubaire. Cette indication médicale doit obligatoirement faire état de la contre-indication médicale à une grossesse dans la mesure où elle risquerait de créer un préjudice anormalement élevé pour la santé voire même un risque vital pour la mère et/ou pour l'enfant à naître.

- L'absence d'un désir de maternité ou le seul souhait d'interrompre la fertilité pour des motifs non médicaux ne justifient pas la prise en charge des interventions 6G91 et 6G92. Il en est de même des intolérances ou des contre-indications aux contraceptions hormonales ou dispositifs intra-utérins si la stérilisation tubaire était réalisée dans le seul but de suppléer aux autres moyens de contraception dans le cadre de la planification familiale.

Avant la saisine du Contrôle médical de la sécurité sociale, la Caisse nationale de santé peut refuser la prise en charge demandée, s'il ressort d'emblée des pièces versées à l'appui de la demande et des données de la Caisse nationale de santé qu'une ou plusieurs des conditions de prise en charge énoncées ci-dessus n'est pas remplie. »

Momentan leien dem Gesondheitsministère keng Informatiounen vir iwwert d'Unzuel vun de Fraen, déi an de leschten zéng Joer steriliséiert gi sinn. D'Aféierung vun der Dokumentatioun an de Spideeler, mam Spidolgesetz vum 8. März 2018, wäert et ermëglichen, dass a fréistens zwee Joer d'Unzuel vun de Sterilisatioune ageschat ka ginn.

All spezialiséierten Dokter an der Gynécologie-obstétrique, deen an engem Lëtzebuurger Spidol agreeéiert ass, wou e Service de gynécologie existéiert, däréif eng Sterilisatioun duerchféieren. De Gesondheitsministère huet aktuell keng Daten iwwert d'Unzuel vun den Dokteren, déi net medezinnesch Sterilisatioune bei Fraen zu Lëtzebuerg duerchgefuert hunn.

Et ass schwéier, den Interêt anzuschätzen vun enger generell Informatiounscampagne bei den Doktere fir d'Stärkung vun de Rechter vun de Fraen, mat de weinigen Donnéeën, déi virleien. D'Gynékologin sinn informéiert vun der Existenz vun den techneschen Akten a vun der Méiglechkeet vun der Fra, op dës zeréckze-gräifen. Eng Sterilisatioun kann nëmme gemaach ginn, nodeems d'Patientin eng kloer Informatioun vum Dokter krut iwwert d'Risiken an d'Benefizier vun hirem Choix. D'Obligatioun vum Dokter, senger Patientin dëst matzedeelen, ass am Paragraph 2, Artikel 8 vum Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter an d'Obligatioune vum Patient festgehale. Dës Act oder eventuell Komplikiatiounen dovun net rembourséiert ginn, kënnen zum Beispill e Grand sinn, firwat d'Fraen op eng fräiwëlleg Sterilisatioun verzichten. Ier een eng Informatiounscampagne lancéiert, ass et deemno néideg, ze iwwerpräieren, wat d'Grënn an d'Problemer an der Praxis vun de fräiwëllege Sterilisatioune zu Lëtzebuerg sinn. Dës Virgoensweis géing erlaben, d'Campagne cibléiert anzusetzen.

De Refus vun engem Dokter, eng fräiwëlleg Sterilisatioun duerchzuführen, kann zum Beispill duerch medezinnesch Grënn motivéiert sinn.

Den Artikel 6 vum Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter an d'Obligatioune vum Patient gesäit vir, datt den Dokter d'Prise en charge vun engem Patient ka verweigere. Dës Refus kann op perséinlechen oder op professionnelle Consideratioune berouen. De Patient kann dann ufroen, datt dësen Dokter him zur Säit steet a sengen Demarchen, fir een aneren Dokter ze fannen, deen d'Betreiung kéint assurieren. De Refus vun Dokter, eng Sterilisatioun duerchzuführen oder soss een anere medezinneschen Akt, däréif awer net op diskriminatorische Consideratioune berouen. Dës legal Basis ass am Aklang mam Artikel 67 vum Code de déontologie vum Dokeschberuff.

Question 0181 (10.01.2019) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **construction de l'internat du Lycée technique agricole** :

L'internat du nouveau Lycée technique agricole ne sera plus, comme initialement prévu, implanté sur le site de Gilsdorf. Selon la réponse à la question parlementaire n° 2817 en date du 7 mars 2017, le site actuel des ateliers de l'Administration des ponts et chaussées et de l'Administration de la gestion de l'eau sis route de Gilsdorf se prêterait à la construction d'un internat. Or, un responsable du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse vient d'informer qu'un nouveau site aurait récemment été trouvé dans la rue Joseph Merten à Diekirch pour l'implantation de cet internat.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quel est le nouveau site proposé par le Gouvernement dans la rue Joseph Mertens à Diekirch pour l'implantation de l'internat du LTA ?

2) Quel est le calendrier prévu pour ladite construction ?

Réponse commune (28.02.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1) L'implantation de l'internat est toujours prévue sur le même site que celui indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 2817 du 7 mars 2017. Il s'agit du site actuel des ateliers de l'Administration des ponts et chaussées et de l'Administration de la gestion de l'eau sis au rond-point reliant la route de Gilsdorf à la rue Joseph Merten à Diekirch.

ad 2) Quant au calendrier de ladite construction, il n'y a pas d'élément nouveau à signaler par rapport à la réponse à la question parlementaire n° 2817.

Question 0182 (10.01.2019) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **hausse des accises sur les carburants** :

Dans sa note au formateur, le Comité économique et financier national relève qu'« une augmentation d'un cent des accises sur les carburants engendrerait un déficit fiscal de 75 millions d'euros ».

À noter que dans la réunion du 9 janvier 2019 de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, Madame la Ministre de l'Environnement a affirmé que ces chiffres seraient inexacts.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre partage-t-il les conclusions du Comité économique et financier ?

- À défaut, quelles sont les projections de Monsieur le Ministre ?

Réponse commune (11.02.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

Le constat du Comité économique et financier national, auquel fait référence l'honorable Député, est basé sur une estimation du Statec entreprise récemment.

Or, avec le recul, on peut constater que les données historiques depuis l'an 2000 ne livrent pas de conclusions cohérentes sur les effets d'une augmentation des accises.

Fort de ce constat, le Gouvernement envisage de charger un expert indépendant de mener une analyse approfondie, qui tient compte de tous les paramètres, y compris les objectifs climatiques auxquels le Luxembourg s'est engagé dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat.



Question 0184 (11.01.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant le **nombre de faillites** :

D'après les informations publiées par une société de renseignements commerciaux privée, reprises largement par la presse luxembourgeoise, le nombre de faillites enregistrées en 2018 aurait atteint un niveau record jamais connu auparavant.

En effet, le nombre de faillites aurait progressé de 28 % par rapport à 2017.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre s'il peut confirmer ces informations.

- Quels sont les secteurs et la nature des entreprises principalement touchés ?

- Quelles conclusions Monsieur le Ministre tire-t-il le cas échéant de cette évolution ?

Réponse (14.02.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie* :

La croissance du nombre de faillites en 2018 s'explique principalement par l'augmentation des faillites parmi les entreprises n'occupant pas de salariés (72,8 %) : 674 faillites en 2018 contre 390 en 2017. Pour les entreprises occupant dix salariés ou plus, on peut même observer une régression du nombre de faillites par rapport à 2017.

Le Statec n'a pas encore les chiffres définitifs, mais les chiffres préliminaires renseignent 1.189 faillites pour 2018 (déduction faite des faillites rabattues connues au moment de la compilation des chiffres). Ceci représente une augmentation de 31,5 % par rapport à 2017 (904 faillites). Ces chiffres confirment donc les observations faites par la société de renseignements commerciaux privée. Pour la compilation des chiffres sur le nombre de faillites prononcées au Luxembourg par les tribunaux de commerce publiés au Portail des statistiques (<https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13310&IF.Language=fra&MainTheme=4&FldrName=I&RFPPath=10835%2c13847>), le Statec utilise depuis 2016 exclusivement les informations publiées par le Registre de commerce et des sociétés (publications dans le Mémorial avant 2016).

Le secteur des finances et d'assurances a le poids le plus important dans les chiffres de 2018 (29,8 %), suivi par le commerce de gros (10,2 %) et la construction (10,1 %). Ces trois secteurs couvrent la moitié des faillites prononcées en 2018 (46,6 % en 2017). La croissance la plus forte est observée dans l'industrie (100 %), par contre ce secteur représente moins de 2 % dans le total des faillites prononcées. Une croissance forte est surtout observée dans le secteur des finances et d'assurances (61,6 %), notamment pour les activités des sociétés holding (NACE 64.2) : 321 faillites en 2018 contre 200 en 2017.

On peut constater également une forte croissance dans la branche des activités spécialisées, scientifiques et techniques (NACE 69-75) avec 45,7 %, branche qui représente 10 % du nombre total des faillites pour 2018. Au niveau de la taille des faillites prononcées en 2018 (mesurée par le nombre de salariés occupés), plus que 95 % étaient des petites entreprises occupant moins de dix salariés.

Alors que la classe des entreprises n'occupant pas de salariés représentait 43% des faillites en 2017, son poids a augmenté à 57 % en 2018.

Tableau 1 : Nombre de faillites, poids et variation par branche d'activité

Tableau 2 : Nombre de faillites, poids et variation par classe de taille (nombre de salariés)

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 0185 (11.01.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant l'**intrusion de drones dans les alentours d'aéroports** :

Vu les incidents récents auxquels se sont vu confrontés des aéroports internationaux suite à l'intrusion de drones dans les alentours de ces aéroports et suite aux perturbations importantes du trafic aérien et leurs conséquences pour les passagers, j'aimerais savoir de Mon-

sieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que l'Aéroport de Luxembourg a déjà été confronté à des problèmes liés à des engins volants type drones ou semblables ?

2) Quelles mesures de précaution ont été prises à l'Aéroport de Luxembourg à l'instar notamment des mesures qui sont envisagées par les autorités françaises ?

3) La législation luxembourgeoise est-elle adaptée à l'évolution rapide et technique et en matière d'utilisation privée et commerciale de ces drones ?

Réponse (12.02.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1) L'Aéroport de Luxembourg n'a pas encore connu d'incident lié à l'intrusion délibérée et répétée d'aéronefs sans équipage à bord (appelés communément drones) paralysant toute activité économique comme c'était le cas à Londres-Gatwick.

Cependant, deux observations concernant la présence de drones non identifiés dans les alentours de l'Aéroport de Luxembourg ont été rapportées dans les quatre dernières années, ainsi qu'un incident le 14 avril 2015 impliquant un drone non autorisé et non identifié et un avion passager et qui a fait l'objet d'une enquête formelle de l'Administration des enquêtes techniques.

Dans les cas d'observations de drones par des aéronefs en contact avec le contrôle aérien luxembourgeois, la Police grand-ducale est systématiquement informée et une notification est envoyée conformément aux procédures en vigueur.

ad 2) L'Administration de la navigation aérienne (ci-après « ANA ») est impliquée dans la phase de détection en relayant l'information des pilotes aux autorités compétentes. La procédure appliquée par l'ANA est de contacter la police en cas d'observations de drones et de les notifier à la Direction de l'aviation civile (« DAC ») par des comptes rendus d'événements de sécurité.

À noter que la mise en œuvre de systèmes permettant de détecter et de neutraliser des drones évoluant sur un aéroport reste extrêmement complexe. Les radars utilisés pour la gestion du trafic aérien sont incapables de détecter des objets volants aussi petits. Ainsi, seuls des radars spécialisés ou autres technologies de type militaire peuvent accomplir cette tâche. Il s'agit de puissants radars holographiques qui sont capables de détecter des objets d'une dizaine de centimètres sur un rayon de cinq kilomètres. La solution combine un Lidar, une antenne permettant de relever les échanges radio entre le drone et l'opérateur et des caméras infrarouges à longue portée. Ces radars particuliers sont actuellement en phase de développement. L'ANA garde un œil attentif sur les différentes solutions développées permettant la détection des drones.

ad 3) Actuellement, dans une zone de sécurité d'un rayon de cinq kilomètres autour de l'Aéroport de Luxembourg, chaque vol de drone est soumis à des restrictions et chaque évolution devra faire l'objet d'une autorisation spécifique préalable de la part de la DAC en concertation étroite avec les services de l'ANA. D'une manière générale, ces zones de sécurité ne sont pas accessibles aux drones (no drone fly zones). Il existe des zones de sécurité similaires autour des hélistations et autres aérodromes (Noertrange...).

Enfin, à l'échelle européenne, l'adoption d'un cadre réglementaire harmonisé est prévue pour le premier trimestre 2019. Cette réglementation sera mise en œuvre sur le plan national par étapes, tant au niveau législatif/réglementaire qu'au niveau organisationnel.

Question 0186 (11.01.2019) de **M. Georges Mischo** (CSV) concernant la **gratuité des transports publics** :

Den interkommunale Bussyndikat TICE a verschidde Gemenge mat hirem eegene Busservice wéi zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg sinn e wichtige Bestanddeel vun der Mobilitéitsketten a suergen derfir, dass d'Leit op e qualitativ héichwärtige Service kënnen zrëckgräifen. Am Kader vum geplangte gratis ëffentlechen Transport, wou bis dato leider nach keng Detailler bekannt sinn, stelle sech fir dës Akteuren awer eng Rei vu Froen, virun allem um Niveau vum Finanzement.

An dësem Kontext géif ech lech bieden, folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentleche Aarbechte weiderzeleeden.

- Wéi eng Repercussiounen huet de gratis ëffentlechen Transport fir den interkommunale

Bussyndikat TICE an déi Gemengen, déi an Eegeregie een ëffentlechen Transport organiseren?

- Ass geplangt, de finanziellen Ausfall, bedéngt duerch manner Recetten, fir dës Gemengen ze kompenséieren?

- Wa jo, wéi kéint sou een Ausgleich ausgesinn?

- Wann neen, firwat net?

- Wier et net ubruecht, dass de Stat respektiv de Ministère sech komplett ëm d'Organisation vum ëffentlechen Transport am ganze Land géif këmmen?

- Wat schwätzt fir respektiv géint sou eng Organisation?

Réponse (28.02.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Mat senger parlamentarescher Fro hätt den Här Deputéierte gären Informationen iwwert d'Repercussioun vum gratis ëffentlechen Transport op de Busservice vum TICE an aner gemengenghängig Busservicer.

Fir den TICE wäert de gratis ëffentlechen Transport keng weider Repercussiounen hunn. Finanziell wäert d'Feele vun de Recetten, déi mam Billjeesverfak gemaach ginn, duerch d'Subventioun vum Stat kompenséiert ginn. Fir d'Personal (Verfak a Kontroll) ännert och weider näischt, well dat Personal weiderhi seng Aufgabe wéi Präsenz um Réseau, Informatioun fir de Client an Anhale vu Propretéit an Uerdnung soll ausféieren.

Verschidde Gemenge bidden och e Bustransport un, wouvunner d'Stad Lëtzebuerg natierlech, als eegestännegen Operateur, de gréisste Bedreiwler vun engem eegene Réseau ass.

D'Stad Lëtzebuerg als Operateur vun hirem AVL-Réseau huet jo decidéiert, matzemaache beim gratis ëffentlechen Transport. Ob aner Gemenge sech deem och lo uschlëssen, muss een ofwaarden an am Kontext kucken, ob den ëffentlechen Transport, deen d'Gemenge lo schonns ubidden, als Gemengemissioun unerkannt gétt, wat lo nach net de Fall ass. Dës Diskussiounen falen an d'Kompetenz vum Innenminister.

Déi 3. Fro eriwwegt sech, vu dass keen Ausgleich virgesinn ass.

Den Operateur TICE kritt seng Leeschtunge laut de Critère vum RGTR bezuelt. Wéi am 1. Punkt erkläert, dréit den TICE also kee finanzielle Schued um gratis Transport. D'Stad Lëtzebuerg kritt den Ament d'Lignes coordonnées (dat sinn déi Linnen, déi iwwert d'Grenz vun der Stad erausfueren) vum Stat komplett bezuelt, laut enger Conventioun Stat - Stad Lëtzebuerg. Do ass d'Situatioun genee déi selwecht ewéi beim TICE a wéi bei all aner privat Bussentreprise. Iwwert den eegene Réseau vun der AVL kann ech mech net äusseren.

De Stat an notamment den Transportminister ass souwisou haut zoustänneg fir d'Organisation vum ëffentlechen Transport laut Gesetz vum 29. Juni 2004. Dëst Gesetz applizéiert sech awer net op den ëffentlechen Transport, deen um Territoire vun enger Gemeng uegbuede gétt. Zur eventuell zukünfteger Organisation kann ech soen, dass de Koalitiounsaccord Folgendes virgesäit: « Une analyse sera menée afin de déterminer si un établissement public est encore adapté pour organiser certaines missions dans le cadre des transports publics ou bien si une approche plus centralisée au sein du département des transports ne soit préférable afin d'augmenter l'efficacité et une meilleure cohérence dans l'organisation des transports publics. » Effektiv ass de Wonsch do, d'Mobilitéit an den ëffentlechen Transport ënnert d'Lupp ze huelen an deementspreechend och d'Gesetz iwwert den ëffentlechen Transport vun 2004. Et ass de Moment awer nach ze fréi, fir méi konkret Aussoen ze maachen, vu dass déi Analys eréischt gemaach gétt.

Question 0187 (11.01.2019) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **recyclage des appareils électriques et électroniques** :

Au Luxembourg, l'ASBL Ecotrel est agréée par le Ministère ayant le Développement durable dans ses attributions en tant qu'organisme responsable de la collecte et du recyclage des appareils électriques et électroniques de toute catégorie, tels que les appareils électroménagers, les équipements informatiques et médicaux, le matériel d'éclairage, etc.

Cependant il y a lieu de noter qu'une partie des déchets électroniques en provenance des pays industrialisés est exporté dans des pays en voie de développement pour y être recyclés -

souvent sous des conditions qui ne respectent aucunement les standards les plus élémentaires en matière de santé et de sécurité au travail.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) L'ASBL Ecotrel est-elle en mesure de recycler elle-même l'intégralité des appareils électriques et électroniques collectionnés au Luxembourg ?

2) Dans la négative, à quelles autres entités le recyclage des appareils concernés est-il confié ?

3) Qu'arrive-t-il aux appareils ne pouvant pas être recyclés ?

4) Selon quels critères la recyclabilité des appareils est-elle déterminée ? Est-ce que des critères de profitabilité définissent quels appareils sont recyclés et quels ne le sont pas ?

5) Quel est le ratio des appareils ne pouvant pas être recyclés par rapport à ceux qui le sont ?

6) Des appareils électriques et électroniques sont-ils exportés à l'étranger ?

7) Dans l'affirmative, existe-t-il un système fiable de retraçage des exportations en question afin de garantir que les déchets électriques et électroniques ne finissent pas dans les pays en voie de développement ?

8) Est-il prévu d'augmenter le ratio des appareils recyclables ? Dans l'affirmative, quelles mesures Madame le Ministre entend-elle prendre pour y arriver ?

Réponse (12.02.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) L'ASBL Ecotrel est un organisme agréé qui prend en charge les responsabilités des producteurs des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), dans le cadre du Régime de la responsabilité élargie du producteur inscrit dans la loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets et repris dans le règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2013 relatif aux DEEE. Ecotrel endosse les responsabilités découlant de ces textes pour les producteurs qui sont ses adhérents. Cela consiste, moyennant une contribution financière payée par les producteurs, à assurer la collecte et le traitement des DEEE, mais aussi à mener des actions pour favoriser le respect de la hiérarchie des déchets (notamment prévention et réemploi) et pour sensibiliser les différents utilisateurs d'équipements électriques et électroniques, le tout conformément aux obligations des producteurs inscrites dans le règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2013 relatif aux DEEE.

Elle possède uniquement un rôle de coordination, d'organisation et de garant pour ce qui concerne la gestion des DEEE, mais ne procède pas elle-même par ses propres moyens à la collecte ni au traitement de DEEE.

L'adhésion à Ecotrel n'est pas obligatoire, tout producteur ayant le choix de recourir à un système individuel pour répondre à ses obligations.

ad 2) L'enregistrement des producteurs auprès du ministre en charge de l'Environnement est exigé par l'article 15 du règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2013 relatif aux DEEE. A cette occasion, ils doivent fournir tous renseignements utiles sur leurs modalités de gestion des DEEE, y compris les filières de collecte et de traitement qu'ils ont prévues. Ecotrel se charge de la procédure d'enregistrement pour ses membres.

De plus, lors de la demande d'agrément d'Ecotrel auprès du ministre en charge de l'Environnement, le dossier de candidature doit fournir des informations concernant l'ensemble des prestataires retenus par l'organisme, y compris les filières de traitement. D'après l'article 19 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets, le demandeur est tenu de « décrire les méthodes de reprise et de collecte séparée pour les différents types de déchets ainsi que les filières de traitement des différents types de déchets ».

Pour finir, chaque prestataire de la filière souhaitant travailler avec Ecotrel doit passer une convention de coopération avec celui-ci. Par leur convention, ces prestataires s'obligent vis-à-vis d'Ecotrel à respecter toutes les obligations légales auxquelles ils sont soumis, notamment en termes d'autorisation d'exercer leur activité (notamment « établissements classés » ou législations équivalentes).

ad 3) La filière du recyclage des DEEE ne se base pas sur la notion de recyclage d'un appareil entier, mais sur le recyclage individuel de ses composants (après dépollution), qui peuvent eux-mêmes être décomposés et orientés vers les différents flux de matières (plas-

tiques, métaux dont métaux précieux, verre, bois...).

En principe, il n'y a pas d'appareil qui ne puisse pas être recyclé, au moins partiellement. La première étape d'une opération de recyclage consiste à démonter l'équipement en prenant soin de collecter toutes matières dangereuses, puis à en séparer les différents composants selon leur nature. L'étape du démantèlement est réalisée ici au Luxembourg par opération manuelle afin de maximiser la qualité des matières recyclables, hormis pour les appareils réfrigérants qui sont emmenés auprès d'un prestataire à Mettlach (Allemagne). Ces fractions sont ensuite introduites majoritairement dans des filières de recyclage sauf quand elles ne peuvent pas ou plus être recyclées (p. ex. en cas de souillure par un déchet dangereux). Ces déchets deviennent alors des déchets ultimes, qui doivent faire l'objet d'une élimination répondant à toutes les exigences législatives.

ad 4) D'après la hiérarchie des déchets, fixée par l'article 9 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets, la prévention doit être prioritaire, suivi du réemploi du déchet. Seulement ensuite vient le recyclage matière. Les producteurs d'EEE doivent donc raisonner selon cette logique lors de la conception d'un équipement. Ils doivent favoriser la réduction des déchets et faciliter la réutilisation et le recyclage de l'appareil, ainsi que le préconisent l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2013 relatif aux DEEE et la loi modifiée du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie.

L'organisme Ecotrel doit garantir à tout moment que les DEEE pris en charge sont soumis aux opérations de démontage, de réutilisation, de traitement, de recyclage, de valorisation et d'élimination en utilisant la meilleure technologie disponible. Il a en outre pour obligation de demander l'avis de l'Administration de l'environnement quant aux filières de traitement utilisées, soit par le biais de sa demande d'agrément soit, après agrément, pour toute nouvelle filière qu'il souhaite utiliser. Chaque année, les prestataires de traitement doivent informer Ecotrel sur le devenir des DEEE respectivement des pièces ou matières qu'ils traitent, et ils doivent indiquer, preuve à l'appui, le pourcentage de recyclage effectif atteint pour cette année. L'objectif est entre autres d'atteindre des standards de qualité élevé ; la filière de traitement des appareils réfrigérants à Mettlach, par exemple, se fait selon la norme de qualité RAL-GZ 728 (Rückproduktion von Kühlgeräten), ainsi que du niveau d'excellence du label délivré par l'organisation européenne Weelabex.

ad 5) 6.064,5 t de DEEE ont été collectées par Ecotrel en 2017. Les ratios de réutilisation et de recyclage des DEEE pour l'exercice 2017 sont les suivants (source : rapport annuel Ecotrel 2017) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ces résultats montrent que la fraction des composants DEEE qui ne peut pas faire l'objet d'un recyclage reste relativement limitée et toujours inférieure à 13 % (en poids). Le taux de recyclage est conditionné par les divers composants qui se trouvent dans l'appareil ; il est donc variable entre les différentes catégories de DEEE.

Il convient aussi de tenir compte de la fraction des DEEE qui n'est pas collectée sélectivement, et qui est éliminée soit par les déchets municipaux, soit via les encombrants. Des analyses de la composition des ordures ménagères résiduelles et de celle des déchets encombrants sont régulièrement effectuées au Luxembourg. Elles sont consultables sur Internet : <https://data.public.lu/en/datasets/dechets-municipaux/>.

Concernant les DEEE, la comparaison dans le temps de ces analyses met en exergue une réelle baisse des tonnages de DEEE qui sont encore éliminés par le biais des déchets municipaux. Entre 2009 et 2014, la part annuelle des DEEE dans les encombrants est passée de 58 t à 9,5 t (de 0,12 kg/habitant en 2009 à 0,02 kg/habitant en 2014) alors que dans le même intervalle, la population croissait de plus de 11 %. Mentionnons encore qu'en 2004, les DEEE représentaient encore 193 t dans les déchets encombrants.

Pour ce qui est des ordures ménagères, on constate également une décroissance du poids de DEEE par habitant passant de 1,16 kg en 2009 à 1,09 kg en 2013, soit une réduction de 6 % en poids. Environ un quart de ces DEEE est constitué de petits appareils électroména-

Actuellement une nouvelle campagne d'analyse de la composition de déchets ménagers résiduels est en cours. Les résultats, qui seront disponibles vers la fin de l'année permettront de déterminer l'évolution entre autres des DEEE encore éliminés actuellement par le biais des déchets de ménagers résiduels et de définir les points d'actions nécessaires pour des améliorations futures.

ad 6) Étant donné que les filières de traitement des DEEE présentes au Grand-Duché du Luxembourg sont principalement des filières de démantèlement, l'export des composants démantelés vers des installations de traitement dûment autorisées et conventionnées par Ecotrel situées à l'étranger est nécessaire. Les installations de démantèlement présentes au Grand-Duché effectuent un démontage manuel qui permet d'obtenir une haute qualité de tri, ce qui favorise et garantit un taux de recyclage élevé. Les exportations des DEEE collectés au Luxembourg se font ensuite dans des pays européens voisins, à savoir la Belgique, la France, l'Allemagne et les Pays-Bas.

ad 7) Le transfert des DEEE vers les installations de traitement passe par la procédure de notification et se fait donc conformément au règlement européen 1013/2006 du 14 juillet 2006 concernant les transferts de déchets.

Grâce au système de conventionnement mis en place par Ecotrel, les divers acteurs de la filière de traitement ont pour obligation de rapporter sur le devenir effectif des DEEE. Ces données permettent d'établir les rapports à transmettre aux instances européennes. La fin de l'article 12 de l'agrément d'Ecotrel stipule que : « Ecotrel doit en outre disposer à tout moment des connaissances relatives aux flux des différents DEEE et de leurs composantes de leur collecte jusqu'à leur valorisation ou leur élimination définitives. »

Le détail de ces informations est communiqué par Ecotrel à l'Administration de l'environnement dans le cadre de son rapport annuel.

ad 8) Actuellement, le Luxembourg affiche déjà un des taux de collecte et de recyclage les plus élevés d'Europe pour les DEEE.

Dans le domaine de la recyclabilité, rappelons que ce n'est pas un appareil dans sa globalité qui est recyclable ou non, mais plutôt ses composants. L'étape du démantèlement des DEEE revêt dès lors une grande importance. Grâce au démantèlement réalisé ici au Grand-Duché, la qualité des matériaux et de tri de ces matériaux obtenus à l'issue de ce processus permet d'obtenir des rendements très élevés en termes de recyclage et de valorisation.

Un renforcement du recyclage est donc directement lié à une augmentation du taux de collecte des DEEE.

La nouvelle analyse de la composition des ordures ménagères actuellement en cours permet de déterminer le taux des DEEE encore éliminés par cette filière et de préciser les actions nécessaires pour réduire cette filière d'élimination.

Afin d'augmenter les taux de collecte et les taux de valorisation (dont de recyclage) fixés dans le règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2013 relatif aux DEEE, tout en promouvant la prévention et la réutilisation, différentes mesures sont d'ores et déjà prévues ou mises en œuvre :

- maintien et suivi de mesures, de dispositifs et d'opérations existants (« Flécken à Léinen », « e-collect.lu », « oekotopten.lu », « dingdong.lu ») ;

- application des mesures du Plan national de gestion des déchets et des ressources concernant les DEEE ;

- encourager l'émergence de services de réparation : mise en place de services supplémentaires pour les particuliers par Ecotrel (concept des « Service-Center ») pour capter les DEEE réutilisables et/ou réparables en entrée de centres de recyclage ;

- poursuivre le projet „Clever akafen“ de la SuperDrecksKëscht® pour les ampoules LED ;

- mener des campagnes de sensibilisation pour inciter à une utilisation plus longue des EEE et à un meilleur tri/collecte ;

- poursuivre la coopération entre Ecotrel et des prestataires sociaux spécialisés et l'animation du Cluster ICT circulaire et solidaire ;

- élaboration de modalités de reporting pour les équipements électroniques (notamment du secteur de l'IT) pour pouvoir comptabiliser ceux remis sur le marché du réemploi en tant qu'occasion ;

- incitation financière par l'écomodulation des contributions des producteurs d'EEE en fonction de critères de durabilité, réparabilité, possibilités de réemploi, recyclabilité et présence

de substances dangereuses, tel que prescrit par la directive-cadre 2018/851 sur la gestion des déchets et selon le principe de taxation de la non-réparabilité inscrit dans le Plan national de gestion des déchets et des ressources ;

- contrôles effectués dans la filière, notamment pour continuer à lutter contre les collecteurs illicites.

Question 189 (14.01.2019) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant le **taux de la valeur ajoutée** :

La proposition de modification de la directive 2006/112/CE prévoit d'harmoniser les règles d'application des taux de TVA dans les États membres de l'UE.

En ce qui concerne la possibilité d'appliquer un taux de TVA réduit, la liste positive des produits et services en vigueur actuellement sera remplacée par une liste négative (annexe III bis de la proposition de modification de la directive), définissant les produits et services auxquels un taux de TVA réduit ne pourra plus être appliqué.

Or, il s'avère que les produits et services d'opticiens et les aides auditives figurent actuellement sur cette liste négative, produits et services qui pourraient donc ne plus se voir appliquer un taux de TVA réduit.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Finances :

- 1) Monsieur le Ministre est-il en mesure de confirmer qu'à l'état actuel du texte de la proposition de modification de la directive 2006/112/CE, les produits et services mentionnés pourraient ne plus être soumis à un taux de TVA réduit ?

- 2) La proposition de modification de la directive risque-t-elle d'impacter négativement d'autres produits et services soumis actuellement à un taux de TVA réduit ?

- 3) Quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à cette problématique ?

Réponse (14.02.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Dans son plan d'action sur la TVA de 2016 la Commission européenne a proposé de remplacer l'actuel régime transitoire de taxation des échanges entre les États membres par un régime définitif reposant sur le principe de l'imposition dans l'État membre de destination, afin de créer un espace TVA unique robuste dans l'Union. Parallèlement, elle a annoncé que l'imposition au lieu de destination permettrait d'accorder plus de souplesse aux États membres pour la fixation des taux de TVA.

C'est pourquoi, dans sa proposition de directive modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne les taux de taxe sur la valeur ajoutée, datant de janvier 2018, au lieu d'étendre la liste des biens et des services pouvant faire l'objet des taux réduits, la Commission a opté de remplacer l'annexe III par une liste négative de biens et services qui ne peuvent pas faire l'objet des taux réduits.

D'après cette annexe les aides auditives ne pourraient alors plus être soumises au taux de TVA super-réduit. En revanche, l'application du taux de TVA super-réduit aux verres de lunetterie médicale et autres verres correcteurs, en verre ou en d'autres matières que le verre, aux montures de lunetterie médicale et aux montures garnies de verre ou d'autres matières, relevant de la lunetterie médicale n'est pas impactée par la proposition de la Commission.

En ce qui concerne les autres rubriques de l'annexe III bis, le Grand-Duché applique des taux de TVA autres que le taux normal à certaines livraisons de biens repris dans la rubrique (8) intitulée « Livraison de fiouls lourds et de gaz ; livraison d'huiles lubrifiantes » dont l'électricité, le gaz, l'huile minérale combustible ou encore le bois de chauffage.

La rubrique (14) de l'annexe III bis couvre très largement les livraisons d'œuvres d'art. Celles-ci sont également, sous certaines conditions, soumises à un taux réduit de TVA au Luxembourg actuellement.

Les produits des rubriques (8) et (14) ne bénéficieraient dès lors plus d'un taux de TVA réduit s'il s'avérait que la proposition de directive était adoptée dans sa version actuelle.

Le Grand-Duché continuera tout au long des négociations sur cette proposition de défendre le statut quo pour qu'après adoption d'un nouveau texte aucun bien ou service qui bénéficie actuellement d'un taux réduit n'en soit exclu à l'avenir.

Question 0190 (14.01.2019) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** (*DP*) concernant la **suppression de la ligne ferroviaire 60b entre Rumelange et Noertzange** :

Depuis le 10 janvier 2019 les trains de la ligne 60b entre Rumelange et Noertzange ont été supprimés en raison d'une « indisponibilité de matériel roulant ». Les voyageurs sont désormais obligés de se rabattre sur la ligne de bus RGTR 197 comme unique moyen de transport public disponible.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Pour quelles raisons des indisponibilités de matériel roulant ont-elles lieu généralement ? Quelles sont les raisons dans le cas présent ?

- Les CFL ne disposent-ils pas de trains de remplacement pour des situations pareilles ? Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de remédier à cette situation par l'achat de matériel roulant supplémentaire ?

- En cas de défaillance de matériel roulant est-il usuel de supprimer des lignes entièrement ? Dans le cas présent n'aurait-il pas été possible de seulement réduire la fréquence des connexions, respectivement de réduire la fréquence d'autres lignes afin de libérer des trains pour garantir une desserte minimale de la ligne 60b ?

- Des bus supplémentaires sont-ils prévus pour la ligne RGTR 197 afin de pouvoir amortir le nombre de passagers additionnels probables ?

- À combien de minutes se chiffre la perte de temps pour les voyageurs obligés à emprunter le bus au lieu du train ?

- Quand les passagers ont-ils été informés de la suppression de la ligne en question ?

- Sachant que les communes du « Källdall » représentent une population d'environ 15.000 personnes et au vu des infrastructures ferroviaires existantes, Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il serait opportun d'augmenter tant la fréquence des trains que le nombre d'arrêts sur la ligne 60b, dans le but d'encourager le recours aux transports publics dans la mobilité locale et régionale ?

Réponse (15.02.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

En effet, des indisponibilités de matériel roulant peuvent être causées par un nombre élevé et inhabituel de pannes techniques au parc de matériel roulant, ou par une immobilisation d'une partie de la flotte pour cause de transformations techniques, comme c'était le cas lors de l'équipement en ETCS du matériel roulant des CFL.

En l'occurrence, une panne du tour en fosse de l'atelier central des CFL est à l'origine de l'indisponibilité de matériel roulant. Le tour en fosse est une machine spéciale destinée au reprofilage des roues du matériel roulant. Le reprofilage à des intervalles réguliers est obligatoire pour des raisons de sécurité et de confort. Si le profil d'une roue sort des limites autorisées, l'immobilisation de l'engin devient obligatoire, en attendant son passage sur le tour en fosse.

Depuis le mois d'octobre 2018, le tour en fosse des CFL était en panne, en attendant la livraison des pièces de rechange nécessaires et l'intervention de réparation par les équipes du fournisseur espagnol de la machine. Pendant cette période, les CFL ont été obligés de recourir à des ateliers à l'étranger (p. ex. Düsseldorf, Ludwigshafen, Trèves, Thionville et Kinkempois) pour le reprofilage des roues. Comme ces installations spécialisées sont souvent saturées et le transfert des engins doit aussi être pris en compte, il en résulte que le taux des engins non disponibles est beaucoup plus important que d'habitude.

Les CFL ont un taux de réserve de matériel roulant d'environ 20 %, ce qui est en principe suffisant pour couvrir l'entretien préventif ainsi qu'un niveau normal de pannes techniques. Les immobilisations suite à la non-disponibilité du tour en fosse s'ajoutent à ces immobilisations normales et font que le niveau de réserve n'était exceptionnellement pas suffisant pour pouvoir assurer l'entièreté de la desserte prévue.

Pour éviter des situations similaires dans le futur, les CFL sont en train d'analyser plusieurs

options pour améliorer la fiabilité et la disponibilité du tour en fosse, qui ne sont actuellement pas satisfaisantes. En décembre 2018, les CFL ont passé une commande pour 34 automotrices supplémentaires, qui seront livrées entre fin 2021 et fin 2024.

La non-disponibilité prévisible de matériel roulant en nombre suffisant sur une période prolongée a contraint les CFL à adapter temporairement leur offre. Outre la suppression du trafic sur les antennes de Noertzange-Rumelange et Esch-sur-Alzette-Audun-le-Tiche, des trains sur d'autres lignes ont circulé en composition réduite.

Le choix des mesures à prendre se fait sur base de plusieurs considérations et en particulier le nombre de clients impactés et la faisabilité d'offrir des alternatives acceptables. À titre d'information la ligne 60b (Rumelange-Noertzange) est utilisée en moyenne par 24 clients par jour dans le sens Rumelange-Noertzange, et par 48 clients dans le sens Noertzange-Rumelange.

Pour pouvoir combler les besoins en capacité sur la ligne d'autobus RGTR 197 Ottange (F)-Rumelange-Luxembourg, la mise en service d'un autobus à deux étages est prévue pour le mois de mai 2019 sur cette ligne d'autobus.

Selon les horaires publiés, le temps de parcours du bus 197 entre Rumelange-gare et Luxembourg-gare est de 34 minutes. Le même parcours en train prend 36 minutes, changement de train à Noertzange compris. Il n'y a donc pas de perte de temps pour les voyageurs.

Sur base de l'évolution de la disponibilité de matériel roulant, la décision a dû être prise à court terme. Les passagers ont été informés la veille de la mise en œuvre, notamment par des annonces dans les trains concernés, par des affiches sur les quais, par le site Internet et l'application mobile des CFL, ainsi que via les médias.

Actuellement, l'offre prévoit des trains à cadence semi-horaire entre Noertzange et Rumelange aux heures de pointe du matin et du soir. À cause de la nature des infrastructures (il s'agit d'une ligne à voie unique), il n'est techniquement pas possible d'augmenter la fréquence.

La seule possibilité pour élargir l'offre serait d'ajouter des trains en dehors des heures de pointe. Or, les chiffres du nombre de clients montrent qu'actuellement, la relation de bus par la ligne 197 est de loin préférée à la relation par train par la majorité des clients. Pour cette raison, il n'est pas jugé opportun d'augmenter l'offre de trains à ce stade.

Question 0192 (14.01.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) concernant le **statut du coach sportif** :

Die Förderung des Sports und der Fitness ist undingbar, wenn wir unser Gesundheitssystem nicht nachhaltig belasten wollen. In den letzten Jahrzehnten sind in Luxemburg unzählige Fitnessstudios eröffnet worden, in denen viele Einwohner sich sportlich betätigen.

Der Beruf des Sportcoachs oder des Health Managers ist jedoch weder rechtlich geschützt noch unterliegt er einer spezifischen Erlaubnis. Laut Antwort auf die parlamentarische Frage N° 1852 aus dem Jahr 2016 wollten die beteiligten Ministerien in einer interministeriellen Arbeitsgruppe einen Lösungsvorschlag unterbreiten. Laut Antwort könnte ein solcher Lösungsvorschlag „in einer Art Kompetenzbescheinigung bestehen, ohne jedoch einen reglementierten Beruf zu erschaffen, oder aber in einem Qualitätslabel, welches unter Vorbehalt verschiedener, noch zu definierenden Qualitätskriterien an Fitnessstudios und „Personaltrainer“ ausgestellt werden könnte“.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an die Herrn Minister stellen:

- Hat die interministerielle Arbeitsgruppe der Regierung einen Lösungsvorschlag ausgearbeitet?

- Wenn ja, welche Maßnahmen sieht dieser vor?

- Sieht die Regierung vor, Fitnesscenter in ein Präventionsprogramm mit einzubinden, wenn sie die entsprechenden Kriterien erfüllen?

Réponse commune (28.02.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports* :

Die interministerielle Arbeitsgruppe bestehend aus Vertretern des Wirtschafts-, Gesundheits-, Erziehungs- und Sportministeriums kam zum Fazit, dass Berufe im Sport in einem internationalen Umfeld ein sehr komplexes Handlungsfeld darstellen.

Demzufolge hat die aktuelle Regierung im Koalitionsabkommen Folgendes zurückbehalten: « des études approfondies sur les métiers du sport seront favorisées en vue d'une réglementation des formations y relatives ».

Entsprechend misst die Regierung den Berufen im Sport eine ganz besondere Bedeutung zu und es gab bereits Mitte Januar erste Gespräche zwischen den Verantwortlichen des Sportministeriums und des Bildungsministeriums, um sich bezüglich einer gemeinsamen Marschroute abzusprechen. Zunächst gilt es die entsprechenden Berufe zu definieren, wobei die Regierung sich sehr wohl Berufsbilder im Bereich des Sportcoaches vorstellen kann, der sich während seiner Ausbildung in den unterschiedlichen Fachrichtungen spezialisieren könnte. Letztere könnten vom Kindersport und der motorischen Grundausbildung hin zum Wettkampfsport reichen sowie den Präventions- und Gesundheitssport als auch den Fitnessbereich umfassen.

Das regelmäßige Betreiben von Sport beziehungsweise körperlicher Aktivität sind wichtige Maßnahmen sowohl um Krankheiten vorzubeugen als auch um die Folgeerscheinungen bereits bestehender Krankheiten zu lindern. Deshalb tragen sie wesentlich dazu bei, die Gesundheit und das allgemeine Wohlbefinden der Bevölkerung nachhaltig zu verbessern.

Um die in unzähligen Untersuchungen nachgewiesenen gesundheitlichen Nutzen des Sporttreibens zu untermauern und den im Koalitionsabkommen zurückbehaltenen „charactère préventif du sport“ zu fördern, zeigt sich die Regierung auch weiterhin offen, sowohl private als auch öffentliche Akteure in ihre Präventionsprogramme einzubinden. In diesem Sinne ist eine Zusammenarbeit mit dem Sport- und Fitnessbereich durchaus vorstellbar oder gar wünschenswert. Die konkrete Einbindung hängt aber immer sowohl von den Zielen der einzelnen Präventionsprogramme als auch von den Kompetenzen der handelnden Personen ab und muss deshalb im Einzelfall im Hinblick auf Förderfähigkeit geprüft werden.

Question 0194 (14.01.2019) de **M. André Bauler** (DP) concernant une **ambulance additionnelle pour le CGDIS dans le canton de Redange** :

Je viens d'apprendre que le CGDIS est actuellement à la recherche d'un site approprié pour stationner une deuxième ambulance dans le canton de Redange ou dans ses environs.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que le CGDIS est en train de chercher un site adéquat pour installer une ambulance additionnelle dans le canton de Redange ? Quelle en est la raison ?

- Selon quels critères une telle ambulance serait-elle stationnée dans l'une des communes du canton ? Quels sont les sites envisagés par le CGDIS ?

- Dans ce contexte précis, la commune de Grosbous ne pourrait-elle pas constituer l'un des sites stratégiques ?

- Le dépôt des ponts et chaussées à Grosbous, terrain d'une contenance de presque 80 ares, dont les bâtiments occupent une surface de six ares à peine, pourrait-il servir, le cas échéant, de lieu de stationnement potentiel pour une ambulance ?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre aurait-elle déjà eu des échanges d'idées à ce sujet avec Monsieur le Ministre des Travaux publics ?

Réponse (08.02.2019) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

L'information alléguée par le député André Bauler, selon laquelle le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) serait actuellement à la recherche d'un site adéquat pour installer une deuxième ambulance dans le canton de Redange, ne peut être confirmée par mes soins.

Je tiens à souligner que le canton de Redange abrite deux centres d'incendie et de secours (CIS), qui disposent d'ores et déjà d'ambulances, à savoir le CIS Redange et le CIS Ram-brouch.

Cependant, il est vrai que le CGDIS a été contacté par l'administration communale de Grosbous avec la proposition de construire un nouveau CIS sur le site des ponts et chaussées, comme le soulève à juste titre l'honorable Député. Cette proposition de l'administration communale suggère également de stationner une ambulance auprès de ce nouveau CIS.

L'idée de stationner une ambulance supplémentaire provient sans doute des travaux préparatoires de la réforme des services de secours. En effet, le projet de plan national d'organisation des services de secours, présenté en juillet 2012, prévoyait l'option d'améliorer les délais d'intervention, notamment par l'ajout de quelques nouveaux CIS dotés d'une ambulance, dont, parmi d'autres, un pour la région de Grosbous-Mertzig.

Avec l'entrée en vigueur de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, à savoir le 1^{er} juillet 2018, la nécessité de disposer de nouveaux CIS dotés de matériel d'intervention supplémentaire se dégagera du Plan national d'organisation des secours (PNOS), qui est prévu à l'article 69 de la loi précitée du 27 mars 2018. Le PNOS dresse l'inventaire des risques de toute nature pour la sécurité des personnes et des biens auxquels doivent faire face les secours et détermine les objectifs de couverture de ces risques.

Le projet du PNOS est élaboré par la ministre ayant les services de secours dans ses attributions avec le concours du CGDIS. Dès que le projet sera disponible, il sera transmis aux communes et au Conseil supérieur de la sécurité civile pour avis. Au terme de la phase d'élaboration et de consultation, le PNOS sera arrêté par règlement grand-ducal et publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Finalement, je tiens à préciser que depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée du 27 mars 2018, les futurs projets de construction d'un nouveau CIS relèvent désormais du pouvoir de décision du conseil d'administration du CGDIS, sous réserve de l'approbation de la ministre ayant les services de secours dans ses attributions, de sorte que ni cette dernière, ni le ministre ayant les travaux publics dans ses attributions, n'ont compétence à prendre de telles décisions de manière indépendante du CGDIS.

Question 0195 (22.01.2019) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant le **devoir de diligence** :

Je voudrais revenir sur une information parue dans l'édition du 12 décembre 2018 de la « Zeitung vum Lëtzeburger Vollek » relative à l'assassinat par les autorités saoudiennes du journaliste Jamal Khashoggi.

Cet article se réfère notamment à une tribune publiée dans le « Washington Post » et qui fut également commenté par le quotidien israélien « Haaretz » le 9 décembre 2018.

Selon le journaliste (qui tiendrait ses sources de deux anciens agents du renseignement états-unien), l'assassinat de Monsieur Khashoggi aurait été facilité par l'utilisation par les autorités saoudiennes d'un logiciel d'espionnage produit par la filiale de la société israélienne, dont le siège est établi au Kirchberg à Luxembourg.

Ce logiciel, permettant de pirater des téléphones mobiles, aurait été utilisé pour intercepter des conversations entre Monsieur Khashoggi et un activiste des droits humains saoudiens exilé à Montréal et aurait donc joué un rôle fondamental dans l'assassinat du journaliste saoudien.

Répondant aux questions de « Haaretz », la société affirme, comme le rapporte la « Zeitung vum Lëtzeburger Vollek » : « Das Unternehmen entwickelt Produkte, die ausschließlich an Kunden verkauft werden, die von der (israelischen) Regierung dazu autorisiert wurden und die dazu ausgebildet sind, es für das ausschließliche Ziel der Erkennung und Verhinderung von Verbrechen und Terror anzuwenden. »

De son côté, le Ministère de la Défense israélien répond à « Haaretz » (toujours selon la même source), la chose suivante : « Die zuständige Kontrollbehörde erteilt die entsprechenden Genehmigungen an Exporteure nur in Übereinstimmung mit den Gesetzen, den Standards und den Verpflichtungen, denen der Staat Israel verpflichtet ist, in Abstimmung mit dem Außenministerium und anderen Regierungseinrichtungen. »

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des activités de la filiale en question ?

2) Le Gouvernement luxembourgeois entend-il intervenir auprès des autorités israéliennes afin d'obtenir des éclaircissements supplémentaires ?

3) Monsieur le Ministre estime-t-il que les activités de ladite filiale puissent contrevenir au respect des droits humains ? Le cas échéant, quelles conséquences le Gouvernement entend-il entreprendre à l'encontre de cette filiale ?

4) Considérant que les mesures, y compris le devoir de diligence, énoncées dans le Plan d'action national pour la mise en œuvre des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains 2018-2019 sont purement volontaires, le Gouvernement estime-t-il que la législation actuelle permet de prévenir et, le cas échéant, de remédier aux atteintes aux droits humains et à l'environnement engendrées par les activités d'entreprises établies au Luxembourg, y compris celles de leur chaîne de valeur ?

Réponse commune (19.02.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie* :

Par la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations, les autorités luxembourgeoises se sont dotées d'un cadre légal fort, entre autres pour prévenir d'éventuelles atteintes aux droits humains en relation avec des activités d'exportation, de transit, de courtage ou de transfert intangible de technologie.

Au niveau de l'Union européenne ainsi que dans les enceintes internationales compétentes, le Gouvernement luxembourgeois s'engage pour faire avancer le contrôle de l'exportation des biens de cyber-surveillance, notamment sur base du critère des droits humains.

La société à laquelle se réfère l'honorable Député est la filiale israélienne d'une société établie à Luxembourg. Selon les sources citées dans les articles de presse, l'exportation du programme de cyber-surveillance en question aurait été accordée par le Gouvernement israélien. Les autorités luxembourgeoises n'ont en tout cas pas été sollicitées par la société établie à Luxembourg pour autoriser une quelconque exportation.

Le « Plan d'action national du Luxembourg pour la mise en œuvre des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains » du 22 juin 2018 souligne l'importance de la diligence raisonnable pour prévenir entre autres des violations des droits humains engendrées par les activités des entreprises. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action national, le Gouvernement luxembourgeois déploie des efforts de sensibilisation auprès des entreprises, et attend de la part de celles-ci le plein respect des droits humains.

Dans son programme pour les années 2018 à 2023, le Gouvernement luxembourgeois s'est en outre engagé à étudier la possibilité de légiférer sur le devoir de diligence pour les entreprises domiciliées au Luxembourg, dans la mesure où un tel devoir de diligence représenterait une mesure complémentaire au Plan d'action national susmentionné.

Question 0196 (15.01.2019) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'**enveloppe financière prévue pour l'initiative « Space Resources »** :

En 2016, le Gouvernement avait annoncé vouloir investir 200 millions d'euros dans le projet « Space Resources ». Le Gouvernement et la SNCI avaient à l'époque signé deux accords avec les entreprises américaines Planetary Resources et Deep Space Industries. Le directeur pour les nouvelles technologies au Ministère de l'Économie avait précisé que le financement ne viendra pas seulement du budget de l'État, mais d'autres sources, dont notamment la SNCI, l'European Space Agency, etc.

Selon Monsieur le Ministre, SAAM Luxembourg SARL avait investi 11,98 millions d'euros dans Planetary Resources Inc., argent qui a été perdu.

En réponse à la question parlementaire n° 0030, Monsieur le Ministre a aussi précisé qu'environ 13 millions d'euros auraient été investis dans Spire Global, qui n'est toutefois pas actif dans le secteur de l'exploration et de l'utilisation des ressources spatiales à travers le Luxembourg Future Fund. D'autres investissements seraient possibles à travers le Luxembourg Space Fund, qui n'est pas encore opérationnel, et la SNCI.

3,2 millions d'euros auraient été investis depuis 2016 dans la promotion du secteur spatial commercial.

6,5 millions d'euros ont été prévus en matière d'éducation pour la période 2018-2021.

D'autres financements ont été prévus en matière de recherche et d'innovation. Comme le précise Monsieur le Ministre, les dépenses y relatives s'élevaient à un peu moins de 20 millions d'euros (dont la majeure partie n'est toutefois pas liée à l'initiative « SpaceResources.lu »).

Au vu de ce qui procède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir les sources de financement des 200 millions d'euros et indiquer quel sera le montant débouqué par les différentes parties prenantes parmi les 200 millions d'euros ?

- Parmi les 200 millions d'euros, combien de ces financements se feront directement à travers le budget de l'État et pour quels projets ?

- Parmi les 200 millions d'euros annoncés, combien de ces financements se feront indirectement via le budget de l'État (participation à des programmes ESA, etc.) ?

- Combien de ces financements sont d'origine privée ? Combien de ces financements proviennent de l'ESA ?

- Quel est le soutien financier réservé à des projets de recherche et d'innovation liés à l'initiative « SpaceResources.lu » ? Monsieur le Ministre peut-il préciser qui fournira ce soutien (budget de l'État, ESA, etc.) et pour quels projets concrets ? Combien de ressources financières ont actuellement déjà été débouquées et pour quels projets ?

- Quand le lancement de Luxembourg Space Fund est-il prévu ?

Réponse (31.01.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie* :

Considérant les mutations en cours qui révolutionnent les technologies spatiales et la volonté de positionner le Luxembourg comme centre européen du « NewSpace », une enveloppe financière de 200 millions a été avancée en 2016 pour développer à la fois le secteur spatial existant et pour construire un nouvel écosystème autour de l'initiative « SpaceResources.lu » visant la commercialisation de nouveaux produits et services sur base des ressources disponibles dans l'espace.

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 0030, l'enveloppe de 200 millions d'euros a été avancée pour soutenir ainsi le développement économique du secteur spatial commercial au Luxembourg pendant la période 2016-2021. Selon les activités visées, plusieurs sources directes et indirectes de financement moyennant le budget de l'État alimentent cette enveloppe.

Les activités qui seront directement couvertes par le budget de l'État sont les activités de promotion et d'étude ainsi que l'organisation de conférences et d'événements pour promouvoir le pays comme terre d'investissement pour l'industrie spatiale de haute technologie. Les dépenses y liées, depuis 2016, s'élevaient à 3,2 millions d'euros. S'y ajoutent les efforts consentis, en collaboration avec l'ESA et avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, pour la mise en œuvre du programme éducatif et de sensibilisation des jeunes Luxembourgeois aux sciences et aux technologies spatiales. Parmi les activités liées à l'éducation en général et à l'enseignement supérieur en particulier, la convention avec l'Université du Luxembourg pour le lancement de l'Interdisciplinary Space Master charge directement le budget de l'État, en l'occurrence le budget du Ministère de l'Économie, à hauteur de 4,5 millions d'euros au total.

Depuis son adhésion à l'Agence spatiale européenne en 2005, le Luxembourg a pu bénéficier de la longue expérience et de la diversité des compétences techniques de l'ESA pour ses propres activités, soit au travers des programmes obligatoires et facultatifs de l'Agence ayant trait aux télécommunications, à l'observation de la Terre, à la technologie ou à la surveillance de l'espace, soit au travers de son programme national LuxIMPULSE géré par l'ESA.

Tous les projets de recherche et d'innovation industrielle des entreprises relevant directement ou indirectement de l'initiative « SpaceResources.lu » sont financés par le budget de l'État par l'intermédiaire de l'ESA, soit dans des programmes de l'Agence, soit dans le programme national LuxIMPULSE. Les souscriptions financières du Grand-Duché dans les programmes obligatoires et optionnels de l'ESA pour le Luxembourg se chiffrent annuellement à près de 30 millions d'euros jusqu'en 2021.

En ce qui concerne les activités de recherche publique, elles sont actuellement couvertes

indirectement par le budget de l'État, à travers le financement du Fonds national de la recherche (FNR). À noter qu'un accord a été signé entre le FNR et le Ministère de l'Économie en vue de la mise en place d'un « Space Research Programm » dédié à soutenir la recherche dans le secteur spatial par les instituts de recherche luxembourgeois en collaboration avec des entreprises luxembourgeoises.

En guise d'exemple, deux projets de recherche impliquant la société ispace, le SnT et LIST ont été co-financés par le FNR à hauteur de 700.000 euros.

Les investissements en capital réalisés au jour d'aujourd'hui par le secteur public dans le domaine spatial ont été effectués par le Luxembourg Future Fund, un partenariat entre la SNCI et le Fonds européen d'investissement FEI (dans Spire Global), et par la SNCI (dans Planetary Resources). Le total de ces prises de participation s'élève à environ 25 millions d'euros.

Conçu sur le modèle d'un partenariat public-privé, le futur Luxembourg Space Fund sera alimenté en partie directement par le budget de l'État et par la SNCI, sans dépasser une contribution de 50 % du côté public. La contribution exacte des partenaires privés au fonds est encore en train d'être négociée avec les parties prenantes concernées. Il est prévu que ce nouvel instrument financier soit opérationnel avant l'été 2019.

Question 0197 (15.1.2019) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le **taux d'élucidation de la Police grand-ducale** :

Selon le dernier rapport d'activité (2017), le taux d'élucidation s'affichait à 44,6 %, soit une baisse de 2,4 points par rapport à l'année précédente. Surtout les cambriolages et vols liés aux véhicules connaissent un taux d'élucidation extrêmement bas (5,5 % respectivement 4,9 %).

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques actuelles relatives au taux d'élucidation de la Police ?

Réponse (11.2.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

Les statistiques relatives aux chiffres de la délinquance pour 2018 sont en voie d'élaboration. À l'instar des années passées, les statistiques sont disponibles à la fin du premier trimestre suivant l'année écoulée.

Question 0198 (15.01.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **garde d'enfants** :

Nieft deenen Elteren, déi hir Kanner selwer doheem versuergen, ginn et haut aus ennerschiddleche Grënn vill Elteren, déi hir Kanner an enger Dagesstruktur oder bei Dageseltere betreie loossen. Den nationale Bildungsbericht verschaft ennerem an Abléck an d'Zuelen, déi d'Notzung an d'national Offer u Plazen an esou Dagesstrukturen duerleëen.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Educationminister gär folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Kanner vun 0 bis 12 Joer mat abegraff si rezent zu Lëtzebuerg ugemellt?

2. Am Joer 2017 waren dem nationale Bildungsbericht no 55,5 % vun de Kanner, gemooss un der Gesamtbevölkerung, zu Lëtzebuerg an enger Struktur vun der non-formaler Bildung ugemellt. Kann den Här Minister dës Zuel no Alterskategorien präzisieren? Sinn dem Här Minister och d'Zuele vun 2018 bekannt?

3. Den Ausbau vun de verfügbare Plazen a Kannerdagesstrukturen huet zu engem intensifiéierten Notze vun dëser Offer gefouert. Mat wat fir engem Impact op dës Zuele rechent de Minister duerch d'Afféiere vun der gratis Kannerbetreuung baussent de Vakanzenzäiten?

4. Am Schouljoer 2016/2017 waren dem nationale Bildungsbericht no 4.615 Kanner hei zu Lëtzebuerg am Precoce ugemellt. Sinn dem Här Minister och d'Zuele vun Schouljoer 2017/2018 an déi rezent Zuele vun aktueller Schouljoer 2018/2019 bekannt?

Réponse (04.02.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. Laut Statec sinn op den 1. Januar 2018 84.418 Kanner vun 0 bis 12 Joer zu Lëtzebuerg

ugemellt. Dës sinn déi aktuellst Chifferen, déi am Moment disponibel sinn. Vun dëser Gesamtzuel vu 84.418 Kanner si 46.848 Kanner (Stand Dezember 2017) d. h. 55,5 % am System vum Chèque-service accueil (CSA).

ad 2. Vergläicht een déi aktuellst Chiffere vun Statec (Stand Januar 2018) mat den aktuellste Chiffere vun CSA (Stand Dezember 2017), da verdeele sech d'Kanner no Alterskategorie folgendermoossen:

Alter	Zuel vun de Kanner an %
0	23 %
1	64 %
2	73 %
3	67 %
4	64 %
5	64 %
6	62 %
7	63 %
8	60 %
9	58 %
10	54 %
11	47 %
12	18 %

ad 3. Opgrond vun der steigender Nofro ass d'Offer vun Plazen an de Kannerdagesstrukturen ausgebaut ginn.

Am Joer 2017 hunn zwee Drëttel vun de Kanner (vgl. Äntwert 2) vun der Offer am non-formale Bildungsberäich profitiert. Et ass schweier, viruszegesinn, wellech Auswierkungen d'Gratisstellen op d'Frequentatiounszele wäerten hunn.

ad 4. Am Schouljoer 2017/2018 ware 4.389 Kanner am Precoce an der öffentliche Schoul ageschriwwen.

Am Schouljoer 2018/2019 sinn aktuell 4.192 Kanner ageschriwwen. Dës Zuel wäert allerdings nach an d'Luucht goen, well et an enger Rei Gemengen eng zweet Rentrée gëtt fir déi Kanner, déi am Laf vun Schouljoer 3 Joer kréien.

Question 0199 (15.01.2019) de **M. Claude Wiseler**, **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schanck** (CSV) concernant la **gratuité des transports publics** :

De Regierungsprogramm gesäit vir, datt den öffentliche Transport vun 2020 u soll gratis ginn. Detailler vun dëser Gratuitéit wéilt de Minister deemnächst presentéieren.

An dësem Kontext géife mir gär folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an öffentliche Aarbechten an un d'Madam Minister fir Famill an Integratioun stellen:

- Wëssend, datt Leit mat ageschränkter Mobilitéit vun 2015 u mam Argument, datt muss gespuert ginn, sech no an no ëmmer méi hu misse selwer um Transport mam Minibus op hir Aarbecht bedeelegen, wëlle mir wëssen, ob d'Regierung gedenkt, och dësen Transport op déi jeeweilig Aarbechtsplazen erëm gratis unzeeiden, zemoos well et jo een Zil vun der Regierung ass, méi Leit mat enger Behënnegung op den Aarbechtsmarché ze integréieren?

- Gedenkt d'Regierung an Zukunft och de Service „Adapto“ gratis anzubidden fir Leit mat engem permanenten Handicap?

Réponse commune (15.02.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

Ufank Mee 2015 koume verschidden Ännerungen am Beräich vun Behënnertentransport. Enner anerem hunn déi mat sech bruecht, dass Persounen, déi de Statut vun Salarié handicapé hunn an um eischten Aarbechtsmarché schaffen, mä wéinst hirem Handicap weder mam öffentliche Transport nach privat dohinner kënne kommen, mam Adapto dohinner gefouert ginn. Déi betrafte Persounen kafen gausou en Abonnement wéi déi Leit, déi mam öffentliche Transport schaffen fieren. Zousätzlech zu deem Abonnement kruten déi betrafte Leit awer och de Virdeel, dass si hir privat an okkasionell Adaptofaarten, déi normalerweis fënnf Euro respektiv aacht Euro kaschten (Trajet simple respektiv Aller-retour) gratis kënne benotzen.

Déi betrafte Salarié handicapé wäerte mat der Afféierung vun gratis öffentliche Transport och gratis op hir Aarbecht gefouert ginn.

Et ass net virgesinn, datt den Adapto och gratis gemaach gëtt, well dës e ganz spezifischen Transport ass, deen net regulär ass, mä okkasionell, dee vun de berechtigten Leit ewéi en Taxi ka geruff ginn, an dee si vun Dier zu Dier féiert.

Vu dass d'Accessibilitéit vun öffentliche Transport permanent besser gëtt, esou wéi et vun der UNO-Konvention fir d'Egalitéit vun de Leit gefuedert gëtt, ka quasi all Persoun, ob behënnert oder net, natierlech gratis Bus, Zuch an Tram notzen.

Question 0201 (15.01.2019) de **Mme Tess Burton** et **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant la **maladie de la langue bleue** :

Pour la première fois en dix ans, la fièvre catarrhale (« maladie de la langue bleue ») a été récemment détectée auprès d'un bovin en Rhénanie-Palatinat. L'ensemble de l'État fédéral a été déclaré zone d'accès restreint vendredi 11 janvier 2019 et ce pour une durée de deux ans. L'animal infecté a été tué par précaution.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- Quelles sont les conséquences de l'apparition de ce cas de fièvre catarrhale chez un bovin en Rhénanie-Palatinat sur les élevages au Luxembourg ?

- Le cas échéant, est-ce que des mesures sanitaires particulières sont envisagées par les autorités luxembourgeoises ? Si oui, lesquelles ?

- La maladie dite de la langue bleue est une maladie virale contre laquelle il existe un vaccin. La vaccination des animaux au Luxembourg constitue-t-elle une mesure préventive potentielle ? Quels sont les arguments en faveur/en défaveur d'une telle vaccination généralisée ? Le Luxembourg dispose-t-il de stocks de vaccins ?

- Le cas de fièvre catarrhale en Rhénanie-Palatinat a-t-il des répercussions économiques, i. e. sur l'exportation respectivement l'importation de bovins ?

Réponse (22.01.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

L'apparition du cas de fièvre catarrhale chez un bovin en Rhénanie-Palatinat n'a pas de conséquences directes sur les élevages au Luxembourg pour autant qu'il n'y ait une circulation du virus près de notre frontière et que le risque de la contamination d'un bovin de notre cheptel soit accru.

À l'heure actuelle, aucune mesure sanitaire particulière n'est envisagée, mise à part une surveillance active du cheptel par des analyses de sang telle que prévue par la réglementation en vue du maintien du statut indemne.

La vaccination à l'aide d'un vaccin disponible constitue un moyen de prévention pour la maladie à condition que 80 % du cheptel soit vacciné. Néanmoins, il faut préciser que le type de virus qui sévit actuellement dans plusieurs pays (Allemagne, France, Suisse) n'induit pratiquement pas de symptômes chez les animaux contaminés de sorte que cette maladie n'entraîne pas de pertes économiques directes pour l'éleveur. C'est pourquoi le Luxembourg, tout comme les autres pays, ne pratique pas une vaccination obligatoire.

La réglementation prévoit que tout animal sensible à la maladie (les grands et petits ruminants) doit avoir subi le protocole de vaccination suivi d'une période d'attente de 60 jours avant de pouvoir être exporté d'une zone infectée vers une zone indemne. Ainsi, dès qu'un pays ou une zone est déclaré infecté, l'intérêt de la vaccination réside dans le fait de minimiser les pertes économiques éventuelles liées aux conditions d'exportation.

Le Luxembourg dispose depuis plusieurs années d'un stock de vaccins lequel n'a été beaucoup utilisé jusqu'à présent. Tant que le Luxembourg reste indemne de la maladie, il n'y a pas de répercussions sur l'exportation alors que l'importation en provenance de territoires infectés ne peut se réaliser qu'après respect des conditions additionnelles mentionnées ci-dessus.

Question 0202 (15.01.2019) de **M. André Bauler** et **Mme Carole Hartmann** (DP) concernant l'évolution des délits :

Les événements des dernières semaines (cambriolages, délits de grande vitesse, voitures brûlantes, accidents, homicides, ...) ont bien révélé que la Police grand-ducale est confrontée aux délits et actes criminels les plus divers. Certains de ces actes ont lieu durant la nuit si bien que nombre de citoyens s'inquiètent et se posent des questions quant à leur sécurité.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution du nombre de cambriolages depuis janvier dernier en distinguant selon les différents cantons et localités du pays ? Faut-il constater une croissance par rapport à d'autres années ? Dans combien de cas les habitants étaient-ils présents dans leur maison au moment d'un cambriolage ?

2) Qu'en est-il de l'évolution du nombre des délits de grande vitesse enregistrés par la police durant les trois dernières années, surtout durant la nuit ?

3) Comment la présence de la police pendant les nuits est-elle organisée à travers les différentes régions du pays ?

4) Pendant les mois d'hiver, les patrouilles en soirée et pendant la nuit à proprement parler sont-elles renforcées ?

Réponse (31.01.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1) Les statistiques pour l'année 2018 sont en voie d'élaboration et seront publiées sous peu.

ad 2) Le nombre de délits de grande vitesse constatés par la Police grand-ducale a diminué de 37 % depuis 2016, notamment de 2.400 en 2016 à 1.501 en 2018. De 2017 à 2018, le nombre a stagné à un niveau constant.

ad 3) La réorganisation territoriale de la Police grand-ducale est orientée dans le sens d'assurer une présence policière sur tout le territoire national 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, conformément à la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale.

Le nombre de patrouilles sur le terrain durant la nuit correspond pour cela à des quotas qui tiennent compte de la prérogative susmentionnée. 13 commissariats assurent ces patrouilles, ainsi que certaines unités nationales travaillant en roulement de nuit (p. ex. l'unité de la police de la route).

Nonobstant ces quotas, le nombre de patrouilles sur le terrain durant la nuit peut être adapté à tout moment en fonction de missions ou d'événements extraordinaires auxquels la Police grand-ducale doit faire face.

ad 4) Pendant les mois d'hiver, les patrouilles en soirée et pendant la nuit sont renforcées de manière ponctuelle comme décrit ci-dessus, par exemple lorsqu'une série de cambriolages est constatée, en cas de manifestation de grande envergure, lors de contrôles d'envergure, etc.

Des patrouilles mixtes en uniforme et en civil sont alors mises sur pied le cas échéant.

Question 0203 (16.01.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant le temps de travail de la Police grand-ducale :

An de leschte Méint si Stëmme beim Syndicat national de la Police grand-ducale méi haart ginn, déi op gewëssen Dysfunktionementer bei eiser Police verweisen. Op Nofro hin huet d'SNPGLE eis informéiert, dass, fir de reguläre Fonctionnement vun der Police ze garantéieren, ëmmer erëm misst géint den Artikel 13 vum Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'„Fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique“ verstouss ginn. Déi an dësem Gesetz virgesinne Bestëmmungen zur Aarbechtsszäit an d'Regelunge vun de Pause kéinte bei der Police oft net agehale ginn, soudass d'Policebeamten hiren Dëngscht deelweis an der Illegalitéit leeschte missten. Esou soll zum Beispill déi mam Artikel 18-42018 festgehalene Limititt vu mindestens eef Stonne Paus tëscht zwou

Schichten an de Centres d'intervention zu Esch-Uelzecht an zu Lëtzebuerg regelméisseg net respektéiert gi sinn. An dëst ass nëmmen ee vu ville Beispiller, déi eis rappor-téiert goufen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an dem Här Minister fir d'Fonction publique dës Froe stellen:

- Kënnen déi Häre Ministeren erklären, firwat d'Police, fir ze fonctionnéieren, géint d'Bestëmmungen zur Aarbechtsszäit verstouss huet?

- Wéi vill Fäll gouf et am Joer 2018, opgelëscht no Mount, an deene Policebeamten op engem Schaffdag méi wéi zéng Stonnen hu misse schaffen?

- Wéi vill Fäll gouf et am Joer 2018, opgelëscht no Mount, an deene Policebeamte kee Repos vu mindestens eef Stonnen tëscht zwou Schichte kritt hunn?

- Wéi vill Fäll gouf et am Joer 2018, opgelëscht no Mount, an deenen déi 35 Stonne Repos hebdomadaire vum Artikel 18-5 net respektéiert goufen?

- Wéi vill Fäll gouf et am Joer 2018, opgelëscht no Mount, an deene Policebeamte méi ewéi 48 Stonnen d'Woch hu misse schaffen?

- Wéi eng Mesurë gedenkt d'Regierung ze treffen, fir dës Gesetzesverstéiss ze ënnerbannen an trotzdeem de reguläre Fonctionnement vun der Police ze garantéieren?

Réponse (28.02.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique* :

Wéi schonns an der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro N° 0084 vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen erkläert gouf, huet d'Gesetz vum 1. August 2018 betreffend d'Konditiounen an d'Modalitéite vum Zäitspuefkont an der Fonction publique eng ganz Rei Ännerungen am Statsbeamtestatut mat sech bruecht, déi mussen an den eenzelen Administratiounen ëmgéist ginn.

Fir dësem neie gesetzliche Kader Rechnung ze droen, huet d'Police ënner anerem hire Schichtesystem op den 1. Januar 2019 ëmgeännert, wat dann och zu Esch-Uelzecht an zu Lëtzebuerg gemaach gouf.

Opgrond vun de Missiounen, déi d'Police 24 Stonnen op 24 a 7 Deeg op 7 muss erfüllen, kann et allerdéngs virkommen, dass d'Limitte betreffend d'Schaffzäiten an d'Rouzäiten, déi an den Artikelen 18-2 bis 18-5 vum Statsbeamtestatut virgesi sinn, net ëmmer respektéiert kënnen ginn. Dëst ass beispillsweis de Fall, wann ee Beamten an der Urgence lwwerstone leeschte muss oder wann hien an der Permanence op een Asaz geruff gëtt. Eng genee Oplëschtung vun all deene Fäll, esou wéi den honorabelen Deputéierte se freet, gëtt et zurzäit allerdéngs net.

D'Police huet Léisungen ausgeschafft, déi et sollen erlaben, d'Prinzipie vun der europäescher Aarbechtsszäitdirektiv, déi engersäits de Grondstee fir déi Lëtzebuergesche Gesetzgebung duerstellt, anerersäits awer méi flexibel Aarbechtsszäitmodeller ubitt, ze applizéieren.

Mir sinn amgaangen dës Léisungsvirschléi ze analyséieren.

Question 0204 (16.01.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant l'extension du parc IRM :

D'IRMe gehéieren haut zu enger noutwendeger Infrastruktur am Gesondheessektor. Diagnosen, Behandlungen an Operatione sollen ouni onnëtz Verspéidung kënnen gemaach ginn. Dofir begrëisse mir als ADR d'Uschaffung vu véier neien IRMen am Land.

Laut Aussoe vum Här Minister ginn dës neie IRMen am Land an d'Spideeler implantiert, wou schon IRMen a Betrib sinn. Dëst steet am Géigesaz zum Regierungsprogramm, wou drasteet, datt si geografesch verdeelt solle sinn, fir eng beschtméiglech Ofdeckung ze garantéieren.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Gesondheetsminister:

1. Firwat ginn dës neie IRMen net op aner Sitte gesat, wou nach neg IRMen a Betrib sinn? Firwat ginn esou zum Beispill zwee IRMen op Ettelbréck gesat a keen op Wolz?

2. Wéi vill Patienten duerchlafen dës IRMen an der Moyenne pro Dag?

3. Wéi vill IRM-Exame goufen an deene leschte fënnef Joer am Ausland gemaach a wéi deelen dës sech, op déi eenzel Joren an op déi eenzel auslännesch Spideeler gekuckt, op?

4. Wéi sinn de Moment - opgeschlésselt no Spideeler - d'Waardezäite fir an den IRM?

Réponse commune (18.02.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1. D'Spideeler hunn hir Demande fir eng zousätzlech IRM zesumme mat baulechen Upassungsmoosnamen ugefrot op dem Site, wou si och generell hire Service d'imagerie médicale exploitéieren a wou och haaptsächlech d'Akutmedezinn gemaach gëtt. Doduerch gëtt assuréiert, dass déi zousätzlech IRMen schnellstméiglech asazfäeg ginn. Iwwer zousätzlech IRMen op anere Sitte gëtt momentan nogeduecht.

ad 2. Am Joer 2017 goufen um nationale Plang 49.000 IRMe vun der Gesondheetskeess kontabuliséiert. Dëst ass eng Moyenne vun 201 Akte pro Schaffdag (ouni samschdes, sonndes an d'Feierdeeg). Dëst heescht, et goufe 25 IRMe pro Stonn a pro Schaffdag gemaach (wann een dervun ausheet, dass ee Schaffdag aacht Stonnen huet). Bei siwen operationellen Apparater wären dat tëscht dräi a véier Passagéier pro Stonn a pro Apparat. Dës Moyenne variéiert awer vu Spidol zu Spidol an och pro Stonn, wou ee kuckt.

Vun dëse Passagéier goufe 86 % am Secteur ambulatoire gemaach.

ad 3. Fir d'Joer 2017 goufen 2.400 Akte rembourséiert am Kader vun der „Directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers“. Dat si 6 % vun den ambulatoires IRM-Passagen um nationale Plang.

Hei nach e Resumé vun de Statistike vun de leschte fënnef Joer:

Joer	Unzuel un IRMen
2014	704
2015	958
2016	1.343
2017	2.400
2018	2.638

D'Statistike vun 2018 sinn nach net komplett, well d'Gesondheetskeess nach net all Rechnung krut.

Als Ergänzung sief erwäänt, dass ambulant Passagen am IRM vun Netresidenten an eise Spideeler ronn 8 % ausmaachen.

ad 4. Dem Gesondheetsministère, dem Ministère fir sozial Sécherheet souwéi der Gesondheetskeess leie keng Donnéeë vir, wat d'Waardezäite fir an den IRM ubelaangt. Zil vun der Regierung ass et awer, den Accès zu den IRMe schnellstméiglech ze verbessern.

Question 0205 (16.01.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant l'équipement des CFL :

Vum 10. Januar un huet d'CFL de Passagéiertransport op zwou Zuchstrecke gestoppt. Bis minimum Enn Februar fieren op der Streck tëscht Rémeleng an Nierzeng, respektiv Audun-le-Tiche an Esch-Uelzecht, keng Personenzich méi. D'CFL gëtt als Grond un, datt dat néidegt Zuchmaterial feelt. Ursaach ass eng technesch Pann, mat der Konsequenz, datt véier Zich aus dem Reseau hu misse geholl ginn, déi elo zu Thionville an d'Rei bruecht ginn. Déi betraffe Passagéier mussen elo alternativ op Busser zrëckgräifen. Vill Leit sinn onzeffriden, well si zum Deel duebel sou laang ënnerwee sinn ewéi mam Zuch.

Hei sinn an deem Kontext meng Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech

Aarbechten:

1. Feel et nach ëmmer allgemeng un adequatem Zuchmaterial bei der CFL?

2. War et net méiglech, fir zum Beispill bei der Däitscher Bunn Zich auszeléinen, amplaz direkt zwou Strecken fir de Passagéiertransport ze sträichen?

3. Kéint och de Manktem u Maschiniste bei der CFL dozou bäigedroen hunn, datt den Trajet fir d'Passagéierzich op deenen zwou betraffene Strecken hätt misse gestrach ginn?

4. D'Regierung hat ugekënnegt, d'Qualitéit vum effentlechen Transport séier a systematesch ze verbessern, dat och en vue vum gratis effentlechen Transport. Wéi konsequent gëtt dës Annonce ëmgéist?

Réponse (06.03.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Den Trafic huet missen op zwou Strecken agefallt ginn, nodeems et zu enger gréisserer Pann un enger spezialisierter Dréibänk am Atelier vun den CFL am Oktober 2018 komm wor. Et gouf e Problem mat der Besuergung vum Ersatzmaterial, wat net direkt zur Verfügung stoung, wouduerch dës Maschinnen net konnt direkt vun enger auswärtiger Firma gefléckt ginn.

Aus Sécherheits- a Qualitéitsgrënn gëtt regelméisseg de Profil vun de Rieder vum Material kontrolléiert an - wann e Besoin do ass - revidéiert. Well et awer sou laang gedauert huet, bis déi néideg Ersatzstécker disponibel waren, haten d'CFL decidéiert, fir dës Aarbechten am Ausland duerchféieren ze loossen. Et muss een awer wëssen, datt dës Maschinnen och am Ausland oft ausgelaascht sinn, an et muss een och d'Zäit arechnen, déi et brauch, fir déi betreffend Gefierer bei den Atelier am Ausland ze féieren.

D'CFL hunn an der Regel eng Reserv vum 20 %, wat am Prinzip duergeet, fir am Fall vun Entretienaarbechten um Material oder am Fall vun enger Pann genuch Material ze hunn, fir kënnen sämtlech Zich ze assuréieren. Den Émstand, datt ee sou laang huet missen op déi genannten Ersatzstécker waarden, huet dozou geféiert, datt ab engem bestëmmten Zäitpunkt et net méi méiglech war, sämtlech Zich kënnen ze fieren, an ëmmer méi Zich un der Rei waren, fir déi betreffend Aarbechten um Profil vun de Rieder gemaach ze kéien. Nodeems an Tëschenzäit déi noutwendeg Ersatzstécker ukomm sinn an d'Dréibänk konnt gefléckt ginn, huet sech d'Situatioun zënter dem 4. Februar 2019 nees normaliséiert.

Et wier keng Léisung gewiescht, fir eng begrenzte Period Material bei der DB AG auszeléinen, well dës technesch gesinn net ausgerüst sinn, fir um Lëtzebuergesche Reseau ze fieren, an dofir och net autoriséiert sinn, fir hei am Land agesat ze ginn.

De Choix, wat fir Mesuren ze huelle sinn, gëtt gemaach op Basis vu verschiddene Consideratiounen, wéi zum Beispill d'Unzuel vun de Reesender, déi vun där enger oder anerer Mesure betraff sinn, an natierlech gëtt och gekuckt, wat fir eng Mesure kann ëmgéist ginn. Als Informatioun sief gesot, datt op der Linn 60b Nierzeng-Rémeleng an der Moyenne pro Dag just 24 Reesender matfuere vu Rémeleng a Richtung Nierzeng a just 48 Clientë vun Nierzeng a Richtung Rémeleng.

Fir d'Situatioun ze verbessern, hunn d'CFL am Dezember 2018 34 nei Automotricë bestallt, fir engersäits dat besteënd net klimatiséiert Material ze ersetzen an anerersäits iwwer zousätzlech Material ze verfüegen. Dëst neit Material wäert tëscht Enn 2021 an Enn 2024 un d'CFL ausgelievert ginn.

Question 0206 (16.01.2019) de **M. Georges Mischo** (CSV) concernant l'École de police :

La mise en œuvre du projet de la nouvelle École de police à Mondercange figure parmi une des mesures dans le programme gouvernemental concernant la sécurité intérieure.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que l'emplacement de la nouvelle École de police sera celui où se trouve actuellement le bâtiment de l'ancien Centre d'éducation différenciée (Ediff) à Mondercange, utilisé momentanément comme structure d'accueil pour réfugiés ?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il me préciser le futur emplacement de cette nouvelle école ?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les délais d'opérationnalité de la nouvelle École de police ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la capacité d'accueil de la nouvelle École de police ?

Réponse (23.01.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

Je poursuivrai le projet de relocalisation de l'École de police entamé par mon prédécesseur et annoncé dans le programme gouvernemental.

Avant de prendre une décision définitive sur l'emplacement de la nouvelle École de police, j'analyserai le dossier en détail avec mes services compétents (Police et Administration des bâtiments publics).

Question 0207 (16.01.2019) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **route principale menant de Rumelange au « Keeler Poteau » :**

Suite à un glissement de la chaussée, la largeur praticable d'une des deux voies de la route principale menant de Rumelange au « Keeler Poteau » est partiellement réduite, ce qui provoque régulièrement des difficultés de circulation. Cette situation perdure maintenant depuis plus d'une année et le mécontentement des habitants de la région s'accroît au fil de la durée de la fermeture de la route.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelles sont les causes du glissement de la chaussée ?

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur les mesures de stabilisation envisagées par l'Administration des ponts et chaussées ?

- Quand les travaux de stabilisation pourront-ils commencer ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la durée prévisionnelle de ces travaux ?

Réponse (11.02.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

En ce qui concerne les fissures sur la route nationale N33 entre Rumelange et Esch-sur-Alzette via le lieu-dit « Keeler Poteau », je renvoie à ma réponse à la question parlementaire n° 3916 du 4 juillet 2018 de Madame la Députée Nancy Arendt, dans laquelle l'origine probable des fissures dans la chaussée et les premières mesures de sécurité qui ont été prises sont expliquées.

En résumé, on est en présence d'un léger affaissement de la chaussée, accompagné de l'apparition de fissures, qui a été provoqué très probablement par un effondrement partiel de vides liés à une ancienne mine souterraine d'extraction du minerai de fer. On admet pour le moment que cet affaissement a été déclenché par des travaux de terrassement et de réalisation d'ancrages sur un chantier de construction d'un particulier se trouvant immédiatement en contrebas de la route.

La situation géologique s'avère donc plus compliquée que dans le cas d'un glissement de terrain habituel et les fissures visibles pourraient indiquer un risque d'effondrement plus conséquent, de façon à ce qu'une grande précaution s'impose afin de ne pas mettre en danger les usagers de la route.

Ainsi, une étude géophysique visant à localiser d'éventuels vides sous la route a été réalisée en 2018. Cette étude a effectivement révélé des indices de vides dans le souterrain. Pour valider les résultats de l'étude géophysique, des forages de reconnaissance sont actuellement en cours de réalisation, conjointement avec le BRGM Est (Bureau de recherches géologiques et minières Grand Est de Nancy), experts en la matière et déjà familiarisés avec ce genre de problématique sur le territoire français proche.

C'est seulement sur base des résultats de ces investigations et des études subséquentes que la stabilité du talus situé entre la route et le chantier en contrebas sera évaluée dans son ensemble et les mesures de stabilisation nécessaires seront définies. Comme l'envergure de ces mesures n'est pas encore connue, une durée prévisionnelle des travaux ne peut pas être indiquée pour le moment.

Question 0209 (16.01.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **l'évaluation de la réforme de la loi relative aux taxis :**

Dat neit Taxisgesetz ass zënter dem 1. September 2016 a Kraaft. Eng Rei nei Bestëmmungen aus dem Gesetz gi bis haut net respektéiert, zum Beispill an der Fro vun der fräier Wiel vun engem Taxi an enger Rei vun Taxien, wéi dat virun allem um Fluchhafen an och op der Starter Gare de Fall ass. Doriwwer eraus stelle sech och Froen, wat déi elektresch Taxigefierer ugeet.

Ee vun den Hauptobjektiver vun der Gesetzesreform war et, fir mat fräien Taxipräsidenter d'Taxifuere méi bëlleger ze maachen. Dem Statec no sinn awer d'Präsidenter tëschent Juli 2017 an Dezember 2018 ëm iwwer 11 % geklommen. Domadder gehéieren d'Taxien hei am Land zu deenen deiersten a ganz Europa. Dem Konsumentenschutz no hunn Erfahrungen am Ausland gewisen, datt eng Liberaliséierung vun de

Präsidenter d'Taxifuere méi deier mécht. D'ULC fuerdert elo eng Revisioun vum Taxisgesetz.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Dem neie Gesetz no gëtt et keng Taxischlaang méi, wou de Client obligéiert ass, fir deen éischte Won an der Rei ze huelen. Hie ka sech theoretesch säin Taxi fräi eraussichen. An der Praxis klappt dat awer dacks net. Ass deenen Här Ministeren dës Situatioun bekannt, a wa jo, wat wëlle si dogéint ënnerhuelen?

2. Wäer et an den Ae vun deenen Här Ministeren net opportun, fir e Service-Taxi, zum Beispill vun der Police oder der Douane, anzeféieren, dee kontrolléiert, ob déi gesetzlech Bestëmmungen agehale ginn? Zum Beispill, ob d'Lizenzen an der Rei sinn, d'Qualitéit vum Service stëmmt oder d'Hygiène an den Taxie respektéiert gëtt?

3. Aktuell gëtt et op d'mannst 60 elektresch Taxigefierer am Land. An all Joer kommen der via de sougenannten „0 Emissioun“-Lizenz weinstens 20 derbäi. D'Luede vun engem elektreschen Auto hëlt awer ganz vill Zäit, wat fir en Taxi jo och e grouss Verdéngschausfall ka bedeiten. Firwat ass nach keng eenzeg Statioun mat där neier Luedtechnik „Supercharger“ bei den Taxiplazen installéiert ginn, mat där een eng Batterie a manner wéi enger Stonn zu ronn 90 % opluede kann?

4. Sinn déi Här Ministere sech der Entwécklung vun den Taxipräsidenter hei am Land bewusst? Ass d'Regierung der Meinung, datt déi héich Taxipräsidenter kënnen en ongëschtegen Afloss op d'Promotioun vu Lëtzebuerg am Tourismus an am Kongress-Tourismus hunn? Wat wëllt d'Regierung ënnerhuelen, fir deenen deiere Präsidenter entgéintzewierken?

5. Gëtt d'Taxisgesetz nach eemol ugepasst, wa jo, wéini a wat fir eng Ännerunge ginn der Chamber konkret proposéiert?

Réponse commune (18.02.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

De fräie Choix vum Taxi ass opgrond vun der liberaliséierter Tarifstruktur vun den Taxien hei zu Lëtzebuerg eng Noutwendegkeet, därer sech d'Clienten ëmmer méi bewusst ginn a wou si och Gebrauch vun hirem Recht maachen a keng Problemer domadder hunn. Trotzdem kënn et ëmmer alt nees vir, dass vereenzelt Taxichauffeure probéieren, de Client op den éischten Taxi ze verweisen. Dëst ass net konform zum Gesetz a kann, bei entsprechender Beweiser, un de Service des taxis vum Mobilitéitsministère matgedeeelt ginn oder per Plainte bei der Police gemellt ginn. Hei sinn da Sanktiounen fir de jeeweilege Chauffeur méiglech (Suspensioun vun der Chauffeurskaart). Donieft ginn an där Hisiicht regelméisseg Kontrollen vun de respektiven Autoritéiten (Police an Douane) um Terrain gemaach. An der Praxis kann et vereenzelt awer schonns mol virkommen, jee no Begebenheet, dass et materiell net méiglech ass, fir einfach aus der File eraus en Taxi ze huelen, well fir d'Éischt emol de viischten Auto muss fortfuieren.

D'Police an d'Douane sinn a regelméissegen Ofstänn um Terrain, fir all d'Beräicher, déi d'Taxisgesetz ofdeckt, ze kontrolléieren, dat heescht, esouwuel den dokumentaresche Volet (Autorisatioun, Lizenz, technesch Pabéieren, ...) wéi och den Oflaf vun de Course (Funktionement vum Taxameter, Ausdrock vum Ticket, ...). D'Qualitéit vum Service an hygienesch Aspekter sinn am aktuelle Gesetz keng virgesinn.

Des Weidere kann net fir all Spezialgesetz en neie Service an der Police kreéiert ginn.

D'Taxiemplacements ënnerléien der kommunaler Kompetenz. Et ass un de jeeweilege Gemengen, déi respektiv Borne ze plangen an ze placéieren. Donieft erweist sech d'Integratioun vun esou Borne an déi Emplacements als net trivial, zum Beispill wéinst dem Avancement vun den Taxien an der File.

Säit der Aféierung vun dem neie Gesetz 2016 huet sech d'Tarifflandschaft ganz variéiert entwéckelt. Esou existéiere ronn 20 verschidden Tariffer, déi sech vun 22,50 Euro bis hin zu 45 Euro fir den „prix indicatif“ fir eng Streck vun zéng Kilometer am Dag inklusiv d'„prise en charge“ erstrecken. An enger rezenter Entrevue mat der Taxisfederatioun (FPLTA) gouf iwwer Moosname geschwat, wéi een de steigenden Tariffer kuerzfristig entgéintwierke kann.

Onofhängeg dovun ginn et awer Akteuren um Terrain, déi als Taxizentral fir de Client transparent forfaitaire Präsenter fir virbestallte Coursen ubidden, déi wäit ewech vun den aktuelle Maximaltariffer leien.

Question 0210 (16.01.2019) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **fusions de communes :**

En juillet 2018, Monsieur le Ministre de l'Intérieur Dan Kersch a relancé les conseils échevinaux des petites communes de moins de 3.000 habitants pour connaître leur point de vue sur la possibilité de fusionner. Après ces entrevues, neuf communes - à savoir Bech et Manternach, Bous et Waldbredimus, Schieren et Erpeldange-sur-Sûre (ensemble avec Ettelbruck) ainsi que Grosbous et Wahl - se montraient ouvertes à la discussion.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre peut-elle fournir des informations sur l'avancement des concertations à mener avant que la mise en œuvre des fusions projetées ne puisse se concrétiser ?

2) Dans l'affirmative, quand Madame la Ministre prévoit-elle de rencontrer les conseils échevinaux concernés pour dresser un bilan provisoire des négociations éventuelles menées dans ce contexte ?

3) De quelle manière le ministère compte-t-il soutenir les communes désireuses de fusionner ?

4) Vu que l'accord de coalition prévoit une augmentation du soutien financier pour les communes affichant une volonté de fusionner. Madame la Ministre peut-elle me renseigner si les communes précitées pourraient déjà en bénéficier à court terme ?

5) À combien s'élèvera la dotation supplémentaire par habitant ?

Réponse (15.02.2019) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

Point 1 :

Les conseils communaux des communes de Bettendorf, Diekirch, Erpeldange-sur-Sûre, Ettelbruck et de Schieren ont décidé de donner mandat à leurs collègues des bourgmestre et échevins respectivement d'entamer et de poursuivre les discussions exploratoires en vue d'une éventuelle fusion de leurs communes.

Les prédictes décisions ont été adoptées par :

- le conseil communal de Bettendorf en date du 28 novembre 2018 ;

- le conseil communal de Diekirch en date du 10 décembre 2018 ;

- le conseil communal d'Erpeldange-sur-Sûre en date du 29 novembre 2018 ;

- le conseil communal d'Ettelbruck en date du 12 décembre 2018 ;

- le conseil communal de Schieren en date du 5 décembre 2018.

À noter que les responsables politiques de Colmar-Berg ont décidé par délibération du 16 novembre 2018 « de ne pas participer à des discussions exploratoires avec les collègues des bourgmestre et échevins des communes de Bettendorf, Diekirch, Erpeldange-sur-Sûre, Ettelbruck et de Schieren en vue d'une collaboration plus étroite pouvant aboutir à une éventuelle fusion des communes ».

Quant à une possible fusion entre les communes de Bous et de Waldbredimus, des pourparlers ont débuté entre les autorités communales.

Point 2 :

Suite aux délibérations concordantes adoptées par les conseils communaux de Bettendorf, Diekirch, Erpeldange-sur-Sûre, Ettelbruck et de Schieren, une première entrevue avec les responsables communaux a eu lieu en date du 14 février 2019 au Ministère de l'Intérieur.

Une réunion au Ministère de l'Intérieur avec les responsables politiques des communes de Bous et de Waldbredimus est également prévue dans les semaines à venir.

Point 3 :

En matière de soutien administratif, la Direction du conseil juridique au secteur communal du Ministère de l'Intérieur a pour mission de sensibiliser, d'informer et d'accompagner les communes pendant toute la procédure de fusion. Cette mission consiste entre autres à aider les responsables communaux de façon très concrète dans leurs discussions et démarches en vue d'une éventuelle fusion de leur commune et de leur faire part des retours d'expérience de communes fusionnées au Luxembourg.

À noter encore que la Direction du conseil juridique au secteur communal est également chargée de la rédaction des conventions et des projets de loi portant fusion.

Points 4 et 5 :

La détermination des futures subventions de l'État en matière de fusions de communes sera prochainement soumise au Conseil de Gouvernement. En principe, les communes bénéficient du soutien financier applicable au moment de la conclusion de la convention déterminant les conditions de la fusion entre l'État et les communes.

Question 0211 (16.01.2019) de **M. Paul Galles** (CSV) concernant le **parking de l'École internationale de Differdange :**

Selon nos informations, il s'avère que l'École internationale de Differdange rencontre actuellement un manque d'emplacement de parking pour l'ensemble du personnel scolaire. L'État aurait annoncé vouloir acheter dans les alentours de l'école des places de stationnement, or jusqu'à aujourd'hui, la situation reste inchangée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer cette situation ?

- Dans l'affirmative, de quelle manière veut-on y remédier ?

Réponse commune (11.02.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

De manière générale, il convient de souligner que l'École internationale de Differdange profite d'une excellente accessibilité. Sur le site même de l'école des stationnements pour environ 80 vélos ont été aménagés. De plus, l'École internationale se situe à moins de 500 mètres de la gare de Differdange et est donc très bien connectée aux transports publics. En outre, un parking se situe à proximité de la gare qui permettrait au personnel scolaire de l'École internationale de Differdange de venir également en voiture.

À cela s'ajoute qu'en septembre 2012, lors de la phase de conception du bâtiment pour l'école secondaire de l'École internationale de Differdange, il a été convenu entre la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et le Collège échevinal de la Ville de Differdange que le nouveau bâtiment ne disposerait pas de places de parking pour le personnel de l'école.

En effet, la Ville de Differdange prévoyait à l'époque la construction d'un parking couvert de 800 places à proximité du site de l'école. Il était prévu que l'État pourrait y louer des emplacements pour le personnel de l'école.

En avril 2015, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse confirmait l'intérêt pour la location de 150 emplacements dans ce parking dès son ouverture, prévue pour septembre.

Question 0212 (16.01.2019) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant la **culture historique au Luxembourg :**

Il y a 100 ans, le 15 janvier 1919, après une semaine plus que mouvementée, la Grande-Duchesse Charlotte accéda au trône en succédant à sa sœur, la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde. Cette accession au trône fut précédée, à la suite du départ de l'occupant allemand, d'une véritable crise politique lors de laquelle l'armée se révolta et un « comité de salut public » proclama la république. L'indépendance même de notre pays se trouva en danger voici 100 ans.

Face à une date et une période clés dans l'histoire du pays, de celles de la monarchie et de celles de la démocratie parlementaire luxembourgeoise, et compte tenu de l'absence de réaction commémorative de la part des autorités les jours mêmes des différents centennaires d'événements politiques de premier ordre qui se sont cumulés cette semaine-ci, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

1) Pourquoi le Gouvernement n'a-t-il pas rappelé les événements historiques et politiques de premier ordre les jours mêmes ?

2) Quelles sont les différentes manifestations induites par le Gouvernement pour rappeler l'importance historique de ces premières semaines de l'année 1919 qui culminaient dans l'accession au trône de la Grande-Duchesse Charlotte, pour qu'un débat historique puisse rafraîchir la mémoire collective et mettre en exergue l'importance de cette période pour le Grand-Duché ?

3) Monsieur le Premier Ministre ne pense-t-il pas de surcroît qu'il faille surtout rappeler les événements de 1919 aux jeunes générations pour mieux comprendre le présent et aussi pour mieux pouvoir construire l'avenir de notre pays ?

Réponse (18.02.2019) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État :

En ce qui concerne les manifestations commémorant l'avènement au trône de la Grande-Duchesse Charlotte, la Cour grand-ducale et le Gouvernement se sont mis d'accord que la Cour grand-ducale décide des événements devant rappeler et commémorer ces moments importants de l'histoire luxembourgeoise.

Dans ce contexte, le Grand-Duc Henri, la Grande-Duchesse Maria Theresa et le Grand-Duc Jean ont assisté au concert de la Musique militaire organisé le 18 janvier dernier pour célébrer le Centenaire de l'accession au trône de S.A.R. la Grande-Duchesse Charlotte.

Le 16 juin, la Cour grand-ducale organisera, avec le soutien du Gouvernement, une projection publique du film « Léif Lëtzebuerg » à la Philharmonie. La projection sera suivie d'une réception. À cette projection assisteront les Membres de la Famille grand-ducale, les autorités luxembourgeoises, ainsi que le grand public. Le Grand-Duc et le Premier Ministre auront l'occasion de donner de brèves allocutions juste avant la projection du film.

L'exposition virtuelle « Éischte Weltkrich: La Grande Guerre au Luxembourg » (ww1.lu), un projet développé par le C2DH, le Luxembourg Center for Contemporary and Digital History de l'Université du Luxembourg, avec le soutien du Ministère d'État, sera également élargie au courant de l'année pour traiter plus en profondeur de l'année 1919 et des événements soulevés par Madame la Députée. Il y aura notamment des chapitres sur l'avènement au trône de la Grande-Duchesse Charlotte, sur l'introduction du vote universel et sur le référendum.

Il importe en effet au Gouvernement de sensibiliser les jeunes générations à l'histoire de notre pays. Ainsi, l'exposition virtuelle constitue un moyen idéal pour ce faire d'une manière appropriée pour les jeunes.

À relever encore que le Musée national d'histoire et d'art montrera du 27 septembre 2019 au 6 septembre 2020 l'exposition « 100 Joer allgemengt Wahlrecht », ceci en collaboration avec la Chambre des Députés. Les années 1918-1919 feront l'objet d'un traitement historique plus approfondi afin de montrer les enjeux politiques et sociaux liés à la question du suffrage universel. Si cette exposition ne traitera pas principalement de l'avènement de S.A.R. la Grande-Duchesse Charlotte, les événements de janvier 1919 seront abordés dans la section consacrée à cette année. L'abdication de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde, l'avènement de sa sœur et surtout la question relative à la monarchie posée dans le cadre du référendum du 28 septembre 1919 seront évoqués.

Question 0213 (17.01.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la **création de « maisons de l'enfant »** :

Au Grand-Duché, comme dans la plupart de nos pays voisins, un enfant maltraité doit subir toute une série d'entretiens avec la police, un médecin et un juge avant qu'il ne soit placé dans une famille d'accueil ou que son agresseur ne soit éloigné. Or, des études scientifiques soulignent qu'à chaque fois que l'enfant raconte son agression, il la revit. Actuellement au Luxembourg, la justice a besoin de plusieurs certificats pour que l'affaire ne soit traitée au tribunal, une procédure qui a été abandonnée dans différents pays pour le bien de l'enfant.

L'Islande notamment a créé des « maisons de l'enfant » ou « Barnahus », des lieux où la parole de l'enfant maltraité va être recueillie de manière non traumatisante. L'enfant sera entendu une seule et unique fois et son témoignage filmé pourra être produit devant les tribunaux.

Alors qu'en 2017, des responsables du Ministère de l'Éducation nationale avaient annoncé la création d'une telle structure au Luxembourg pour 2019, le programme gouvernemental reste muet sur ce point.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) L'idée de la création d'une telle maison de l'enfant est-elle poursuivie ?

2) Dans l'affirmative, la structure sera-t-elle effectivement mise en place en 2019 ?

3) Dans la négative, pour quelles raisons ce projet important pour les enfants concernés, n'est-il pas réalisé ?

Réponse commune (19.02.2019) de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice, de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de **M. François Bausch**, Ministre de la Sécurité intérieure :

ad 1) L'idée de la création d'une telle structure est en effet poursuivie. Ce projet est scindé en trois étapes, définies ainsi :

(1) Constitution d'un groupe de travail interne au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE), dont la mission était de mettre en place les ressources humaines et infrastructurelles nécessaires. Cette mission est désormais achevée, un psychologue de l'Office national de l'enfance (ONE) en charge du pilotage du projet a été nommé et sera secondé, à partir du 1^{er} mars 2019, par une psychologue/psychothérapeute pour ce qui concerne la conception du volet thérapeutique du « Barnahus ».

(2) Organisation de réunions avec les représentants de toutes les instances collaborant dans le cadre du fonctionnement d'un « Barnahus », dont notamment les instances judiciaires, les parquets et la Police grand-ducale, mais aussi des représentants d'autres administrations ministérielles.

(3) Élaboration d'un texte réglementaire destiné à donner un cadre légal à cette institution, d'en clarifier les missions et de définir les règles de collaboration entre les instances concernées.

ad 2) Le texte réglementaire n'étant pas encore élaboré, la structure « Barnahus » ne pourra pas être mise en place en 2019.

ad 3) Au vu des réponses données, cette question devient sans objet.

Question 0214 (17.01.2019) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant les **fonctionnaires ayant un brevet de maîtrise** :

Am Kader vum lëtzebuergesche Qualifikationskader gouf festgehalen, dass de Meeschterbrëif enger Qualifikatioun vum Niveau 5 entsprécht an esou iwwert dem Diplôme de technicien an och iwwer enger Première oder enger Treizième vum Niveau 4 steet. Wann en Handwerker, dee seng Meeschterprüfung ofgeluecht huet, eng Carrière an der Fonction publique ustriert, kann hie sech aktuell also op Plazen aus der Carrière B1 mellen. Dëst war allerdéngs net ëmmer esou. Aus dësem Grund befanne sech nach ganz vill Handwerker mat Meeschterbrëif an der Carrière D1 a ginn deementspreechend trotz hirer Niveau-5-Qualifikatioun méi schlecht bezuelt wei Persounen, déi mat enger Première oder Treizième „nëmmen“ eng Niveau-4-Qualifikatioun hunn an awer am B1 agestallt goufen.

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Minister fir den éffentlechen Déngscht dës Fro stellen:

- Wéi vill Persounen mat Meeschterbrëif schaffen - opgeléicht no Groupe d'indemnité an Administration oder Etablissement public d'affectation - zurzäit an der Employéscarrière beim Stat?

- Wéi vill Persounen mat Meeschterbrëif schaffen - opgeléicht no Groupe d'indemnité an Administration oder Etablissement public d'affectation - zurzäit an der Fonctionnairescarrière beim Stat?

- Wéi vill B1-Plaze goufen zanter 2016 am Sous-groupe „Technique“ ausgeschriwwen? Wéi vill B1-Plazen, fir déi de Profil vun engem Handwerker mat Meeschterbrëif gesicht ginn ass, goufen zanter 2016 am Sous-groupe „Technique“ ausgeschriwwen?

- Wéi vill Persounen mat Meeschterbrëif aus der Carrière D1 hu säit dem Joer 2016 eng Demande op e Poste vum B1 gemaach? Wéi vill dovun hu schlussendlech e Poste am B1 kritt?

- Wéi heich wier de finanziellen Opwand, dee mat engem iwwergräifende Reklassement vun den Handwerker mat Meeschterbrëif aus der Carrière inférieure an d'Carrière B1 - ënner Berücksichtigung vun enger Conservatioun vu Grad an Echelon - verbonne wier?

Réponse (05.03.2019) de **M. Marc Hansen**, Ministre de la Fonction publique :

Et gëtt keng spezifesch Carrière fir den Handwerker mat Meeschterbrëif beim Stat. Statistiken, wéi vill Persounen mat engem Meeschterbrëif insgesamt beim Stat schaffen, huet de Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) dowéinst net.

Den Artikel 24 vum ëmgeännerte Gesetz vum 2015 iwwert d'Gehälter vun de Statsbeamte gesäit vir, dass am Groupe de traitement D1 den Handwerker, deen e Meeschterbrëif huet, eng Primm vun zéng Punkte kritt.

Well de Meeschterbrëif doriwver eraus keen Impakt op d'Berechnung vun der Pai huet, huet de CGPO just Statistiken iwwert d'Fonctionnaires am Groupe de traitement D1. Hei ginn et Moment 192 Persounen, déi eng Primm fir hire Meeschterbrëif kréien.

Fir den Accès an de Groupe de traitement B1 ass virgesinn, dass d'Kandidaten op d'mannst en Niveau 4 vum lëtzebuergesche Qualifikationskader mussen hunn. Dat bedeit also, dass souwuel nei Kandidate wéi och Persounen, déi scho beim Stat schaffen an e Meeschterbrëif hunn, sech iwwert de Wee vum externe Rekrutement op e Poste am Groupe de traitement B1 melle kënnen. De Service Rekrutement kontrolléiert just, ob déi allgemeng Formationskonditionen erfëllt sinn an d'Kandidaten zouläsig fir déi betraffe Carrière sinn. Statistiken zu deem Typ vun Diplôme oder der Spezialisatioun gi keng gefouert.

De Käschtepunkt fir e Reklassement vun den 192 Handwerker mat Meeschterbrëif an de Groupe de traitement B1 wär ronn fënnf Milliounen Euro.

Question 0215 (17.01.2019) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng) concernant la **stratégie européenne en faveur de la jeunesse** :

Depuis 2010, la Commission européenne met en œuvre, en concertation avec les États membres, une stratégie à destination de la jeunesse européenne. Cette stratégie définit un cadre de coopération, tout en respectant la responsabilité des États membres dans le domaine de la jeunesse. Le texte en question vient d'être révisé et renouvelé pour la période 2019-2027. Dans un esprit participatif, des jeunes de tous les États membres ont été consultés pour établir les « youth goals » qui font partie intégrante de ladite stratégie et qui reflètent la vision des jeunes pour une politique de jeunesse en Europe.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) De quelle manière entendez-vous mettre en œuvre la stratégie européenne en faveur de la jeunesse et plus particulièrement les « youth goals » au niveau national ?

2) Comment envisagez-vous promouvoir ces outils parmi les jeunes résidents du Luxembourg ?

3) De quelle manière se structurera le dialogue avec les représentants de la jeunesse luxembourgeoise relatif à ladite stratégie ?

Réponse (06.03.2019) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

ad 1) La stratégie européenne en faveur de la jeunesse 2019-2027 a été négociée au sein du Conseil de l'Union européenne où le Luxembourg était favorable à l'intégration des « youth goals » au sein de la stratégie. En effet, il est primordial de valoriser la participation des jeunes et de mettre en avant politiquement les sujets qui leur tiennent à cœur. L'opérationnalisation de la stratégie démarre actuellement avec le lancement de différents groupes d'experts européens dans lesquels le Luxembourg s'engagera et qui développeront des recommandations et des manuels thématiques dont pourront profiter les acteurs du terrain impliqués dans l'éducation formelle et l'éducation non formelle.

Par ailleurs, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) entend établir davantage de liens entre les priorités européennes et les priorités nationales. Un grand nombre des « youth goals » coïncident avec les besoins et revendications de la jeunesse luxembourgeoise. Un thème soulevé

en particulier par la jeunesse luxembourgeoise dans le cadre du dialogue structuré européen fut la santé mentale et le bien-être des jeunes. Celui-ci correspond au « youth goal 5 » - « atteindre un meilleur niveau de bien-être mental et mettre un terme à la stigmatisation des problèmes de santé mentale, en promouvant l'inclusion sociale de tous les jeunes ». Cette thématique sera examinée en détail et de façon scientifique dans le contexte du prochain rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg, à paraître en 2020, et sera déclinée en actions concrètes dans le contexte de l'élaboration du prochain plan d'action national en faveur des jeunes en 2021.

ad 2) La stratégie européenne sert à guider la collaboration entre les États membres de l'Union européenne et la Commission européenne dans le domaine de la politique de la jeunesse. Les actions concrètes qui découlent de cette stratégie et qui sont directement en lien avec le quotidien des jeunes au niveau national seront promues parmi les jeunes résidents du Luxembourg.

Le « youth goal 1 » vise à « promouvoir le sentiment d'appartenance des jeunes au projet européen et construire des ponts entre l'UE et les jeunes afin de leur redonner confiance en l'UE et d'augmenter leur participation à celle-ci ». Cet objectif se traduit au Luxembourg par des actions d'éducation politique et citoyenne mises en place à l'occasion des élections européennes 2019 et qui sont menées en collaboration avec la Fondation « Zentrum fir politesch Bildung » et la Conférence générale de la jeunesse du Luxembourg.

Des efforts particuliers seront menés pour atteindre un grand nombre de jeunes, y compris ceux qui ne sont pas membres d'organisations de jeunes. À ce niveau, la promotion du dialogue se fera par Internet, mais également par d'autres moyens adaptés aux jeunes comme dans le cadre de festivals, tel que le Future Youth Festival, organisé une première fois en juillet 2018 par le groupe de travail national du dialogue structuré, de concerts ou en ayant recours à d'autres moyens favorisant la créativité des jeunes.

ad 3) Le dialogue est structuré et organisé au sein du groupe de travail national en charge du « youth dialogue » au Luxembourg. Le groupe est présidé par la Conférence générale de la jeunesse du Luxembourg et a comme autres membres permanents l'Entente des gestionnaires des maisons des jeunes, la Conférence générale des élèves, le Parlement des Jeunes et le Service de la jeunesse du MENJE. Le groupe a la mission d'organiser les consultations au Luxembourg.

Par ailleurs, le dialogue est également mené au sein du Conseil supérieur de la jeunesse, instrument de la politique de la jeunesse et ancré dans la loi modifiée de la jeunesse du 4 juillet 2008. Dans ce contexte, les « youth goals » ont été présentés et discutés lors de la plénière du 27 avril 2018 par le directeur de la Conférence générale de la jeunesse du Luxembourg.

Question 0216 (17.01.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant le **financement du Fonds pour l'emploi par les communes** :

An enger parlamentarescher Fro vum 5. November (Nr. 1) wollt ech an der Fro Nr. 3. gewuer ginn, wéi sech de Montant vun deem, wat d'Gemengen an de Fonds pour l'emploi abezuele mussen, op déi eenzel Gemengen opdeelt. Leider ass dës Punkt an der Antwort vum 4. Dezember op meng parlamentarescher Fro net opgeschlësselt ginn.

An dësem Kontext wëll ech meng Fro un d'Madamm Innenminister nach eemol widerhuelen:

- Wéi deelt sech de Montant vun deem, wat d'Gemengen an de Fonds pour l'emploi abezuele mussen, op déi eenzel Gemengen zu Lëtzebuerg op?

Réponse (22.02.2019) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur :

Als Zousaz op seng éischt parlamentarescher Ufro u mäi Virgänger wëll ech dem honorebelen Deputéierten de Montant vun deem, wat d'Gemenge fir d'Joer 2017 an de Fonds pour l'emploi abezuelen hunn, gär an der Annexe matdeelen. Dëst sinn déi rezentst disponibel Zuelen.

Ech wëll allerdéngs drop hiweisen, datt dës Zuelen net isoléiert ze betruechte sinn. D'Participatioun um Fonds pour l'emploi ass zeesumme mam Fonds de dotation globale des communes, also der staatlecher Dotatioun an d'Gemengen, an de Recetten aus direkter Beedelegung un der Gewerbesteier als ee Ganzt ze gesinn.

Déi Gemengen, déi verhältnisméisseg méi an de Fonds pour l'emploi ofginn, sinn am Prinzip déi Gemengen, wou d'Recetten aus der staatlecher Dotatioun an der direkter Bedeelegung un der Gewerbesteier sech proportional iwwert dem Duerchschnitt vun deene vum Land be-fannen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 0218 (18.01.2019) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant le **passage pour piétons « op der Schanz »** :

Op der Schanz/Altréier mussen d'Lycéeschüler, gradesou wéi aner Benotzer vum effentlechen Transport, iwwert déi dräispureg E29 goen, fir op d'Bushaltestell op der Kräizenhéicht respektif fir Richtung Duerf ze goen. Dës Strooss ass d'Haaptverbindung aus der Stad iwwer Jonglënster op lechternach an dohier vill befuer. Am Wanter, an der Däischtert oder bei Niwwel ass et nach vill méi geféierlech, fir duerch den décke Verkéier iwwert dës dräispureg Haaptstrooss ze goen.

An dësem Kontext géif ech gär folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte weiderleeden:

- Ass sech de Minister dëser Situatioun bewusst?

- Wa jo, deelt de Minister d'Meenung, datt hei am Sënn vun der Foussgängersecherheet déi néideg Moosname mussen geholl ginn?

Réponse (18.02.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Déi zoustänneg Autoritéiten, d'Gemeng Bech an och d'Stroossebauverwaltung, si sech bewusst, dass d'Sécherheet fir d'Foussgänger, déi déi dräispureg Strooss E29/N11 mussen iwwerquieren, fir op d'Bushaltestell op der Kräizenhéicht respektif fir a Richtung Duerf ze goen, muss verbessert ginn. Wéinst dem Iwwerquiere vun dräi Spuren an der Onméiglechkeet, fir eng Mëttelinsel op dëser Plaz anze-riichten, ass et net méiglech, fir hei een Iwwer-gang fir Foussgänger unzeleeën. Déi bescht Moosnam ass deemno, eng Ennerféierung unzeleeën, soudass d'Foussgänger an aller Sécher-heet kënnen ënnert der Haaptstrooss duerch-goën, fir ouni grouss Emweeër op déi aner Stroossesäit ze kommen.

Zënter 2014 gëtt um Projet vun enger Ennerféierung geschafft. Fir d'Kräizung ze entschärfen, gesäit dëse Projet och nach d'Uleeë vun enger Ofbéispur a Richtung Kräizenhéicht vir, dat wann ee vun lechternach hier iwwert d'E29/N11 kënn.

Den detailléierte Virentwurf gëtt am zweeten Trimester 2019 presentéiert. D'Ausschreibung ass fir Enn 2019 geplangt an den Ufank vun den Aarbechten, déi ronn en halleft Joer dauere fir d'Joer 2020. De gesamte Käschtepunkt gëtt op ronn 700.000 Euro geschätzt.

Question 0220 (18.01.2019) de **M. Dan Biancalana** (LSAP) concernant l'**amélioration de la santé mentale des jeunes** :

Dans son rapport 2018 au Gouvernement et à la Chambre des Députés, l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) insiste sur l'amélioration de la santé mentale des jeunes. Il estime que les questions de santé mentale doivent se retrouver au centre du travail avec des enfants et des jeunes placés en foyer ou en familles d'accueil. Il s'agit d'une question de bien-être.

L'ORK déplore que le « Rapport de recommandations pour une stratégie nationale en faveur de la santé mentale des enfants et des jeunes au Luxembourg » publié en 2010 par le CRP-Santé et le Ministère de la Justice n'ait pas eu de suite, alors qu'il s'agit d'un document visant une stratégie nationale.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Monsieur le Ministre a-t-il pu prendre connaissance dudit rapport ? Fait-il siennes les conclusions et recommandations ?

2) Estime-t-il que le rapport est à actualiser ? À quel niveau ?

3) Quelles sont, selon Monsieur le Ministre, les actions à mettre en place pour prévenir les troubles mentaux auprès des jeunes et des adolescents ?

4) Est-il prévu de développer un plan national impliquant de manière transversale différents

acteurs pour mettre concrètement en œuvre les recommandations du rapport ?

Réponse (28.02.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Le Ministère de la Santé a pris connaissance aussi bien du rapport de 2018 de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) que du « Rapport de recommandations pour une stratégie nationale en faveur de la santé mentale des enfants et des jeunes au Luxembourg » publié en 2010. Le rapport de l'ORK de 2018 fut d'ailleurs discuté à la Commission parlementaire jointe Éducation/Santé en date du 12 février 2019.

ad 2) Depuis la présentation du rapport du CRP-Santé et du Ministère de la Santé en 2010, de nombreuses actions ont été menées et sont d'ailleurs toujours en cours, afin de mettre en œuvre les recommandations du rapport relatives à la santé mentale des jeunes, en adéquation avec les défis se présentant au cours des années et au-delà de l'année de présentation du rapport. À titre d'exemple, il échet de citer les actions arrêtées dans le cadre du Plan national de prévention suicide (2015-2019), élaborées avec l'ensemble des partenaires du terrain et six ministères, ou encore celles prévues au nouveau Plan d'action national « Promotion de la santé affective et sexuelle » (à partir de 2019), porté par quatre ministères.

Les réflexions menées en relation avec la santé mentale des enfants et des adolescents ont, dès leur commencement, insisté sur l'aspect spécifique et multifactoriel du bien-être et de la détresse des enfants, des jeunes et de leur famille. Ceci explique le choix d'une démarche interdisciplinaire et interministérielle, qui permet en même temps de garantir que les actions adressent les problèmes qui se posent aujourd'hui sur le terrain.

ad 3) L'accord de coalition 2018-2023 prévoit de nombreuses actions à mener afin de prévenir les troubles mentaux auprès des jeunes et des adolescents et d'améliorer la santé mentale des jeunes.

Il prévoit plus particulièrement l'élaboration d'un plan national de santé mentale. Celui-ci vise à mettre en place, sur base d'une collaboration avec le terrain et les ministères concernés, des mesures et actions touchant les différentes tranches d'âge et englobant aussi bien la promotion, que la prévention dans le domaine de la santé mentale, que la prise en charge de troubles psychiques avérés ou chroniques. Ce plan tiendra également compte des différents plans en cours adressant la santé mentale des enfants et adolescents.

L'accord de coalition prévoit par ailleurs que les services de la médecine scolaire mettront un accent sur l'éducation à la santé, le dépistage des problèmes de santé physique ou dentaire, mais aussi sur le dépistage de problèmes psychiques et ceci aussitôt que possible en y intégrant les élèves de l'éducation précoce. L'analyse du fonctionnement de la médecine scolaire va permettre de dégager les actions à mener. Il s'agira finalement d'assurer l'harmonisation des interventions de la médecine scolaire sur tout le territoire ainsi que de coopérer avec les centres de compétences spécialisés en psychopédagogie, les commissions d'inclusion scolaire et les services d'accueil (SEA).

De façon générale, et sans vouloir anticiper les actions du futur plan national de santé mentale (volet enfant-adolescent), l'objectif consistera à centrer l'attention sur les besoins déjà bien reconnus au niveau national.

Ainsi, la mise en place d'un dispositif permettant la détection précoce par les intervenants de première ligne (maisons relais, école, professionnels de santé œuvrant au niveau de la petite enfance, etc.) des facteurs de risque et des prodromes de troubles psychiques des enfants, la nécessité d'un regard et d'une compréhension inter- et transdisciplinaires (voire interministériels) doivent pouvoir éviter le cloisonnement des questions en lien avec l'enfant ou l'adolescent.

De surcroît, l'application de la loi hospitalière permettra également de soutenir l'action du Gouvernement relative à la santé mentale des jeunes, grâce à la création de réseaux de compétences touchant à la psychiatrie infanto-juvénile ou encore la mise en place d'une structure permettant de coordonner de manière transversale les différents projets psychothérapeutiques en y intégrant les coordinateurs de santé mentale sous tutelle des différents ministères. Il est également prévu de mettre en place un comité interministériel chargé de définir de manière cohérente la politique en matière de santé mentale pour les enfants et les adolescents ainsi que les procédures et processus décisionnels en vue de l'orientation des enfants/adolescents vers les différents types de structures (éducation, santé, justice, famille). Finalement, le renforcement du secteur de la

psychiatrie extrahospitalière par le domaine psychiatrique infanto-juvénile, encore peu développé actuellement, constitue un autre défi à relever.

ad 4) Le futur plan national de santé mentale, tel que défini sous la question précédente, sera élaboré de manière transversale afin que les actions qui y seront retenues pourront être coordonnées par tous les acteurs et ministères concernés.

En effet, seule une vision globale de la santé mentale, allant au-delà du seul modèle médical ou psychothérapeutique, permet une vision systémique tendant vers une meilleure santé mentale, moins de patients atteints de maladies psychiques/psychiatriques, et donc une meilleure performance de notre système de santé.

Question 0221 (18.01.2019) de **M. Dan Biancalana** (LSAP) concernant le **programme officiel des livres dans les lycées** :

Différents articles de presse ont récemment relaté que la commission jeune du Conseil national des femmes du Luxembourg, appelée « Voix de jeunes femmes », est d'avis que le programme officiel des livres dans les lycées témoigne de violences sexuelles et sexistes envers les femmes. Ce groupe se compose d'élèves fréquentant différents lycées au Luxembourg et s'engage au niveau de l'égalité des chances. Il estime qu'une banalisation des violences sexuelles est ainsi affichée.

L'accord de coalition prévoit que « l'éducation à l'égalité des genres sera intégrée dans l'ensemble des différents ordres d'enseignement et de formation afin de toucher tous les acteurs concernés ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

- Avez-vous pu prendre connaissance des faits invoqués par ces jeunes élèves ? Dans l'affirmative, quelle en est votre lecture et position ?

- Quel rôle revient à la Commission nationale des programmes ? S'agissant d'une question d'éducation, ne devrait-elle pas être sensible à ce genre de violences affichées envers les femmes ?

- Les enseignants sont-ils tenus à soulever de manière systématique et critique les aspects sexistes et discriminants présents dans la littérature classique ?

- Suite à ces réactions, est-il prévu d'intervenir dans le cadre de l'année scolaire en cours ?

- Quelles mesures entendez-vous prendre concrètement dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de coalition ?

Réponse commune (11.02.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes* :

Concernant les réflexions soulevées par les membres de la commission jeune du Conseil national des femmes du Luxembourg, appelée « Voix de jeunes femmes », le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes estime que toute lecture d'œuvres classiques doit être accompagnée d'une contextualisation. Loin de censurer, ni de juger des réalités historiques, il s'agit d'analyser en classe quels éléments ont pu nourrir les réflexions d'un auteur. Favoriser un regard éclairé sur l'égalité entre les sexes ne saurait aboutir à flatter arbitrairement des textes d'écrivaines ou à ignorer, voire nier l'existence même d'œuvres littéraires écrites par des auteurs masculins à une époque donnée.

De manière générale, le programme gouvernemental pour les années 2018-2023 met en exergue la volonté du Gouvernement à œuvrer pour l'égalité des genres ainsi qu'à prévenir les comportements sexistes. L'objectif clairement affiché est d'intégrer et de soutenir l'éducation à l'égalité des genres que ce soit au niveau de l'enseignement fondamental, des lycées ou de l'éducation non formelle, notamment dans les maisons relais et les maisons des jeunes.

Pour ce faire, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes collaboreront étroitement pour élaborer des programmes de sensibilisation. Il s'agit de veiller à ce que les enfants prennent conscience de la valeur d'égalité entre les filles et les garçons dans leurs établissements scolaires, et par extension entre les femmes et les hommes dans la société dans son ensemble. Cette poli-

tique menée de concert avec les enseignants et les parents a pour objectif de surmonter les stéréotypes et de prévenir les comportements de violence ainsi que toute forme de discrimination.

Les établissements concernés seront ainsi invités à proposer un cadre qui favorise le développement de chaque enfant indépendamment de son genre, et à intégrer les réflexions d'égalité dans les contenus d'enseignement. Le respect mutuel et le refus de stéréotypes permettent de dépasser les clichés qui peuvent encore exister sur les métiers considérés comme « typiquement féminins » ou « typiquement masculins ». Cela contribuera à vaincre les réticences lors de choix d'orientation professionnels.

Question 0222 (18.01.2019) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **sorties scolaires** :

Selon nos informations, il semblerait qu'une direction régionale ait communiqué aux présidents de la région concernée que des sorties pour visiter une crèche de Noël dans une église seraient interdites, sans l'accord formel des parents pour les classes du cycle 1, avec l'argument qu'il s'agirait d'une activité dite religieuse, pourtant relevant de la vie privée de chacun.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer cette décision ?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que Noël, avec ses fêtes et traditions, fait partie de notre culture et qu'une crèche de Noël mérite d'être visitée ?

- Quelles activités tombent sous la catégorie religieuse ? Le ministre peut-il nous fournir des précisions ?

Réponse (11.02.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Les crèches de Noël font indéniablement partie de notre patrimoine culturel et elles méritent, y compris celles qui se trouvent au sein d'une église ou d'un autre établissement religieux, d'être visitées dans le cadre d'une sortie scolaire. La simple visite d'un lieu de culte ou d'un établissement religieux ne saurait être assimilée ou identifiée à une activité religieuse proprement dite.

Je me permets de profiter de cette question parlementaire pour rappeler quelques contenus recommandés, exemples de performance et contenus arrêtés par le plan d'études de l'enseignement fondamental pour la branche « vie et société » :

- Exemple de contenus recommandés :

- Mes convictions / ma foi (ma religion / ta religion / pas de religion).

- Exemples de performance :

- Moi et les autres : (...) Percevoir et vivre la diversité linguistique, culturelle et religieuse comme une richesse et un défi (...);

- Formes de vie, monde et société : (...) Décrire certains rites et traditions religieux et civils (...).

Question 0223 (18.01.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant les **réserves de la Caisse nationale d'assurance pension** :

Notamment les caisses de pension suisses font état de résultats plus que modestes respectivement de pertes en ce qui concerne les placements de leurs réserves pour l'année 2018.

1) Comme notre Caisse nationale d'assurance pension dispose de réserves considérables placées par le Fonds de compensation, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre comment les placements de nos réserves de pension ont évolué en 2018 ?

2) Comment se sont développés les différents types de placements (actions et obligations) ?

3) Comment la réserve se présente-t-elle fin 2018 ?



Réponse (14.02.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1) + 3) La réserve globale du régime général d'assurance pension se compose du fonds de roulement de la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) et de la réserve de compensation du Fonds de compensation (FDC). Au 31 décembre 2017, le fonds de roulement s'élevait à 786,47 millions d'euros et la réserve de compensation à 18.093,19 millions d'euros, soit au total une réserve d'un montant de 18.879,67 millions d'euros.

Concernant l'exercice 2018, il y a lieu de préciser que les comptes du régime général d'assurance pension ne sont pas encore arrêtés et que des opérations comptables restent possibles jusqu'au 15 mars 2019. Ainsi, il faut attendre mi-mars pour avoir des chiffres définitifs. Dès à présent on peut affirmer que l'évolution de la réserve reste positive en 2018 et qu'au moment de la clôture de l'exercice le montant aura augmenté par rapport à l'exercice précédent.

ad 2) Environ 90 % de la réserve de compensation du FDC sont investis à travers sa SICAV. Les autres 10 % sont constitués d'actions de la SNHBM, d'un portefeuille immobilier direct détenu au Luxembourg, d'un stock de prêts, de la trésorerie ainsi que du solde entre comptes créditeurs et comptes débiteurs représentant essentiellement des cotisations à recevoir de la part du Centre commun de la sécurité sociale et non encore disponibles à la clôture de l'exercice.

La SICAV investit selon une stratégie bien définie dans différentes classes d'actifs, à savoir celle des fonds monétaires, des actions, des obligations et des fonds immobiliers non cotés. Cette stratégie est basée sur les principes de prudence et de diversification des risques. C'est pourquoi aucun investissement n'est réalisé dans des produits risqués comme par exemple les « Hedge funds ». Toutefois, il y a lieu de noter que la stratégie la mieux développée trouve ses limites dans l'évolution globale des marchés et notamment dans les incertitudes qui ont dominé les marchés aux cours de l'année 2018.

Ainsi, à la fin de l'année 2018, la SICAV a affiché un résultat annuel négatif à hauteur de 2,56 %. En déclinant ce résultat au niveau des quatre grandes catégories de placement, les fonds monétaires ont performé à raison de -0,38 %, les actions de -6,21 %, les obligations de -0,44 % et l'immobilier monde non coté de +11,42 %. Il est à souligner que ces chiffres sont encore non audités et ne tiennent pas compte des réévaluations au niveau des fonds immobiliers non cotés relatives au dernier trimestre 2018. De tels ajustements n'impacteront toutefois que marginalement le résultat global. Les comptes de la SICAV seront soumis pour approbation au conseil d'administration fin avril, lorsque le réviseur d'entreprises aura validé toutes les valorisations de 2018 et terminé son rapport de révision.

Donc, il y a lieu de constater que depuis le lancement de la SICAV en 2007, l'exercice 2018 est le premier exercice pour lequel un résultat annuel négatif a été réalisé. Pour la période de référence 2007-2018 le rendement annuel moyen de la SICAV s'établit à 4,50 %. En comparant ce résultat aux placements à court terme, dont la performance annualisée depuis 2007 s'élevait à 0,80 %, la SICAV a ainsi dégagé une surperformance annualisée de 3,70 %.

Les explications du résultat négatif de la SICAV résident principalement dans les fluctuations des marchés tout au long de l'année dues à un contexte international instable. La volatilité des marchés financiers a été très forte au cours du quatrième trimestre 2018 et plus particulièrement au cours du mois de décembre. Si la

SICAV affichait encore à la fin du troisième trimestre 2018 un résultat positif de 2,18 %, celui-ci est tombé à 0,62 % au 30 novembre 2018 pour finir l'année à -2,56 %.

Le début de l'année 2019 a cependant largement redressé cette situation puisque les valorisations de la SICAV arrêtées au 31 janvier ont permis de dégager une plus-value de 3,91 %. Ainsi au 31 janvier 2019, la moins-value de l'exercice 2018 a été compensée.

Question 0224 (18.01.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **simplification administrative concernant les documents officiels** :

Ob Autosführerschäin, Carte d'identité oder Krankekeesskärtchen, all Bierger besetzt eng ganz Rétsch vu Kaarten an Dokumenter, déi vu staatlechen Administratiounen oder vun delegierte Plazen ausgestellt goufen. Am Privatsektor ginn et méttlerweil awer scho ressourcëschoonend Alternativen zu deem Chaos am Portmonni. Schonn haut ass et beispillsweis méiglech, fir op eng eenzeg Kreditkaart verschidden aner virtuell Kaarten ze lueden an esou d'Unzuel vu reelle Kaarten ze reduzéieren. En vue vun der administrativer Vereinfachung an der Digitaliséierung kéint des Pist, fir d'Unzuel vun de Kaarten ze reduzéieren, eigentlech fir de Secteur public ganz attraktiv schéngen, mä wéi aus dem Volet iwwert den CCSS aus dem Regierungsprogramm ervirgeet, soll d'Unzuel vun de Kaarten duerch eng nei Kaart fir den Tiers payant ganz am Géigendeel an Zukunft souguer nach an d'Luucht goen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir d'Verwaltungsreform des Froe stellen:

- Wéi vill verschidden Dokumenter gi vum Stat, senge Servicer an delegierten Entitéiten haut am Format vun der Kreditkaart editéiert?

- Wéi eng vun dese Kaarte kéinte legal zesummegefuert ginn a bei wéi enge gétt dëst duerch en europäeschen Akt verhénnert?

- Ass den Här Minister der Meinung, datt eng Reduktioun vun offiziellen Dokumenter, déi deelweis déiselwecht Daten ëmfaassen, eng Pist fir d'administrativ Vereinfachung kéint sinn? Falls jo, plangt de Minister, hei e Gesetz op den Instanzewee ze bréngen? Falls neen, proposéiert de Minister Alternativen, fir d'Unzuel un Dokumenter, déi e Bierger muss bei sech hunn, ze reduzéieren?

Réponse (04.03.2019) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à la Réforme administrative* :

Déi ënnerschiddlechste Dokumenter ginn haut vum Stat am Kreditkaartformat editéiert. Si sollen dem Bierger erlaben, sech ze identifizéieren oder ginn him Accès op verschidde Rechter.

An deem Kontext ass et wichteg, den Ennerscheed tëschent PKI-certifiéierte Kaarten (Public Key Infrastructure), also héich securiséierte Kaarten, an onverschlüsselte Kaarten ze maachen. Ënnert déi éischt Kategorie falen:

- d'Carte d'identité (Ministère de l'Intérieur);

- den Titre de séjour (Ministère des Affaires étrangères et européennes);

- den Autosführerschäin (Ministère de la Mobilité et des Travaux publics).

Dës Kaarte gi vum Zenter fir Informations-technologies (CTIE) produziéiert a verdeelt. De CTIE leeft d'Koordinatioun an d'Implementéierungsstrategie vun deenen dräi Kaarten, ewéi och d'Tachographekaart (Ministère de la Mobilité et des Travaux publics), ënnert der Verantwortung vum jeeeweilege Ministère.

Ënnert déi zweet Kategorie falen:

- de Juegd- a Waffeschäin (fir de Ministère de la Justice);

- d'Gesondheetskaart (fir de Centre commun de la sécurité sociale);

- d'Diplomatekaart (fir de Ministère des Affaires étrangères et européennes).

Dës Kaarten hunn den Ament nach keen Chip respektiv kee Certificat.

D'Produktioun vun dese Kaarten ënnerläit net nëmmen der Verantwortung vun der jeeeweileger Entitéit, mä och der nationaler an, deemno wéi, der europäescher Reglementatioun, déi en uniforme Modell fir eng oder zwou Säite vun der Kaart ka virgesinn an/oder d'Zesumme-féiere mat engem aneren Dokument verbitt.

Dëst ass de Fall vun dem Titre de séjour, vun Autosführerschäin a vun der Tachographekaart. An deenen dräi Fäll definéiert déi europäesch Legislatioun⁽¹⁾ en uniforme Modell a verbitt des Weideren, d'Kaart mat engem aneren Dokument zesummenzeféieren.

Déi lëtzebuergesch Gesondheetskaart besteet aus zwou Säiten: enger nationaler an enger europäescher Säit, déi zweet ass identesch fir all d'Memberstate vun der EU an erlaabt eng Prise en charge an dréngende Krankheitsfäll an der EU an am Europäesche Wirtschaftsraum.

Déi national Identitéitsdokumenter, wéi d'Carte d'identité, ënnerleien den Ament der nationaler Gesetzgebung, allerdéngs besteet eng europäesch Initiativ⁽²⁾ zur Ausschaffung vun engem harmoniséierte Format.

Eng eventuell Dematerialiséierung vu verschiddene vun de genannten Dokumenter kéint allerdéngs dem Bierger d'Méiglechkeet bidden, manner Dokumenter - zumindest physesch - bei sech ze hunn. Verschidden international Institutionen hunn Initiativen an d'Liewe geruff, fir esou eng Dematerialiséierung vun Identitéits- a Reesdokumenter ze ënnersichen.

¹ Fir den Titre de séjour:

Règlement (CE) n° 380/2008 du Conseil du 18 avril 2008 modifiant le règlement (CE) n° 1030/2002

Fir d'Tachographekaarten:

Règlement (UE) n° 165/2014 du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 relatif aux tachygraphes dans les transports routiers, abrogeant le règlement (CEE) n° 3821/85 du Conseil concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route et modifiant le règlement (CE) n° 561/2006 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route

Fir den Autosführerschäin:

- Directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire (refonte)

- Règlement (UE) n° 383/2012 de la Commission du 4 mai 2012 établissant les prescriptions techniques relatives aux permis de conduire munis d'un support de mémoire (microprocesseur) Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

² Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des titres de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation (COM/2018/212 final - 2018/0104 [COD])

Question 0225 (18.01.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant l'**exposition canine** :

Nodeems ASBLen, ewéi zum Beispill „Give Us A Voice Lëtzebuerg“, während Joren Drock gemaach hunn, huet d'lescht Joer d'Veterinärsinspektioun der Fédération cynologique luxembourgeoise keng Geneemegung méi ginn, fir déi international Hondsausstellung „Dog Expo“ zu Lëtzebuerg ze organisieren. Vereenzelt Aussteller haten op den Hondsausstellung vum 2017 an 2018 géint d'Déiereschutzgesetz verstouss a sinn och wéinst Déierequaléiere veruerteelt ginn. D'Fédération cynologique luxembourgeoise huet op hirer Websäit publizéiert a confirméiert, dass si fir 2019 nach keng Autorisation kruten, fir eng Hondsausstellung ze organisieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Landwirtschaft des Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass 2019 keng Hondsausstellungen zu Lëtzebuerg wäerten organiséiert ginn?

2. Falls et awer zu enger Hondsausstellung sollt kommen, a wat fir engem Émfang a mat wéi enge Methode wäerten d'Veterinärsinspektioun, d'Police an d'Douannen des Hondsausstellung kontrolléieren?

3. Wéi gétt séchergestallt, dass d'Hondszüchter oder d'Händler net méi ewéi zwee Hénn op des Veranstaltung matbréngen? Wäerten heibäi och de Parking an den Terrain vun Ausstellungsste an de Kontrollperimeter abezu ginn?

4. Kann den Här Minister confirméieren, dass bei de leschten Hondsausstellungen émfänglech Pass- an Chipkontrolle bei allen deelhuelenden Déieren duerchgefouert goufen? Kann de Minister och confirméieren, dass bei de Kontrolle vu Pass an Chip séchergestallt gouf, dass d'Donnéen am Pass mat den Donnéeen vun Chip iwwerteneestëmme?

Réponse commune (28.02.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1. D'„Dog Expo“ fënnt am Allgemengen zweemol am Joer statt, an zwar am Fréijoer

(Abrëll-Mee) an am Hierscht (September-Oktober). D'Ausstellung vum September 2018 huet net stattfont opgrond vu Verstéiss géint d'Déiereschutzgesetz. Den Organisateur vun der „Dog Expo“, d'Fédération cynologique luxembourgeoise (FCL), huet während de leschte Méint a Reunione mat der Veterinärsinspektioun an der LAK (Lëtzebuergischer Association vun de Klengdéierepraktiker) Verbesserungsvirschléi fir d'Organisation vun der „Dog Expo“ diskutéiert an decidéiert, fir ze verhénnere, dass et zukünfteg bei deser Ausstellung zu weidere Virfäll kéint.

Laut deene mir virleiden Informatiounen wäert déi nächst Hondsausstellung den 11. an den 12. Mee 2019 organiséiert ginn.

ad 2. Wat d'Kontroll vun den Hénn beim Agank betrëfft (Gesondheetszoustand, Identifikatioun, Impfungen), läit d'Zoustännegkeet net bei der Veterinärsinspektioun, mä bei de Klengdéierepraktiker, déi sech fir des Aufgab mellen an dofir och vun der FCL bezuelt ginn. Des Klengdéierepraktiker ginn och aktiv, wann iwwert den Dag en Noutfall bei engem Hond gemellt gétt.

Beim Ofhale vun enger Hondsausstellung gesäit dat neit Déiereschutzgesetz vir, dass d'Douane mat hiren Agenten, déi dofir ausgebildet sinn, kéint kontrolléieren an intervenéieren. Esou waren zum Beispill de 7. an 8. Abrëll 2018 zwee Beamte vun der Douane op der „Dog Expo“. Bei deser Kontroll gouf ee Procès-verbal erstallt, deen un de Parquet weidergeleet gouf. D'Police wäert intervenéieren, wann hir Infractionen gemellt ginn.

Zousätzlech hu verschidden Déiereschutzorganisationen hir Hëllef am Kader vun deser Manifestatioun ugebueden.

ad 3. Wat d'Zuel vun den Hénn betrëfft, déi ausgestellt ginn, läit d'Responsabilitéit beim Organisateur, dat heescht der FCL, déi muss derfir suergen, dass d'Regelen vun Déiereschutz respektéiert ginn. Wat d'Iwwerwachung vun Ausstellungsste inklusiv dem Parking betrëfft, sinn de Moment nach eng Rei Diskussiounen mat verschiddenen Instanzen amgaangen.

ad 4. Wat d'Pass- an d'Chipkontrollen ubelaangt, ginn déi vu Klengdéierepraktiker an der Entrée duerchgefouert. D'Klengdéierepraktiker, an Zesummenaarbecht mat der Veterinärsinspektioun, sinn amgaangen, de Kontrollsystem ze perfektionéieren a mat der FCL ofzestëmmen.

Question 0226 (18.01.2019) de **M. Paul Galles** (CSV) concernant le **risque de pauvreté** :

Selon les chiffres récents d'une étude de l'Office statistique de l'Union européenne Eurostat, 9,3 % des retraités au Luxembourg risqueraient de tomber dans la pauvreté. En 2015, le risque de pauvreté ne concernait que 5,8 % des retraités. Il s'est accru de 3,5 points, selon l'étude Eurostat.

C'est dans ce contexte, que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Madame la Ministre peut-elle me confirmer ces chiffres ?

2) Quelles mesures concrètes le Gouvernement envisage-t-il prendre pour remédier à cette situation ?

Réponse commune (19.02.2019) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1) Les chiffres récemment publiés par Eurostat relatifs au risque de pauvreté des personnes retraitées concernent la proportion de retraités dont le revenu disponible équivalent se situe en dessous du seuil de risque de pauvreté. Le taux de risque de pauvreté, suivant Eurostat, mesure la proportion de la population vivant dans un ménage dont le revenu disponible équivalent est inférieur à 60 % du revenu médian national (seuil de pauvreté). Le taux de risque de pauvreté est ainsi exclusivement centré sur la dimension monétaire pour évaluer le niveau de vie. Ainsi, « il s'agit plutôt d'un indicateur de distribution des revenus et d'inégalités que d'un indicateur de pauvreté » (Zahlen, P. (2011), Regards sur le nouvel indicateur de pauvreté et d'exclusion UE-2020, Statec).

Pour avoir une vue plus globale de la situation des citoyens, et des retraités en particulier, il y a lieu d'analyser d'autres facteurs/indicateurs communiqués par Eurostat. Ainsi, le taux de déprivation matérielle sévère est basé sur la collection des indicateurs relatifs à la « privation matérielle » qui comprend des indicateurs relatifs aux difficultés économiques, aux biens durables, au logement et à l'environnement de

Le saviez-VOUS ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

l'habitat. Les personnes en situation de privation matérielle grave ont des conditions de vie fortement affectées par le manque de ressources.

Le tableau suivant reprend le taux de risque de pauvreté monétaire relative (tableau 1) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ces indicateurs sont issus de l'enquête européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC). Il s'agit d'une enquête par sondage réalisée tous les ans dans les différents États membres de l'Union européenne. Au Luxembourg, cette enquête est réalisée par le Statec auprès d'un échantillon représentatif de plus ou moins 10.000 personnes résidant sur le territoire national, dans un ménage ordinaire. Le statut de retraité est auto-défini par la personne interrogée.

Deux remarques s'imposent lors de l'analyse des indicateurs.

Premièrement, qui dit enquête par sondage auprès d'un échantillon de la population, dit intervalle de confiance ou marge d'erreur. Cela devrait alors être un réflexe de publier un indicateur ou un estimateur avec la marge d'erreur qui l'entoure. Cet exercice fastidieux est peu pratiqué, et ce d'autant moins dans une publication destinée au grand public.

Les rapports de qualité nationaux qui accompagnent l'enquête EU-SILC et qui sont consultables sur le site de Eurostat¹ proposent, pour certains indicateurs clés et pour certains groupes de la population des intervalles de confiance. Ceci est le cas pour le taux de risque de pauvreté monétaire relative (seuil : 60 % du revenu équivalent médian après transferts sociaux). Les retraités ne constituent pas un des groupes pour lequel ces intervalles de confiance sont publiés. Par contre, le groupe des personnes de 65 ans ou plus forme un de ces groupes.

Ainsi, dans le rapport qualité luxembourgeois d'EU-SILC 2016, dernier rapport disponible, le taux de risque de pauvreté monétaire relative des 65 ans ou plus est affiché à 9 % pour un intervalle de confiance à 95 % avec une borne inférieure de 6,5 % et une borne supérieure de 11,5 %. Cela signifie que l'intervalle [6,5 %-11,5 %] a 95 % de chance de contenir le taux de risque de pauvreté monétaire relative des 65 ans ou plus, si toute la population, et non pas un échantillon, avait été interrogée.

Si cet intervalle de confiance était appliqué au taux de risque de pauvreté monétaire relative des retraités (dont les effectifs sont par ailleurs moins importants que ceux des 65 ans ou plus avec donc probablement un intervalle de confiance plus large), on ne pourrait pas conclure à une différence « statistiquement significative » entre le taux de 2015 compris entre 3,3 % et 8,3 % et le taux de 2017 compris entre 6,8 % et 11,8 %. Les intervalles de confiance de 2015 et 2017 se chevauchant, il n'est pas possible de conclure à une variation « statistiquement significative » du taux.

Deuxièmement, l'année 2016 a été marquée par une rupture de série ce qui implique l'interprétation de l'évolution des données doit se faire avec prudence.

En effet, la continuité d'une série chronologique, en l'occurrence la série portant sur le taux de risque de pauvreté monétaire relative, implique que les observations sont continues dans le temps, mais aussi que les mêmes définitions, nomenclatures ou processus ont été appliqués lors de la collecte et de la compilation de chaque observation.

La mise en œuvre d'un changement de concepts, de définitions ou de nomenclatures, de méthodologie ou encore d'échantillonnage peut engendrer une rupture de la série chronologique. La continuité de la série est alors impactée, de sorte que la comparabilité des observations risque d'être rendue plus difficile. En conséquence, chaque rupture de série doit être clairement identifiée dans le tableau statistique en question.

La présente rupture de série émane d'un ensemble d'adaptations méthodologiques.

La modification principale concerne l'échantillonnage. Ainsi, jusqu'en 2015, l'échantillon du sondage a été extrait du registre des personnes affiliées à la sécurité sociale luxembourgeoise. En contraste, c'est le registre national de personnes physiques qui est à la base des échantillons tirés à partir de 2016. Il s'ensuit que la structure de population a subi des changements. À titre d'exemple, il convient de noter que les fonctionnaires internationaux résidant

au Luxembourg ne sont pas affiliés au régime de sécurité sociale luxembourgeois, ils figurent par contre dans le registre national des personnes physiques.

En outre, le traitement des données brutes a été révisé. Une enquête par sondage fournit des observations incohérentes ou incomplètes, de sorte qu'il est indispensable de mettre en œuvre une série de programmes, procédures et processus destinés à améliorer la qualité des données par l'intermédiaire de l'identification et de la correction des incohérences et/ou de l'imputation d'informations manquantes sur base d'estimations solides.

Enfin, des modifications ont été apportées au plan d'échantillonnage (type de plan d'échantillonnage, pondérations).

Reste qu'il est extrêmement difficile, voire impossible, de quantifier l'impact de ces changements dans leur ensemble ou de chacun d'entre eux.

Pour donner davantage de sens au taux de risque de pauvreté monétaire relative, les seuils de risque de pauvreté monétaire relative sont présentés dans le tableau ci-dessous (tableau 2).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Tout en gardant à l'esprit les limites mentionnées ci-dessus (marge d'erreur et rupture de séries), une comparaison de l'évolution du taux de risque de pauvreté monétaire relative des retraités avec celle de l'ensemble de la population (tableau 3) montre qu'entre 2015 et 2017 la tendance n'est pas propre aux retraités, mais concerne l'ensemble de la population.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Enfin, pour relativiser l'indicateur du taux de risque de pauvreté monétaire, le taux de privation matérielle et sociale sévère des retraités, qui est également produit avec les données de l'enquête EU-SILC, est présenté dans le tableau ci-dessous (tableau 4). Comparée à la situation européenne, la situation nationale est très enviable. Par contre, les variations annuelles affichées ne sont probablement pas « statistiquement significatives » non plus.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) En matière d'aide sociale et de prestations d'inclusion sociale, les personnes retraitées en situation financière précaire bénéficient des mêmes aides que les personnes actives. Dans certains cas, ces prestations font même l'objet d'aménagements particuliers en faveur des retraités. Ainsi, la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale, prévoit des mesures transitoires entre le RMG et le REVIS spécifiques pour « les personnes dont les seuls revenus sont constitués par une ou plusieurs pensions au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère ou par le forfait d'éducation »². Si, la veille de l'entrée en vigueur de la loi, le montant RMG de ces personnes était plus élevé que le montant du REVIS, elles ont continué et continueront à bénéficier du montant le plus élevé tant qu'il n'y aura ni augmentation de la communauté domestique, ni augmentation de revenu. Cette mesure transitoire spécifique permet donc aux personnes qui ne peuvent plus augmenter leur intensité de travail en raison de leur âge, de maintenir un niveau élevé de prestation.

Au-delà du REVIS, de l'allocation de vie chère (AVC), de l'aide sociale, des aides alimentaires (épicerie sociale) et de la subvention loyer, les personnes âgées en situation financière précaire, peuvent bénéficier de prestations spécifiques. Les personnes qui vivent dans un centre intégré (CIPA) ou dans une maison de soins peuvent demander le bénéfice du complément « accueil gérontologique » prévu par la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit. Cette prestation s'adresse aux personnes dont les ressources personnelles ne permettent pas de couvrir le prix d'hôtellerie et les besoins personnels. Le montant du complément résulte de la différence entre le prix d'hébergement et les revenus de la personne âgée, diminués d'un montant immunisé destiné à couvrir les besoins personnels.

² Article 49, paragraphes (3) et (4)

Le programme gouvernemental 2018-2023 prévoit une révision de la loi et du règlement grand-ducal relatifs au complément « accueil gérontologique » et, si nécessaire, une adaptation du barème sur base d'une analyse préalable des tarifs actuels.

Le programme gouvernemental 2018-2023 prévoit en outre l'élaboration d'un « plan gérontologique » qui comprendra des mesures ciblées en faveur des personnes âgées ayant un besoin d'accompagnement et de soutien dans les domaines physique, psychique ou social, que ce soit dans le cadre de la vie à domicile ou dans le cadre d'un accueil en institution ainsi que le développement d'un concept de maisons de soins pour des personnes sans-abri vieillissantes.

Question 0227 (18.01.2019) de M. Marc Hansen (dél. gréng) concernant l'installation d'une IRM ouverte :

Dans sa réponse à la question n° 4053 du 21 septembre 2018 de Madame la Députée Josée Lorsché au sujet de l'installation de quatre nouvelles IRM, Madame la Ministre de la Santé avait répondu que l'installation d'une IRM ouverte n'était pas envisageable faute de constructeur commercialisant ce type d'appareil.

Or, selon mes informations, il existerait bel et bien des appareils de ce type sur le marché. Certains acteurs du secteur hospitalier auraient même exprimé leur intérêt pour l'installation d'une IRM ouverte, qui trouverait son public parmi les patients souffrant de claustrophobie, d'obésité extrême, mais surtout en pédiatrie.

Dans ce contexte, je me permets de revenir sur la problématique des patients susmentionnés et j'aimerais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de réévaluer les besoins du secteur hospitalier en ce qui concerne l'utilité d'une IRM ouverte ?

2) Est-ce que des statistiques sur le nombre de personnes obligées d'avoir recours à la prémédication afin de pouvoir passer l'examen IRM ainsi que sur le nombre d'examen IRM réalisés à l'étranger seront établies à l'avenir afin de pouvoir baser ce genre de décision sur des données empiriques ?

Réponse (28.02.2019) de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé :

ad 1) La technologie de l'IRM ouverte date d'environ 15 ans et a été très répandue il y a une décennie. C'est ainsi qu'on trouve encore des cliniques ou cabinets à l'étranger qui proposent cette technologie puisqu'ils disposent encore de ces équipements.

L'industrie a toutefois cessé d'investir dans cette technologie utilisant des aimants en forme de « C » et s'est concentrée à faire évoluer la technologie avec les aimants en anneau qui équipent les IRM actuelles.

C'est ainsi que la sécurité et le confort du patient ont pu bénéficier des innovations techniques suivantes :

- l'ouverture du tunnel dans lequel la table avec le patient s'engage a augmenté de 60 à 70 cm. De plus, le tunnel a été raccourci, ce qui permet au patient d'avoir la tête en dehors du tunnel pour une très grande partie des examens ;

- les antennes sont devenues beaucoup plus petites et confortables. Elles peuvent désormais être posées sur le corps ou à côté du patient sans toucher ce dernier ;

- la durée de l'examen a été réduite d'environ cinq minutes en moyenne (durée d'examen standard de 15 à 20 minutes, au lieu de 20 à 25 minutes pour les anciens appareils). A noter qu'un temps d'examen minimum incompréhensible est nécessaire pour permettre l'obtention d'une image de qualité nécessaire pour le diagnostic et pour la décision thérapeutique ;

- le bruit émis par la machine a été sensiblement diminué ;

- respect des besoins du patient (claustrophobie, anxieux, jeune, agité, etc.) en proposant un éventail de moyens pour rendre l'examen le plus agréable possible (choix de lumières et couleurs, musique, grand écran au plafond pour y regarder des films ou paysages pendant l'examen, etc.). Pour les enfants, il existe au Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) un simulateur d'examen (ancienne IRM). Ces séances en simulateur avec accompagnement des parents et du personnel permettent aux plus jeunes de tester les conditions d'examen avec de bons résultats.

Le Grand-Duché de Luxembourg dispose actuellement de sept IRM : la plus ancienne

date de 2002, une de 2008, une de 2014, deux de 2015 et deux de 2017 (cf. données issues des autorisations de service et de la carte sanitaire 2017). Le pays dispose ainsi déjà d'appareils IRM tels que décrits ci-dessus avec notamment des tunnels de 70 cm pour les appareils les plus récents. Les quatre nouveaux appareils appartiendront aussi à la catégorie dite de « dernière génération ».

ad 2) Le Ministère de la Santé ne possède pas de statistiques quant au nombre de personnes obligées d'avoir recours à la prémédication avant de passer un examen IRM. Cette information ne sera pas recueillie dans le cadre de la documentation hospitalière.

D'après les informations du Ministère de la Sécurité sociale et de la CNS, reprises dans la réponse à la question parlementaire n° 204 du 15 janvier 2019, 2.400 actes ont été remboursés en 2017 dans le cadre de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers. Ceci représente 6 % des passages en IRM ambulatoires sur le plan national.

Question 0228 (21.01.2019) de M. Yves Cruchten (LSAP) concernant la ligne 60b des CFL :

Depuis le 10 janvier 2019, les trains qui circulent entre Rumelange, Tétange, Kayl et Noertzange (ligne 60b) sont supprimés et les usagers priés d'emprunter la ligne de bus RGTR 197 à destination de Luxembourg. Or, aux heures de pointe, ces bus mettent nettement plus de temps que les 30 minutes officiellement affichées pour le trajet Rumelange-Luxembourg et la durée du trajet en bus représente dans de nombreux cas plus que le double de la durée du trajet en train.

D'après les informations officielles des CFL, la raison de cette mesure - temporaire - est « une indisponibilité de matériel roulant ».

Dès lors, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'information que la raison pour la suppression de la ligne 60b est une « indisponibilité de matériel roulant » ? Quelles sont les raisons exactes pour cette indisponibilité de matériel ?

- Sachant que le « Kayldall » (Kayl, Tétange, Rumelange) compte plus de 15.000 habitants et constitue la « porte d'entrée » pour de nombreux frontaliers français, quelles sont les réflexions qui ont conduit à la fermeture de la ligne 60b plutôt que d'une autre ligne ?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser combien de temps durera la suppression « temporaire » de la ligne 60b ?

- La ligne ferroviaire directe entre Rumelange et Luxembourg ayant été supprimée en décembre 2017 et la cadence des trains limitée à trois trains respectivement le matin et le soir (en dehors des périodes de suppression des trains), Monsieur le Ministre peut-il donner des précisions sur le développement futur des transports en commun au départ et en direction du « Kayldall » ?

Réponse (06.03.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

Je confirme que la cause de l'interruption temporaire du trafic ferroviaire sur la ligne 60b est liée à une indisponibilité de matériel roulant passager.

Dans le cas présent, une panne du tour en fosse de l'atelier central des CFL est à l'origine de l'indisponibilité de matériel roulant. Le tour en fosse est une machine spéciale destinée au reprofilage des roues du matériel roulant.

Ce reprofilage à des intervalles réguliers est obligatoire pour des raisons de sécurité et de confort. Si le profil d'une roue sort des limites autorisées, l'immobilisation de l'engin devient obligatoire, en attendant son passage sur le tour en fosse.

Depuis le mois d'octobre 2018, le tour en fosse des CFL était en panne, en attendant la livraison des pièces de rechange nécessaires et l'intervention de réparation par les équipes du fournisseur espagnol de la machine.

Pendant cette période, les CFL ont été obligés de recourir à des ateliers à l'étranger (p. ex.

¹ <https://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions/quality/eu-and-national-quality-reports>

Düsseldorf, Ludwigshafen, Trèves, Thionville et Kinkempois) pour le reprofilage des roues. Comme ces installations spécialisées sont souvent saturées, et le transfert des engins doit aussi être pris en compte, il en résulte que le taux des engins non disponibles est beaucoup plus important que d'habitude.

La non-disponibilité prévisible de matériel roulant en nombre suffisant sur une période prolongée a contraint les CFL à adapter temporairement leur offre. Outre la suppression du trafic sur les antennes de Noertzange-Rumelange et Esch-sur-Alzette-Audun-le-Tiche, des trains sur d'autres lignes ont circulé en composition réduite.

Le choix des mesures à prendre se fait sur base de plusieurs considérations, notamment le nombre de clients impactés et la faisabilité d'offrir des alternatives acceptables. À titre d'information, la ligne 60b (Rumelange-Noertzange) est utilisée en moyenne par 24 clients par jour dans le sens Rumelange-Noertzange, et par 48 clients dans le sens Noertzange-Rumelange.

Le trafic ferroviaire a repris sur les antennes de Noertzange-Rumelange et Esch-sur-Alzette-Audun-le-Tiche depuis le 4 février 2019.

Pour pouvoir combler les besoins en capacité sur la ligne d'autobus RGTR 197 Ottange (F)-Rumelange-Luxembourg, la mise en service d'un autobus à deux étages est prévue pour le mois de mai 2019 sur cette ligne d'autobus.

Question 0229 (21.01.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) concernant le **manque de structures pour les spectateurs dans les piscines** :

Laut eisen Informationen hunn déi meeschst Piscine vu 25 Meter Längt hei am Land keng funktionell Tribün fir d'Zuschauer zur Disposition. Och ass am Fénnefjoresplang vun de Sportsinfrastrukturen net virgesinn, den Detail vun de Piscine festzeleeën, wann et ëm d'Innenausstattung geet.

Dëst bréngt mat sech, datt, wann zum Beispill Schwammkompetitiounen sinn oder Kanner sech fräischwamme wëllen, d'Famill an d'Spectateure während dëser Zäit keng Méiglechkeet hunn, dëst ze suivieren aus Plazmangel.

Dobäi kënnt och ganz oft, datt et net virgesi gëtt, datt d'Kanner, d'Athleten an d'Trainere selwer och mussen anzwousch sech ophale kënnen no um Baseng tëschent hire Coursen, an et quasi keng Piscinen am Land gëtt, wou adequat oder agreabel Openthaltssituatiounen méiglech sinn, souwuel fir d'Spectateure wéi fir d'Encadrementspersonal an d'Athleten.

Dëst féiert esouguer heiansdo dozou, datt mobil Tribüne mussen opgeriicht ginn, déi géfierlech Situatiounen mat sech bréngen, respektiv, datt d'Leit zesummegepercht sinn oder stonnelaang an onagreablen Temperature stoe mussen, fir d'Athleten ze kucken.

An dësem Kontext hätten ech folgend Froen un den Här Sportsminister:

- Kann den Här Minister eis dës Situatioun confirmieren?

- Wa jo, ass an dësem Kontext e Konzept envisagéiert, zesumme mat der Schwammfédération FLNS an de Gemengen, fir eng besser Planung vun zukünftege Piscinen?

- Missten am Plan quinquennal net och dës Detailler mat gekuckt ginn?

- Misst an dësem Kontext net och déi praktesch Ëmsetzung an de Piscinen en vue vum Schwammsport an d'Datebank vum Programme quinquennal d'équipement sportif mat aflëissen?

Réponse (28.02.2019) de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports* :

Op d'Froe vun der honorabeler Deputéiert iwwert d'Tribüne fir d'Zuschauer an de Schwämme vu 25 Meter Längt ass emol fir d'Alleréischt festzehalen, dass de Sportsministère selwer ni Bauhär vu Sportsinfrastrukturen ass. Hien ënnerstëzt allerdéngs d'Gemengen oder d'Gemengesyndikater, iwwert déi successiv Fénnefjorespläng, beim Financement vum Bau vun enger Piscine, mat engem Taux vu 35 %, wann et sech ëm ee lokale Projet handelt, a mat engem Taux vu 50 %, wann de Projet ee regionale Charakter huet. Bei de Piscine spillt dobäi ee Plaffong vun 10 Milliounen Euro.

De Sportsministère respektéiert dobäi d'Autonomie vun de Gemengen a gëtt de Gemenge keng Uweisung bezüglech dem Bau, oder net, vun Tribünen, Openthaltsträim oder Buvetten. Hie beréit, par contre, de Bauhär a sporttechnesche Froen a viséiert d'Pläng am Virfeld, fir dass déi reng Sportsinfrastrukturen den Normen och vum Kompetitiounssport ugepasst sinn.

De Sportsministère encouragéiert dobäi d'Bauhären, fir Sportsinfrastrukturen ze realisieren, déi maximal funktionell fir d'Ausübe vum Sport solle sinn. Dobäi gëtt sech natierlech un all d'Sécherheitsbestëmmungen an un d'Virgabe vun eventuellen internationalen Normen gehalten.

A Concertatioun mam Bauhär gëtt och op ee beschtméigleche Rapport qualité/prix opgepasst.

D'Pläng vun de Piscine ginn des Weiteren an d'Datebank vum Programme quinquennal d'équipement sportif opgeholl.

Question 0231 (21.01.2019) de **M. Emile Eicher** (CSV) concernant le **cannabidiol (CBD)** :

Cannabidiol (CBD) ass ee Cannabinoid, deen an der Cannabisplanz ze fannen ass an deen am Géigesaz zum THC (Tetrahydrocannabinol) keng psychoaktiv Wierkung huet an domat legal hei zu Lëtzebuerg ass. Den CBD huet eng berouegend an entspannend Wierkung a seng positiv Effekter fir de Mënsch si bewisen. Allerdéngs ass et wichteg, datt dësen CBD aus enger qualitativ héichwärtiger Produktion kënnt. Sait e puer Méint ginn et zu Lëtzebuerg eng Rei Butteker, déi CBD-Produite wéi Ueleger, Crèmen, Téi, Shampoing etc. ubidden.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Gesundheitsminister an un d'Madamm Minister fir Konsumentenschutz stellen:

1. Ginn dës Butteker zu Lëtzebuerg kontrolléiert a sinn déi ugebuede Produkte konform mam Gesetz iwwert d'Liewensmittelsécherheet?

2. Kann d'Hierkonft vun den ugebuedene Produiten novollzu ginn?

Réponse commune (28.02.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Protection des consommateurs* :

Am Allgemenge kann ee soen, datt den Interesse un CBD-Produite weltwäit ëmmer méi grouss gëtt an et ëmmer méi zu engem Moude-Produit gëtt. Dofir kënnt och de Boom vun de Geschäfte, déi et wëllen hei zu Lëtzebuerg verkaufen.

D'Nofro ass immens grouss - mä d'gesetzlech Basis hänkt dervun of, ëm wéi ee geneeë Produkt et sech handelt: Tubak, Kosmetik, Ueleger, Téi, Crème etc.

De Sujet ass ganz komplex an dofir muss een ënnerscheiden, wat fir eng Dealer bei der Cannabisplanz, och Hanf genannt, legal kënnen benotzt ginn an ob et sech ëm Liewensmittel handelt oder net.

Wat d'Planz vum industriellen Hanf betrëfft (Cannabis sativa L. aus enger Hanf-Variétéit, déi erlaabt ass a mat engem Gehalt un Delta-9-Tetrahydrocannabinol (THC) manner wéi 0,3 %), muss een ënnerscheiden tëschent deene verschiddenen Dealer vun der Planz. Esou ass et, datt d'Käre vun industriellen Hanf an doraus produziéiert Produiten, wéi den Hanfueleg, als Liewensmittel kënnen Uwendung fannen. D'Hanfblieder an, an engem méi klengen Mooss, d'Bléie schéngel bekannt ze sinn, fir als Téi benotzt ze ginn. Op där anerer Säit sinn d'Extraiten aus Cannabis sativa L., konzentriert mat Cannabidiol (CBD), als Liewensmittel ouni „Historique de consommation“ vum 15. Mee 1997 an der Europäescher Unioun ugesinn. Dës Extrakte mat CBD, och CBD-Ueleger genannt, sinn domadder als neiaarteg Liewensmittel ze klasséieren. Neiaarteg Liewensmittel, och „Novel Food“ genannt, sinn europäesch geregelt ënner dem Reglement 2015/2283 an hir Kommerzialisatioun als Liewensmittel brauch eng Autorisatioun.

Et ass deemno ze präweisen, ob déi Liewensmittel-Produiten, déi hei ugebuede sinn, och deementspreechend Autorisatiounen hunn.

ad 1. Bei der Sécurité alimentaire gëtt op véier Niveaue geschafft:

- Kontroll vun den Internetsäiten: Zënter Mee 2018 kruten eelef Geschäftsleit, déi en Internetseite hunn, wou CBD-Ueleger oder aner Liewensmittel mat CBD ugebuede ginn, e Rapport d'appréciation geschéckt mat Verwarnun-

gen. Dëst ëmfaasst méi wéi 50 Echantillonen, déi kontrolléiert goufen. Zéng weider Internetsäite stinn nach op fir eng Kontroll. Weider Demarché si fir 2019 geplangt.

- Kontroll beim Import: Vill vun de Produkte ginn aus der Schwäiz importéiert. Doduerch konnten 2018 17 Envoie mat CBD/Hanf/Cannabis blockéiert an zréckgeschéckt ginn.

- Beäntwerte vun Ufroe vun Demanden, déi per Brëif oder Mail un déi jeeweileg Servicer kommen.

- Kontrolle vun de besteende Geschäfte.

ad 2. Iwwert den Import wësse mir, datt vill vun dësen Produiten aus der Schwäiz an den USA kommen. Mä och an Europa ginn dës Produiten hiergestallt.

Question 0234 (21.01.2019) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** (*déi gréng*) concernant les **indemnités des pharmacies pour la prestation des services de garde** :

Selon nos informations, une récente étude de terrain sur l'introduction d'une indemnisation aux pharmacies pour les services de garde aurait été réalisée par le Ministère de la Santé et un montant pour cette indemnisation aurait déjà été déterminé et soumis au Ministre des Finances pour décision.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Monsieur le Ministre de la Santé peut-il nous fournir les détails et conclusions de l'étude de terrain qui a été réalisée au sujet d'une éventuelle indemnisation des pharmacies pour leurs services de garde ?

2) Monsieur le Ministre des Finances peut-il confirmer qu'un montant d'indemnisation lui a été soumis pour accord ? Dans l'affirmative, à combien ce montant s'élève-t-il ?

3) L'indemnisation aux pharmacies de garde pourrait-elle le cas échéant déjà être intégrée au budget de l'État pour l'année 2019 ?

Réponse commune (25.02.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

En collaboration avec un consultant externe et en concertation étroite avec le Syndicat des pharmaciens du Luxembourg (SPL), le Ministère de la Santé a procédé à une analyse et une évaluation du fonctionnement des pharmacies au Luxembourg - plus spécifiquement en ce qui concerne l'organisation, le fonctionnement, le déroulement et le retour économique des services de garde rendus par les pharmacies.

L'analyse en question portait sur les jours de garde et sur l'exercice 2017. Le bilan total de l'année entière des différentes pharmacies n'a pas été analysé. Au total, 31 pharmacies (sur un total de 94) ont été intégrées dans l'échantillon d'analyse, permettant ainsi une représentation adéquate de tout le pays.

Les conclusions de l'étude quant aux questions de la rentabilité financière des jours de garde étaient les suivantes : En 2017 +/- 3.369 gardes ont été assurées par nos pharmacies au niveau national. Au niveau régional, il y a lieu de diviser les pharmacies en deux sous-groupes, à savoir d'un côté les pharmacies localisées dans des villages disposant d'une maison médicale et/ou d'une urgence et d'un autre côté celles situées dans des zones plus écartées.

- Pour le 1^{er} groupe : les analyses indiquent une légère perte de 100 € - 150 € par garde.

- Pour le 2^e groupe : les analyses indiquent une grande différence avec des pertes variant entre 200 € - 1.000 € par garde.

Ainsi le constat général est qu'au niveau de l'ensemble de l'échantillon, une perte nette par garde s'élève en moyenne à +/- 340 € par garde.

Les résultats de cette analyse constituent la base en vue de mettre en œuvre l'accord de coalition qui prévoit que « le principe de la participation à la continuité des soins (« garde ») des pharmacies ainsi qu'une rémunération adéquate seront inscrits dans la loi, à l'instar de la pratique appliquée en matière de garde des médecins ».

Le projet de loi budgétaire de l'État va prévoir un crédit à titre d'indemnité pécuniaire au profit des pharmaciens en contrepartie d'une disponibilité pendant les plages de garde. Étant donné que les travaux budgétaires pour l'année 2019 sont encore en cours, il est trop tôt pour s'exprimer sur des chiffres concrets.

Question 0235 (21.01.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (*LSAP*) concernant l'**évolution des prix des produits de tabac** :

Suite à une forte augmentation des prix des cigarettes intervenue le 1^{er} mars dernier en France (+1 euro par paquet) les ventes ont plongé de plus de 9 % en 2018.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre quelle a été en 2018 l'évolution des ventes de cigarettes et des produits de tabac au Luxembourg.

- Quelle est l'évolution du différentiel des prix des paquets de cigarettes et des produits de tabac entre le Luxembourg, la France, la Belgique et l'Allemagne au cours des dix dernières années ?

- Quels sont les projets du Gouvernement en matière de prix des produits de tabac ?

Réponse (15.02.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Pour l'année 2018, les ventes de cigarettes ont augmenté de 2.835.128.725 (2017) pièces à 3.001.399.505 pièces soit de 5,86 %.

Les ventes des tabacs à fumer fine coupe sont passées de 3,608 tonnes en 2017 à 3,697 tonnes en 2018, soit une hausse de 2,47 %.

Le graphique ci-dessous montre, d'une part, l'évolution du prix d'un paquet de 20 cigarettes depuis 2010 et, d'autre part, les taux du différentiel de prix avec nos trois pays voisins.

Le tableau montre, d'une part, l'évolution du prix pour 1.000 gr de tabacs à fumer fine coupe et, d'autre part, les taux différentiels de prix avec nos trois pays voisins.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pour les 1.000 gr de tabacs à fumer fine coupe, l'évolution est la suivante :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En ce qui concerne les prix des produits de tabac, ces derniers sont fixés par les vendeurs de ces produits.

Dans ce contexte, il convient de rappeler par ailleurs que le volet santé de l'accord de coalition 2018-2023 prévoit notamment : « La lutte contre le tabagisme sera poursuivie. Il sera veillé à un respect strict des interdictions légales existantes. »

Question 0236 (21.01.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant le « **Coordinateur général de la défense** » :

Den Här Verdeedegungsminister huet a sengem Ministère déi nei Funktioun vum „Coordinateur général de la défense“ ageféiert. Déi Funktioun ass elo zousätzlech zu deenen zwou héije Funktiounen entstanen, déi bis elo fir d'Ëmsetze vun der Verdeedegungsplank zousätzlech waren, also den Direkter vun der Verdeedegung an där ministerieller Verwaltungsstruktur an de Chef vum État-major vun der Arméi (CEMA) an där haaptsächlech militärescher Struktur.

An deem Kontext wollt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Froen stellen:

1) Wéi begrënt den Här Minister d'Noutwendegkeet vun där nei Funktioun vum „Coordinateur général de la défense“?

2) Wéi sinn d'Kompetenzen vum „Coordinateur général de la défense“ definéiert? Wéi artikuléiert sech seng Aarbecht mat där vum Direkter vun der Verdeedegung an där vum CEMA?

3) Wéi eng Kompetenzen a wéi ee Profil brauch ee fir déi Funktioun vum „Coordinateur général de la défense“?

4. Huet den „Coordinateur général de la défense“ och Kompetenzen, déi iwwert de Verdeedegungsministère erausreechen? Wa jo, opgrond vu wéi enger rechtlecher Basis?

Réponse (31.01.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense* :

Duerch d'Diversitéit an d'Multidisziplinaritéit vun den Tâchen, déi vun der Defense musse geréiert ginn, huet et sech imposéiert, ee Coordinateur général ze nennen, dëst och fir d'Relatioun mat der Arméi an allen anere conceréierte Ministèreen ze fleegen.

Des Weiteren zeechne sech eng Rei vun de capacitaire Projeten duerch e besonnesch héije

Grad un Technizitéit aus a brauche méi eng breet Koordinatioun. Och gétt an Zukunft gekuckt, wéi d'Defense sech en général muss organiséieren, fir deenen neien Eraufuerderungen, national an international, gerecht ze ginn. De Coordinateur général schafft dofir enk zesumme mam Direkter a mam Chef d'état-major vun der Arméi.

Question 0237 (21.01.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **passport énergétique** :

An der parlamentarescher Ëmweltkommissioun vum 16. Januar 2019 a Präsenz vum Här Energieminister Claude Turmes ass e Règlement grand-ducal virgestallt ginn, mat deem en zweeten obligatoreschen Energiepass fir en neit Gebai agefouert gétt. Domadder gétt net nëmmen en Energiepass bei der Baugeneemegung fällig, mä och nach e weideren herno, wann d'Gebai bis steet („as built“). Den Här Energieminister a seng Mataarbechter hunn dozou erkläert, datt vum Zäitpunkt un, wou d'baugeneemegung ugefrot gétt, bis herno, wann d'Konstruktioun fäerdeggestallt ass, et nach kéint zu Annerungen am Bau kommen, déi en Afloss op d'Energieeffizienz vum Gebai hätten.

An dësem Kontext wëllt ech der Madamm Logementsminister an dem Här Energieminister dës Fro stellen:

1. Wat ass de Sënn an Zweck vum zweeten Energiepass? Mussen net souwisou och elo schon, wann nach baulech Verännerungen iwwer dem Baue virgeholl ginn, wéi eng Bedeitung huet an deem Zesammenhang den „Blower Door Test“ bei engem fäerdeg Gebai, deen aktuell Standard ass?

2. Ass dësen zweeten Energiepass net en Ausdrock vum Mësstraue vun der Regierung géint iwwer de Bierger, déi mat weidere Kontrollmechanisme konfrontéiert ginn?

3. Den Här Energieminister respektiv seng Mataarbechter soten an där genannter Chamberskommissioun, datt d'Demande fir d'Afëierung vun engem zweeten Energiepass „aus dem Secteur“ koom. Ass de Präis vun engem Energiepass reglementéiert? Huet d'Regierung Informatiounen iwwer den duerchschnëttleche Präis vun engem Energiepass? Wéi héich ass dee geschaten zousätzleche Revenu vum „Secteur“ pro Joer duerch déi generaliséiert Afëierung vun engem zweeten Energiepass („as built“)?

4. Denkt d'Regierung drun, Sanktiounen anzeféieren fir de Fall, wou keen zweeten Energiepass ugefrot gouf? Wat sinn d'Konsequenzen, wann ee keen zweeten Energiepass („as built“) maahe léisst?

5. Wat deen aktuellen Energiepass ugeet, esou gétt fir de Fall, wou ee bestoend Haus no engem Verkaf ofgerappt gi soll, trotzdem nach en Energiepass verlaangt, et sief dann, et hätt ee virdrun d'Heizung an d'Fënsteren aus dem betreffende Objet erausgeholl. Wat ass de Sënn vun där Dispositioun? Denkt d'Regierung drun, fir dës Dispositioun ze änneren?

6. Wann ee Propriétaire an engem Appartementshaus ouni Energiepass seng Wünneng verkafe wëllt, muss d'Gerance vun der Residence fir d'Eischt all Propriétaire uschreiwien, fir ee generellen Energiepass maachen ze loosse. Duerno ginn d'Käschten ënner all de Propriétaires opgedeelt. Fir den eenzelne Propriétaire kann dës Prozedur zu enger Rei vu Problemer féieren. Ass net virgesinn, fir en Energiepass och fir einzel Appartementer anzeféieren?

Réponse commune (04.02.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre du Logement*, et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

Als Alleréisch geëllt et ze betounen, datt bei der Ufro vun enger Baugeneemegung obligatoreschen Energiepass ze erstellen ass, mat deem dokumentéiert gétt, datt e Gebai de gültigen energeteschen Uforderungen entsprécht. Zum Schluss vun der Bauphas muss vum dem Energiepass dann eng definitiv Version, déi sougenannt As-built-Version, ausgedréckt ginn, fir datt den zukünftege Propriétaire a Locataire d'Sécherheet kritte, datt säin Energiepass der gebaute Realitéit entsprécht. Déi entsprecheend Dispositiounen garantéieren domat dem zukünftege Propriétaire a Locataire, am Sënn vum Konsumenteschutz, en adaptéierten a korrekten Energiepass an domat och d'Garantie, datt manner Energie verbraucht an doduerch och d'Ëmwelt an de Klima geschont ginn. D'Erstellung vun der definitiver Version kascht an der Regel dobäi näischt méi an et ass domat och kloergestallt, datt mat dem reglementareschen Kader domat och keng zousätzlech Revenue fir de concernéierte Secteur entstinn.

En „Blower Door Test“ erméiglecht et, nozeweisen, datt de Planungsverständer vun der Loftdichtheit vun engem Gebai agehale ginn ass an dofir den Energieverloscht am Beräich vun den Ondichtegkeete ka miniméiert ginn. Och dëst ass eng Garantie, datt de finale Client vun engem Gebai och déi gebaute Qualitéit kritte, fir déi e bezuelt huet.

Wat d'Fro iwwer d'Sanktiounen an deem Beräich ugeet, esou géllt et ze ënnersträchen, datt dës scho säit Laangem an der Reglementatioun verankert sinn. Wa keng definitiv Version vum Energiepass gemaach gétt, da gëllen d'Sanktiounen, déi an der „Loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie“ définéiert sinn. Déi stroferechtlech méiglech Suite kënnen eng Prisongstrof vun aacht Deeg bis zwee Méint sinn an eng Amende vun 251 bis 25.000 Euro.

Wat de Fall ugeet, wou ee bestoend Haus no engem Verkaf soll ofgerappt ginn, esou géif ech gär op d'Antwort op d'parlamentaresch Fro N° 745 vum 6. Juli 2010 vun den honorablen Deputéierte Claudia Dall'Agnol a Claude Haagen verweisen. Doranner gouf ënnerstrach, datt keen Energiepass ze erstellen ass an deem Fall, wou e Gebai, zum Beispill eng Ruin, iwwer keng technesch Installatioun verfüügt, déi fir d'Regele vun dem Bannklima, also fir ze hëtzen, ze kille an/oder ze léften, ze notzen ass. Déi aktuell Regelung gesinn ech als eng Léisung un, déi an der Praxis funktionéiert.

Wat déi lescht Fro iwwer d'Erstellung vun Energiepass an Appartementshaiser ugeet, esou géllt et fir d'Alleréisch ze präziséieren, datt den Energiepass fir ee ganz Appartementshaus muss erstallt ginn a soumat all Besëtzer an engem Gebai betrëfft. Am Regelfall gétt d'Commande fir den Energiepass vum Syndikat vun de Propriétaires gemaach, deen dann och d'Käschten iwwerhëlt, am Normalfall iwwer déi nämleche Regele fir d'Opdeeelung vun de Käschten wéi fir aner Prestatiounen, déi tëschtent méi Propriétaires opgedeelt ginn.

Question 0239 (22.01.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **qualité de l'air** :

Et geet em verschidden Aussoe vum Här Minister fir Klimafroen iwwer d'Mortalitéit duerch d'Loftverschmutzung.

An der Emissioun „Background“ op RTL Radio vum 19. Januar 2019 huet den Här Minister Turmes, an der Debatt ronderëm den Dieselmotor, seng Aussoe vu virun zwee Joer (Januar 2017) net dementéiert, wou hien nach vu statistesch 300 ze fréien Doudesfäll duerch d'Loftverschmutzung, déi och duerch Dieselen zustane kéim, zu Lëtzebuerg geschwat hat (gemengt ass wuel en enger Referenzzeit vun engem Joer, well den Här Minister déi Zuel mat där zéngmol manner héijer Mortalitéit pro Joer duerch Accidenter - ongeféier 30 - verglach huet).

An där Emissioun vum 19. Januar 2019 huet hien nach vun 250 bis 300 Leit geschwat, déi géifen, duerch déi genannte Luftverschmutzung, ze fréi stierwen. Den Här Minister beriff sech op d'WHO an op déi Europäesch Ëmweltagence, fir déi Behauptung ze beleeden.

Am Ausland ginn esou Estimatiounen, respektiv Behauptungen, awer ëmmer méi vehement bestridden, souwuel aus mathematesch-statistesch Grënn wéi och aus medezinescher Siicht. Eng Reportage op der däitscher ARD, déi esou Zweifel rezent publizéiert huet, gesäit den Här Minister Turmes am Zesammenhang mat der Diskussioun ronderëm d'Dieselsverbuetter, déi den Interessie vun der Industrie géife schueden.

Dowéinst wollt ech dem Här Gesondheitsminister an dem Här Minister fir Klimafroen dës Fro stellen:

1. Huet d'Regierung Statistiken iwwer d'Loftverschmutzung als Doudesursaach zu Lëtzebuerg? Wa jo, wéi vill Leit stierwen pro Joer zu Lëtzebuerg duerch d'Loftverschmutzung? Sinn esou Doudesfäll statistesch oder medezinesch als „fréizäiteg“ ze betruechten an, wa jo, a wéi engem Mooss? Ass d'Loftverschmutzung als Doudesursaach dobäi kloer ze identifzéieren (also ouni aner gesondheetsschiedlech Faktoren - wéi zum Beispill d'Fëmmen, schlecht Liewensgewunnechten an esou virun - ze berücksichtegen)?

2. Kann den Här Minister fir Klimafroen déi Etüde vun der Europäischer Ëmweltagence nennen, op déi hie sech beriff, wann hie seet, datt zu Lëtzebuerg 250 bis 300 Leit géife pro Joer ze fréi duerch d'Loftverschmutzung stierwen?

3. Wéi analyséiert den Här Minister fir Klimafroen den Zesammenhang tëscht der Auto-

mobillindustrie an där genannter Reportage op der ARD, déi hien als „ëmstridden“ bezeechent huet? Wëllt den Här Minister duerch seng Formulierung soen, datt d'Reportage net objektiv gewiescht wär oder eventuell souguer vun der Automobillindustrie beaflosst gewiescht wär? Wa jo, huet hien dofir Beweiser?

Réponse commune (01.03.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

ad 1. Ze vill Loftverschmutzung ass schiedlech fir d'Gesondheet vun de Leit, zemoos fir Kanner, Leit mat Longen- an Häerzproblemer souwéi eeler Leit.

Déi fir Lëtzebuerg virleiend Statistike sinn déi aus dem ënner Punkt 2 genannte Bericht vun der Europäischer Ëmweltagence. Deemno wieren am Joer 2015 zu Lëtzebuerg schätzungsweise 240 Leit wéinst dem Feinstaub (PM_{2,5}), 50 Leit wéinst dem Stéckstoffdioxid (NO₂) an 10 Leit wéinst dem Ozon (O₃) fréizäiteg gestuerwen.

Dës Zuele baséieren op komplexe Schätzungen, well zu Lëtzebuerg ginn Doudesursaache mat Hëllef vun der WHO ICD-10-Codéierung (World Health Organisation, International classification of diseases 10th edition) an den Informatiounen aus den Doudeschäiner, déi vun den Dokteren opgestallt ginn, dokumentéiert. An deenen Zertifikate gétt festgehale, dass een zum Beispill un engem Häerzinfarkt oder u Longeproblemer gestuerwen ass, ouni dass forment eng Referenz op Loftverschmutzung gemaach gétt.

ad 2. D'Europäesch Ëmweltagence publizéiert all Joer ee Rapport iwwer den Zoustand vun der Luftqualitéit an Europa. De rezentste Rapport, „Air quality in Europe - 2018 report, EEA Report N°12/2018“, kann een op der Internetsäit vun der Europäischer Ëmweltagence erfloeden: <https://www.eea.europa.eu/publications/air-quality-in-europe-2018>. D'Kapitel 10 vun deem Rapport weist ënner anerem d'Statistike pro Land, wat duerch Luftverschmutzung bedéngte fréizäiteg Doudesfäll ugeet.

ad 3. De Minister fir Energie wëllt duerch seng Formulierung soen, datt hie sech op déi vun der Europäischer Ëmweltagence järelech publizéiert Statistike beriff. Déi sinn och net nei, si goufe leedeglech Joer fir Joer aktualiséiert. Nei sinn awer Verbueter fir Dieselaotoen an däitsche Stied. Déi sinn och Ulass fir d'Reportage op der ARD gewiescht. Eng Reportage, déi déi offiziell Statistiken zum Deel a Fro stellt.

Question 0241 (22.01.2019) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **congé parental** :

Selon les propos de Madame la Ministre de la Famille, la prise du congé parental était fin décembre 2018 pratiquement paritaire entre mères et pères. Suite à la réforme du congé parental, le taux des bénéficiaires masculins d'un congé parental est passé de 25 % en 2016 à 49 % en 2018.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

- Madame la Ministre, combien de personnes ont pris le congé parental en 2018 ?

- Parmi le nombre total des bénéficiaires, combien de fois a été pris le premier congé parental respectivement le deuxième congé parental ?

- Combien de bénéficiaires masculins et féminins ont pris un congé parental plein temps, mi-temps et fractionné en 2018 ?

- De quelles branches économiques (réparties selon le code NACE des entreprises) proviennent les bénéficiaires du congé parental ?

Réponse (04.02.2019) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille* :

Avant de répondre aux questions de l'honorable Député, j'aimerais attirer l'attention sur le fait que les chiffres concernant le congé parental peuvent différer selon le moment auquel ils sont retracés : ainsi, les demandes de congé parental qui parviennent à la Caisse pour l'avenir des enfants se situent en général largement avant le début d'un congé. Le nombre de demandes effectivement introduites et accordées ne peut être établi que depuis l'entrée en vigueur de la réforme au 1^{er} décembre 2016.

La totalité des demandes parvenues et accordées entre 2017 et 2018 par la CAE se présente comme suit :

Demandeur	2017	2018
Femme	8.631	7.109
Homme	6.205	6.002

Or, d'un point de vue comptable, les chiffres se présentent évidemment différemment, puisque les demandes introduites en 2017, par exemple, peuvent déboucher sur un début de paiement situé en 2018, qui, en cas de congé fractionné, peut s'étendre jusqu'en 2019.

Ainsi, pour le mois de décembre 2018, le nombre de personnes ayant effectivement bénéficiées d'une indemnité de congé parental s'élève à 9.596.

Parmi les bénéficiaires, 4.689 personnes ont pris le premier congé parental, 4.907 ont pris le deuxième congé parental.

3.183 femmes et 1.366 hommes ont bénéficié du congé parental à plein temps.

1.163 femmes et 1.326 hommes ont bénéficié du congé parental à mi-temps.

529 femmes et 2.029 hommes ont bénéficié du congé parental fractionné.

Pour ce qui est de la dernière question du député, les chiffres fournis parviennent de l'Inspection générale de la sécurité sociale. Ces données concernent les personnes qui, une fois au moins, ont bénéficié de l'indemnité de congé parental au cours de l'année 2018, soit près de 20.000 personnes.

Afin que les données concernant les bénéficiaires du congé parental puissent être mises en perspective, elles sont comparées aux données concernant une population de contrôle.

Deux sources de données, issues du « Datawarehouse » de l'IGSS, ont été mobilisées pour produire les statistiques suivantes, à savoir le fichier de liquidation du congé parental et le fichier emploi qui contient l'information sur le secteur d'activité.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le secteur d'activité des bénéficiaires du congé parental correspond à la situation de 2017.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le secteur d'activité des bénéficiaires du congé parental correspond à la situation de 2017.

La population de contrôle est composée de personnes âgées de moins de 50 ans, ne bénéficiant pas du congé parental en 2018, en activité en décembre 2017 depuis douze mois au moins et ayant au moins un enfant de moins de six ans.

Question 0242 (22.01.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant l'**utilisation des langues administratives par l'Administration de l'enregistrement et des domaines** :

Am Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwer de Sproochenasaz steet: « Lorsqu'une requête est rédigée en luxembourgeois, en français ou en allemand, l'administration doit se servir, dans la mesure du possible, pour sa réponse de la langue choisie par le requérant. » (Artikel 4) Eisen Informatiounen no beäntweren zumindest verschidde Fonctionnairé bei der Administratioun vum Enregistrement Ufroen, déi hinnen op Lëtzebuergesch zougaange sinn, mat Formbréiwer op Franséisch.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

- Denkt de Minister, datt den Deelsaz „dans la mesure du possible“ genouch Spillraum léisst, fir Formbréiwer (wéi z. B. Deccompten) net an all administrativ Sprooche vum Land iwwersetzen ze mussen?

- Wéi eng Moossname wäert de Minister ergräifen, fir datt och um Enregistrement d'Dispositiounen vum Gesetz vum 1984 Uwendung fannen?

- Wéi vill Bréiwer goufen - opgeléist no Joer - zanter 1984 vun der Administratioun vum Enregistrement net an där administrativer Sprooch beäntwert, an där se ukomm sinn? Falls dës Statistiken net disponibel sinn: Ass de Minister net der Meinung, datt d'Promotioun

vun eiser Méisproochgeheet och Fakten iwwert d'Realiteit um Terrain verlaangt?

- Ginn et nieft de franséischsproochge Formbréier um Enregistrement och Formbréier an aneren administrative Sprooch (Lëtzeburgeresch oder Däitsch)?

- Ass de Minister der Meenung, dass een eventuell déi administrativ Kommunikatioun och op déi Englesch Sprooch erwidere misst?

Réponse (15.02.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Den Enregistrement hält keng Statistiken dorwuer, wéi eng Ufroen a wéi enger Sprooch beäntwert goufen.

D'Dispositione vum Gesetz vum 24. Februar 1984 ginn haut scho beim Enregistrement ugewannt. Am Prinzip ass et esou, dass d'Bierger an där Sprooch geäntwert kréien, an där se hir Fro gestallt hunn. Schonn haut ass dat an der Praxis oft och a Bezuch op dat Englescht méiglech. D'Méisproochgeheet ass also geliefte Realiteit.

Den Deelsaz „dans la mesure du possible“ am Artikel 4 vum Gesetz léisst awer e gewëssene Spillraum zou, fir an enger anerer vun deenen dräi administrative Sproocher ze äntworte wéi an där, an där d'Fro gestallt gouf, wann dat zum Beispill iwwert de Wee vun engem Formbréif geschitt. Dës Bréier sinn aktuell nëmmen op Franséisch oder Däitsch disponibel.

De Koalitionsaccord 2018-2023 gesäit enner anerem vir: « Les mesures définies par le plan d'action lié à la "Stratégie pour promouvoir la langue luxembourgeoise" seront mises en place. La réalisation de ce plan est soumise tous les cinq ans à une évaluation, dont les résultats pourront aboutir à des adaptations. » De Finanzministère an d'Verwaltungen enner senger Tutelle wärten hiert dozou bäidroen, fir déi Strategie an d'Praxis ëmzesetzen.

Question 0244 (22.01.2019) de **M. Jeff Engelen** (*ADR*) concernant les **maisons médicales** :

Den Oste vum Land ass nach ëmmer onni Maison médicale. Am Kader vun enger gudder Gesondheetsversuergung misst awer och d'Populatioun aus dem Osten e Recht op dese wicthegte Service hunn, bei de betraffene Bierger besteet déi Demande op alle Fall scho laang. Vu dass et Maison-médicallen zu Esch-Uelzech, an der Stad Lëtzebuerg an och zu Ettelbréck ginn, handelt et sech ëm eng kloer Benodeelung vun enger ganzer Regioun. Laut engem Artikel am Wort vum 17. Januar 2019 huet de Gesondheitsminister ugekënnegt, fir um Potaaschbiereg en neien Zenter mat engem IRM schafen ze wëllen, dat, fir déi laang Waardezäiten am Land ze verkierzen.

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Här Gesondheitsminister dës Froe stellen:

1. Ass an deem zukünftigen Zenter och eng Maison médicale virgesinn?

2. Am Fall wou um Potaaschbiereg keng Maison médicale entsteet, wéi begrënn't d'Regierung dann de Fait, dass d'Regioun Oste weiderhin als eenzeg Regioun vum Land keng Maison médicale soll hunn?

Réponse (28.02.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

D'Maison-médicall goufen am Joer 2008 a Bëtrib geholl aus zwee Grënn. Eischtens, fir en „service de remplacement“ ausserhalb vun den normalen Öffnungszäite vun den Dokterpraxissen ze garantéieren, an zweetens, fir d'Polyklinik vun de Spideeler ze entlaaschten, onni awer wierklech en „service d'urgence“ ze sinn. Et ass also eng „Maison médicale“ fir all „région hospitalière“ geschafte ginn.

Zum Zäitpunkt, wou d'Maison-médicall geschafte goufen, huet de Spidolplang vun 1999, dee bis den 1. Abrëll 2018 a Kraaft war, dräi „régions hospitalières“ ausgewisen (Süden, Zentrum an Norden); den Oste gouf net als sougenannt „région hospitalière“ definéiert.

Et war och ëmmer d'Uleies vum Gesondheitsministère fir d'Maison-médicall an Proximitéit vun engem Spidol opzemaachen, fir dass d'Patienten bei Bedarf och kënnen op spezialiséiert Servicer vun engem Spidol zrëckgräifen, wéi zum Beispill Röntgenapparater, Laboratoire asw.

Duerfir läit am Norden d'Maison médicale just eng 50 Meter vum CHdN Ettelbréck ewech,

am Süden direkt vis-à-vis vum CHEM an am Zentrum, nieft der Zithaklinik.

Aus deem Grondprinzip vun der Proximitéit zu engem Spidol eraus, ass deemoools keng véiert Maison médicale am Oste geplangt ginn.

De Regierungsprogramm gesäit awer vir, dass eng Verstärkung vun der Primärversuergung virgeholl soll ginn, an dës Verstärkung kéint besonnesch Regiounen wéi dem Osten, wou keng Maison médicale ass, zegungkommen.

Dofir hunn ech mengen Servicer den Optrag ginn, ze präiwen, wéi mir sougenannt „cabinets de groupe“, also Gemeinschaftspraxissen (zesummegeallt aus nëmme Generalisten oder aus Generalisten an anere Spezialisten oder Gesondheitsberuffer) reglementéiere kënnen, fir dem Bierger en nach besseren Zougang zu medezineschen Dénsgschlechtungen ubidden ze kënnen, an dat iwwerall am Land.

Aus deeneselwechte Grënn hunn ech mech och der Aufgab ugeholl, déi och am Regierungsprogramm steet, eng Reflexioun iwwert déi méiglech Ouverture vun Equipement d'imagerie médicale (IRM, Scanner, etc.) am Secteur extrahospitalier ze féieren.

Wat elo de konkrete Projet vun engem zukünftigen medezineschen Zenter um Potaaschbiereg ueget, handelt et sech net ëm eng Initiativ vum Gesondheitsministère, mä ëm eng Initiativ, déi vun engem privaten Träger gedroe gëtt, dat heescht vun der Fondation Robert Schuman. Meng Servicer sinn net an dës Planifikatioun mat agebennen.

Question 0245 (22.01.2019) de **Mme Diane Aehm** (*CSV*) concernant la **détention d'animaux** :

D'après la loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux, seuls les animaux figurant sur une liste à définir par règlement grand-ducal peuvent en principe être détenus au Luxembourg. Parmi ces animaux, figurent des espèces mammifères, de même que des espèces non mammifères, tels des arthropodes, mollusques, amphibiens et reptiles non venimeux, à l'exception pour cette dernière catégorie de crocodiliens, de serpents pouvant atteindre plus de trois mètres de longueur, voire des lézards et varans pouvant atteindre plus d'un mètre de longueur.

Toujours d'après la loi précitée, le ministre peut en quelque sorte déroger aux listes positives et autoriser la détention d'autres animaux. Une personne peut ainsi se voir autoriser à détenir ces autres animaux :

1) si la personne concernée était propriétaire dudit animal avant la date d'entrée en vigueur de la loi en question (une facture ou autre preuve d'achat respectivement une déclaration écrite de certains agents de l'Administration des services vétérinaires ou d'un médecin-vétérinaire doit être fournie dans ce cas de figure) ;

2) sur base d'un dossier à soumettre au ministre. À noter que les animaux pouvant être détenus ne doivent pas représenter de danger pour la santé de l'homme compte tenu de leur agressivité ou degré de venimosité.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre de personnes ayant soumis une demande d'autorisation sur base du point 1. (article 5 (2) 3. a) de la loi du 27 août 2018) ci-dessus ? Quels types et combien d'animaux ont ainsi pu être « régularisés » ? Étant donné que le degré de venimosité voire d'agressivité n'est pas un critère déterminant dans ces cas de figure, Monsieur le Ministre peut-il également fournir des renseignements à ce sujet ?

2) Monsieur le Ministre dispose-t-il d'indications que des personnes n'ont pas « régularisé » leur situation alors qu'elles n'ont pas été à même de fournir les documents requis ? Comment Monsieur le Ministre compte-t-il résoudre cette problématique ?

3) Combien de personnes disposent actuellement d'une autorisation délivrée sur base de l'article 5 (2) 3. b) de la loi du 27 août 2018 ? Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les types et le nombre d'animaux autorisés sur cette base ? Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il les connaissances en la matière du propriétaire ou du détenteur ?

4) Le Gouvernement n'est-il pas d'avis que la liste des animaux autorisés, de même que les personnes disposant de l'autorisation ministérielle devraient être communiqués aux communes respectivement aux services de secours, voire aux forces de l'ordre pour d'éventuels cas d'intervention sur les lieux de détention (notamment pour leur permettre d'agir avec précaution) ?

5) Le Gouvernement n'entend-il pas rendre obligatoire dans le chef du détenteur d'animaux venimeux la présence d'un antidote contre les éventuelles morsures de ces mêmes animaux ?

Il y a quelques semaines, plusieurs médias ont rapporté que des centaines de reptiles et animaux venimeux auraient été saisis à Esch-sur-Alzette. À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes :

6) Est-ce que les forces de l'ordre ainsi que les services de secours étaient informés lors du déclenchement de l'alerte de la présence en grand nombre d'animaux en partie venimeux ?

7) Qui s'est occupé des animaux trouvés ? Est-ce que ces personnes disposaient d'une formation adéquate ?

8) Qu'en est-il devenu de ces animaux ? Se trouvent-ils toujours au Grand-Duché de Luxembourg ou est-ce qu'ils ont été transférés à l'étranger ? Qui supporte les frais en relation avec la garde de ces animaux ?

Réponse commune (08.03.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1) Sont visés ici les détenteurs d'animaux qui étaient en possession, avant l'entrée en vigueur de ladite loi, d'animaux qui ne sont pas repris sur une des listes des animaux autorisés et soumis à une autorisation par le ministre selon l'article 20 paragraphe (1). Jusqu'à présent, aucune demande d'autorisation n'a été introduite auprès de l'Administration des services vétérinaires. L'article 5 paragraphe (2) point 3. a) de la loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux concerne tout animal qui n'est pas expressément autorisé à être détenu, sans distinction d'animaux venimeux ou non.

ad 2) Aucune demande d'autorisation n'a été réceptionnée jusqu'à présent.

ad 3) À l'heure actuelle, aucune demande sur cette base n'a été enregistrée. Les qualifications professionnelles et les compétences personnelles nécessaires du propriétaire ou du détenteur pour une telle autorisation sont évaluées par des spécialistes, notamment les vétérinaires de l'Administration des services vétérinaires.

ad 4) La communication de cette liste est envisageable mais devrait toujours se faire dans le respect des droits fondamentaux, notamment du droit au respect de la vie privée et du droit à la protection des données à caractère personnel.

ad 5) La disponibilité d'antidoules pour assurer la sécurité publique pourra être une condition particulière de l'autorisation en cas de détention d'animaux venimeux.

ad 6) Les forces de l'ordre et les services de secours étaient informés. La saisie avait été ordonnée par le parquet et toutes les mesures de sécurité ont été prises en vue d'éviter des risques pour la santé publique.

ad 7) La saisie et le catalogage des animaux en question ont été réalisés par des spécialistes formés ayant plusieurs années d'expérience avec des reptiles et arthropodes. Ces personnes ont fait l'inventaire des animaux et une liste avec les noms scientifiques a été dressée.

ad 8) Les animaux jugés non venimeux ont été transportés vers une station de soins d'animaux au Grand-Duché de Luxembourg ; les reptiliens et arthropodes venimeux ont été emmenés vers un centre spécialisé pour animaux venimeux à Munich. Les frais en relation avec la garde des animaux et les diverses dépenses sont déterminés par décision de justice.

Question 0246 (22.01.2019) de **Mme Diane Aehm** (*CSV*) concernant l'**imposition des sociétés** :

D'après une étude du groupe des Verts au Parlement européen, les taux d'imposition effectifs appliqués aux entreprises multinationales en Europe seraient substantiellement inférieurs aux taux d'imposition nominaux.

Au Luxembourg, où le taux d'imposition nominal se situe entre-temps à 26 %, le taux effectif payé par les entreprises aurait été de 2 %. En

Belgique, les entreprises ne payeraient que 14 % au lieu de 33 %.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer comment les Verts parviennent aux résultats relatés « supra » ?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse des Verts ? À défaut, quelles sont les réserves émises par Monsieur le Ministre par rapport à l'étude des Verts ?

Réponse (25.02.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

L'honorable Députée souhaite des explications sur une étude publiée par les Verts au Parlement européen. De prime abord, il convient de noter qu'il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter les tenants et les aboutissants d'un document qu'il n'a pas commandité et auquel il est parfaitement tiers.

Ceci dit, une simple lecture de l'étude permet de faire un certain nombre d'observations qui remettent en question la validité de ses résultats.

L'auteur lui-même avoue des failles méthodologiques significatives.

Les informations traitées proviennent d'une base de données établie par l'entité commerciale Orbis, basée aux Pays-Bas. À ce sujet, l'auteur indique : « Orbis has significant limitations. Orbis is the best available, but far from perfect, data source and it has a number of shortcomings. » (p. 9)

Aussi, l'échantillon des pays analysés n'inclut que 63 pays, dont seulement 35 pays non européens, parmi les plus de 125 pays participant au cadre inclusif sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS).

Par ailleurs, les données analysées se limitent à la période 2011-2015. Ainsi, les effets de réformes mises en œuvre par les États depuis l'adoption du Plan d'action BEPS de l'OCDE en 2015 et l'entrée en vigueur des mesures de la directive européenne ATAD (directive sur la lutte contre l'évasion fiscale) au premier janvier 2019, n'y trouvent pas encore leur reflet.

Au niveau de l'analyse, le rapport reste superficiel et se limite largement à souligner les divergences entre le bénéfice repris au niveau du bilan commercial et l'assiette fiscale afférente. En outre, le rapport ne tient pas compte d'un éventuel établissement stable à l'étranger. Or, les bénéfices de celui-ci sont en principe inclus dans le résultat commercial du pays du siège de la société, alors même qu'ils sont soumis à l'impôt dans le pays de l'établissement. Pour calculer le taux d'imposition effectif du pays du siège, il faudrait dès lors d'abord soustraire du résultat renseigné au bilan commercial, le bénéfice d'un éventuel établissement stable à l'étranger.

Plus important encore, le rapport omet de prendre en compte le fait que les écarts entre le bénéfice commercial et le bénéfice imposable sont dus notamment à des dépenses fiscalement non déductibles ou à des revenus non imposables.

En effet, les revenus des différentes entreprises ne sont pas tous soumis au taux général d'impôt. Les systèmes fiscaux de différents pays prévoient que certains revenus, comme par exemple les revenus de licences, soient soumis à un taux d'imposition préférentiel. Par ailleurs, la législation nationale de nombreux pays prévoit des réductions d'impôts, appelées « crédits d'impôt », notamment en raison de dépenses liées à des projets de recherche et de développement. De manière encore plus significative, les dividendes qu'une société mère reçoit d'une filiale doivent obligatoirement être exonérés au sein de l'Union européenne, en vertu de la directive dite « sociétés mère-filiales », ceci afin d'éviter la double imposition du revenu.

En principe, les revenus exonérés d'impôt tels que décrits ci-devant viennent ainsi réduire la base imposable et la charge fiscale effective exprimée par rapport au bénéfice figurant au bilan.

Par ailleurs, pour le calcul du taux d'imposition effectif des entreprises situées dans un pays, la méthodologie utilisée prend en compte le total des impôts payés et le total des bénéfices réalisés avant impôt. Le résultat d'une telle faille logique dans l'interprétation des données brutes peut être illustré à travers l'exemple suivant de deux sociétés fictives A et B :

« La société A paie avec un bénéfice de 100 euros un montant d'impôt de 30 euros, ce qui donne un taux d'imposition effectif de 30 %. La

société B ne paie qu'un impôt de 10 sur un bénéfice de 200 euros, ce qui est possible, entre autres, par le biais de la réglementation en matière d'exemption susmentionnée. Le taux d'imposition effectif de la société B est donc de 5 %. La moyenne des charges fiscales effectives des deux sociétés est donc de 17,5 %.

Dans l'étude, les paiements d'impôts (30 euros et 10 euros) et les bénéfices des deux sociétés (100 euros et 200 euros) sont d'abord additionnels et le taux d'imposition effectif combiné est calculé à partir de ces totaux. Il en ressort un taux de 40/300 = 13,3 %, ce qui est pourtant erroné. »

On voit donc que l'approche choisie dans le rapport conduit à une distorsion systématique des résultats.

Question 0247 (22.01.2019) de **MM. Laurent Mosar et Gilles Roth** (CSV) concernant l'affaire « **CumEx/CumCum** » :

In seiner Antwort auf unsere parlamentarische Anfrage N° 4080 zu den CumEx/CumCum-Geschäften erklärte der Finanzminister lapidar, dass die Behörden bereits länger auf dieses Thema aufmerksam geworden seien. Weiter heißt es aber, dass „eine Beurteilung, ob und wieviel Steuergelder dem luxemburgischen Fiskus durch solche Praktiken verloren gingen, zum heutigen Zeitpunkt nicht gemacht werden kann“.

Wie „reporter.lu“ kürzlich berichtete, sollen dem Luxemburger Staat Steuergelder in Millionenhöhe abhandengekommen sein wegen dieser Steuertricks. Die Luxemburger Steuerverwaltung soll eventuell auch CumEx-Geschäfte vorab genehmigt haben.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an den zuständigen Finanzminister stellen:

- Kann der Minister ausschließen, dass solche Transaktionen von der Steuerverwaltung vorab abgesegnet wurden? Wenn nicht, kann der Minister uns mitteilen, wieviele Transaktionen die letzten fünf Jahre von Seiten der Steuerverwaltung gutgeheißen wurden?

- Wie „reporter.lu“ weiter schreibt, könnten die geschilderten Fälle dem Strafvergehen einer Vortat (infraction primaire) der Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung gleichkommen. Teilt der Minister diese Einschätzung?

- Mitte 2020 wird die „Financial Action Task Force“ (FATF) in Luxemburg vorstellig werden. Teilt der Minister die Einschätzung, dass solche Schlagzeilen sich negativ auf die Evaluation durch die FATF niederschlagen könnten?

Réponse (25.02.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Das Finanzministerium hat die Fragen der ehrenwerten Abgeordneten an die Steuerverwaltung weitergeleitet. In ihrer Stellungnahme stellt die Steuerverwaltung folgendes fest:

„Die erste von den verehrten Abgeordneten gestellte Frage bezüglich des Bestehens oder Nichtbestehens der genannten Transaktionen durch die Steuerverwaltung sowie, gegebenenfalls, deren Anzahl, fällt unter die Bestimmungen des Paragraphen 22 der Abgabenordnung (AO). Das Offenlegen von Angaben jedweder Art ist abgedeckt durch das bestehende Steuergeheimnis, dessen Verletzung, laut Paragraph 412 der Abgabenordnung, strafrechtlich verfolgt werden kann.

Die zweite Frage bezieht sich auf den Strafvergehen der vorliegenden Sachverhalte. Die inhärenten Aufgaben der Steuerverwaltung, so wie sie im Artikel 1, 1. und 2. Absatz des geänderten Gesetzes vom 17. April 1964 bezüglich der Reorganisation der Steuerverwaltung hervorgehen, betreffen die gerechte sowie richtige Steuererhebung hinsichtlich der gesetzlichen Vorschriften in Bezug auf die direkten Steuern. Die Bewertung eines Strafvergehens jedweder Art steht der Steuerverwaltung nicht zu, sondern obliegt einzig und allein der Zuständigkeit der Justizbehörden.“

Das Finanzministerium hat dem nichts hinzuzufügen.

Was die dritte Frage der ehrenwerten Abgeordneten betrifft, so kann man davon ausgehen, dass entsprechende Schlagzeilen sich nicht günstig auf das öffentliche Image eines Landes niederschlagen. Eine „Financial Action Task Force (FATF)“-Evaluation wird jedoch nach objektiven Kriterien durchgeführt. In diesem Zusammenhang ist die Tatsache, dass die Justizbehörden mit der Sache befasst sind, durchaus als positiv zu werten.

Question 0248 (22.01.2019) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **Fonds du logement** :

Laut Informatiounen vun RTL Radio Lëtzebuerg huet de Fonds du logement Suen, déi un eng Lëtzebuurger Baufirma sollten iwwerweisen, op e falsche polnesche Kont iwwerweisen.

An dësem Kontext géif ech gär folgend Froen un d'Madamm Logementsminister riichten:

- Kann d'Madamm Minister dës Informatiounen confirméieren?

- Wei kann et sinn, dass no engem kompletten Audit an no enger Restrukturatioun vum Fonds du logement et zu esou engem Dysfonctionnement ka kommen?

- Wei ass déi intern Prozedur vum Fonds du logement, wat d'Zertifikatioun an d'Bezuele vu Rechnungen ugeet?

- Wei kann et sinn, dass eng Rechnung vun enger Lëtzebuurger Firma zertifiéiert gëtt, fir eng Iwwerweisung op e polnesche Kont ze maachen?

- Firwat gouf d'Prozedur vun der duebeler Validatioun am Fall vum Changement vum Kont vum Beneficiaire net ugewant?

- Wat mécht de Fonds du logement, fir dës Suen nees ze recuperéieren?

- Wat ënnerhält déi zoustänneg Ministesch, dass esou Dysfonctionnement net méi virkommen?

- Stëmmt et, dass de Fonds du logement eng Plainte gemaach huet? Firwat a géint wien?

Réponse (13.02.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre du Logement* :

De Fonds du logement ass Affer gi vun enger „fraude au fournisseur“ an ech kann dës Informatioun dem honorabelen Deputéierte Marc Lies bestätegen.

Et handelt sech hei net ëm en „dysfonctionnement“ vum Fonds du logement.

Den „4-Aen-Prinzip“ ass Bestanddeel vun de Prozeduren, déi am Fonds du logement applizéiert ginn. Dee Prinzip ass an dësem Fall an allen Etappe respektéiert ginn.

Duerch d'Interventioun vun de Responsabele vum Fonds du logement ass eng Iwwerweisung vu ronn 534.000 Euro direkt blockéiert ginn.

De Fonds du logement huet esouwuel zu Lëtzebuerg wéi och a Polen déi an engem strofrechtlichen Kontext néideg Mesurë getraff an déi zoustänneg Autoritéiten ageschalt.

Question 0249 (23.01.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **communication entre les administrations et les citoyens** :

Heefeg si Bierger a Betriber op Informatiounen vu staatleche Servicer ugewisen, déi zumindest informell kéinte kuerz a knapp iwwer Telefon beäntwert ginn, ouni den Opwand an d'Delais vu formelle Bréiwer iwwer de Postwee mat sech ze bréngen. Leider ass awer ëmmer erëm feststellen, dass ee bei Verwaltungen op direkt Nummern urufft an dann awer keen op den Telefon kritt. Obwuel iwwer dese Wee genee déi Persoun kontaktéiert kéinte ginn, déi am beschte qualifizéiert wiere fir ze äntworten, kënnt et ganz heefeg vir, dass keen ophielt, an oft ginn dës Uruff net emol no enger Zäit op eng Mailbox oder de Standard weidergeleet, mä schellen einfach duerch, bis ee selwer anhängt. Och E-Mail bleiwe regelméisseg onbeäntwert. Gläichzäitg kritt ee vun de selwechte Beamten awer Bréiwer geschéckt, déi op Deeg datéiert sinn, wou déi Eischtenannten telefonesch net ze erreche wieren.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir d'Verwaltungsreform a fir den effentelechen Déngscht dës Froen stellen:

- Ginn et Statistiken iwwer d'Unzuel an den Undeel vun Uruff - opgedeelt no Administratioun -, déi net connectéiert konnte ginn? Falls jo, kéinten d'Minister eis déi zur Verfügung stellen? Falls neen, denken d'Minister net, dass ee fir d'Verbesserung vun der Qualitéit vu staatleche Servicer dës anonymiséiert Statistiken misst erhiewen?

- Bei wéi vill staatleche Servicer ginn d'Uruff net op Mailboxen oder de Standard weidergeleet? Bei deenen, wou et geschitt: no wat fir enger Zäit?

- Ginn et Statistiken iwwer d'Unzuel vun E-Mails, déi pro Administratioun a pro Mount téscht de staatleche Servicer an de Bierger a Betriber ausgetoscht ginn?

- Gëtt et eng Obligatioun, déi beseet, dass d'Fonctionnaire de Contact iwwer E-Mail fir Bierger a Betriber ermégleche mussen? Falls net, gedenken d'Minister, dës Situatioun am Kader vun der Digitaliséierungsstrategie ze änneren?

Réponse (04.03.2019) de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique, Ministre délégué à la Réforme administrative* :

D'Informatiounen, déi d'Bierger an d'Betriber am heefegsten ufroen, kënnen allgemeng an zwou verschidde Kategorien opgedeelt ginn:

1. generell Informatiounen iwwer d'Servicer, dorënner fallen notament d'Detailer zu Prozeduren a soss allgemeng Informatiounen;
2. spezifesch Informatiounen zu hirem Dossier.

D'Strategie vun der Regierung vum 24. Juli 2015 fir d'Entwécklung vun der eAdministratioun gesäit vir, den „Guichet.lu“ als „Portail privilégié“ fir d'Interaktioun mam Stat ze etabliéieren. Den „Guichet.lu“ huet also d'Roll vun engem „Single point of contact“ fir d'Bierger an d'Betriber. D'Iddi vun dësem Portail ass, dass jiddweree sech transparent an zu jidder Zäit kann op enger eenzeger Plaz iwwer d'Prozeduren, déi fir hie relevant sinn, renseigneieren.

De Portail „Guichet.lu“ gëtt permanent à jour gesat an ausgebaut. Am Moment si méi wéi 1.660 Demarchen online beschriwwen. Dës Offer gëtt komplettéiert vun enger 120 staatleche Websäiten, déi nach méi Informatiounen zu de staatleche Servicer ubidden.

Den „Guichet.lu“-Helpdesk an den „Guichet.lu“-Accueil bidden eng weider Méiglechkeet, wou d'Bierger sech kënnen iwwer d'staatlech Prozedure renseigneieren. Si kënnen iwwer Telefon oder iwwer en Onlineformulaire kontaktéiert ginn (op lëtzebuergesch, däitsch, franséisch an englesch), oder déi concernéiert Persoun kann och perséinlech laanschtoen an den „Guichet.lu“-Accueil (<https://guichet.public.lu/fr/support/contact.html>). Esou bitt dës Offer och deene Bierger eng Méiglechkeet, sech ze renseigneieren, déi keen Internetaccès oder kee Computer hunn.

D'lescht Joer huet den „Guichet.lu“-Helpdesk op méi wéi 27.100 Appeller an op méi wéi 10.200 schrëftlech Ufroen iwwer den Onlineformulaire geäntwert. Dës Chiffere leeën no, dass bis elo den Telefon däitlech par rapport zum Onlineformulaire virgezu gëtt.

Wat d'Betriber ugeet, esou sief drun erënnert, dass d'House of Entrepreneurship an den Helpdesk vun der Chambre des Métiers hei als Uspriechspartner fungéieren, awer och iwwer den „Guichet.lu“-Formulaire accessibel sinn.

Wéi den honorabelen Deputéierten umierkt, besteet beim Versuch, e bestëmmten Agent direkt iwwer E-Mail oder Téléfon ze kontaktéieren, de Risiko, dass dës Persoun net erreechbar ass, well si zum Beispill an enger Reunioun oder am Congé ass.

Dofir hunn déi Administratiounen, déi mat villen Appeller konfrontéiert sinn a wou d'Demandeure spezifesch Informatiounen iwwer hiren Dossier froen, extra Callcenteren ageriicht. D'Geréiere vun Demanden iwwer eng éischt zentral Ulafstell erlaabt eng effikass Gestéion vun den Appeller an Ufroen. Demanden, déi net kenne vun dëser Ulafstell assuréiert ginn, kënnen direkt un eng kompetent Persoun weidergeleet ginn. Informatesch Hëllefsmëttele garantéieren en effiziente Suivi vun den Demanden.

D'Decisioun, e Callcenter anzeriichten, oder e Weiderleeden vun den Telefonen op eng Standardnummer, läit an der Verantwortung vun de jeeweilegen Administratiounen.

De CTIE offréiert de Verwaltungen, eng Infrastruktur fir Callcenteren zur Verfügung ze stellen. Aktuell profitéieren 17 Administratiounen vun dëser Offer. 2018 goufen am Ganze 599.045 Uruff op dës Infrastruktur gezielt.

Wat déi Callcenteren ugeet, déi de CTIE selwer bedréift an déi sech un de grand Public riichten, läit d'Unzuel vun Uruff, déi net entgéintgehall gi sinn, bei 12,77 % fir de Standard téléphonique a bei 18,7 % fir den „Guichet.lu“-Helpdesk. Dës Chiffer beinhalt souwuel Appeller ausserhalb vun de Bürosstonden, wéi Uruff, déi net konnten un een Agent weidergeleet ginn, wéi och déi Appeller vu Persounen, déi während der Bande d'annonce opgeluecht hunn.

Wat d'Kommunikatioun per Mail ugeet, esou ka just generell gesot ginn, dass ronn 10,8 Millioune Mailen an de leschten zweef Méint vun alleguer de Verwaltungen a Ministère, déi vum CTIE geréiert ginn (also hors Sécurité sociale a Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse), un Adressen, déi net am Statsreseau sinn, verschéckt goufen. Hei ass et awer net méiglech, ze ënnerscheeden, a wéi engem Kader dës Maile verschéckt goufen.

Wat den Echange vu sensibelen a perséinlechen Donnéeën ugeet, ass d'Kommunikatioun via Mail aus Sécherheitsgrënn net recommandéiert a gëtt net encouragéiert. Dofir ass d'„MyGuichet.lu“-Plattform en zentraalt Element vun der Strategie vun der Regierung, fir mat hire Bierger an de Betriber ze interagéieren. Dësen interaktive Portail bitt verschidden digital Kanäl un, fir d'Kommunikatioun téscht de Bierger (de Betriber) an dem Stat online an an aller Sécherheet ze assuréieren, och iwwer déi initial Demarche eraus.

Esou gesäit all Onlinedemarche op „MyGuichet.lu“ vir, dass d'Administratioun iwwer elektronischem Wee ka weider Dokumenter ufroen an de Bierger (de Betriber) kann um nämlechte Wee äntworten. Dëst geschitt iwwer e gesécherde Kanal, esou dass och de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën garantéiert ass.

D'„MyGuichet.lu“-Demarche verfügen iwwer eng Tracking-Funktionalitéit, iwwer déi d'Administratioun dem Bierger (dem Betriber) ka matdeelen, wou säin Dossier drun ass. Esou kann dësen iwwer säin Dossier informéiert bleiwen, ouni muss bei d'Administratioun unzeruffen oder e Mail ze schreiwen. Fir d'Administratiounen ze entlaaschten an de Bierger (de Betriber) iwwer de Fortgang vun hirem Dossier ze informéieren, bitt „MyGuichet.lu“ zanter 2016 op ausgewielte Pabeiersdemarchen eng eTracking-Funktionalitéit (www.etracking.lu) un. Hei kann de Bierger (de Betriber) sech fir en Onlinesuivi op engem Formulaire schreiwen, deen hien nach iwwer de Pabeierswee muss erarechen. Esou gëtt hien op elektronischem Wee (SMS oder Mail) iwwer de Status vu senger Demarche informéiert.

Weider huet de Bierger (de Betriber) d'Méiglechkeet, a sengem geschützte Beräich op „MyGuichet.lu“ iwwer déi sougenannten „Sources authentiques“ déi Donnéeën ze consultéieren, déi hien der Administratioun scho matgedeelt huet. Nieft dem Virdeel, déi och an aneren Demarche kënnen ze benotzen (once only), erlaben dës Quellen dem Bierger (dem Betriber), verschidden Informatiounen ze consultéieren, ouni bei der Administratioun mussen unzeruffen. Weider ass et méiglech, Onlinedemarchen zur Verfügung ze stellen, esou dass de Bierger (de Betriber) direkt och eng Verbesserung vun den Donnéeën kann online ufroen, wann dës net méi richteg sollte sinn. Och hei ass et wichteg, dass dës Donnéeën net iwwer en ongesécherde Moyen (Mail) iwwermittelt ginn.

Question 0250 (23.01.2019) de **M. André Bauler** (*DP*) concernant les **barrages historiques** :

Il y a peu de temps, le barrage historique de la « Neimillen » à Grundhof et celui de la « Schleifmiller » à Medernach ont été démolis dans le cadre de la renaturation respectivement de l'Ernz noire et de l'Ernz blanche. Par ailleurs il me revient que l'Administration de l'environnement aurait dressé une liste d'une cinquantaine d'autres barrages historiques qui seraient détruits à l'avenir.

Dans ce contexte, il a lieu d'attirer l'attention sur la valeur historique et culturelle unique de certains de ces barrages, comme par exemple celui à Grundhof, près de l'ancienne aciérie, qui n'est pas seulement le plus grand au Grand-Duché, mais dont le système hydraulique date de l'an 1774 et les turbines de la fin du XIX^e siècle. Or, avec les pluies torrentielles de juin 2018 et les inondations graves qui en ont été la suite, le maintien de ce patrimoine technologique risque d'être mis en cause à travers l'ensemble du pays.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Madame la Ministre de la Culture :

1) La destruction de ces barrages historiques est-elle vraiment nécessaire dans tous les cas pour assurer la renaturation des cours d'eau ?

2) Y a-t-il eu une consultation préalable avec le Service des sites et monuments nationaux et le Centre national de recherche archéologique avant que des barrages historiques ne soient détruits ?

3) Quel est l'avis de Madame la Ministre de l'Environnement quant à l'utilisation de ces barrages à des fins de production d'énergie ?



Réponse commune (11.03.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

ad 1) Chaque projet de restitution de la continuité écologique doit être étudié en détail quant à la faisabilité de sa réalisation. Divers aspects sont considérés dans ces études de faisabilité : tels la disponibilité de la place en amont et en aval du barrage, la stabilité des bâtisses, les poissons caractéristiques du cours d'eau en question. Tous ces aspects sont étudiés et des variantes sont élaborées. L'enlèvement d'un barrage est du point de vue écologique la solution la plus prometteuse avec les effets les plus positifs sur le cours d'eau, et celle qui est la moins coûteuse aussi bien dans sa réalisation que du point de vue de l'entretien. Non seulement l'enlèvement complet du barrage garantit aux organismes aquatiques une libre montaison et dévalaison et ainsi de retrouver leurs habitats nécessaires à leur survie, mais elle permet aussi aux sédiments d'être acheminés librement permettant ainsi au cours d'eau de retrouver sa dynamique naturelle. Cette dernière constitue une condition indispensable pour atteindre le bon état écologique d'un cours d'eau tel que prévu par la directive-cadre sur l'eau (2000/60/CE).

Souvent l'étude de faisabilité aboutit à la conclusion que la destruction du barrage n'est pas possible pour la restitution de la continuité biologique et qu'une installation de montaison ou dévalaison pour les poissons devra être envisagée. Il existe beaucoup de types d'installations allant d'un nouveau cours d'eau de contournement, installation la plus écologique, jusqu'à un by-pass très technique en béton.

ad 2) Suite à une réunion en 2017 entre l'Administration de la gestion de l'eau, le Service des sites et monuments nationaux et les associations « Sauvegarde du Patrimoine ASBL », « Luxembourg Patrimoine ASBL » et « Luxembourg Center for Architecture », il a été convenu de dresser un inventaire des barrages historiques. À cette fin, le SSMN réalise une analyse de 52 ouvrages transversaux prioritaires. Cette mission demande un travail de repérage des barrages historiques existants, des recherches cadastrales et historiques, la visite des lieux et la formulation d'un avis.

En octobre 2017, un premier volet de l'analyse concernant les barrages situés sur l'Ernz blanche a été transmis par le SSMN au ministre ayant l'Environnement dans ses attributions. Un deuxième volet concernant les barrages situés sur l'Ernz noire, la Syre et l'Attert est sur le point d'être achevé. Les travaux d'un troisième volet concernant l'Eisch, la Sûre, la Mamer et la Kielbaach sont entamés.

En attendant que l'inventaire se réalise entièrement, l'Administration de la gestion de l'eau s'adresse ponctuellement au SSMN. Ainsi, des avis ont été formulés par ce dernier en ce qui concerne le barrage situé sur l'Attert situé derrière le centre culturel à Useldange, de même que pour les transformations à réaliser sur la Hessemillen à Eppeldorf et sur la Backesmillen à Ermsdorf situées sur l'Ernz blanche.

Les deux barrages dont fait état l'honorable Député dans sa question parlementaire ont été démolis non seulement dans le cadre de la restitution de la continuité écologique, mais également en tenant compte d'impératifs relatifs aux risques des crues et de protection de la population contre les risques d'inondation.

En ce qui concerne l'Ernz blanche, des consultations ont eu lieu avec le Service des sites et monuments du Ministère de la Culture qui a déclaré que le barrage « Schleifmillen » à Medernach ne présentait pas d'intérêt particulier du point de vue patrimonial. Ce projet a été suivi par un bureau-expert en archéologie. Le barrage étant tellement dégradé qu'il a dû être enlevé, et ce avec l'accord du propriétaire. L'enlèvement du barrage a permis la création de volume de rétention pour parer aux crues et réduire les risques d'inondation pour Medernach.

Sur l'Ernz noire, le barrage Neimillen à Grundhof a été fortement endommagé lors des orages en juin 2018 causant des dégâts importants au garage Konsbruck à Grundhof. Dans le contexte de la réduction des risques d'inondation et en accord avec le propriétaire, le barrage n'a pas été reconstruit, permettant ainsi un écoulement plus favorable lors de nouvelles crues.

Tant que ce catalogue n'est pas établi, l'Administration de la gestion de l'eau procède pour le moment au cas par cas pour tous les autres

barrages concernés. Pour chaque projet, une demande est adressée au Service des sites et monuments nationaux concernant le statut de protection du barrage en question.

ad 3) Considérant les barrages et leur utilisation potentielle pour la production d'énergie, il faut noter que :

- Conformément à la directive-cadre sur l'eau (2000/60/CE), la restitution de la continuité écologique des cours d'eau est l'un des paramètres principaux permettant d'atteindre les objectifs environnementaux du bon état écologique des cours d'eau. Par conséquent, il faut que tous les barrages soient rendus franchissables pour les poissons et autres organismes aquatiques. Dans ces projets, il faut également veiller à favoriser à nouveau un libre transport des sédiments.

- Comme mentionné, la première étape de l'étude de faisabilité est de regarder si l'élimination du barrage au site en question est réalisable. L'Administration de la gestion de l'eau respecte des critères, comme la stabilité des bâtiments à proximité du site ou les risques d'inondation, qui empêcheraient l'enlèvement du barrage. Dans ce contexte, la présence d'une centrale hydroélectrique joue comme critère, si celle-ci est encore en activité et si l'exploitant désire continuer l'exploitation. De même, la protection du patrimoine culturel est un des critères pris en considération.

- Malgré tout, la restitution de la continuité écologique sous forme de passe à poissons ou rivière de contournement nécessite une dotation hydraulique suffisante permettant le passage des espèces aquatiques dans les deux sens pendant toute l'année, à condition que le débit naturel le permette. Ce qui engendre une adaptation au-dessous de la production d'énergie en fonction du débit du cours d'eau disponible.

- S'il est prévu qu'un barrage, actuellement sans exploitation hydroélectrique, soit à nouveau utilisé, toute autorisation établie sur base de la loi relative à l'eau contiendra des obligations quant à la franchissabilité de l'ouvrage et du volume de dotation minimal pour la passe à poissons et du débit minimal dans le cours d'eau en aval du barrage.

- L'Administration de la gestion de l'eau et le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ont réalisé une étude pour déterminer le potentiel énergétique de certaines centrales hydroélectriques luxembourgeoises actuelles. L'analyse prenait en compte les transformations des sites en question nécessaires à la mise en conformité vis-à-vis de la directive-cadre sur l'eau respectivement de la loi relative à l'eau. Le but était d'évaluer la rentabilité économique et le potentiel de la production d'énergie hydroélectrique, en tenant compte de tous les facteurs environnementaux. L'un des premiers constats de l'étude était que l'impact sur le rendement est plus petit pour les cours d'eau à haut jusqu'à moyen débit. Inversement, l'impact était grand pour les centrales se situant sur les cours d'eau à moyen jusqu'à faible débit. Cependant, il faut noter également que le rendement d'énergie de ces centrales est par défaut très petit. Par définition, les centrales examinées sont classées dans les groupes des « Micro Hydro Power Plant »* (Puissance électrique = 5-100 kW) ou des « Mini Hydro Power Plant »* (Puissance électrique = 100-1.000 kW). Pour comparaison, la centrale hydroélectrique de Rosport a une puissance totale de 7 MW et la puissance d'une éolienne est située entre 2 à 5 MW.

* Définition par : Handbuch Kleinwasserkraftwerke, Schweizerische Eidgenossenschaft, 2011

Question 0251 (23.01.2019) de **M. Jean-Marie Halsdorf** et **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant **l'organisation des urgences médicales** :

Depuis le 1^{er} janvier 2019 les hôpitaux de garde sont en alternance, le Centre hospitalier de Luxembourg et le site Kirchberg des Hôpitaux Robert Schuman pour la région Centre, le Centre Hospitalier Emile Mayrisch - site Esch pour la région Sud et le Centre Hospitalier du Nord - Hôpital St Louis Ettelbruck pour la région Nord.

Ceci aura comme conséquence, par exemple, qu'une personne en état d'urgence médicale à Wiltz devra se rendre ou être transportée à Ettelbruck afin d'obtenir les soins médicaux d'urgence nécessaires. La même problématique se pose d'ailleurs dans la vallée de la Chiers tel que soulevée dans d'autres questions parlementaires récentes.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre

de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Le Gouvernement partage-t-il l'avis que le fonctionnement des urgences médicales en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2019 constitue une moins-value pour les habitants de la région Nord du pays pour lesquels l'accès aux soins est devenu moins évident notamment au vu des trajets à effectuer ?

- Si l'accessibilité aux urgences médicales ne semble plus être un critère, quelles sont les réflexions qui ont mené à une telle organisation des urgences médicales ? Est-ce possible qu'il s'agisse de critères purement budgétaires ?

Réponse commune (01.03.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

Comme mentionné dans la réponse aux questions parlementaires n° 0160 et n° 0162 du 8 janvier 2019 concernant le « Service d'urgence du CHEM Niederkorn », l'article 4 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière dispose effectivement que chaque centre hospitalier participe au service d'urgence sur un seul de ses sites.

Il ressortait de cette même réponse les raisons de la concentration d'un service d'urgence sur un seul site hospitalier, raisons qui ont principalement trait à une amélioration de la prise en charge des patients du fait que ce service d'urgence, qui est souvent amené à traiter des cas graves, doit être entouré de tous les équipements médico-techniques nécessaires et des services hospitaliers spécialisés (traumatologie, soins intensifs, etc.) déjà présents sur ce site principal.

Il ne s'agit donc aucunement de critères budgétaires qui ont été à l'origine d'une telle concentration mais du souci de garantir aux patients un niveau maximum de sécurité et de qualité lors de la prise en charge d'urgences réelles et graves.

Néanmoins, comme également déjà indiqué dans la précédente réponse aux questions parlementaires n° 0160 et n° 0162 précitées, une activité de soins non programmés est toujours offerte à Niederkorn, à Wiltz et à la Zithaklinik de 07.00 heures à 21.00 heures, de sorte que durant cette période chaque patient peut se rendre spontanément sur ces sites périphériques de proximité pour y bénéficier d'une première prise en charge en cas de besoin.

Le tableau suivant reprend encore les dotations en personnel accordées par la Caisse nationale de santé, sur base des normes négociées entre la Caisse nationale de santé et la Fédération luxembourgeoise des hôpitaux, au CHEM et CHdN pour les années 2018 à 2020 pour le domaine des urgences et la policlinique non programmée triée :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Afin de pouvoir s'assurer que les patients se présentant spontanément dans ces unités de soins de proximité bénéficient des soins les plus adaptés, un triage permettant une évaluation de la gravité y est pratiqué. Les patients nécessitant des soins d'urgence réels sont réorientés vers le service d'urgence le plus proche.

En effet, les prises en charge de pathologies graves nécessitant des soins d'urgences sont devenues de plus en plus techniques et nécessitent des plateformes médico-techniques très spécifiques

Dans les cas les plus graves et les plus urgents, le SAMU assure la prise en charge des patients sur les lieux de l'incident afin de réduire le temps d'accès aux soins et d'assurer des conditions correctes de transport.

Question 0256 (23.01.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **les langues de communication au Luxembourg** :

D'ADEM, eng staatlech Institutoun, déi dem Aarbechtersministère ënnerlääit, gött om hirem Internetsite ënner anerecm Informatiounen iwwert d'Sproochekompetenzen um Lëtzebuerg Aarbechtersmaart.

„Die einheimischen Arbeitskräfte beherrschen in der Regel die drei Landessprachen (Luxemburgisch, Französisch und Deutsch) des Großherzogtums und wenden sie im täglichen Leben aktiv an. [...] Im beruflichen Alltag ist Französisch die meistbenutzte Sprache, gefolgt von Luxemburgisch, Deutsch, Englisch und Portugiesisch. Im Geschäftsleben wird vorwiegend Französisch gesprochen. Daher sind bei

den meisten Stellenangeboten gute Französischkenntnisse Grundvoraussetzung. [...] Im Gesundheits- und Sozialbereich sind gute bis sehr gute Kenntnisse der luxemburgischen Sprache sogar Bedingung. [...]“ (<http://adem.public.lu/de/marche-emploi-luxembourg/panorama-marche-emploi/maitriselangues/index.html>)

Dat sinn Textpassagen, déi de Lieser an der däitscher Versioun fënnt. Dës Informatiounen kann een dann och an der franséischer Versioun (<http://adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/panorama-marche-emploi/maitrise-langues/index.html>) noliesen.

An dësem Kontext wëllt ech dem Här Minister fir Kommunikatioun a Medien, dem Här Aarbechtersminister, dem Här Educatiounsminister, dem Här Ekonomiesminister an dem Här Gesondheetsminister gär folgend Froe stellen:

1. Kennen déi Häre Ministeren d'Donnéen, d'Etüden oder d'Statistiken, op deenen dës Aussoe baséieren? Kënne si déi Quellen uginn? Vu wat fir enger Zuel u kann ee vun engem „Regelfall“ schwätzen? Sinn déi Häre Ministeren der Meenung, datt et sech beim eische Saz vun deem uewe genannten Textauszoch ëm eng Verallgemengung handele kéint, déi der Realitéit net entsprécht?

2. Ass et net eischter esou, datt haaptsächlech d'Majoritéit vun deene Leit, déi duerch den traditionelle Lëtzebuergersch Schoulsystem gaange sinn, déi dräi Sproochen „beherrscht“, an datt dat an ere Gruppe vun der Populatioun däitlech manner de Fall ass?

3. Am Alldag gesäit een och dacks jonk Leit, déi Schwierigekeeten hunn, sech an engem vun deenen dräi Sproochen, Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch, auszureden, ze erklären oder ze verstoen. Gött et Etüden iwwert d'Sproochekompetenzen no deene verschiddene Schoulofschlöss zu Lëtzebuerg, déi weisen, vu wéi vill Prozent vun de Schoulschoulabsolvente vun engem Joergang ee wierklech behaupten kann, datt si an enger reeller Situations déi dräi Sproochen, Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch, fléissend „beherrschen“? Wat sinn d'Quellen heifir?

4. Sinn déi Häre Ministere sech bewusst, datt um Lëtzebuergesch Aarbechtersmaart vill auslännesch Matbierger schaffen, déi kee Lëtzebuergesch kënnen an/oder kee Däitsch an/oder kee Franséisch, esou wéi och net all Lëtzebuergesch der franséischer Sprooch Meeschter ass? (Dëst schléisst natierlech net aus, datt en Deel vun deene Leit op aner interessant Sproochekompetenzen kënnen zréckgräifen.)

5. Sinn déi Häre Ministere sech dem Risiko bewusst, datt d'Relativéierung bis hin zur Negéierung vun där besonnescher Bedeutung um Lëtzebuergesch fir de Lëtzebuergesch Aarbechtersmaart an de Mateneen hei am Land, vill Leit kéint dovun ofhalen, fir Lëtzebuergesch ze léieren?

6. Dem Lieser gött suggeréiert, datt am beruflechen Alldag Franséisch déi meescht benotzte Sprooch wär an am Geschäftsliewen esouguer haaptsächlech Franséisch geschwat géif. Sinn déi Häre Ministere sech bewusst, datt vill Lëtzebuergesch vun Wonsch hunn an dacks och drop bestinn, fir op Lëtzebuergesch, also an hirer Mammen- an Nationalsprooch, zerwéiert ze ginn? Firwat insistéieren déi Häre Ministeren net drop, datt och d'Personal an de Geschäfte soll Lëtzebuergesch kënnen?

7. Sinn déi Häre Ministere sech bewusst, datt vill Lëtzebuergesch ewell léiwer an Däitschland wéi hei am Land akafe ginn, well si do manner sproochlech Barrière begéieren? Wëssen déi Häre Ministeren, datt d'Netbeherrsche vun Lëtzebuergesch vum Geschäftspersonal e komparativen Nodeel fir eist Land mat sech bréngt?

8. Mutatis mutandis gellen dës Consideratiounen besonnesch och fir de Gesondheets- a Fleegeberäich, wou d'Beherrsche vun der Lëtzebuergesch Sprooch esouguer ka liewenswichtig sinn. Wat ënnerhëlt d'Regierung, fir d'Plaz vun der Lëtzebuergesch Sprooch an deene Secteuren ze stärkechen?

Réponse commune (12.03.2019) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie, Ministre de la Santé* :

D'Méisproochegheet ass eng vun de grouse Méiglechkeeten, Chancen an och Erausforderungen um Lëtzebuergesch Land. D'Niewenteneen an d'Mateneen vu méi Sproochen am Alldag vun den allermeeschte Bierger sinn typesch fir eist Land.

An deem Kontext huet den Educatiounsministère 2018 eng grouss Emfro vun TNS ILReS duerchgefere gelooss, wou per Telefon an In-



ternetenquëten Informatiounen iwwert d'Roll vum Lëtzebuergesch an méi allgemeng der Méisproochegkeet an der Gesellschaft gesammelt goufen (Echantillon vun 1.053 Persounen).

Dobäi si Resultater opgewise ginn, déi den Erklärungstext vun der ADEM ennerstetzen, well dës den reell Sproochesituatioun erëm spiegelt. Wichteg bei der Ëmfro war d'Zesammensetzung vun de befroten Leit. Et goufen esouwuel Lëtzebuergesch (60 %) wéi och Netlëtzebuergesch (40 %) zur Sproochesituatioun befragt, soudatt d'Resultater der Realitéit entsprechen. D'Resultater sinn deemno och statistesch relevant an hunn aussokräfteg Donnéeën ervirbruecht a wäerten och un d'ADEM viruvméitelt ginn.

ad 1. Bei der Froen iwwert d'Sproochepaxis vun de Bierger am Alldag konnte vill interessant Informatiounen festgehale ginn. Fir d'Eischt ass no der Sprooch gefrot ginn, déi d'Leit kennen. 98 % vun de Leit hunn uginn, Franséisch kennen ze schwätzen; 77 bis 80 % hu Kompetenzen am Engleschen, Däitschen an/oder Lëtzebuergesch.

Compétences linguistiques - en général :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Déi zwou Schoulsprouchen Däitsch a Franséisch gi vun de meeschte Leit beherrscht. Dat ass och esou fir d'Englesch, déi häiteng Lingua franca op der Welt. Quasi op gläicher Héicht ass Lëtzebuergesch, dat vu 77 % vun de Leit geschwat gëtt.

Mat hirem Internetsite wëllt d'ADEM d'Leit op der Sich no Aarbecht, d'Employeuren, déi no Personal sichen, esou wéi all aner Interessierter iwwert de lëtzebuergesch Aarbeitsmaart informéieren, an dat op eng kuerz a liicht verständlech Aart a Weis.

Den Aarbeitsmaart hei zu Lëtzebuerg ass bekanntlech ganz dynamesch an international. Doraus ergëtt sech natierlech och, dass et muss op d'Thema vun de Sproochen am Berufsliewen agoen. Op där enger Säit muss ee betounen, dass d'Lëtzebuergesch méisproocheg sinn, wat ee soss an Europa esou net erëm fënnt a wat ee vun de Grënn ass fir déi positiv wirtschaftlech Entwécklung vum Grand-Duché³. Op där anerer Säit ass et natierlech och wichteg, e Bild ze vermëttelen, dat d'Realitéit vum Lëtzebuergesch Aarbeitsmaart mat sengen Ufuerderungen erëm gëtt, besonnesch am Beräich vun de Sproochekompetenzen, déi jo kennen ennerschiddlech ausfallen, jee no Sektour, Géigend an/oder Nationalitéit vum Betrib.

Am Duden gëtt dat Wuert „einheimisch“ esou definiert: „aus dem eigenen Land stammend“. Dee Passage aus dem Text, deen zitëiert gëtt (Die einheimischen Arbeitskräfte ...) bezeechent also déi Leit, déi an der Regel déi dräi Sproocher vun eisem Land schwätzen. Et kann een des Ausso beleeën duerch d'Etüd « Les langues dans les offres d'emploi au Luxembourg », déi vum Isabelle Pigeron-Piroth an dem Fernand Fehlen am Juni 2015 verëffentlicht gouf. Enner anerem fënnt een de heite Saz an dëser Etüd: « 98 % des Luxembourgeois disent parler la langue luxembourgeoise, 96 % le français et 92 % l'allemand. »

An darselwechter Etüd gëtt higewisen op d'Beidéit vum der franséischer Sprooch an der Ëffentlechkeet an an der Wirtschaft: « Le poids important des francophones natifs et des immigrants issus d'autres pays latins comme le Portugal et l'Italie, ainsi que la politique linguistique implicite du Luxembourg qui considère le français comme langue d'intégration des nouveaux venus, a fait du français la langue véhiculaire de la sphère publique et économique. »

Dës Ausso gëtt och doduerch bewisen, dass déi statistesch Analys vun de gemielten Aarbeitsplazen, déi 2014 am „Lëtzebuergesch Wort“ stoungen, dat heiten erginn huet: « 90,4 % des annonces font référence au français, en le demandant, en le souhaitant ou en l'utilisant pour rédiger l'annonce (seul ou associé à une ou plusieurs langues) ». Hei war dann d'Franséisch déi am meeschte verlaangte Sprooch.

D'Ëmfro, déi den Institut Quest zesumme mat der Chambre de Commerce am Mee 2011 fir d'Sproocheschoul Berlitz mat 265 Patronen hei zu Lëtzebuerg gemaach huet, koum zu deemselwechte Schluss: « Pour 55,8 % des entreprises interrogées, le français est la première langue utilisée [...]. Le luxembourgeois arrive en deuxième place avec 20,0 %, suivi de l'anglais (17,7 %) et de l'allemand (4,9 %). »⁴

Graphique 7 - Principale langue et autres langues utilisées dans les entreprises selon la perception de leurs dirigeants :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Bei deem Text, deen op der Homepage vun der ADEM steet, geet et also net em eng aus der Loft gegraffte Verallgemeinerung, mä em nogewise Fakten.

Et kann een dat iwweregins och noliesen op der offizieller Homepage vum Grand-Duché: <http://luxembourg.public.lu/de/travailler/langues-au-travail/index.html>.

Et sief dorop higewisen, dass d'ADEM sech iwwert d'Beidéit vum der Sproochefäegkeeten am Kloten ass an dofir speziell Sproocheschoulcoursen organiséiert, dorënner och Lëtzebuergeschcoursen, fir d'Employabilitéit vun de Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, ze stäerken.

ad 2. Net nëmme bei Persounen, déi duerch den „traditionellen“ Lëtzebuergesch Schoulsystem gaange sinn, ass eng méisproocheg Ausriichtung festzustellen; mä och bei Netlëtzebuergesch, déi hei am Land wunnen a schaffen, fënnt een Interêt fir eng Villfalt vum Sproocher; dës weist sech bei der enormer Ëmfro no Lëtzebuergeschcoursen. De Lëtzebuergesch Modell vun der Méisproochegkeet ass deemno net exklusiv op d'Lëtzebuergesch ze bezéien, mä och op déi aner Awunner vun eisem Land: Si liewen des Approche an hirem Alldag aus!

Compétences linguistiques - le multilinguisme du Luxembourg :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Net nëmme d'Sproochevillfalt vun der Populatioun huet sech bei der Ëmfro gewisen, mä och den eenzelne Leit hir Méisproochegkeet. Et gëtt zu Lëtzebuerg eng aussergewëinlech grouss Zuel vu Leit, déi méi wéi eng Sprooch beherrschen a benotzen, fir sech an hirem Alldag auszudrécken. Dës ennersträcht d'Ausso, déi d'ADEM op hirem Internetsite iwwert d'Sproochesituatioun a Lëtzebuerg ausdreckt. 72 % beherrschen déi dräi Landessproocher, Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch. Dräi Véierel vun de gefrote Leit schwätzen véier Sproocher oder méi! Dës weist sech bei engem Sondage, wou bal d'Hallschent vun de befroten Leit Netlëtzebuergesch waren.

ad 3. De ganze Schoulsystem ass am Fong eng „Etüd“ iwwert d'sproochlech Kompetenz vun de Jugendlechen. Esouwuel d'Regelklasse wéi och d'Schoulen no europäeschem Modell leeën vill Wäert op eng méisproocheg Educatioun. A well d'Schoulen no engem evaluative Modell, deen kompetenzorientéiert opgebaut ass, fonctionnéieren, goufen déi néideg Sproochekenntnisser op regeméisseger Basis gestest. A wa Jugendlecher en Ofschloss reusséiert hunn, da beschäinlegt dës Ofschloss och d'Beherrsche vun de gefrote Sproocher. D'Ëmfro bei der TNS ILReS huet déi grouss Influenz vun der Schoul op déi jëtzege Jugend nach eemol ennersträcht.

Compétences linguistiques - le trilinguisme officiel :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Iwwer 90 % vun de befroten Jugendlecher beherrschen déi dräi administrativ Sproocher vum Land. Dës enger Wäert verdäitlecht déi grouss méisproocheg Kompetenz vun den Awunner, am Besonnesch vun der Jugend, hei am Land.

ad 4. Allgemeng weisen Initiative wéi de Congé linguistique an d'Zuele vun den Aschreiwungen a Sproocheschoulcoursen den allgemenge Wëllen, fir sech sproochlech ze verbesseren. D'Ënfro huet awer och probéiert, statistesch relevant Aussoen iwwert den Aarbeitsmaarkt gewuer ze ginn. Hei gouf ganz präzës d'Roll vun den eenzelne Sproocher an der Aarbeitsmaarkt nógefrot.

Habitudes linguistiques - le luxembourgeois au travail, contacts professionnels - écrit et oral :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Lëtzebuergesch als geschwate Sprooch gëtt am Beruff vu 70 % vun de gefrote Leit gebraucht. D'Hallschent vun de Leit gebraucht Lëtzebuergesch do och am Schrëftlechen.

D'Äntwerten op déi heite Fro ennersträchen déi dominant Roll vum Franséischen um Aarbeitsmaarkt. 84 % vun de Gefrote benotzen

an hirem Beruff Franséisch am Mëndlechen ewéi och am Schrëftlechen. Lëtzebuergesch spillt eng wichteg Roll am Alldag, mä grad esou déi méisproocheg Sproochekompetenze vun de gefrote Leit.

ad 5. Dës Resultater vun der Ënfro weisen absolut net op d'Relativéierung vum Lëtzebuergesch hin: Ganz am Konträr gëtt gewisen, dass Lëtzebuergesch ëmmer méi un Afloss gewënnt; dës net nëmme am mëndlechen, mä och am schrëftlechen Beräich. Dës ass e Constat, dee sécherlech och vu ville Salariéer wougerholl gëtt, wouduerch déi enorm Nofro no Lëtzebuergeschcoursen ze erklären ass.

ad 6. Hei gëtt op den Niveau vum Sproochattitude gewieselt; deemno net dem reelle Benotze vun der Sprooch, mä no Virleiften a Wësch. Et ass méi schwéier, hei eng adequat a relevant Ausso ze liwweren. An der Ëmfro vum Educatiounsministère gouf probéiert, déi Roll, déi Lëtzebuergesch a Franséisch an der Gesellschaft spille sollen, ze hannerfroen. Et gouf no der Integratiounssprooch gefrot, well heiriwwer an eisem multilinguale Kontext an der grousser Heterogenitéit vun Nationalitéiten ennerschiddlech Meinungen ze erwaarde waren.

Quelle langue devrait être la langue d'intégration utilisée au Luxembourg ?

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Iwwert d'Hallschent vun de Leit sinn der Meinung, dass Lëtzebuergesch déi Roll vun der Integratiounssprooch misst iwwerhuelen. Nëmme hallé esou vill, also en Drëttel vun de gefrote Leit, schwätzen sech dofir aus, dass Franséisch als Integratiounssprooch soll benotzt ginn. De Cumul vu béiden Äntwerten ennersträcht nach emol d'Wichtegkeet vu béide Sproocher am (berufflechen) Alldag zu Lëtzebuerg.

Déi Lëtzebuergesch Wirtschaft huet iwwert déi lescht 50 Joer eng bemerkenswäert Entwécklung gemaach. Eng Entwécklung, déi ouni qualifizéiert Mataarbechter net méiglech gewiescht wier. Et ass awer och e Fakt, dass hei um Aarbeitsmaarkt net genuch qualifizéiert Aarbeitskräfte fonnt ginn, soudatt vill Salariéer hei am Land mëttlerweil quasi aus der ganzer Groussregion kommen. De Räichtum vun eisem Land ass dofir de Verdéngsch vum deene Salariéer, déi zu Lëtzebuerg wunnen, wéi och vun de Grenzgänger, déi bei eis schaffen kommen.

Et ass selbstverständlech e Plus, wann ee beispillweis an de Geschäfte op Lëtzebuergesch kann zerwéiert ginn. Aus dësem Grund gi Betriber duerch eng finanziell Ennerstëtzung encouragéiert, hir Mataarbechter a Sproocheschoulcoursen ze schécken. Och am Pakt Pro Commerce, deen de Minister fir Mëttelestand mat der Chambre de Commerce an der clc (Confédération luxembourgeoise de commerce) ofgeschloss huet, ass d'Méisproochegkeet e Sujet, fir de Service um Client ze verbessern.

ad 7. D'Beherrsche vun der Lëtzebuergesch Sprooch ass eent vu villen Elementer, dat beim Verkaufverhale vum Verbraucher matspillt. Dofir mécht d'clc, zesumme mat der Direktioun vum Mëttelestand am Wirtschaftsministère, regeméissege Etüden iwwert d'Verkafverhale vun der Bevëlkerung, souwuel där lokaler wéi och där an der Groussregion. Déi nächst Etüd ass fir dës Joer virgesinn. Dës Etüd ginn als wichteg Basis genotzt, fir konkret Projeten ëmzesetzen, wéi enner anerem de Pakt Pro Commerce.

D'Bedenke vum Här Deputéierten, dass d'Netbeherrsche vum Lëtzebuergesch vu verschiddene Mataarbechter am Commerce een No-deel fir eist Land wier, deele mir net. Am Géigendeel, d'Méisproochegkeet ass zu Lëtzebuerg e wichtegen Atout am Commerce, deen mir wëllen am Kader vum Pakt Pro Commerce féerden.

ad 8. An der Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuergesch Sprooch, déi d'Regierung am Mäerz 2017 ugehall huet, hat de Fleege- a Familjesektour eng bedeitend Plaz, a momentan ginn Etüden virbereet a Pisten ausgeschafft, fir des sproochlech Ziler ze erreechen. Hei sief nach eng Käier op d'Mesuren higewisen:

- Sproochekenntnisser am sozialen, therapeutesch an a Familjesektour

Fir agreéiert, respektiv konventionéiert Strukturen, déi am sozialen, therapeutesch an a Familjesektour täteng sinn, gesinn d'Gesetz (loi modifiée du 8 septembre 2008, réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique) an déi dozougheéiereg Règlements d'exécution spezifesch Konditiounen fir d'Sproochekenntnisser vir. Esou mussen de Chargé de direction an d'Personal vun deene Strukture beleeën, dass si sech op Lëtzebuergesch an op

d'mannst an enger zweeter vun deenen dräi Langues usuelles ausdrécke kënnen. Kënnen déi Sproochekenntnisser net beluecht ginn, da kann de Familjeminister den Agreement mat der Konditioun verbannen, dass déi betreffend Leit eng Formation en cours d'emploi musse maachen, fir déi Sproocher ze léieren.

- Sproochekenntnisser am Gesondheessektour

Dokteren, Psychotherapeuten an Apdikter, grad ewéi déi reglementéiert Gesondheessektur, musse laut Gesetz déi dräi administrativ Sproocher vum Grand-Duché, dorënner also och Lëtzebuergesch, verstoen oder sech engagéieren, fir sech déi néideg Kenntnisser an dese Sproocher nodréiglech unzëeegnen.

De Gesondheesminister huet d'Recht, d'Sproochekenntnisser duerch de Collège médical iwwerpräieren ze loosseren.

Vill Efforte ginn elo schonn an de verschiddene Spideeler gemaach, fir Lëtzebuergeschcoursé fir hiert Personal anzubidden. Dës Coursen hu generell e grouss Succès.

Donieft ass de Ministère amgaangen ze iwwerleeën, zesumme mat der Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL) an dem Collège médical, wéi des Offer nach kann erweidert ginn.

De legale Kader, fir déi Lëtzebuergesch Sprooch am Gesondheessektour ze stäerken, ass virgesinn am Artikel 11 vum Gesetz vum 26. Mäerz 1992 iwwert den Exercice an d'Revalorisation vum de Gesondheessektour an am Artikel 8 vum Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwert den Exercice vun den Dokteren, den Zäandokteren an de Veterinären.

Dës zwee Gesetzter hale fest, dass souwuel d'Persounen, déi an de Gesondheessektour täteng sinn, esou ewéi d'Doktere sech musse mat der lëtzebuergescher Situatioun familiarséieren an déi néideg Sproochekenntnisser beherrschen, fir hire Beruff kënnen hei zu Lëtzebuerg auszeüben.

Ginn des Sproochekenntnisser net duer, engagéiere si hir disciplinaire, zivill oder penal Responsabilitéit am Fall vun engem Feeler beim Ausüben vun hirem Beruff.

Et ennerläit der Responsabilitéit vum Employeur, des néideg Sproochekenntnisser bei Rekrutementer vu Gesondheessektour zu kontrolléieren.

Dofir bidden d'Spideeler souwéi de Secteur extrahospitalier hiren auslännesche Mataarbechter Lëtzebuergeschcoursen un, fir am Beräich vun der Gesondheet eng besser Kommunikatioun zwëschen dem Patient, dem Fleegepersonal an den Dokteren ze favoriséieren.

Bei den Doktere kann de Gesondheesministère, op Demande vum Collège médical am Kader vun enger Demande d'autorisation d'exercice, dem Kandidat seng Sproochekenntnisser iwwerpräieren.

De Gesondheesministère ennerstëtz all Initiative fir d'Entwécklung vun de Sproocher am Gesondheessektour, mat dem Zil eng optimal Kommunikatioun zwëschen dem Patient, dem Fleegepersonal an den Dokteren ze favoriséieren.

Question 0260 (24.01.2019) de **M. Dan Biancalana (LSAP)** concernant la **chambre de l'application des peines de la Cour d'appel :**

Des articles de presse ont relaté récemment que, depuis son entrée en fonction le 15 septembre 2018, la nouvelle chambre de l'application des peines de la Cour d'appel (CHAP) a rendu 85 arrêts.

En matière d'exécution des peines, la chambre de l'application des peines est une innovation majeure. Tout détenu peut la saisir pour exercer un recours contre les décisions prises par le procureur général d'État.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice :

- 1) Par rapport au volume des décisions prises par le procureur général d'État depuis le 15 septembre 2018, quel pourcentage est à attribuer aux recours exercés ?
- 2) Quels furent les moyens invoqués ?
- 3) En matière de recours, quels sont les aménagements de peine les plus concernés ?
- 4) Dans combien de situations le condamné a-t-il été convoqué à l'audience pour être entendu ?

³ Josiane Kartheiser, Mir schwätze Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch, 2007

⁴ Université du Luxembourg (Les langues dans les offres d'emploi au Luxembourg), d'après Berlitz Quest, 2012

5) Dans combien de situations les arrêts rendus ont-ils confirmé, voire infirmé la décision du procureur général d'État ?

Réponse (19.02.2019) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice* :

ad 1) a) Le volume des décisions prises par Madame la déléguée du procureur général d'État en matière de demandes de congé pénal, de transfèrement du CPL vers le CPG (et de transfèrement pour raisons disciplinaires du CPG vers le CPL), de semi-liberté, de libération conditionnelle, libération anticipée, de suspension de peine et de placement sous surveillance électronique, entre le 15 septembre et le 31 décembre 2018, est de 661 décisions.

En matière d'exécution des interdictions de conduire, 491 décisions ont été prises au nom de Madame la déléguée du procureur général d'État par le service des interdictions de conduire.

b) Le volume des décisions prises par la chambre de l'application des peines (CHAP) et concernant lesdites modalités d'aménagement de peines privatives de liberté est de 65 arrêts.

c) La CHAP a pris 17 arrêts en matière d'interdiction de conduire et trois arrêts en matière disciplinaire (recours contre les décisions du directeur de l'administration pénitentiaire).

ad 2) Dans le cadre de certains recours les moyens n'étaient pas plus amplement précisés, les appelants demandant simplement de reconsidérer la décision de la déléguée à l'exécution des peines. Ceci explique les recours déclarés irrecevables.

Généralement les moyens font état de situations personnelles ou familiales particulières susceptibles de justifier la réformation de la décision prise par la déléguée à l'exécution des peines.

ad 3) La classification des décisions de rejet de demandes d'aménagement de peines privatives de liberté qui ont donné lieu à un recours et un arrêt de la CHAP pendant la période visée est la suivante :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Dans huit des 85 affaires traitées par la CHAP de septembre à fin décembre 2018, une comparution personnelle a été demandée par le requérant. La CHAP a estimé qu'au vu des dispositions de l'article 700 (1) du code de procédure pénale, il n'y avait pas lieu de faire droit à ces demandes.

ad 5) Sur les 85 affaires traitées au cours de cette période, la CHAP :

- s'est déclarée incompétente dans onze affaires,

- 30 recours ont été déclarés irrecevables,

- dans 36 affaires la décision de Madame la déléguée à l'exécution des peines a été confirmée,

- six décisions de Madame la déléguée à l'exécution des peines ont été réformées,

- deux affaires ont été tenues en suspens.

Question 0261 (24.01.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **compétences des Vice-Premiers Ministres** :

Déi Regierung, déi aus de Wahle vum Oktober 2018 ervirgaangen ass, huet sech zwoe Vizepremierministere ginn, den Här Étienne Schneider (LSAP) an den Här Félix Braz (déi gréng).

Et ass awer net kloer, wéi vum deenen zwoe Hären den éischte Stellvertriieder vum Här Premierminister ass, wann dëse sollt verhënnert sinn. Och ass net kloer, ob et eng Kompetenzopdeeling tëscht deenen zwoe Vizepremierministere gëtt.

Dowéinst wéilt ech dem Här Premierminister an deenen zwoe Häre Vizepremierministere Étienne Schneider a Félix Braz dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Hierarchie tëscht deenen zwoe Vizepremierministere? Wien ersetzt prioritär den Här Premierminister, wann dëse sollt verhënnert sinn?

2. Wéi eng Kompetenze si mam Titel vum Vizepremierminister verbonnen? Gëtt et eng Opdeeling vun de Kompetenzen tëscht deenen Häre Félix Braz an Étienne Schneider an hirer Funktioun als Vizepremierminister?

3. Mussen déi zwoe Vizepremierministere sech beroden, wa si déi Funktioun vum Vizepremierminister ausüben? Wien decidéiert am Fall, wou déi zwoe Häre sech an enger Fro net eens wäeren?

Réponse commune (07.02.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre*, et de **M. Félix Braz**, *Vice-Premier Ministre* :

ad 1. Et ginn tëscht den zwoe Vizepremierministere keng hierarchesch Ënnerscheeder.

Am Kontext vum Protokoll an op offiziellen Dokumenter gëtt d'Réiefolleg vun de Membere vun der Regierung, déi deen nämlechen Titel droen, duerch d'Preseance geregelt, déi duerch d'Anciennetét determinéiert gëtt. Den Étienne Schneider ass am Februar 2012 Member vun der Regierung ginn a steet domat an der Preseance virum Félix Braz, deen dat am Dezember 2013 ginn ass.

ad 2. Mam Titel vu Vizepremierminister si keng eegé Kompetenz verbonnen, et gëtt deemno och keng Opdeeling dovunner tëscht den zwoe Vizepremierministere.

D'Funktioun vun de Vizepremierministere ass et, de Premierminister op seng Demande hi kënnen a senge Funktiounen ze ersetzen, wann e punktuell verhënnert ass.

Den Titel vu Vizepremierminister placéiert déi Persoun, déi en dréit, an der Preseance vun de Regierungsmembere virum de Ministere an de Statssekretären.

ad 3. Déi zwoe Vizepremierministere droen hiren Titel zu all Moment, allerdéngs komme si hirer Funktioun, de Premierminister ze ersetzen, just dann no, wann de Premierminister engem vun hinnen an engem spezifesche Kontext déi Charge explizitt ginn huet.

Déi zwoe Froe sub 3) stelle sech deemno net.

Question 0263 (25.01.2019) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant l'**opération navale Sophia** :

L'opération navale Eunavfor Med Sophia de l'Union européenne contre les passeurs de migrants au large de la Libye a été lancée en juin 2015 et depuis 45.000 personnes ont été secourues. Outre la tâche principale de la lutte contre les passeurs, l'opération Sophia devrait également lutter contre la contrebande d'armes et de pétrole et former les garde-côtes libyens.

Le Luxembourg contribue à cette mission avec la mise à disposition de deux avions de type SW3 Merlin III, issus d'un partenariat public-privé entre le Gouvernement et l'entreprise CAE Aviation.

Face à la position de l'Italie et d'autres pays de l'Union européenne de refuser un mécanisme de répartition pour les réfugiés, l'Allemagne vient d'annoncer le retrait de moyens navals.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Défense :

- Messieurs les Ministres ne craignent-ils pas que suite à cette annonce l'opération Sophia puisse être abandonnée même avant la fin de son mandat prévu pour le 31 mars 2019 ? Comment le Luxembourg perçoit-il l'avenir de l'opération après le 31 mars 2019 ? Quelle est la position du Luxembourg face à l'annonce de l'Allemagne ?

- Est-ce que le Luxembourg compte suivre l'exemple allemand et retirer ses avions déployés ? Quelle est la position du Luxembourg concernant la répartition des réfugiés secourus en Méditerranée à l'avenir ?

Réponse commune (18.02.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense* :

L'annonce faite par l'Allemagne se situe dans un contexte qui prévoit la fin du mandat actuel de l'opération Eunavfor Med Sophia au 31 mars 2019.

La prolongation du mandat de l'opération dépend d'une décision prise d'un commun accord, au niveau des 28 États membres, avant cette date. À ce stade, aucun État membre n'a remis en question la durée du mandat actuel.

Le retrait des avions patrouilleurs mis à disposition de l'opération par le Luxembourg n'est pas envisagé avant la fin de la mission.

L'opération Eunavfor Med Sophia a obtenu des résultats tangibles dans les domaines qui sont au cœur de son mandat, notamment en matière de lutte contre les réseaux de passeurs

et de trafiquants d'êtres humains, et en matière de formation des garde-côtes libyens. Le Luxembourg plaide auprès de ses partenaires européens pour la poursuite de l'opération Eunavfor Med Sophia et de ses objectifs, au-delà du 31 mars 2019, afin de consolider ces résultats.

En ce qui concerne la répartition des réfugiés secourus en Méditerranée à l'avenir, le Luxembourg souhaite que soit mis en place un système prévisible qui assure une répartition équitable entre les États membres de l'Union européenne, sur la base des principes de solidarité et de responsabilité.

Question 0266 (25.01.2019) de **M. Georges Mischo** (CSV) concernant la **réorganisation des lignes d'autobus RGTR** :

La desserte des villes et communes du Sud est assurée par le réseau du syndicat régional du TICE, complétée par des lignes RGTR. Suite à la réorganisation susmentionnée, la nouvelle ligne RGTR 307 fait double emploi avec la ligne 17 du TICE et crée des charges de trafic incompatibles avec le trafic du réseau routier vicinal, notamment les transports scolaires pendant les heures de pointe. L'emploi de véhicules non adaptés à la géométrie des voiries empruntées cause en plus des dégâts aux infrastructures routières.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Pour quelles raisons les responsables ministériels ont-ils pris la décision de lancer la nouvelle ligne RGTR 307, sachant que la ligne 17 du TICE offre le même service aux utilisateurs des transports publics ?

- Les services locaux ont-ils été consultés au préalable ?

- Monsieur le Ministre serait-il prêt à revoir la décision après consultation de tous les acteurs concernés ?

Réponse (06.03.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

La décision de modifier la ligne RGTR 307 Bettembourg-Noertzange-Esch/Alzette, circulant via Bergem-Mondercange, n'était pas liée au concept de la réorganisation du réseau RGTR, qui est actuellement encore en phase de planification, mais elle se base sur une décision prise par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics lors des modifications apportées à l'offre des transports publics dans la commune de Mondercange. En effet, cette décision a été prise suite à plusieurs discussions avec le bourgmestre de la commune de Mondercange de sorte que ces lignes RGTR ont été adaptées aux besoins des habitants des localités tout en s'intégrant dans les réflexions régionales de la Direction des transports publics. La commune de Mondercange profite aujourd'hui d'une excellente connexion vers les agglomérations de la ville de Luxembourg et de la ville d'Esch-sur-Alzette.

Je tiens à préciser que la ligne 307 n'est pas une nouvelle ligne mais avait déjà existé avant la mise en service de la ligne TICE 17. S'il est vrai que suite à la modification de la ligne 307, une partie de son itinéraire est similaire à celui de la ligne 17, les deux lignes desservent d'autres destinations au centre de la ville d'Esch-sur-Alzette.

Arrêts desservis par le TICE, ligne 17 :

- Esch/Alzette, Cité Verte

- Esch/Alzette, Op Zaepert

- Esch/Alzette, Rue A. Useldinger

- Esch/Alzette, Fettmëth

- Esch/Alzette, Wobrécken

- Esch/Alzette, Rue Général Patton

- Esch/Alzette, Piscine municipale

- Esch/Alzette, Rue Large

- Esch/Alzette, Place des Remparts

- Esch/Alzette, Rue de l'Alzette

- Esch/Alzette, Avenue de la Gare

- Esch/Alzette, Gare.

Arrêts desservis par le RGTR, ligne 307 :

- Esch/Alzette, Hubert Clement

- Esch/Alzette, Cinquantenaire

- Esch/Alzette, Rue Henri Dunant

- Esch/Alzette, LHCE

- Esch/Alzette, Piscine municipale

- Esch/Alzette, Rue Large

- Esch/Alzette, Grand-rue

- Esch/Alzette, Place Hôtel de Ville

- Esch/Alzette, Goar quai B2

Des consultations avec les autres communes desservies par la ligne 307 n'étaient pas nécessaires alors qu'il s'agissait d'une ligne existante dont l'itinéraire était déjà utilisé par d'autres lignes de bus.

Je précise dans ce contexte que mes services sont toujours disponibles pour toute demande de concertation en vue de discuter d'éventuelles modifications du réseau RGTR. De même, mes services sont régulièrement en contact avec la direction du TICE.

Enfin, je profite de l'occasion pour rappeler que le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics finance non seulement l'exploitation du réseau RGTR mais aussi la majeure partie du réseau TICE, suivant les mêmes critères de rémunération que pour le RGTR.

Question 0267 (25.01.2019) de **M. Georges Mischo** (CSV) concernant les **commissions des loyers et l'accès à la justice** :

La problématique de la disponibilité et du coût du logement est largement connue au Luxembourg. Afin de motiver les propriétaires à mettre leur(s) logement(s) en location et d'assurer une transparence en termes de prix pour les locataires, un règlement efficace et rapide de différends en matière des loyers est indispensable. L'existence parallèle de deux institutions, les commissions des loyers au niveau communal d'un côté et les juridictions de paix et d'arrondissement de l'autre côté, avec des compétences spécifiques et des procédures différentes, n'est pas de nature à accélérer le dénouement de ces affaires.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Madame et Monsieur les Ministres estiment-ils que les commissions des loyers communales sont des instruments adaptés au règlement rapide des différends en matière de loyers ? Madame et Monsieur les Ministres sont-ils satisfaits du fonctionnement de ces commissions ? Quelles sont les adaptations envisagées par Madame et Monsieur les Ministres ?

- Ne serait-il pas plus efficace de réserver le règlement de ces différends en la matière aux juridictions civiles, quitte à permettre aux parties de recourir à l'instrument de la médiation d'ores et déjà en place ?

- Monsieur le Ministre de la Justice n'estime-t-il pas utile d'instituer un service d'accueil et d'information juridique à Esch-sur-Alzette et à Diekirch (en plus de celui existant à Luxembourg-ville) dans un souci de faciliter l'accès à la justice, notamment pour les propriétaires et locataires de logement ?

Réponse commune (28.02.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre du Logement*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice* :

I. Quant aux commissions des loyers

Nous tenons à informer l'honorable Député que les commissions des loyers sont instituées dans les communes de 6.000 habitants et plus. Plusieurs commissions des loyers sont instituées pour l'ensemble des communes de moins de 6.000 habitants. Un règlement grand-ducal détermine la zone de compétence territoriale et le siège de ces commissions des loyers (article 7 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation).

Celles-ci sont exclusivement compétentes pour toiser les différends qui surgissent entre les propriétaires et locataires d'un immeuble à usage d'habitation à propos du montant du loyer. La partie qui se croira fondée en vertu des dispositions de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation à demander une augmentation ou une réduction du loyer pourra, après avoir notifié son intention à l'autre partie, saisir la Commission des loyers par une requête à adresser au Collège des bourgmestres et échevins de la commune du lieu de situation du logement, qui transmettra la requête sans délai à la commission compétente.

La procédure devant la Commission des loyers n'est pas une procédure judiciaire, mais une procédure en recherche d'une conciliation entre les parties. La commission s'efforce de concilier les parties. S'il y a conciliation, il est dressé procès-verbal des conditions de l'arrangement. Ce procès-verbal est signé par les parties ou leurs fondés de pouvoir et par le président de la commission. En cas de non-conciliation ou de non-comparution de l'une des parties, la commission détermine le loyer dû et/ou les avances sur charges d'après les règles établies par les articles 3 à 5 (article 9 (3) de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation).

En cas de non-conciliation, chaque partie peut introduire un recours judiciaire contre la détermination du loyer par la Commission des loyers devant le juge de paix siégeant en matière de bail à loyer. La décision du juge de paix peut être frappée d'opposition ou d'appel.

Dans le domaine particulier des litiges liés au montant du loyer, il n'y a donc pas deux procédures « parallèles », mais deux procédures successives. La décision de la Commission des loyers pouvant, comme cela vient d'être rappelé, faire objet d'un recours devant la justice de paix, et ensuite d'un appel devant le tribunal d'arrondissement.

Les litiges dans les autres domaines en matière de bail à loyer sont de la seule compétence des justices de paix.

En termes de volume, il apparaît que les recours soumis aux justices de paix de Diekirch, Esch-sur-Alzette ou Luxembourg en matière de litiges relatifs à l'augmentation ou à la réduction du loyer à la suite d'une décision de la Commission des loyers communale sont très peu nombreux.

À titre d'exemple, on peut indiquer qu'au cours des trois dernières années, le nombre des recours traités par la justice de paix d'Esch-sur-Alzette est resté stable à un niveau relativement bas, à savoir six dossiers en moyenne par an, ce qui représente à peu près 1 % des affaires de bail à loyer jugées par le tribunal de paix d'Esch-sur-Alzette.

Le nombre très bas de ces recours suggère que la procédure devant les commissions des loyers, laquelle est sans nul doute plus accessible que toute procédure judiciaire, constitue un instrument utile et efficace de règlement amiable des conflits par le biais d'une approche pragmatique qui tient compte des caractéristiques locales généralement bien connues des membres siégeant dans les commissions communales des loyers.

À l'opposé, une résolution judiciaire de ces différends risque non seulement de sérieusement retarder la solution définitive d'une crise contractuelle, mais également d'engendrer à charge des parties des frais d'expertise souvent incontournables pour la détermination du loyer en fonction du capital investi, conformément aux règles strictes de l'article 3 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation.

Il en ressort donc que le recours aux commissions des loyers apparaît comme un instrument utile au règlement de litiges en matière des loyers.

L'accord de coalition 2018-2023 du nouveau Gouvernement prévoit que la législation existante en matière de bail à loyer « sera modernisée pour mieux contrôler l'évolution des loyers et de renforcer le rôle des compétences des commissions des loyers ». Il est à ce stade encore trop tôt pour donner des détails sur les adaptations qui seront finalement considérées comme nécessaires ou utiles en la matière, mais il n'apparaît en tout cas pas opportun d'envisager une suppression des commissions au vu de ce qui précède.

II. Quant au Service d'accueil et d'information de la justice

Le règlement ministériel du 16 novembre 1976, relayé par l'article 189 de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, a mis en place auprès des juridictions, sous l'autorité du procureur général d'État, un Service d'accueil et d'information juridique destiné à fournir aux particuliers des renseignements généraux sur l'étendue de leurs droits et sur les voies et moyens à mettre en œuvre en vue de les sauvegarder.

Il existe actuellement deux services d'accueil juridique, l'un à Luxembourg, l'autre à Diekirch. Le premier est ouvert tous les jours sans rendez-vous, du lundi au vendredi de 08.30 heures à 12.00 heures et de 13.00 heures à 16.30 heures et le lundi matin sur rendez-vous. Le second est ouvert tous les mercredis sans rendez-vous de 09.00 heures à 11.30 heures et de 14.30 heures à 17.00 heures.

Pour ce qui est d'Esch-sur-Alzette, dans le cadre de la construction du nouvel hôtel de la justice de paix à Esch-sur-Alzette, il avait été initialement prévu de doter l'antenne locale du Service d'accueil et d'information juridique d'un certain nombre de bureaux qui auraient permis un accueil de qualité pour les citoyens tout en garantissant les règles de sécurité qui doivent accompagner tout service accueillant un grand public.

En raison d'une réduction de l'ensemble de la construction projetée, le Service d'accueil et d'information juridique a été finalement contraint à occuper un local qui s'est avéré inapte au nombre d'utilisateurs et non conforme aux dispositions légales applicables.

Question 0268 (25.01.2019) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la condamnation du juge turc Murat Arslan :

En effet, Monsieur le juge Murat Arslan, lauréat 2017 du prix Václav-Havel de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a été condamné à dix ans de prison pour « appartenance à une organisation terroriste » par un tribunal d'Ankara le vendredi 18 janvier 2019. Le juge Arslan a été condamné, selon le Groupement des magistrats luxembourgeois, « sans aucune justification et sans la moindre motivation par un tribunal turc soumis au pouvoir politique ». Dénonçant cette arrestation injustifiée et le précité procès factice, le Groupement des magistrats luxembourgeois en appelle aux responsables politiques luxembourgeois ainsi qu'aux autorités européennes et internationales « à intervenir pour qu'un État démocratique et respectueux des droits de chaque citoyen soit rétabli en Turquie, à faire cesser les violations graves des droits fondamentaux et à libérer tous les détenus politiques en Turquie ».

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatifs à la condamnation et à l'emprisonnement du juge turc Murat Arslan tels qu'ils sont exposés par le Groupement des magistrats luxembourgeois ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me préciser les suites nationales, européennes et internationales qu'il entend donner à l'appel de soutien du Groupement des magistrats luxembourgeois dans ce dossier ?

Réponse (14.02.2019) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes :

ad 1) Oui.

ad 2) Le Luxembourg suit de près la situation des droits fondamentaux et de l'État de droit en Turquie, notamment à travers son engagement au sein du Conseil de l'Europe et dans le contexte des négociations portant sur le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Ainsi, le Luxembourg analysera de près le rapport que la Commission européenne publiera prochainement au sujet de la Turquie dans le cadre du « paquet élargissement ». Lors de sa visite officielle en Turquie du 14 au 15 janvier 2019, le Ministre des Affaires étrangères et européennes Jean Asselborn a fait part de son inquiétude à l'égard de la situation de l'état de droit, de l'indépendance de la justice et du respect des libertés fondamentales et des droits humains en Turquie. Le ministre a encouragé le Gouvernement de la Turquie à respecter le principe universellement reconnu de la présomption d'innocence et d'autres principes de droit, en phase avec la Convention européenne des droits de l'homme et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.

Le Luxembourg appelle la Turquie au respect du droit de chacun à un procès équitable, dans le respect de ses engagements européens et internationaux.

Question 0269 (25.01.2019) de M. Claude Wiseler (CSV) concernant la liste luxembourgeoise de pays d'origine sûrs :

En effet, en date du 5 décembre 2017, le règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 fixant une liste de pays d'origine sûrs au sens de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection a complété la liste de pays d'origine sûrs en y ajoutant la Géorgie. Or, récemment, le « Bundestag » allemand vient de qualifier aussi, en sus de la Géorgie, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie de pays d'origine sûrs.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre prévoit-il également de compléter la liste luxembourgeoise des pays d'origine sûrs par l'Algérie, le Maroc et la Tunisie ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la date prévue de cette extension ?

3) Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il me développer les raisons pour lesquelles le Luxembourg est, contrairement au « Bundestag » allemand, d'avis que l'Algérie, le Maroc et la Tunisie ne constituent pas des pays d'origine sûrs ?

Réponse (15.02.2019) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

ad 1) Par règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 2007, le Luxembourg a fixé une liste de pays d'origine sûrs. Celle-ci est régulièrement revue et réévaluée. Pour l'instant, il n'est pas prévu de compléter la liste nationale par l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

ad 2) /

ad 3) La loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et la protection temporaire a repris dans son article 30 la notion de pays d'origine sûr, qui existait déjà dans la législation antérieure. Les demandes de protection internationale introduites par une personne en provenance d'un pays d'origine sûr peuvent, conformément à l'article 27, paragraphe 1, point b) de la loi du 18 décembre 2015, être traitées dans le cadre d'une procédure accélérée.

Pour qu'un pays puisse être considéré comme sûr, selon le paragraphe 2 de l'article 30 de la loi du 18 décembre 2015, il faut qu'il soit « établi qu'il n'y existe généralement et de façon constante pas de persécution au sens de la Convention de Genève. Les critères suivants seront pris en considération pour la désignation d'un pays comme pays d'origine sûr :

a) observation des droits et libertés prévus par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le Pacte international des droits civils et politiques ou la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

b) le respect du principe de non-refoulement prévu par la Convention de Genève ;

c) la prévision d'un système de recours efficace contre les violations de ces droits et libertés ».

Actuellement, le Luxembourg considère que l'Algérie, le Maroc et la Tunisie ne remplissent pas l'ensemble des critères énumérés ci-dessus. Toutefois, l'absence de ces pays sur la liste des pays d'origine sûrs n'empêche pas le ministre de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée dans le chef d'un ressortissant d'un de ces trois pays, voire de tout autre pays. L'article 27 de la loi du 18 décembre 2015 prévoit dix cas de figure dans lesquels le recours à une procédure accélérée est possible. Le constat que le demandeur provient d'un pays d'origine sûr n'est donc qu'un de ces cas de figure, mais pas le seul. Dans la quasi-totalité des demandes de protection internationale de ressortissants algériens, marocains et tunisiens, il est statué dans le cadre de l'article 27.

Il importe de signaler dans ce contexte que l'arrière-fond de cette discussion porte souvent sur les retours de demandeurs déboutés dans les pays concernés. La désignation de ces pays comme pays d'origine sûrs ne résoudra pas le problème du manque de collaboration des autorités de ces pays en matière de retour et de réadmission de leurs ressortissants en séjour irrégulier. Les efforts doivent donc se concentrer et se poursuivre sur ce terrain.

Question 0270 (25.01.2019) de MM. Mars Di Bartolomeo et Marc Angel (LSAP) concernant les passeports et visas dorés :

La Commission européenne vient de publier un rapport sur les régimes permettant d'obtenir un droit de citoyenneté (passeport doré) ou de résidence (visa doré) en échange d'investissements importants.

Ce régime est pratiqué dans l'une respectivement les deux variantes dans 20 pays sur 28 de l'Union européenne. Selon la Commission, ces pratiques présentent des risques de blanchiment d'argent, de fraude fiscale et de corruption. Par ailleurs, ces régimes peuvent poser des problèmes de sécurité aux États membres et à l'UE, étant donné qu'un titre de séjour en cours de validité accorde à un ressortissant d'un pays tiers non seulement le droit de résider dans l'État membre concerné, mais aussi celui de circuler librement dans l'espace Schengen.

La Commission vient d'annoncer qu'elle constituera un groupe d'experts des États membres chargé de renforcer la transparence, la gouvernance et la sécurité des programmes de citoyenneté et de résidence par investissement, notamment en instaurant un système d'échange d'information et de consultation.

Au Luxembourg, la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration dispose que le ministre peut octroyer un droit de séjour à des investisseurs sous des conditions strictes et clairement définies.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse de la Commission européenne ? Dans quelle mesure le Luxembourg soutient-il les efforts de la Commission pour élaborer un ensemble commun de contrôles de sécurité pour les programmes prémentionnés ?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il que le cadre légal existant d'ores et déjà au Luxembourg soit assez stricte pour satisfaire aux exigences de la Commission européenne en termes de transparence et aux règles de l'UE en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux ?

Réponse commune (11.02.2019) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et de M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie :

ad 1) Le Luxembourg ne peut que soutenir les efforts de la Commission afin d'élaborer un ensemble commun de contrôles de sécurité pour les programmes relatifs aux investisseurs.

La loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration place l'investisseur sur un pied d'égalité avec les autres catégories de ressortissants de pays tiers en ce qui concerne les contrôles de sécurité. Ainsi, un contrôle systématique du Système d'information Schengen (SIS) est effectué pour chaque ressortissant de pays tiers déposant une demande en obtention d'une autorisation de séjour en qualité d'investisseur avant son entrée sur le territoire. De même, un extrait du casier judiciaire en provenance du pays d'origine ou du pays de dernière résidence doit obligatoirement être joint à la demande. Les articles 38 à 41 de la loi précitée s'appliquent également aux investisseurs, notamment, en ce qui concerne la durée minimale à séjourner annuellement au Luxembourg.

Au plus tard douze mois après la délivrance d'autorisation de séjour, en qualité d'investisseur, le ministère ayant avisé initialement la demande (le Ministère de l'Économie, respectivement le Ministère des Finances) procède à un contrôle du respect des conditions auxquelles est soumis le titre de séjour en question. Dans le cadre de ce contrôle, le demandeur doit à nouveau fournir la documentation probante de son investissement. À défaut d'envoi d'un dossier complet, le ministère peut émettre un avis défavorable qui aura comme conséquence le retrait du titre de séjour par la Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes.

ad 2) Le but poursuivi par l'introduction du titre de séjour pour investisseur est d'attirer de nouveaux investisseurs de qualité souhaitant investir dans la reprise ou la création d'entreprises ou effectuer la gestion de leurs avoirs à partir du Luxembourg. Étant donné que l'objectif de ce nouveau titre de séjour est de disposer d'un outil complémentaire permettant d'encourager l'entrepreneuriat et de développer la place financière au Luxembourg, les procédures mises en place pour le traitement des demandes incluent nécessairement une vérification de la qualité et de la substance exigée par le législateur, ainsi que les diligences qui s'imposent en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Le Ministère de l'Économie, en tant que responsable des demandes liées à l'entrepreneuriat, procède à l'analyse de la pertinence du volet économique du demandeur et vérifie que le projet rentre dans le champ d'application délimité des secteurs éligibles suivant le règlement grand-ducal du 5 décembre 2017. Cette analyse se fait sur base d'un plan d'investissement fourni par le demandeur. Le contrôle de l'origine des fonds est assuré par la banque de la place accordant l'ouverture du compte bancaire nécessaire à finaliser l'opération d'investissement, conformément à ses obligations prudentielles et aux règles relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux.

Le Ministère des Finances, en tant que responsable du traitement des demandes pour les investissements dans une structure d'investissement ou sous forme d'un dépôt auprès d'un institut financier, collabore en fonction du type d'investissement, avec les autorités compétentes, dont notamment la Commission de surveillance du secteur financier. Le ministère exige également, pour les investissements entrant dans son champ de compétence, une preuve de l'origine des fonds, une déclaration des bénéficiaires effectifs ainsi qu'une docu-



mentation complète du projet. Pour les investissements dans une structure d'investissement, le demandeur doit fournir un plan d'affaires décrivant les activités de la structure, la gouvernance et les mécanismes de contrôle interne, les besoins financiers, d'équipement et de ressources humaines. La structure doit par ailleurs occuper au moins deux employés à temps plein, qui n'en sont pas les bénéficiaires effectifs. Dans le cadre d'investissements sous forme d'un dépôt auprès d'un institut financier, le demandeur doit s'engager à maintenir son investissement sur un compte bancaire auprès d'un institut financier domicilié et dûment agréé au Luxembourg, pour une durée d'au moins cinq ans. Enfin, le Ministère des Finances, en tant qu'autorité nationale responsable pour la mise en œuvre de sanctions financières, effectue un contrôle sur toute personne physique et personne morale engagée dans un investissement, au niveau des listes de sanctions des Nations Unies et de l'Union européenne, ainsi qu'au niveau de la banque de données World Check.

À noter également que conformément l'article 53bis, paragraphe 6 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, les transactions effectuées dans le cadre du titre de séjour pour investisseur sont soumises à la législation nationale en vigueur relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

À ce jour, le Ministère des Finances n'a émis, dans le cadre d'une demande pour un titre de séjour pour investisseur, aucun avis favorable sur un projet d'investissement relevant de son champ de compétences. Le Ministère de l'Économie a favorablement avisé les demandes sur base de l'article 53bis, paragraphe 1^{er}, points 1 et 2 de la loi précitée concernant six investisseurs pour lesquels les autorisations de séjour ont été délivrées par la Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes. Ces statistiques témoignent de la rigueur avec laquelle cette loi est appliquée au Luxembourg.

Question 0273 (25.01.2019) de **M. Laurent Mosar (CSV)** concernant la **prise de pouvoir de Tshisekedi en République démocratique du Congo :**

En effet, le 24 janvier 2019, Monsieur Félix Tshisekedi est devenu le cinquième Président de la République démocratique du Congo, en présence de son prédécesseur Joseph Kabila. Par contre, son opposant, Monsieur Martin Fayulu, fut absent et contesta la victoire de Monsieur Tshisekedi. L'analyse de Monsieur Fayulu est, pour le reste, partagée par des observateurs africains et internationaux. L'une de ses alliées, Madame Eve Bazaiya, vient de déclarer : « L'État de droit ne signifie pas arrangement, combine et combinaison pour gérer le pouvoir. »

L'Union africaine et l'Union européenne ont, quant à eux, « pris note » de l'élection dans un communiqué conjoint. Monsieur le Ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a « émis des doutes » tout en souhaitant « éviter des crises et des affrontements ». Le « Neue Zürcher Zeitung » est nettement plus clair dans son commentaire de jeudi : « Der Wahlverlierer wird zum Präsidenten, Kabila bleibt der starke Mann im Hintergrund. Es ist die wohl skrupelloseste Wahlfälschung in Afrikas jüngster Geschichte. Internationaler Widerstand? Fehlzeige. »

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il me faire part de son analyse politique relative à l'élection de Monsieur Félix Tshisekedi en RDC ? Peut-il confirmer la fraude électorale relevée par la presse internationale ?
- 2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me préciser les suites politiques et diplomatiques qu'il entend donner à la prise de pouvoir de Monsieur Tshisekedi aux niveaux européen et international ?

Réponse (18.02.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Les élections ont eu lieu en République démocratique du Congo, ce qui constitue en soi une avancée majeure. Le peuple congolais a participé en grand nombre à ces élections, en expri-

mant sans équivoque sa volonté de changement. Ce processus électoral a débouché sur la première passation pacifique de pouvoir depuis l'indépendance du pays.

En dépit des difficultés techniques et logistiques, des problèmes de sécurité rencontrés le jour même des élections, et de la décision de suspendre le scrutin dans certaines parties du pays, les élections se sont déroulées dans un climat généralement pacifique.

Le Luxembourg note avec satisfaction le travail effectué par les missions d'observation électorale des organisations régionales, dont notamment l'Union africaine, ainsi que par la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO). Cette dernière a conclu que l'analyse des éléments en sa possession lui faisait croire que les résultats de l'élection présidentielle ne correspondaient pas aux chiffres de ses observateurs.

En ligne avec ses partenaires européens et internationaux, le Luxembourg a pris note de la proclamation des résultats par la Cour constitutionnelle, le 19 janvier 2019, selon laquelle Monsieur Félix Tshisekedi a remporté l'élection présidentielle.

Le nouveau Président devra relever de nombreux défis dans sa nouvelle fonction, dans plusieurs domaines, et notamment sur les plans sécuritaire, social et économique et en matière de gouvernance. Il revient maintenant aux institutions de l'État de la République démocratique du Congo de rassembler et de répondre concrètement aux aspirations politiques, économiques et sociales de la population.

L'Union européenne et ses États membres continuent de suivre de très près l'évolution de la situation en République démocratique du Congo. Il est dans l'intérêt stratégique de l'Union européenne de demeurer mobilisée à un niveau politique élevé en faveur de ce pays. Le Luxembourg entend poursuivre son action humanitaire, dans un pays où près de 13 millions de personnes, dont 7,7 millions d'enfants, ont besoin d'assistance humanitaire.

Question 0275 (28.01.2019) de **M. Dan Biancalana (LSAP)** concernant l'**indemnisation des victimes d'infractions :**

Il existe, au sein du Ministère de la Justice une Commission d'indemnisation des victimes d'infractions. Elle peut être saisie par une victime ayant subi au Grand-Duché de Luxembourg un dommage corporel résultant d'une infraction intentionnelle violente.

Le dommage corporel doit consister, soit dans une incapacité permanente (qui peut être partielle), soit dans une incapacité totale de travail personnel de plus d'un mois, soit dans la mort de la victime ou bien les faits doivent être punis par les articles 372 à 376 du Code pénal.

Le dommage doit entraîner un trouble grave dans les conditions de vie. Ce trouble grave peut résulter d'une perte ou d'une diminution de revenus, d'un accroissement des charges ou de dépenses exceptionnelles, d'une inaptitude à exercer une activité professionnelle, d'une perte d'une année de scolarité, d'une atteinte à l'intégrité physique ou mentale ou d'un dommage moral ou esthétique, ainsi que des souffrances physiques ou psychiques.

L'indemnité n'est due par l'État que si une indemnisation effective et suffisante n'a pas pu être obtenue.

L'indemnité peut être refusée ou réduite en raison du comportement lors des faits ou des relations de la victime avec l'auteur des faits.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Au cours des cinq dernières années, combien de demandes d'indemnisation furent adressées à ladite commission ? Combien de demandes furent avisées favorablement ? Combien en furent avisées négativement ? Quelles en furent les raisons ?
- Quelle fut la nature des infractions ? Combien de demandes concernaient une demande d'indemnisation suite à la mort de la victime ?
- Quels sont les critères objectivement pris en compte pour refuser, voire réduire une demande d'indemnisation en raison du comportement de la victime lors des faits ou de sa relation avec l'auteur des faits ?
- Quels furent les montants d'indemnisation demandés ? Quels furent les montants accordés ?
- Concernant la nature de la demande, dans combien de situations l'auteur de l'agression n'avait pas été identifié ; l'auteur de l'agression bien qu'identifié, restait introuvable : l'auteur de l'infraction était insolvable ?

- Combien de recours furent exercés contre la décision du Ministre de la Justice en cas de refus ? Dans combien de situations la victime a-t-elle connu satisfaction de la part du Tribunal d'arrondissement ?

- Combien de victimes connurent une prise en charge psychosociale ?

- Combien de personnes furent victimes dans un autre État membre de l'Union européenne et ont sollicité l'aide du Ministère de la Justice ? Les demandes d'indemnisation ont-elles connu une suite favorable ?

Réponse (21.02.2019) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice :*

A) Demandes d'indemnisation

Au cours des 5 dernières années, la Commission d'indemnisation des victimes d'infractions a été saisie de quatre-vingt-dix-sept (97) demandes d'indemnisation.

Les demandes ont été introduites soit individuellement, soit pour le compte d'une famille notamment lorsque les membres de ladite famille ont été des victimes indirectes. Il est toutefois à préciser qu'une décision est rendue pour chaque victime individuellement.

Des quatre-vingt-dix-sept (97) demandes, cinquante et une (51) demandes ont été avisées favorablement, dix-neuf (19) demandes sont toujours en cours d'examen et vingt-sept (27) demandes ont été rejetées.

Les motifs de refus ont notamment concerné le défaut de remplir les conditions requises par la loi, à savoir l'exigence d'un préjudice corporel d'une gravité déterminée par la loi et un trouble grave aux conditions de vie, absence d'une indemnisation ou une réparation par l'auteur ou un organisme suffisante et effective, demande introduite dans les délais prévus par la loi.

B) Nature des infractions

Les demandes d'indemnisation ont été introduites par des victimes d'infractions diverses, à savoir l'infraction de viol, d'attentat à la pudeur, l'infraction de coups et blessures, de violence domestique, meurtre/homicide, tentative de meurtre, vol avec violences, non-assistance à personne en danger.

La grande majorité des demandes d'indemnisation porte sur l'infraction de coups et blessures volontaires.

Un nombre élevé de demandes d'indemnisation émane de victimes de viol et d'abus sexuel.

Finalement, la commission a été sollicitée par 10 victimes suite à la mort de la victime directe de l'infraction dans quatre affaires.

C) Critères objectifs pour refuser ou réduire une demande d'indemnisation

Les critères pris en compte par la Commission d'indemnisation des victimes et par le Ministre de la Justice sont tirés de l'analyse du dossier. À titre d'exemple, la commission va notamment vérifier si la juridiction saisie des faits a prononcé un partage de responsabilité entre la victime et l'auteur ou si les éléments du dossier pénal permettent de conclure que la victime a eu elle-même un comportement fautif.

D) Montants d'indemnisation demandés

Les montants d'indemnisation demandés par les victimes varient en fonction de la gravité du préjudice subi. Le montant maximum de l'indemnisation octroyé par le Ministre de la Justice est fixé chaque année par voie de règlement grand-ducal. Pour ces 5 dernières années, le montant maximum pouvant être alloué aux victimes de dommages corporels résultant d'une infraction, a été fixé à 63.000 euros.

Au cours des 5 dernières années, le total des montants réclamés des affaires évacuées s'élève à 1.742.400 euros et 1.193.457 euros furent accordés.

E) Auteur de l'infraction

Le Ministère de la Justice a comptabilisé 9 affaires, dont 5 demandes concernaient un auteur qui est resté introuvable et 4 demandes dont l'auteur de l'infraction est inconnu.

Dans pratiquement toutes les affaires avisées favorablement, l'auteur était insolvable. Dans quelques dossiers néanmoins, la commission a dû constater une absence d'indemnisation « suffisante », c'est-à-dire que l'indemnisation accordée et le remboursement mensuel proposé par l'auteur a été largement disproportionné, de sorte que la demande a été avisée favorablement.

F) Recours en cas de refus et leur issue

La loi modifiée du 12 mars 1984 prévoit dans son article 4, la possibilité pour le requérant n'acceptant pas la décision du Ministre, d'introduire une action en fixation de la créance ou de la provision.

Sur les décisions prises les 5 dernières années, le Ministère de la Justice a enregistré un seul recours en justice suite au refus d'indemnisation prononcé par le Ministre et a obtenu gain de cause par le tribunal d'arrondissement.

G) Prise en charge psychosociale

La majorité des victimes n'informe pas le Ministère de la Justice si elles sont prises en charge psychologiquement.

Le Ministère renvoie à la prise en charge psychosociale des victimes à travers l'organisme formulant la demande d'indemnisation, à savoir le Service d'aide aux victimes (SAV).

Au cours de ces dernières années, 14 demandes ont été introduites par le SAV au nom et pour le compte des victimes d'infractions ou victimes indirectes.

H) Personnes victimes dans un autre État membre de l'Union européenne

Le Ministère de la Justice n'a pas enregistré une telle demande au cours des 5 dernières années.

Question 0276 (29.01.2019) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant le **temps d'attente d'inscription à l'ADEM :**

Mam Aféiere vum REVIS duerch d'Gesetz vum 28. Juli 2018 si Bedéngungen a Kraaft getrueden, déi den Erhalt vum Aarbechtslossegeld un eng Rei vu Konditiounen bannen. Énnert dese Konditiounen, déi am Artikel 2 vum virdu genannte Gesetz ze fanne sinn, steet énnert dem Punkt e), datt een als Viraussetzung, fir de REVIS bezieien ze kënnen, muss als Demandeur d'emploi bei der ADEM ageschriwwen sinn. Verschidde Bierger an Associatiounen hunn eis allerdingens informéiert, datt d'Waardezäiten, fir de REVIS unzefroen, doduerch immens laang sinn, well ee bei der ADEM fir d'Aschreiwung als Demandeur d'emploi e puer Woche bis iwwer ee Mount op e Rendez-vous waarde muss, wann ee sech als Demandeur d'emploi aschreiwé wëllt.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Madamm Minister fir Famill an Integratioun, dem Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft an dem Här delegierte Minister fir Digitalisierung a fir d'Verwaltungsreform des Froe stellen:

- Wéi eng Hëllefsmoossname ginn enger Persoun, déi vum REVIS liewe misst, desen awer net bezieie kann, well se sech bei der ADEM eréischt a méi wéi engem Mount aschreiwé kann, zur Verfügung gestallt?

- Wat sinn d'Ursaache fir déi laang Waardezäite bei der ADEM? Sinn d'Grënn fir déi laang Waardezäiten op e Personalmangel, eng ineffizient Organisatioun vun der ADEM oder eng Augmentatioun vun den Aarbechtsichenden zréckzeféieren? Falls d'Héicht vun Aarbechtsichenden e Grond fir déi aktuell Waardezäiten ass: Wéi ass des Augmentatioun virum Hannergrond vun der aktuell gudder wirtschaftlecher Situatioun vu Lëtzebuerg ze erklären?

- Op d'Donnéee vun deene leschten dräi Méint (November 2018, Dezember 2018, Januar 2019) bezunn an opgeschlësst nom Standuert vun der ADEM-Agence, wéi laang muss eng Persoun am Schnëtt (ausgedréckt an Deeg) waarden, fir sech als Demandeur d'emploi bei der ADEM kënnen aneschreiwé, oder, anescht ausgedréckt, wéi vill Deeg leien téscht dem Huele vum Rendez-vous an der Aschreiwung? Falls den Här Aarbechtsminister des Statistiken net huet: Wisou empfénnt hien et net als opportunt, des Donnéeën zum Fonctionnement vum Service vun der ADEM ze erhiewen?

- Ass den delegierte Minister fir Digitalisierung a fir d'Verwaltungsreform net der Meenung, datt d'Aschreiwung bei enger staatlecher Agence wéi der ADEM, iwwer „guichet.lu“ kéint gemaach ginn? Ginn et an deem Zesammenhang Pläng, fir déi éffentlech Servicer - dorënner och d'Aschreiwung bei der ADEM - op enger digitaler Plattform unzebidden? Falls neen, firwat net?

Réponse commune (05.03.2019) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à la Digitalisation :*

ad 1. Am Artikel 2 (1) d) vum Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwert de Revenu d'inclusion sociale (REVIS) steet, dass eng Persoun, déi an de Genoss vum REVIS wëllt kommen, op der ADEM muss ageschriwwen sinn. D'ADEM ass dann och zoustänneg fir de „profiling“ vun den Demandeur; do gëtt decidéiert, ob eng Persoun an eng Aarbechtsmesure vun der ADEM kënnst oder ob se an eng Aktivatiionsmesure vum ONIS (Office national d'inclusion sociale) orientéiert gëtt.

Wann eng Persoun eng Demande fir de REVIS beim FNS mécht, kontrolléiert den FNS ob déi Demande vun all de groussjäregen Demandeuren aus dem Stot ënnerschiwwen ass an ob déi néideg Dokumenter derbäi sinn. Wann dat de Fall ass, fixéiert den FNS direkt dem Demandeur e Rendez-vous op der ADEM fir de Profiling. Den FNS informéiert dann den Demandeur, mat engem ageschriwwene Bréif, iwwert den Datum vum Rendez-vous. Den Delai tëschent dem Moment, wou den FNS de Rendez-vous bei der ADEM mécht an de Bréif fortschéckt, an dem Datum vum Profiling op der ADEM läit den Ament bei 14 Deeg.

Wann den Demandeur sech am Profiling presentéiert huet, gëtt den FNS zäitgläich doriwwer informéiert an de REVIS kann ausbezuelen. Et kann een also net soen, dass an dësem Fall d'Leit méi wéi ee Mount op hire REVIS waarde missten.

Wann eng Persoun an enger ganz akuter finanzieller Noutsituatioun ass, kann den FNS och eng Avance op de REVIS ausbezuelen, éier de Profiling op der ADEM gemaach gëtt.

ad 2. Enn 2018 huet d'ADEM eng nei Prozedur fir d'Aschreiwungen agefouert. D'Leit, déi sech wëllen aschreiwelen, kënnen elo e Rendez-vous fir d'Aschreiwung iwwer Telefon oder d'Internetsäit huelen. Sou soll verhënnert ginn, dass d'Leit mussen laang an den Agencé waarden, an et soll erméiglecht ginn, dass d'Conseillerechen och genuch Zäit hunn, fir no de Leit ze kucken.

D'Ursach fir déi laang Waardezäiten, déi am Moment ginn, ass eng staark Hausse vun den Aschreiwungen am leschten Trimester vun 2018.

Am Joer 2018 sinn 30.050 Dossiere vun Demandeurs d'emploi opgemaach ginn. Dat sinn der 1.058 oder 4 % méi wéi am Joer 2017.

Vu Januar bis September 2018 ass d'Zuel vun den Aschreiwunge liicht réckleefeg par rapport zu 2018 (veuiliez lire : 2017) (-287 Persounen oder -1,3 %).

Fir d'Period vun Oktober bis Dezember ännert sech awer dat Bild. Am Joer 2018 sinn 8.975 Dossiere opgemaach ginn, 1.345 méi wéi déiselwecht Zäit 2017. Dat ass eng Hausse vun 18 %.

Dës staark Hausse ass virun allem op zwou Gruppe vu Leit zréckzuféieren:

1. Déi éischt Grupp si Leit, déi de Revenu minimum garanti (RMG) kréien. Vun Oktober bis Dezember 2018 waren dat 1.177 Persounen. Dat ass eng Hausse vun 387 Persounen oder 49 % par rapport zu d'äerwechter Period am Joer 2017. Hei handelt et sech ëm Leit déi d'Ännerungen an der Legislatioun antizipéieren a sech schonn Enn 2018 bei der ADEM aschreiwelen kommen.

2. Déi zweet Grupp si Leit, déi am Ausland wunnen, mä awer drun interesséiert sinn zu Lëtzebuerg ze schaffen. Vun Oktober bis Dezember 2018 waren dat 946 Persounen. Dat ass eng Hausse vun 317 Persounen oder 50 % par rapport zu d'äerwechter Period am Joer 2017. Dës Hausse dierft sech duerch d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerg Aarbechtsmaart erklären loossen. Och déi rezent Diskussiounen ronderëm d'Reform vum europäesche Règlement 883/2004, déi ënner anerem d'Ausbezuere vum Aarbechtslosegeld fir Frontalieren nei regelen soll, kënnen heizou bägedroen hunn.

ad 3. Enn 2018 huet d'ADEM ugefaangen, en neie System fir d'Aschreiwungen anzeféieren. All déi concernéiert Leit mussen sech elo op enger vun deenen dräi groussen Agencen (Lëtzebuerg, Esch oder Dikrech) aschreiwelen kommen.

Am Duerchschnitt dauert et 26 Deeg tëschent der Ouverture vun engem Dossier an der definitiver Aschreiwung. Zu Dikrech läit den duerchschnittlechen Delai bei 23 Deeg, zu Esch bei 24 Deeg an zu Lëtzebuerg bei 28 Deeg. Hei handelt et sech ëm Kalennerdeeg, dat heescht do gi Weekender a Feierdeeg matgezielt.

Am Moment ass d'ADEM amgaang drun ze schaffen, fir déi Delaien ze kieren andeems zousätzlech Mataarbechter agesat ginn, fir bei den Aschreiwungen ze hëllefen.

ad 4. Mat dem neie System ass en éischte Schrëtt an d'Richtung vun enger digitaler Aschreiwung gemaach. Mä fir d'ADEM ass et wichteg, dass et och bei der Aschreiwung en direkten a physische Kontakt tëschent Demandeur d'emploi a Conseiller gëtt. Den aktuelle System erméiglecht eben esou e Kontakt.

Generell ass „guichet.lu“ eng zentral Plattform fir staatlech Demarchen a si bitt de Bierger an Entrepreneuren d'Méiglechkeet, sech fir verschidde Servicer beim Stat anzeschreiwelen.

All Bierger ka sech zum Beispill online beim Ausseministere enregistreieren, wann en en

Auslandsopenthalt plängt oder am Ausland wunnt. Esou kann en am Noutfall méi séier op konsularesch Hëllef zréckgräfen. Iwwer My-Guichet.lu kënnen d'Entrepreneuren och schonn hir vakant Plazen an hir fräi Léierplaze bei der ADEM deklaréieren.

Déi jëtzege Servicer sollen an noer Zukunft ausgebaut ginn. Hei ass et dem Digitalisierungsministerium wichteg, net einfach bestoend Pabeiersprozeduren an déi digital Welt ze iwwerdroen, mä d'Demarche sollen an engems och iwwerpräift an, gegebenenfalls, vereinfacht ginn.

Question 0277 (29.01.2019) de **M. André Bauler** (DP) concernant les accidents au lieu-dit « Rossmillen » :

Au lieu-dit « Rossmillen », dans le canton de Clervaux, se croisent les chemins repris 335 (Clervaux-Weiswampach) et 338 (Binsfeld-Heinerscheid). Il s'agit depuis longue date d'un carrefour dangereux en raison des poids lourds et automobiles qui y passent avec une vitesse souvent élevée. De plus, le CR338 se distingue par un virage particulièrement critique qui risque de provoquer assez facilement des sorties de route.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Combien d'accidents ont eu lieu respectivement au lieu-dit « Rossmillen » et sur les CR335 et CR338 depuis 2009 ?

2) Combien de véhicules passent en moyenne tous les jours par le carrefour en question ?

3) Est-il prévu de sécuriser davantage ce croisement, tout en faisant redresser le virage sur le CR338 afin d'éviter que des accidents ne s'y produisent ?

Réponse (28.02.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

D'après les données dont dispose l'Administration des ponts et chaussées, qui remontent seulement jusqu'à l'année 2011, 28 accidents en tout ont été enregistrés jusqu'à ce jour sur les chemins repris CR335 (P.K. 0.000-10.400) et CR338 (P.K. 0.000-4.850), dont quatre accidents précisément au lieu-dit « Rossmillen ».

En ce qui concerne le nombre de véhicules qui passent en moyenne tous les jours par le carrefour formé par les CR335 et CR338, les valeurs officielles afférentes, résultant d'un comptage de 2012, sont les suivantes :

- CR335 : Clervaux direction Rossmühle : 473/209 (voitures/utilitaires)

- CR335 : Rossmühle direction Clervaux : 288/52

- CR335 : Weiswampach direction Rossmühle : 332/4

- CR335 : Rossmühle direction Weiswampach : 279/1

- CR338 : Binsfeld direction Rossmühle : 216/6

- CR338 : Rossmühle direction Binsfeld : 268/5

- CR338 : Heinerscheid direction Rossmühle : 365/9

- CR338 : Rossmühle direction Heinerscheid : 258/4

Quant à un éventuel redressement du virage visé, celui-ci a jusqu'à ce jour toujours échoué en raison de difficultés d'acquisition d'emprise à cet endroit.

Un projet de redressement du carrefour formé par les CR335 et CR338 au lieu-dit « Rossmillen » n'est actuellement pas prévu.

Question 0278 (29.01.2019) de **M. Guy Arendt** et **Mme Joëlle Elvinger** (DP) concernant le droit de préemption :

Dans le but de favoriser une augmentation de l'offre de logements et une réduction du coût du foncier et de l'habitat au Grand-Duché de Luxembourg, la loi modifiée du 22 octobre 2008 concernant le Pacte Logement définit entre autres les pouvoirs préemptifs ainsi que les biens soumis au droit de préemption.

Afin de pouvoir constater si un bien est soumis au droit de préemption, ladite loi oblige les notaires en charge des actes d'aliénation de communiquer aux pouvoirs préemptifs plusieurs informations. Ainsi, d'après l'article 8, paragraphe 3, point 4° de la loi précitée, le notaire veillera, entre autres, à communiquer « la mention détaillée sinon une copie des éventuelles autorisations de construire et/ou

des plans d'aménagement particuliers couvrant le bien aliéné, ainsi que le classement de celui-ci dans le plan d'aménagement général de la commune concernée sur base d'un certificat délivré par cette dernière ». L'article 8, alinéa 2 de la loi précitée précise dans ce contexte qu'« À défaut, le notaire est passible d'une des peines disciplinaires prévues par l'article 87 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ».

Or, il nous a été rapporté que la commune de Walferdange a refusé de délivrer ce certificat au motif que les informations pourraient facilement être consultées sur le site Internet de la commune. Cependant, le PAG affiché sur le site en question n'étant pas à jour et la nomenclature utilisée divergeant de celle préconisée par la loi dite « Omnibus », il est impossible pour un notaire de définir le classement du bien à aliéner et, de surcroît, de répondre aux obligations légales lui incombant.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Les ministres sont-ils au courant du cas soulevé ci-dessus ?

- Les ministres jugent-ils l'attitude de la commune en question conforme aux dispositions de la loi sur le Pacte Logement ?

- Les ministres peuvent-ils nous renseigner si la commune concernée a délivré entre-temps le certificat demandé ?

- Dans la négative, que comptent-ils entreprendre afin de débloquent cette situation ?

- Les ministres peuvent-ils nous confirmer qu'une aliénation ne peut être réalisée qu'en présence du certificat exigé par l'article 8 de la loi concernant le Pacte Logement ?

- Dans l'affirmative, les ministres comptent-ils rappeler aux communes les obligations qui leur incombent dans le cadre du Pacte Logement ?

- Les notaires concernés courent-ils le risque de se voir infliger les peines disciplinaires prévues à l'article 8, alinéa 2, même si, dans ce cas précis, aucune faute personnelle ne peut leur être reprochée ?

- Vu que l'application du quart-taux sur la plus-value d'une aliénation a pris fin au 31 décembre 2018, et considérant que dans le cas décrit la procédure d'aliénation n'a pas pu être menée à terme dans les délais prévus pour une raison qui ne peut être imputée aux propriétaires, quelles sont les possibilités pour les personnes lésées de pouvoir bénéficier du droit qu'ils ne peuvent plus faire valoir du fait de l'attitude de la commune ?

- Les ministres sont-ils au courant d'autres cas où des communes auraient refusé de délivrer ledit certificat ?

Réponse commune (07.03.2019) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances* :

Les honorables Députés interrogent les ministres sur les certificats à délivrer par les communes sur base de l'article 8 de la loi modifiée du 22 octobre 1998 concernant le Pacte Logement, notamment sur un cas précis dans lequel les autorités communales de la commune de Walferdange auraient refusé la communication d'un certificat.

En général de même qu'en ce qui concerne le cas particulier visé par les honorables Députés, les ministres n'ont pas connaissance de refus de communication systématiques de copies d'éventuelles autorisations de construire et/ou de plans d'aménagement particuliers couvrant un bien aliéné et du classement de ce bien dans le plan d'aménagement général d'une commune. Cependant un courrier récent de la Chambre des notaires adressé aux Ministres de l'Intérieur et de la Justice a soulevé certaines difficultés de communication.

En ce qui concerne le cas de la commune de Walferdange les ministres ignorent si une communication a eu lieu entre-temps. Une intervention de leur part n'a pas été sollicitée à ce jour.

La loi modifiée du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs précise que les revenus nets au sens de l'article 99ter de la loi modifiée concernant l'impôt sur le revenu du 4 décembre 1967 et réalisés au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2018 sont à imposer au quart du taux global. S'agissant de transactions ne remplissant pas les conditions légales pour pouvoir bénéficier du régime du quart du taux global, il n'appartient pas au Gouvernement de se prononcer quant à d'éventuelles voies juridiques que pourraient le cas échéant faire valoir des personnes n'ayant pas pu bénéficier du régime du quart du taux

global dans le contexte esquissé par les honorables Députés.

Question 0279 (29.01.2019) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant Nord Stream 2 :

Le projet de gaz Nord Stream 2, s'ajoutant à la capacité du pipeline Nord Stream, mis en marche en 2011, suscite actuellement de vives réactions internationales. Les opposants craignent une croissance dangereuse de l'influence russe sur la fourniture d'énergie en Europe et plus particulièrement en Allemagne. Le Parlement européen et la Commission européenne se sont prononcés contre ce projet. De même l'ambassadeur des États-Unis en Allemagne a invité l'Europe et l'Allemagne à abandonner Nord Stream 2.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant Nord Stream 2 ?

- Étant donné que la construction de ce pipeline permet de détourner l'Ukraine, est-ce que la réalisation du projet n'offre pas à la Russie un moyen supplémentaire d'exercer sa pression sur l'Ukraine ?

- Est-ce que le récent incident dans le détroit de Kertch n'est pas une raison de plus pour abandonner le projet ?

- Quelle est la position du Gouvernement concernant le lancement d'une politique d'énergie commune au niveau de l'Union européenne afin de réduire l'indépendance vis-à-vis de la Russie en matière de fourniture d'énergie ?

- Est-ce que ce projet ne risque pas de provoquer une certaine fission au sein de l'Union européenne ?

Réponse commune (28.02.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

Dans le contexte du projet Nord Stream 2, des discussions récentes au Conseil portant sur la révision de la directive sur le gaz ont permis de fixer un cadre juridique clair y compris relatif aux gazoducs venant de pays tiers. Ce cadre juridique a comme objectif le respect des règles du marché intérieur, dont notamment le principe de la séparation patrimoniale (« unbundling »), l'accès de tiers au réseau et la transparence. Tous les opérateurs désireux de vendre du gaz à l'Europe devront donc respecter le droit européen de l'énergie, ce qui permettra à l'Union européenne de traiter de façon collective avec les fournisseurs extérieurs. Après approbation par les deux collèégiateurs au cours des prochains mois, la nouvelle directive sera publiée au Journal officiel de l'Union.

L'accord sur la révision de la directive sur le gaz trouvé à l'unanimité des États membres illustre que le respect des règles du marché intérieur par un projet comme Nord Stream 2 éviterait un impact sur les tensions actuelles entre la Russie et l'Ukraine - qui de toute façon ne se réduisent pas au seul contexte gazier.

De façon plus générale en matière de politique de l'énergie, le Luxembourg a toujours plaidé pour une vraie diversification des sources, au-delà de la diversification des routes, avec des objectifs plus ambitieux en matière d'efficacité énergétique et de renouvelables. Au-delà de créer de la croissance et de l'emploi dans l'Union, une telle approche éviterait de poser systématiquement la question de nouveaux gazoducs ou de nouveaux approvisionnements en énergies fossiles vers l'Union européenne.

Question 0280 (29.01.2019) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant la collaboration entre les communes et les promoteurs publics :

Tout d'abord, je tiens à féliciter le Gouvernement pour sa décision d'intégrer davantage les communes dans la construction de logements. Lors de la réunion de la Commission du logement, Madame la Ministre a confirmé qu'à ce jour, de nombreuses communes s'engagent déjà dans des projets de construction de logements, souvent en étroite collaboration avec le

Fonds du logement respectivement la Société nationale d'habitations à bon marché (SNHBM).

Dès lors, j'aimerais poser à Madame la Ministre du Logement les questions suivantes :

- Quel est le volume total des transactions immobilières (vente de terrains) entre les communes et les promoteurs publics en l'espace des cinq dernières années ? Combien de logements seront construits sur ces terrains ?

- Madame la Ministre peut-elle fournir un relevé de ces transactions renseignant sur les superficies des terrains vendus et les prix négociés avec les communes ?

Réponse (01.03.2019) de **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement** :

Concernant le volume des transactions immobilières entre les communes et le Fonds du logement respectivement la Société nationale des habitations à bon marché, je tiens à communiquer à l'honorable Député Yves Cruchten les informations suivantes :

1) En l'espace des cinq dernières années, un total de 23 transactions (ventes/échanges) ont été actées entre les communes et les promoteurs publics, à savoir le Fonds du logement et la SNHBM, pour un montant total de 23.829.434 euros portant sur une contenance acquise de 2.470 ares et un total de logements déjà achevés/en cours/estimés de 1.513 unités de logements.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

2) Ci-après le détail de ces transactions :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 0282 (29.01.2019) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant la **direction du Fonds du logement** :

Selon les informations parues dans la presse nationale, le directeur du Fonds du logement, entré en fonction le 1^{er} mai 2018, a démissionné de ses fonctions. Il était le premier directeur en fonction au Fonds du logement depuis la mise en vigueur de la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement ». Le fonds se retrouve désormais sans directeur.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Madame la Ministre du Logement :

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer ces informations ?

- Quelles sont les raisons à la base de cette démission ?

- Est-ce que cette démission a trait aux récents paiements erronés effectués par le Fonds du logement ?

Réponse (01.02.2019) de **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement** :

Tel qu'il a été communiqué par le Fonds du logement, le conseil d'administration de ce dernier et le directeur ont décidé de mettre fin d'un commun accord à leur relation de travail. Contrairement à ce que l'honorable Député a pu comprendre des informations parues dans la presse nationale, il ne s'agit donc pas d'une démission de la part du directeur. Par ailleurs, l'équipe dirigeante en place est pleinement fonctionnelle afin d'assurer la continuité des activités du fonds.

Les dossiers du personnel de l'établissement public sont confidentiels.

Question 0287 (30.01.2019) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Marc Angel** (LSAP) concernant la **Villa Louvigny** :

La Villa Louvigny, située au cœur de la capitale dans le parc de la ville de Luxembourg, abrite actuellement le Ministère de la Santé et une grande partie de la Direction de la santé.

L'accord de coalition de l'actuel Gouvernement prévoit l'utilisation de ces bâtiments comme site de création pour artistes avec des possibili-

tés de créations et d'expositions. Il est en outre prévu que la salle de concert existante, ayant abrité l'orchestre RTL, pouvant accueillir quelque 400 personnes et bénéficiant d'une acoustique excellente, sera revalorisée pour des représentations artistiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

- Est-il envisagé de réaliser un projet comme celui de la Maison de la Radio « Flagey » à Bruxelles ?

- Est-il prévu d'ouvrir à court terme l'auditorium aux professionnels du secteur, afin d'y répéter, enregistrer et d'organiser des concerts ?

- Quel est, le cas échéant, l'échéancier pour la réalisation d'un tel projet ?

- Quels sont les projets prévus pour le bâtiment tour ?

- Quelles sont les vues du Gouvernement pour reloger, le cas échéant, et le Ministère de la Santé et la Direction de la santé ?

Réponse commune (01.03.2019) de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture**, et de **M. Etienne Schneider, Ministre de la Santé** :

Les honorables Députés se réfèrent à juste titre à l'accord de coalition pour ce qui est de l'affectation de la Villa Louvigny. Une première visite du bâtiment en question, en présence des ministres et avec les experts des ministères, a déjà eu lieu en début d'année.

Des études techniques et de faisabilité sont en cours afin de déterminer les potentialités du bâtiment et de permettre une utilisation optimale en accord avec l'esprit du lieu. Il y a par ailleurs lieu de noter que le bâtiment a été classé comme monument national.

La date de départ du Ministère de la Santé et de la Direction de la santé n'est pas encore arrêtée, raison pour laquelle un échéancier pour la réalisation d'un projet culturel n'est pas disponible.

Question 0288 (30.01.2019) de **Mme Lydia Mutsch** et **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant le **cinéma Ariston à Esch-sur-Alzette** :

En 2016, le cinéma Ariston à Esch-sur-Alzette a fermé ses portes. A l'époque, les responsables politiques communaux avaient exprimé leur intérêt à reprendre le bâtiment. Or, fin novembre 2018, l'actuel collège échevinal a annoncé ne plus être intéressé ni par le rachat du bâtiment ni par le maintien du cinéma.

Or, selon un article paru sur « tageblatt.lu », l'Ariston pourrait être classé monument historique. Madame la Ministre aurait d'ailleurs confirmé cette information et expliqué qu'à son initiative, la Commission des sites et monuments (Cosimo) aurait émis un avis positif sur le classement de l'ancien bâtiment de cinéma.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer l'information concernant le classement de l'ancien cinéma Ariston ? Dans l'affirmative, que signifierait une telle décision pour l'utilisation future du bâtiment ?

2) Madame la Ministre a-t-elle connaissance de la pétition en cours réclamant la conservation du bâtiment et la continuation de son exploitation en tant que cinéma ?

3) Est-ce que Madame la Ministre partage l'avis que la conservation respectivement la création de cinémas locaux et régionaux à travers tout le pays est importante et souhaitable ?

4) Au cas où les responsables communaux s'avèreraient intéressés par une utilisation future de l'Ariston en tant que cinéma et salle de fêtes, est-ce qu'une participation financière de l'État, tant pour le bâtiment que pour l'activité cinématographique et culturelle, serait envisageable, notamment dans le cadre de « Esch 2022 » ?

5) À travers le pays, combien de cinémas sont actuellement exploités par des communes respectivement en association avec des opérateurs privés ?

Réponse (01.03.2019) de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture** :

ad 1) Une procédure de classement comme monument national est en cours pour le cinéma Ariston sis 9, rue Pierre Claude, inscrit au cadastre de la commune d'Esch-sur-Alzette, section A d'Esch-Nord, sous le numéro 1434/16820.

Le classement d'un immeuble entraîne pour le propriétaire l'obligation de solliciter auprès du

Ministre de la Culture une autorisation pour faire réaliser des travaux sur l'immeuble.

Par ailleurs, des travaux de restauration et de rénovation d'un immeuble bénéficiant d'une protection nationale peuvent être subventionnés par l'État.

ad 2) Oui.

ad 3) Oui.

ad 4) L'État soutient les cinémas qui rejoignent les réseaux des cinémas régionaux à travers le Centre national de l'audiovisuel à hauteur de 10.000 euros par cinéma et par an. N'étant pas propriétaire du bâtiment, l'État ne peut pas se prononcer sur son éventuelle utilisation future. Une destination culturelle du lieu peut cependant être encouragée.

ad 5) Les dix autres cinémas régionaux sont : Le Paris (Bettembourg), Scala (Diekirch), Starlight (Dudelange), Sura (Echternach), Kulturhuef (Grevenmacher), Kinoler (Kahler), Waasserhaus (Mondorf), Kursaal (Rumelange), Orion (Troisvierges) et Prabbeli (Wiltz).

Question 0289 (31.01.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant l'**assurance accident** :

Le régime d'assurance accident, réformé par la loi du 12 mai 2010, a introduit une indemnisation séparée, d'une part, de la perte de revenu et, d'autre part, des autres préjudices de l'assuré.

Par la même occasion, la loi a prévu l'introduction d'un système de bonus-malus selon lequel le taux de cotisation individuel de chaque employeur cotisant peut être diminué ou augmenté suivant son bilan des accidents.

Ce système de bonus-malus a été précisé par le règlement grand-ducal du 19 février 2016 et a pris effet au 1^{er} janvier 2019 et doit contribuer à l'objectif de « zéro accident ».

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Le système bonus-malus a-t-il pu être appliqué endéans le délai prévu ?

2) Quel en est l'effet pour les entreprises concernées ?

3) Quelle est la proportion des entreprises qui bénéficient du bonus diminuant le taux de cotisation de 10 % et quelle est la part des entreprises qui sont concernées par le malus augmentant le taux de cotisation au maximum de 50 % respectivement celle des cotisants dont la charge reste inchangée ?

4) Quelle est la procédure prévue en cas de contestations ?

5) Quelle a été l'évolution du taux de cotisation pour l'Association d'assurance accident au cours des dix dernières années respectivement depuis la mise en vigueur de la réforme en 2010 ?

Réponse (28.02.2019) de **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale** :

ad 1) Le système bonus-malus a été appliqué endéans le délai prévu. Conformément à l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 février 2016 déterminant le champ et les modalités d'application du système bonus-malus de l'assurance accident, le facteur bonus-malus est à appliquer à partir de l'exercice 2019. En pratique, au début du mois de janvier 2019, tous les cotisants de l'Association d'assurance accident (AAA) ont été informés par courrier de leur facteur bonus-malus individuel qui sera appliqué sur le taux de cotisation unique durant l'exercice 2019.

ad 2) Le système bonus-malus vise à sensibiliser les cotisants en matière de prévention des accidents du travail et à les inciter à investir davantage dans la sécurité et la santé au travail. En effet, ce système permet de responsabiliser les cotisants, d'une part, en récompensant ceux qui garantissent un environnement de travail sûr et sain par une diminution de leur taux de cotisation et, d'autre part, en pénalisant les « accidentogènes » par une augmentation de leur taux de cotisation.

Conformément au règlement grand-ducal du 8 février 2016, le taux de cotisation de base (taux de cotisation unique) est multiplié pour chaque cotisant par un facteur bonus-malus individuel déterminé pour l'exercice à venir. Il y a cinq facteurs bonus-malus différents :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Bien qu'en vertu de l'article 158 du Code de la sécurité sociale, le taux de cotisation de base soit susceptible d'être augmenté (malus) ou diminué

(bonus) jusqu'à concurrence de 50 %, le règlement grand-ducal du 8 février 2016 ne prévoit qu'une diminution du taux de base à 10 %.

L'option de ce système « asymétrique » résulte, d'une part, de la volonté de pénaliser plus fortement « les mauvais élèves » et, d'autre part, du constat qu'en cas d'un système symétrique, la réduction du taux accordé aux entreprises sans accidents sera plus élevée que les fonds récupérés par les cotisants ayant reçu un malus, ce qui engendrait un déséquilibre budgétaire et nécessiterait une augmentation du taux de base.

Pour l'exercice 2019, l'effet du système bonus-malus sur le taux de cotisation individuel des cotisants est le suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) La répartition des facteurs bonus-malus des 70.537 cotisants considérés pour l'exercice 2019 est présentée au diagramme suivant :

(diagramme à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Les cotisants sont informés de leur facteur bonus-malus par une lettre d'information. Les contestations éventuelles seront examinées et traitées par l'AAA. À la demande du cotisant, l'AAA émettra une décision présidentielle susceptible de recours. En cas d'opposition, celle-ci sera vidée selon les voies de recours ordinaires en matière de sécurité sociale.

ad 5) Évolution du taux de cotisation unique depuis la réforme de l'assurance accident de 2010 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 0290 (31.01.2019) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** (DP) concernant les **associations agricoles** :

Les associations agricoles ont joué un rôle non négligeable dans le développement et la diversification de l'agriculture au Grand-Duché. Elles opèrent dans les domaines les plus divers et sont créateurs d'emplois.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelles sont les entités qui fonctionnent actuellement sous le statut d'une association agricole ?

2) Dans quels champs d'activités les associations agricoles sont-elles présentes ? Combien de personnes emploient-elles ?

3) Monsieur le Ministre peut-il présenter les règles et critères selon lesquels ces associations sont subsidiées par l'État luxembourgeois ?

4) En distinguant selon le genre d'activité, quelle a été l'évolution du montant des subventions octroyées aux associations agricoles depuis l'an 2010 ?

Réponse (01.03.2019) de **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural** :

ad 1) La section H du Registre de commerce et des sociétés compte quelque 115 associations constituées en vertu de l'arrêté grand-ducal du 17 septembre 1945 portant révision de la loi du 27 mars 1900 sur l'organisation des associations agricoles.

ad 2) La majorité d'entre elles sont de petites associations qui n'emploient pas ou peu de personnel :

+/- 45 « Lokalvereine » (autrefois appelés comices agricoles) et « Maschinengenossenschaften » (AMA), associations locales qui ont pour objet, les premières, l'achat en commun de tous objets et produits destinés aux exploitations agricoles et l'acquisition de machines et d'outils en vue de l'utilisation en commun par leurs membres, les deuxièmes, la seule acquisition en commun de machines agricoles et l'exploitation en commun de terres agricoles,

+/- 30 sections locales de la Ligue luxembourgeoise du coin de terre et du foyer,

+/- 12 « Spritzgenossenschaften » fédérées qui ont pour objet le traitement des vignobles par hélicoptère,

+/- 10 associations pour la vente en commun des produits des exploitations agricoles de leurs membres,

+/- 5 associations pour l'élevage en commun de grand bétail,

+/- 3 « Kleintierzüchtervereine », sociétés avicoles.

Parmi les associations agricoles dont le rayonnement s'étend au-delà de quelques localités limitrophes figurent, dans l'ordre alphabétique : BIOG Bio-Bauere-Genossenschaft, Ligue luxembourgeoise du coin de terre et du foyer, Luxemburger Saatbaugenossenschaft (LSG), Luxlait, MBR Lëtzebuerg (Maschinen- und Betriebshilfsring) et Synplants (Éislécker Setzgromperen).

ad 3) D'abord, les associations agricoles sont à certains égards éligibles aux aides prévues par la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales (dite : loi agraire), au même titre que les groupements de personnes constitués sous une autre forme juridique.

L'État contribue ensuite au financement des associations sur la base de conventions bilatérales. Ce financement est assuré, d'une part, sur une période prolongée, lorsqu'il s'agit de la prise en charge de tout ou partie des frais de fonctionnement (personnel, administration) ou de la participation à la promotion des produits agricoles. Il est, d'autre part, ponctuel, par exemple pour des projets de recherche, des manifestations ou des acquisitions.

ad 4) S'agissant de la participation au financement en dehors des aides accordées au titre de la loi agraire, la participation de l'État est inscrite aux articles 19.0.33.010 et 19.034.104 du budget. Ces articles ne distinguent cependant pas en fonction la forme juridique des bénéficiaires, de sorte que le montant de 2.070.000 € qui y est inscrit pour l'année 2018 et qui représente la somme des deux articles, revient pour moitié environ aux associations agricoles. Dans l'ordre décroissant, la part la plus importante est consacrée aux frais de fonctionnement, à la promotion des produits agricoles, à la production animale et aux activités de formation et de conseil.

Dans la mesure où les dépenses sont imputées sur des articles budgétaires qui ne sont pas restés les mêmes au fil des années, un suivi exact de ces dépenses sur une période de dix ans requerrait une analyse de grande envergure. L'évolution peut cependant être considérée comme relativement constante.

Question 0291 (31.01.2019) de M. Gilles Baum (DP) concernant le projet immobilier « Cité Syrdall » :

Depuis une trentaine d'années le projet immobilier « Cité Syrdall » fait régulièrement apparaître dans la presse, notamment en raison des difficultés à faire avancer ce projet.

À noter que dans le règlement grand-ducal du 21 décembre 2018 arrêtant le programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'État, il est précisé que le Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall est chargé d'y faire construire 220 logements.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement :

1) Quel est l'état d'avancement actuel de ce dossier ?

2) Combien de parcelles appartiennent à l'heure actuelle au Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall ? Combien appartiennent à des propriétaires privés ?

3) Y a-t-il eu des changements de propriétaires en 2017 et 2018 ?

4) Dans quel laps de temps Madame la Ministre estime-t-elle que la construction des nouveaux logements pourrait être entamée ?

5) Madame la Ministre peut-elle m'informer si un projet existe déjà ? Dans l'affirmative, quelle sera la part de logements plurifamiliales (appartements) et de maisons ?

Réponse (13.02.2019) de Mme Sam Tanson, Ministre du Logement :

L'ensemble immobilier à acquérir sur le site de la « Cité Syrdall » représentait à l'origine 39 immeubles avec 220 unités de logement et 26 parcelles non bâties, le tout réparti sur 120 propriétaires différents.

À ce jour, le Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall est propriétaire de 200 unités de logement sur 220, soit 91 % de l'ensemble des unités, et 92 % des surfaces bâties.

Le Fonds d'assainissement est ainsi propriétaire de 4,44 ha sur un total de 5,57 ha, ce qui représente près de 80 %.

Durant la période de 2017 à 2018, le Fonds d'assainissement a pu acquérir 19 unités et neuf terrains d'une contenance de 2,03 ha, provenant de huit propriétaires différents. La majeure partie de ces acquisitions a été réalisée en 2018.

Les négociations avec les six propriétaires restants se poursuivent en vue de trouver des accords pour l'acquisition de leurs biens.

Au courant des années 2018 et 2019 les terrains sont préparés de façon à pouvoir accueillir les nouvelles constructions.

Un nouveau projet de plan d'aménagement particulier est en voie de finalisation et entrera dans les prochaines semaines dans la phase d'approbation par les autorités compétentes. Ce projet prévoit une mixité de logements unifamiliaux et plurifamiliaux adaptés au tissu rural existant.

Question 0293 (31.01.2019) de M. David Wagner (déli Lénk) concernant l'avenir de la formation des adultes et du Lifelong Learning :

Monsieur le Ministre prétend dans sa réponse à ma question parlementaire du 4 décembre 2018 qu'aucune inquiétude n'existe quant à l'avenir de la formation pour adultes et du Lifelong Learning.

De même, Monsieur le Ministre s'étonne que j'aie pu avoir accès à des informations qui aient pu susciter mon inquiétude.

Je tiens néanmoins à rappeler à Monsieur le Ministre, membre du pouvoir exécutif, que s'il ne lui appartient pas de s'étonner de la provenance d'informations dont dispose un membre du pouvoir législatif, il lui appartient néanmoins de répondre à ses questions formulées de manière précise et auxquelles il a répondu de manière évasive.

Ensuite, Monsieur le Ministre réfute ces informations qui évoquent des mesures de restructuration d'envergure de différentes entités administratives de la formation pour adulte, avec des répercussions sur la pédagogie de l'enseignement, l'organisation des formations, le personnel et finalement les bénéficiaires eux-mêmes de ces formations dont la réussite professionnelle dépend de la qualité de l'enseignement offert.

Monsieur le Ministre affirme également que ces informations en question ne se rapportent qu'à « des discussions de type brainstorming lors d'une réunion interne - comme il y en a des dizaines au cours d'une semaine de travail - entre trois collaborateurs de (votre) ministère », trois collaborateurs qui, comme je l'ai précisé dans ma question parlementaire, sont un premier conseiller de Gouvernement, le directeur du SFA ainsi que le directeur de l'ENAD.

Monsieur le Ministre avoue indirectement que ces informations sont bien le fruit de réflexions qui ont eu lieu entre les personnes susnommées, mais il argumente en même temps qu'il ne s'agit là que de réflexions « restées à un stade précoce », n'ayant donc pas « fait l'objet d'une consultation interne plus large ou d'une présentation dans le cabinet du ministre ».

Plus loin, Monsieur le Ministre insère dans sa réponse un extrait de l'accord de coalition pour souligner son ambition pour le Lifelong Learning en indiquant qu'elle devra s'accompagner « d'une analyse d'envergure de la situation actuelle et du partage des rôles entre les différents acteurs » et ce dès les « prochains mois ».

Permettez-moi, Monsieur le Ministre, de vous faire remarquer que le cours de votre argumentation ne me semble pas tout à fait logique et qu'elle est truffée de nombreuses contradictions. De même qu'en lisant l'extrait de l'accord de coalition portant sur l'avenir du Lifelong Learning, je me pose davantage de questions.

Ainsi, par un réel souci de clarté en cette matière, je vous prie, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1) Quel a été l'élément déclencheur de ce « brainstorming » ?

2) Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que même à un stade précoce, des réflexions qui, lorsqu'elles seront amenées plus loin, méritent toujours d'être discutées de manière démocratique et transparente ?

3) Pourquoi Monsieur le Ministre est-il étonné que je sois au courant de ces réflexions ? Les services du MENJE mèneraient-ils des réflexions qui ne seraient pas censées tomber sous le contrôle du pouvoir législatif ?

4) Comment Monsieur le Ministre justifie-t-il le besoin d'une analyse d'envergure de la situation actuelle du Lifelong Learning et de la formation pour adultes ?

5) Quelques jours suivant ma question parlementaire, le directeur adjoint de l'ENAD a démissionné. Cette démission est-elle en relation avec ma question ? Quelles sont les raisons de sa démission ?

Je voudrais également reformuler les questions que j'avais posées dans ma question parlementaire du 4 décembre 2018 et auxquelles je n'ai pas reçu de réponses.

6) Une fusion entre le SFA et l'ENAD est-elle prévue ou existe-t-il un projet pour évaluer une éventuelle fusion entre ces deux entités administratives, que ce soit au niveau du ministère ou à celui des directions respectives du SFA et de l'ENAD ?

7) Des discussions concernant l'intégration des CNFPC dans cette nouvelle entité administrative ont-elles eu lieu au sein de son ministère ?

8) Lors d'une telle fusion, les cours de formation professionnelle de l'ENAD seraient-ils transférés et intégrés dans les CNFPC d'Esch-sur-Alzette et d'Ettebruck ?

9) La création d'un nouveau département est-elle prévue au sein du MENJE, regroupant sous sa responsabilité tout ce qui de près ou de loin pourrait tomber sous l'éducation pour adultes en y incluant, outre les entités nommées ci-avant, également la responsabilité pour l'Institut national des langues (INL) ?

10) La nouvelle structure SFA/ENAD/CNFPC serait-elle à subdiviser en trois divisions ?

11) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que ces subdivisions prévoient la répartition suivante : l'une regroupant les formations à haut niveau de l'ENAD, à savoir premièrement celle menant au Diplôme d'accès aux études supérieures (DAES) ainsi que celle en cours d'emploi, menant au Diplôme d'éducateur diplômé d'un côté, deuxièmement celles des cycles inférieurs et supérieurs de l'enseignement secondaire de l'ENAD et troisièmement celles regroupant les formations offertes actuellement par le SFA en y incluant les formations des CNFPC ainsi que le Lifelong Learning ?

12) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que l'initiative pour ce projet émane des directeurs du SFA et de l'ENAD ?

13) Qu'en vue de la planification de la mise en œuvre de ce projet, une réunion de concertation a eu lieu le 8 novembre 2018 au MENJE et à laquelle ont participé, entre autres un premier conseiller de Gouvernement, le directeur du SFA ainsi que le directeur de l'ENAD dans le but de donner un ordre de mission aux deux directeurs mentionnés pour qu'ils entament les réflexions pour préparer une nouvelle législation en la matière ?

14) Qu'à l'issue de la création du département prévu et de la fusion SFA/ENAD/CNFPC, la suppression d'un certain nombre de postes de direction est prévue, entre autres ceux des chargés de direction des CNFPC d'Esch-sur-Alzette et d'Ettebruck ?

15) Que l'actuelle législation du SFA ne prévoit aucune condition d'accès spécifique en relation avec l'enseignement pour le poste de directeur adjoint SFA ?

16) Qu'il est prévu de créer sur ce modèle de nouveaux postes de directeur(s) et de directeur(s) adjoint(s) qui permettraient une première fois de nommer des personnes non issues des carrières de l'enseignement et, surtout, sans autre condition d'accès, pour accéder à des fonctions dirigeantes dans un établissement scolaire offrant des formations de l'enseignement secondaire ?

17) Concernant ce dernier point, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une telle législation risque de constituer une porte d'entrée pour introduire cette pratique dans d'autres écoles de l'enseignement secondaire et de l'étendre même au niveau des postes de directeurs des lycées ?

18) Dans la mesure où ce projet serait déjà avancé, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les directions de l'INL et du Service de la formation professionnelle (SFP) ont déjà été mises au courant du projet prévoyant des changements substantiels pour eux ?

19) De même, est-ce que pour le personnel des CNFPC, de l'ENAD et du SFA a déjà été informé de ce projet ?

20) Si tel n'est pas le cas, quand est-ce que Monsieur le Ministre pense-t-il les informer, étant donné que ces changements institutionnels auront d'énormes répercussions sur le travail et les carrières des personnes concernées ?

21) Monsieur le Ministre n'est-il pas de l'avis qu'il faille informer au plus vite les représenta-

tions du personnel des CNFPC, de l'ENAD et du SFA de ce projet afin qu'ils puissent en discuter avec les membres du personnel de leur entité respectives ?

22) Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il soit nécessaire de faire une réunion d'information avec le personnel des différentes institutions concernées étant donné qu'un grand nombre d'entre eux risque de devoir changer de lieu de travail ?

23) Dans le même ordre d'idées, Monsieur le Ministre peut-il m'informer de ce qui en est de l'affectation future et de la carrière des personnes concernées par la suppression prévue des postes de direction ?

24) Encore dans le même ordre d'idées, le personnel du SFA n'étant, pour le moment, pas géré de la même manière que le personnel de l'enseignement secondaire, auquel appartient le personnel de l'ENAD, quel serait le statut du personnel enseignant travaillant dans cette nouvelle entité ? Est-il envisagé de changer le statut et les possibilités de mutation du personnel de l'ENAD ? Les mêmes questions se posent pour le personnel enseignant des CNFPC. En ce qui concerne le personnel psychopédagogique et éducatif de ces entités, quel sera le statut de celui-ci ?

25) En fusionnant ces différentes entités, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il soit créé un hydrocéphale administratif ne pouvant plus s'adapter aux besoins pédagogiques des jeunes et jeunes adultes en voie de décrochage scolaire ? Ne serait-il pas mieux de conserver l'approche de plusieurs entités indépendantes à étendue raisonnable au lieu de créer un monstre administratif ingérable tel qu'il semble être prévu, telle qu'elle a été défendue à la Chambre des Députés ?

26) Le Gouvernement a-t-il renoncé à l'idée d'origine de l'ancienne « École de la 2^e Chance », dont l'objectif était de s'engager à garantir un futur aux jeunes en voie de décrochage scolaire ?

27) Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'en séparant d'un point de vue organisationnel les différentes entités, il est en train de créer, voire de laisser créer, une école élitiste, ne s'investissant, d'un côté, que dans les formations bien visibles d'un point de vue marketing et oubliant, consciemment, les plus démunis des élèves décrocheurs du système de l'éducation de l'autre ? Une telle approche ne risquerait-elle pas de négliger les élèves les plus faibles par une ségrégation et une stigmatisation, ainsi que nous l'avons malheureusement déjà connu pour les élèves de l'ancien régime préparatoire ? De plus, qu'en est-il, le cas échéant, de l'appréciation du travail des CNFPC ?

28) Concernant les CNFPC, comment Monsieur le Ministre peut-il concilier l'idée de revaloriser la formation professionnelle, dont la réforme est - encore - en cours avec celle de vouloir, le cas échéant, enlever au SFP les lieux de formation qu'il gère directement ?

29) Monsieur le Ministre pense-t-il que le respect du travail du Parlement est garanti si, en changeant en permanence la législation d'une même structure, ainsi que nous l'avons connue ces dernières années avec la loi portant création d'une école de la 2^e Chance, les objectifs visés par une législation se trouvent altérés au point qu'ils deviennent méconnaissables ?

30) Finalement, Monsieur le Ministre pense-t-il qu'une telle attitude de « self-service » de certains hauts fonctionnaires qui proposent de légiférer à leur goût est une approche saine pour notre système démocratique ? Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'en général, mais surtout en période de formation d'un nouveau gouvernement, les fonctionnaires de son ministère devraient garder une retenue stricte en matière d'action politique ?

Réponse (25.02.2019) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

L'honorable Député réagit par le biais de cette nouvelle question parlementaire aux réponses formulées à sa question parlementaire n° 0075 relative à la formation des adultes et du Lifelong Learning.

En guise d'introduction, et au risque de décevoir à nouveau l'honorable Député, je ne puis que répéter et réaffirmer ce qui a été dit dans ma réponse à la question parlementaire susmentionnée, à savoir que les discussions auxquelles il a fait référence et dont il a eu connaissance se rapportent à des discussions de réflexion internes n'ayant pas dépassé le stade

précoce de notes de réflexion. Je ne puis que répéter et confirmer que ces réflexions n'ont fait l'objet, ni d'une consultation interne plus large, ni d'une discussion au sein du cabinet du ministre. Ces pistes de réflexion n'ont d'ailleurs pas eu de retombées, ni dans la note du ministre au formateur du Gouvernement, et par conséquent ni dans le programme gouvernemental qui, je tiens à le rappeler à l'honorable Député, définit les grandes lignes politiques que le Gouvernement entend suivre tout au long de la période législative en cours. Ce programme gouvernemental constitue donc la preuve, s'il en faut, qu'il n'est pas dans l'intention du Gouvernement en place de suivre ou mettre en œuvre les réflexions auxquelles l'honorable Député fait référence.

Je tiens également à préciser que mon étonnement ne se rapportait aucunement au fait que l'honorable Député ait pu avoir accès à des informations ayant pu susciter son inquiétude, mais bien au fait qu'il ait vu précisément dans ces réflexions, parmi d'autres réflexions légitimes menées en interne, des projets plus ou moins concrets. Afin d'atténuer l'inquiétude de l'honorable Député, permettez-moi de déclarer sans la moindre ambiguïté que je n'ai aucunement l'intention de voir l'ENAD, le SFA, le CNFPC et l'INL fusionner, ni maintenant, ni à l'avenir. Au contraire, ces entités autonomes devraient être développées, renforcées et valorisées, dans le cadre d'un échange structuré avec les acteurs concernés. Les commissions concernées de la Chambre des Députés seront bien sûr informées des développements futurs en temps utile.

L'honorable Député aimerait par ailleurs savoir si sa question parlementaire peut être mise en relation avec la démission du directeur adjoint de l'ENAD. Cette démission repose sur une décision personnelle de la personne concernée, qui se doit d'être respectée et il ne me revient pas de commenter tous les éléments ayant pu conduire à une telle décision. Je peux néanmoins indiquer que le motif invoqué était une perte de confiance au sein de la direction de l'ENAD et non pas un désaccord avec la politique du Gouvernement dans le domaine de la formation des adultes.

Question 0298 (01.02.2019) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant le scandale des bovins malades abattus en Pologne :

Des vidéos tournées en caméra cachée dans un abattoir polonais ont montré des bovins visiblement malades et affaiblis, incapables d'avancer et traînés par un câble avant d'être abattus. Ce scandale alimentaire a été rendu public en début de semaine. Selon les informations parues dans la presse, presque trois tonnes de viande de ces bovins malades illégalement abattus ont été exportées dans dix pays membres de l'Union européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Le Gouvernement peut-il me renseigner dans quelle mesure le Luxembourg est touché par ce scandale sanitaire et alimentaire ?

- Le Gouvernement peut-il m'informer si le Luxembourg a importé et commercialisé de la viande provenant de cet abattoir ?

- Quelles mesures ont été prises par notre Gouvernement afin d'assurer, le cas échéant, que tous les produits soient retirés de la vente dans les commerces luxembourgeois ?

Réponse commune (28.02.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, et de M. Étienne Schneider*, *Ministre de la Santé* :

À l'heure actuelle, le Luxembourg n'est pas touché par l'affaire de la viande non conforme en provenance de la Pologne.

En effet, en cas de constat par les autorités d'un État membre de l'Union européenne d'une non-conformité concernant la sécurité alimentaire, ces dernières ont l'obligation d'informer la Commission européenne et les États membres au cas où ces denrées alimentaires ont été livrées dans d'autres États membres ou si elles étaient à destination de pays tiers.

La Commission européenne informe alors les autorités compétentes des États membres concernés via le système d'alerte rapide des denrées alimentaires et aliments pour animaux (RASFF) en fournissant une description détaillée

des denrées alimentaires et des non-conformités constatées ainsi que les données sur la traçabilité qui permettent d'identifier clairement les différentes destinations des produits en question.

Or, jusqu'à ce jour, le Luxembourg n'a pas reçu de notification via le système d'alerte rapide indiquant une distribution de cette viande en provenance de la Pologne vers des établissements alimentaires luxembourgeois.

Par ailleurs, lors des inspections de routine dans les établissements, aucune viande non conforme en provenance de l'abattoir polonais n'a pu être détectée jusqu'à présent.

Il reste à signaler que conformément à la réglementation applicable, en cas de notification via le système d'alerte rapide d'une livraison de viande non conforme au Luxembourg, celle-ci sera aussitôt retirée du marché par les autorités.

Question 0301 (04.02.2019) de **M. Claude Wiseler** (CSV) concernant la crise politique au Venezuela :

En effet, le Parlement européen a reconnu jeudi Monsieur Juan Guaidó « comme président par intérim légitime du Venezuela » (439 pour, 104 contre, 88 abstentions). Les eurodéputés ont appelé les États membres de l'UE à faire de même en adoptant une « position ferme et unifiée et à reconnaître Juan Guaidó comme seul président par intérim légitime du pays ». Cette reconnaissance s'exercera « jusqu'à la tenue de nouvelles élections présidentielles libres, transparentes et crédibles en vue de rétablir la démocratie ». Jusqu'à ce jour, l'Allemagne, l'Espagne, la France et le Royaume-Uni ont donné « huit jours » au président Maduro pour convoquer des élections. Monsieur le Ministre vient de déclarer jeudi à Bucarest, après une réunion « difficile » et « tendue » selon les agences : « Pour éviter les problèmes, je pense que dire que le président du Parlement du Venezuela est habilité à organiser des élections est la solution. C'est la position commune de l'UE. »

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre envisage-t-il de suivre la résolution du Parlement européen ainsi que les gouvernements allemand, anglais, espagnol et français en reconnaissant officiellement Monsieur Juan Guaidó « comme président par intérim légitime de la République bolivarienne du Venezuela » ?

2) Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons politiques et diplomatiques du refus de reconnaissance du Luxembourg ?

Réponse (07.02.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

Le Luxembourg souscrit pleinement aux déclarations de l'Union européenne, notamment celle du 26 janvier 2019 sur la situation au Venezuela, et se réfère aux conclusions du Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne du 28 mai 2018, par lesquelles l'UE a fait le constat que les élections présidentielles qui ont eu lieu le 20 mai 2018 au Venezuela n'étaient ni libres ni régulières.

Le Luxembourg soutient l'Assemblée nationale présidée par Monsieur Juan Guaidó, qui est l'instance démocratique légitime du Venezuela, et se joint aux appels à la tenue de nouvelles élections présidentielles.

Compte tenu du refus de Monsieur Nicolás Maduro d'organiser de nouvelles élections au Venezuela, le Luxembourg, ensemble avec la majorité des États membres de l'Union européenne, notamment l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Suède, a décidé de soutenir le Président de l'Assemblée nationale, Monsieur Juan Guaidó, et de lui reconnaître l'autorité de mettre en œuvre un processus électoral menant à des élections présidentielles libres, régulières et démocratiques, en conformité avec la Constitution du Venezuela.

Le Luxembourg estime que la solution à la situation difficile que traverse le Venezuela ne peut être que politique et pacifique. À cet égard, nous soutenons les efforts de la communauté internationale et le lancement par l'Union européenne du groupe de contact international qui a entamé son travail le 7 février à Montevideo, en Uruguay, afin de

contribuer à créer les conditions nécessaires à l'émergence d'un processus démocratique crédible au Venezuela.

La situation humanitaire désastreuse au Venezuela et son impact sur la stabilité de la région requièrent une action urgente et coordonnée de la communauté internationale. Pour sa part, le Luxembourg s'engage aussi au niveau de l'action humanitaire pour venir en aide aux réfugiés vénézuéliens.

Question 0302 (04.02.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant la hausse des tarifs de la SNCT :

Vum 1. Februar 2019 u gëlle fir déi technesch Kontroll vun der SNCT SA nei Tariffer. Fir eng Rei Gefierer geet de Präis vun der technescher Kontroll bis zu 40 % an d'Luucht. Dës Präis-hausse betrëfft beispillsweis Bensinns- an Dieselgefierer souwéi Gefierer mat Hybrid- oder Elektrotechnik. D'SNCT begrënn dës Präis-hausse domat, datt d'Qualitéit vum Service elo verbessert géif ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

- Här Minister, wat rechtfertegt dës nennens-wäert Hausse vun den Tariffer bei der SNCT SA?

- De Service vun der SNCT SA soll duerch déi nei Tarifikatioun verbessert ginn. Wéi eng si genee d'Verbesserunge fir de Client, déi duerch déi rezent Hausse vun den Tariffer bei der Kontroll ze erwaarde sinn?

- Wou louchen deemno Mängel vir bei de Ser-vicer vun der SNCT SA, bevir d'Tariffer eropge-sat goufen?

- Trëfft déi nei Tarifikatioun net virun allem déi Biergerinnen a Bierger, déi keen neit Gefier besëtzen oder fir déi de Kaf vun engem neie Won, aus ausschliisslech finanzielle Grënn, iwverhaapt net méiglech ass?

- Wat ass dem Här Minister seng Positioun zum Fait, datt Besëtzer vun eelere Gefierer fir ee Ser-vice, dee vum Gesetz virgeschriwwen ass, elo méi muss bezuelen?

- Här Minister, huet de Service vun der SNCT Ärer Aschätzung no och eng sozial Vokatioun a bleif e fir all d'Biergerinnen an d'Bierger finan-ziell zougänglech?

- En Auto ass fir eng Majoritéit vu Biergerinnen a Bierger uechtert d'Land bal liebensnoutwen-deg. Gesäit d'Regierung Mesurë vir, fir d'Bier-gerinnen an d'Bierger, déi op den Auto ugewise sinn, ze ënnerstëtzen? Wa jo, wéi eng Schrëtt si konkret virgesinn?

- Gëtt et een Zesummenhang tëschent der Hausse vun de Präisser beim Contrôle techni-que mat der aktueller Anti-Auto-Politik vun der Regierung?

Question 0303 (04.02.2019) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la hausse des tarifs de la SNCT :

La Société nationale de contrôle technique (SNCT) vient d'annoncer qu'elle a augmenté les tarifs du contrôle technique depuis le 1^{er} février 2019. Il s'agit d'une augmentation de 39 % pour les voitures et de 44 % pour les motos.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelles sont les raisons de cette augmenta-tion substantielle ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que cette augmentation n'est pas en relation avec le financement de la gratuité du transport public, annoncée récemment ?

Question 0310 (04.02.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant l'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) et la hausse des prix de la SNCT :

D'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) fuerdert an engem Communiqué vum 4. Februar 2019, déi rezent Präis-hausse vun den Tariffer direkt réckgängeg ze maachen. D'Präis-erhéijung trëfft virun allem Konsumente mat niddrege Léin. Dës Präis-hausse verwonnert deemno, well d'SNCT an hire Grondsätz de Konsumenteschutz als eng vun hire Prioritéiten definéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Ma-damm Minister fir Konsumenteschutz an dem Här Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

- Wäert d'Madamm Minister eppes ënner-huelen, fir der Fuerderung vun der ULC Rech-nung ze droen? Wa jo, ënner wéi enger Form? Falls neen, firwat net?

- Wëssend, datt de Contrôle technique vun engem Gefier vum Gesetz virgeschriwwen ass, ass déi nei Tarifikatioun bei der SNCT SA der Madamm Minister no vereinbar mat enger gläwiedeger a konsequenter Protektioun vum Konsument?

- Gouf et am Virfeld vun dëser Präis-hausse Gespréicher tëschent dem Transportminister an der Ministesch fir Konsumenteschutz? Ass den Dialog tëschent béide Ministère an dëser Saach séchergestallt gewiescht? Wat fir eng Konklussioun sinn aus deene Gespréicher gezu ginn?

- Wéi gedenkt d'Regierung an Zukunft den Au-tomobilist virun esou drastesche Präis-hausse ze schützen?

Question 0312 (04.02.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant la hausse des tarifs de la SNCT :

La Société nationale de contrôle technique (SNCT) vient d'annoncer une nouvelle tarification équivalant à une augmentation des prix de quelque 40 %.

Cette augmentation substantielle a été déci-dée, selon la SNCT, « afin de toujours améliorer la qualité de nos services pour nos clients ».

- Comme la SNCT ne donne pas d'informations supplémentaires sur la nature de ces améliora-tions, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics s'il est au courant des raisons de cette augmentation tari-faire substantielle ?

- Quelles sont, le cas échéant, les améliorations qu'offrirait la SNCT à ses clients ?

- Est-ce que les autres prestataires pratiquent des augmentations de prix respectivement des prix comparables ?

Réponse commune (06.02.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Protection des consommateurs* :

Par la réforme du contrôle technique en 2016, le cadre légal luxembourgeois a été adapté en ce sens à se conformer aux exigences de la directive « services », selon laquelle le marché du contrôle technique automobile doit être ouvert à la concurrence. C'est ainsi que la loi du 26 janvier 2016 modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, votée avec une très large majorité par la Chambre des Députés, a introduit un allège-ment des conditions d'accès sur le marché luxembourgeois, tout en maintenant l'obli-gation pour les organismes voulant exercer l'activité de contrôle technique automobile, de se faire agréer par le ministre ayant les trans-ports dans ses attributions.

Il convient de relever que la fin du monopole public va de pair avec une libéralisation des tarifs du contrôle technique. C'est ainsi que les sociétés agréées au Luxembourg en matière de contrôle technique fixent elles-mêmes leurs tarifs, et cela en fonction de leurs coûts. En ef-fet, comme aucune de ces sociétés ne peut bénéficier d'aides d'État, elles doivent s'assurer de couvrir leurs frais pour atteindre le seuil de rentabilité.

La réforme de 2016 constitue non seulement une simplification administrative pour les citoyens, en ce sens à aligner la fréquence des contrôles nationaux aux dispositions européennes, mais vise également une amé-lioration du service aux conducteurs présen-tant leur véhicule au contrôle technique péri-odique.

Dans cet ordre d'idées, l'échéance des contrôles techniques périodiques pour les voi-tures ordinaires, les motocycles et les remor-ques d'une masse maximale autorisée entre 750 et 3.500 kg se situe désormais à quatre ans pour le premier contrôle à compter de la pre-mière mise en circulation (par rapport aux 3 ans et demi auparavant), à six pour le deu-xième contrôle (à effectuer auparavant après 4 ans et demi) et par la suite annuellement.

À noter encore que le contrôle technique est aujourd'hui offert par deux sociétés, la procé-dure d'agrément d'un troisième opérateur étant en cours. Par ailleurs, il n'est pas à exclure que d'autres opérateurs viennent encore s'im-planter sur le marché luxembourgeois.

Les recettes perçues par les sociétés de contrôle technique n'ont aucun rapport avec le budget de l'État. Aucun dividende de ces sociétés com-merciales n'est donc viré au profit de l'État.

Par conséquent, il n'existe aucun lien entre les recettes, respectivement les tarifs en question, et le financement du budget de l'État.

Selon mes informations, la SNCT SA va faire aujourd'hui un communiqué pour expliquer les raisons de l'augmentation tarifaire qu'elle a déci-dée.

Question 0324 (05.02.2019) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **non double imposition franco-luxembourgeoise** :

D'après un article paru aujourd'hui sur « wort.lu », les transporteurs luxembourgeois regrettent que le système mis en place par la convention fiscale franco-luxembourgeoise complexifie les procédures dans un contexte déjà très difficile pour le secteur. Le Groupement Transports de la Confédération luxembourgeoise du commerce reproche également au ministre de ne pas l'avoir consulté au préalable et que le ministre ait omis de lui répondre à une lettre datant de juin 2018.

Les concernés renvoient ensuite à la convention belgo-française qui écarterait toute imposition combinée des chauffeurs exerçant leur activité dans un contexte transfrontalier. Pour les responsables, il est incompréhensible que le Luxembourg n'ait pas repris le système belgo-français en ce qui concerne les transporteurs routiers, d'autant plus que cette facilité a été retenue pour le transport fluvial, ferroviaire et aérien.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre partage-t-il les réserves émises par le Groupement Transports quant à la convention fiscale franco-luxembourgeoise ?

- Monsieur le Ministre est-il disposé de renégocier la convention afin que les transporteurs routiers se voient accorder un meilleur traitement fiscal ?

Réponse (01.03.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Dans le contexte des négociations de la nouvelle convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, la problématique du transport routier a été abordée. Suite aux réserves émises par la partie française, il a été impossible de retenir une clause spécifique au paragraphe 3 de l'article 14.

Dans ce contexte, il y a lieu de noter que le modèle de l'OCDE ne prévoit pas de disposition spécifique pour l'imposition des revenus des salariés travaillant dans le transport routier.

Étant donné que le compromis final représente un bon équilibre entre les positions de la France et du Luxembourg, il n'est pas envisagé de renégocier le texte de la convention signée le 20 mars 2018.

Question 0335 (08.02.2019) de **Mme Carole Hartmann** (DP) concernant l'**accès aux différentes banques de données juridiques exploitées par le Service de documentation du Parquet général** :

Le règlement grand-ducal du 27 décembre 1984 portant exécution de l'article 46 de la loi sur l'organisation judiciaire (ci-après « le règlement ») fixe les conditions d'accès aux différentes banques de données juridiques exploitées par le Service de documentation du Parquet général.

Aux termes de l'article 7 dudit règlement, « [l]a redevance à payer est de 1.000 francs par interrogation de chacune des banques de données consultées. L'édition et la photocopie de documents complémentaires est mise en compte au prix coûtant ».

Au vu de ce qui précède, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer combien de demandes de recherche ont été traitées par le Service de documentation juridique en 2016, 2017 et 2018 ? Combien de demandes émanant de membres du barreau de Luxembourg, respectivement de celui de Diekirch, ont été adressées au Service de documentation ?

2) Quel a été le délai moyen de réponse à ces demandes ?

3) À combien s'élève le montant global des factures émises par le Service de documentation juridique dans les années 2016, 2017 et 2018 ?

4) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que toutes les professions du droit devraient avoir un accès gratuit à une base de données gérée par un service public ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (22.02.2019) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice* :

À titre préliminaire, il convient de relever que le Service de documentation du Parquet général, institué en vertu de l'article 46 de la loi de l'organisation judiciaire, est en charge de satisfaire les demandes de recherches juridiques des justiciables, qui peuvent être de deux natures.

D'un côté, les demandes en communication de décisions de justice sur base de leurs références exactes (juridiction qui a rendu la décision, date et numéro de la décision...). La communication de ces décisions, effectuée sous forme anonymisée, est gratuite si elle se fait par voie informatique (en format pdf), ce qui constitue la grande majorité des cas.

Si les décisions sont demandées sous format papier, les coûts de copies sont facturés à 0,25 euros/page, montant auquel est estimé le prix de revient d'une telle copie en tenant compte des différents frais encourus.

D'un autre côté, la banque de données Judoc peut être consultée sur base de mots-clés indiqués par le justiciable, le travail de recherche et de tri étant alors effectué par le magistrat et/ou les fonctionnaires attachés au service de documentation du Parquet général. En application du règlement grand-ducal du 27 décembre 1984 portant exécution de l'article 46 de la loi sur l'organisation judiciaire, ce service est payant et est facturé à 25 euros par interrogation⁵, peu importe le nombre de décisions communiquées suivant le résultat de l'interrogation. Si l'interrogation n'aboutit à aucun résultat positif, elle n'est pas facturée.

Il convient de relever que la base de données Judoc se compose exclusivement de décisions de justice qui ont fait l'objet d'une sélection en raison de leur intérêt juridique particulier et d'une anonymisation subséquente. Ces décisions font encore l'objet d'un travail supplémentaire consistant en la désignation des parties juridiquement intéressantes et en leur classement et leur introduction, par catégories juridiques, dans la base de données Judoc, pour qu'elles puissent être identifiées et retrouvées sur base d'un critère de recherche par mots-clés indiqués par le justiciable. Ce travail est entrepris par un comité de magistrats et est effectué en contrepartie d'une rémunération spéciale.

Actuellement, la base de données Judoc compte 28.783 extraits de décisions judiciaires.

Ces précisions ayant été données, les réponses suivantes peuvent être données aux différentes questions :

1. Nombre des demandes de recherche juridique traitées par le Service de documentation juridique en 2016, 2017 et 2018 :

Le nombre des demandes de recherche, ventilé en fonction de la nature des demandes (demandes de consultation de la base de données Judoc et demandes de communication de décisions de justice intégrales) et de la qualité du demandeur (avocats, magistrats, administrations et public) est le suivant pour les années 2016, 2017 et 2018⁶. À noter qu'aucune distinction n'est faite au niveau des demandes suivant qu'elles émanent des membres du barreau de Luxembourg ou de celui de Diekirch, les chiffres n'étant disponibles qu'en fonction de la qualité d'avocat du demandeur.

2016 :

Nombre des demandes de recherche juridique : 7.506

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Il est précisé que pour l'année 2016, une ventilation des chiffres en fonction de la nature des demandes de recherche n'est pas disponible.

2017 :

Nombre des demandes de recherche juridique : 8.632

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

2018 :

Nombre des demandes de recherche juridique : 6.565

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

⁵ Article 7 du règlement grand-ducal du 27 décembre 1984.

⁶ À noter que le nombre des demandes de consultation de la base de données Judoc par les magistrats est très faible, voire est inexistant, dans la mesure où les magistrats disposent tous d'un accès personnel à Judoc.

2. Délais de réponse aux demandes :

Les demandes de consultation de la base de données Judoc sont d'ordinaire satisfaites dans le délai des deux jours ouvrables porté à l'article 5 du règlement grand-ducal du 27 décembre 1984.

Les demandes de communication de décisions de justice anonymisées prennent en général plus de temps alors que la satisfaction de ces demandes dépend d'un certain nombre de facteurs dont notamment la disponibilité des décisions (difficulté surtout pour les décisions anciennes) et la nécessité d'un travail d'anonymisation.

Les délais de réponse varient d'ordinaire entre deux jours et une semaine mais peuvent atteindre quelques semaines.

3. Montant des factures émises :

Le Service de documentation regroupe et adresse mensuellement les factures aux demandeurs du service.

645 factures ont été émises pour l'année 2016 pour un total de 18.950,50 euros.

520 factures ont été émises pour l'année 2017 pour un total de 21.849,25 euros.

491 factures ont été émises pour l'année 2018 pour un total de 31.458,75 euros.

4. Gratuité de l'accès :

Le Parquet général applique la réglementation actuelle qui l'oblige à facturer les demandes de consultation de la base de données Judoc.

Il est cependant prévu, dans un futur proche, de créer et de mettre en ligne sur le portail Internet de la justice une nouvelle base de données mettant gratuitement à la disposition des intéressés, professionnels du droit ou non, des jurisprudences sous forme anonymisée de toutes les juridictions judiciaires.

Peuvent actuellement déjà être consultées sur Internet toutes les décisions rendues par la Cour constitutionnelle et par la Cour de cassation ainsi que les décisions des juridictions administratives en suivant le lien suivant :

<http://www.justice.public.lu/fr/jurisprudence/index.html>

Les décisions présentant un intérêt particulier pour le public sont régulièrement publiées sur le même portail.

Question 0342 (11.02.2019) de **M. Dan Biancalana** (LSAP) concernant le **plan volontaire d'insertion** :

La nouvelle loi portant réforme de l'administration pénitentiaire vise à responsabiliser davantage le détenu en introduisant un plan volontaire d'insertion. L'objectif est de contribuer à une meilleure réinsertion des détenus dans la société.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Depuis la mise en vigueur de la loi, combien de détenus se sont vus proposer un plan volontaire d'insertion au Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) et au Centre pénitentiaire de Givenich (CPC) ?

- Combien de détenus ont accepté le plan en question ? Combien de détenus ont refusé leur participation à l'élaboration d'un plan volontaire d'insertion ? Pour quelles raisons ? Quelles en sont les conséquences dans le cadre de leur traitement pénologique ?

- Quels sont les éléments pris en compte pour définir le plan volontaire d'insertion ?

- Quelles sont les conséquences pour le détenu concerné en cas de non-respect du plan volontaire d'insertion ?

- Quel impact le plan volontaire d'insertion peut-il avoir dans le cadre de la prise de décision concernant l'aménagement de la peine ?

- Comment se met en œuvre l'articulation entre le service psychosocial et socio-éducatif (SPSE) et l'agent de probation du service central d'assistance sociale (SCAS) au niveau du plan d'insertion ?

- Combien de sorties temporaires accompagnées furent accordées par le directeur du centre pénitentiaire de Givenich ? Quelle fut la nature de ces sorties ? Qui est en charge de l'accompagnement ?

Réponse (15.02.2019) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice* :

Le plan volontaire d'insertion est certainement l'un des éléments centraux de la réforme pénitentiaire permettant d'atteindre l'objectif principal de la réforme pénitentiaire, qui est l'amélioration des chances de réinsertion sociale des condamnés.

La Direction de l'administration pénitentiaire, nouvellement créée par la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire, est chargée de la mise en œuvre de la réforme pénitentiaire. L'une des missions prioritaires que j'ai assignées à la nouvelle administration pénitentiaire - et elle y travaille depuis un certain temps - consiste justement en l'élaboration prioritaire, avec toutes les personnes concernées, des modalités d'application du plan volontaire d'insertion.

Dès que toutes les modalités seront arrêtées je serai évidemment disponible pour les présenter à l'honorable Député.

Question 0350 (12.02.2019) de **M. François Benoy** (*déi gréng*) concernant la **castration des porcs** :

L'année dernière, le Luxembourg a été célébré dans la presse internationale pour sa nouvelle loi pour la protection des animaux qui améliore les conditions de vie des animaux agricoles, notamment en ce qui concerne les interventions sur les animaux et leurs conditions de détention. Or, le règlement grand-ducal du 17 mars 2003 établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs n'a pas été révisé.

Les porcs mâles sont castrés de manière routinière quelques jours après leur naissance. Cette intervention se fait sans anesthésie ou sédation et est souvent faite sur place par l'agriculteur. Selon l'industrie agroalimentaire, l'intervention serait nécessaire à cause de l'odeur de verrat que 5 % des porcs mâles non castrés développent et qui rend leur viande non comestible. Or, comme il n'y a ni anesthésie, ni sédation, l'intervention est douloureuse pour les porcelets. Il existe des alternatives telles que la castration avec analgésie, l'immunocastration ou l'abandon complet de la castration. En Norvège et en Suède, les porcelets sont castrés sous anesthésie locale. En Espagne, la plupart des porcs (80 %) sont élevés sans castration.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Vu les principes entérinés par la nouvelle loi pour la protection des animaux qui vise à améliorer le bien-être des animaux et notamment les conditions des animaux de rente, n'est-il pas prévu de réviser également le règlement grand-ducal du 17 mars 2003 établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs, notamment en ce qui concerne la castration sans anesthésie des porcelets ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il de mener des études afin de trouver et implémenter des alternatives à la castration sans anesthésie des porcs au Luxembourg ?

Réponse (28.02.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

Le règlement grand-ducal du 17 mars 2003 établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs est un acte législatif transposant les dispositions d'une directive européenne de la directive 91/630/CEE du Conseil du 19 novembre 1991 établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs.

À court terme, il n'est pas prévu de réviser ce règlement qui notamment fixe les conditions de la castration des porcelets laquelle peut s'effectuer, selon les dispositions réglementaires, sans anesthésie si elle est pratiquée sur des porcelets âgés de moins de sept jours.

Or, puisqu'en général cette intervention est pratiquée à l'âge de trois à quatre jours, elle se fait sans anesthésie, néanmoins en pratique des substances analgésiques sont utilisées.

Concernant les méthodes alternatives utilisables, à savoir anesthésie générale ou locale, immunocastration ou abandon de la castration chirurgicale, ces dernières présentent toutes des avantages voire des désavantages. Depuis plusieurs années, de nombreuses études scientifiques sont menées sans qu'une des solutions s'est révélée être la méthode de choix dans l'intérêt du bien-être animal ainsi que du respect d'une production qualitative de la viande porcine.

Ainsi, mon département étudiera avec intérêt tous les résultats des recherches effectuées, soit par des centres de recherche dans les différents États membres, soit par le centre de référence

communautaire pour le bien-être animal récemment créé et dont une priorité actuelle est celle du bien-être animal des porcs.

Question 0371 (14.02.2019) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant la **fermeture de certaines agences de la BCEE** :

Il me revient que l'agence BCEE à Howald serait prochainement fermée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons à la base de cette décision ?

- Comment le personnel de l'agence concernée serait-il affecté ?

- Est-il prévu de fermer d'autres agences et dans l'affirmative lesquelles ?

Réponse (21.02.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Si le Ministre des Finances « exerce la haute surveillance sur les activités d'intérêt général de la banque » (art. 25 de la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg), la Spuerkeess est un établissement public autonome, soumis à la concurrence, dont l'administration et la gestion sont confiées à un conseil d'administration et un comité de direction (art. 7 de la loi précitée). Elle est par ailleurs une banque systémique, soumise à la surveillance directe de la Banque centrale européenne.

Tel que déjà indiqué dans les réponses aux questions parlementaires n° 2567 du 17 novembre 2016 de l'honorable Député Léon Gloden et n° 2834 du 14 mars 2017 de l'honorable Député Aly Kaes, il n'appartient donc pas au Ministre des Finances de décider ou d'expliquer la stratégie commerciale de la banque.

En date du 15 février 2019, la Spuerkeess a publié un communiqué de presse, ci-annexé, exposant les changements prévus au niveau de son réseau d'agences. Il répond à l'ensemble des interrogations de l'honorable Député.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question urgente 0433 (01.03.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant la **rupture de stock de certains médicaments** :

Dem Deputéierte Marc Goergen ass zu Quere komm, datt verschidde Patiente keen Accès zu liewenswichtige Medikamenter wei zum Beispill Antihypertenseuren hunn. Informatiounen vu verschiddenen Apdikter no sinn eng ganz Rei Medikamenter an den Apdikte regelméisseg « en rupture de stock ». Bei eise belschen a franséschen Noperen ass d'ëscht méttlerweil zu engem reelle Problem ginn. Dës Rupture de stock bedeit fir eng ganz Retsch Patienten a Patientinnen eng Gefor fir hir Gesondheet, well si hirem Traitement net méi kennen nokommen. Den Apdikte sinn an dësem Fall d'Hänn gebonnen a si kennen de Patient oder d'Patientin nëmmen un eng aner Apdikte verweisen.

An deem Zusammenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Ass den Här Minister fir Gesondheet sech der akuter Problematik vun der Rupture de stock bewusst? Wa jo, wéini an ënner wéi enger Form gedenkt de Minister hei ze agéieren?

2. Kann de Minister garantéieren, datt d'Patientinnen an d'Patienten zu all Moment Accès hunn zu hirem Medikament, wat si fir hiren Traitement brauchen? Falls jo, wéi erkläre sech déi aktuell Rupturen an den Apdikten?

3. Här Minister fir Gesondheet, wien ass responsable fir d'Distributioun vun dese wichtige Medikamenter? Ass an dësem Kontext geplängt, Verbesserungen un der Distributioun virzehuelen? Wa jo, wéi eng Changementer wieren dat konkret?

4. Plängt de Minister Schneider, an dësem Kontext ze legiferéieren? Wa jo, wat ass konkret virgesinn?

5. Wat wéllt d'Madamm Ministesch Lenert genee ënnerhuelen, fir dem Konsument respektiv dem Patient den Accès zu hire liewenswichtige Medikamenter ze vereinfachen an ze garantéieren?

Réponse (08.03.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. De Mangel oder d'Problemer vun der Disponibilitéit vu Medikamenter am Allgemenge si weltwäit feststellen, haaptsächlech säit engen zéng Joer, a betreffen ëmmer méi och Europa an domat Lëtzebuerg.

D'Gravitéit vun deem Phenomeen huet déi lescht Joren zougeholl a betrëfft ganz vill gängeg Medikamenter, zum Beispill d'Antibiotiken, d'Anesthetika an d'Kriibsmedikamenter. Den Impakt dovun besteet net nëmmen an der « chaîne d'approvisionnement », mä betrëfft direkt de Gesondheetssystem an domat d'Gesondheet vun de Leit. D'Konsequenze sinn entweder Behandlungen, déi net funktionéieren oder méi spët mussen gemaach ginn, oder d'Benotze vun alternative Medikamenter, déi manner gutt a méi deier sinn, an de Risiko vu Behandlungsfeeler a Niewewirkungen.

D'Grënn dovun variéieren a sinn oft duerch ekonomesch Problemer, Fabrikatiounsproblemer oder Qualitéitsproblemer ze erklären. Et ass méttlerweil eng Prioritéit⁷ fir d'Europäesch Union, besonnesch am Grupp HMA (chefs d'agences nationales des médicaments) a vun der EMA (Agence européenne des médicaments). Et gëtt an dese Gremien, wou Lëtzebuerg och vertrueden ass, aktiv dru geschafft, fir de System vum Approvisionnement ze verbessern an dat mat engem Horizont 2020. En fait, säit 2012 huet den europäesche Réseau d'Prozesser, fir eng Gestiou vun de Penuriën ze maachen, signifikativ verbessert a Konformitéit mat den « bonnes pratiques de fabrication »⁸.

Déi europäesch Legislatioun imposéiert haut de Firme mat enger « autorisation de mise sur le marché (AMM) » vu Medikamenter d'Obligatioun, all Ennerbriechung am Approvisionnement am Virus ze notifiéieren, souwuel am Fall vun engem definitive wei och vun engem provisoireschen Arrêt⁹ 10. D'ëscht gëllt och fir Produzenten vu Medikamenter am Fall vun engem Default, deen eng Restriktioun am Approvisionnement mat sech bréngt¹¹.

D'Lëtzebuurger Gesetzer¹² gesi vir, dass den Titulaire vun enger AMM, mat oder ouni Grossisteneemegung, verpflichtet ass, den Approvisionnement vum nationale Marché ze garantéieren, wann d'Medikament effektiv schonns am Land kommerzialiséiert ginn ass, an och den Approvisionnement fir d'Grossisten ze garantéieren an hinnen doduerch d'Méiglechkeet ze ginn hirer Obligatioun vum Service public nozekommen, déi och gesetzlech verankert ass.

Op där anerer Säit, well d'Problemer an dësem Beräich oft multifactoriell Grënn hunn an et keng universal Léisung gëtt, ass et néideg, dass all betraffe Parteien, einschliisslech d'Patienten an d'Gesondheitsberuffler, hir Aktiounen koordinéieren, fir eng Sensibilisatioun an Informatioun vum grand Public ze maachen, an dozou bäidroen, laangfristeg Léisungen ze fannen.

De Ministère schafft do enk mat der Gesondheitsdirektioun a besonnesch mat der Division de la pharmacie et des médicaments zesammen, genau ewéi mat den europäeschen Autoritéiten, fir eng Strategie auszeschaffen, wat d'Präventioun an d'Resolutioun vun dese Probleme betrëfft.

ad 2. D'Missioun vum Gesondheitsministère an der Gesondheitsdirektioun ass et, alles ze

⁷ EU Medicines Agencies Network Strategy to 2020: http://www.ema.europa.eu/docs/en_GB/document_library/Other/2015/12/WC500199060.pdf

⁸ Reflection paper on medicinal product supply shortages caused by manufacturing/Good Manufacturing Practice Compliance problems; accessed on 07/12/2018 on: https://www.ema.europa.eu/documents/other/reflection-papermedicinal-product-supply-shortages-caused-manufacturing/good-manufacturing-practice-compliance-problems_en.pdf

⁹ Article 23 2001/83 Directive 2001/83/EC Of The European Parliament And Of The Council Of 6 November 2001 On The Community Code Relating To Medicinal Products For Human Use (as amended).

¹⁰ Article 13 of 726/2004 Regulation (EC) N°726/2004 Of The European Parliament And Of The Council Of 31 March 2004 Laying Down Community Procedures For The Authorisation And Supervision Of Medicinal Products.

¹¹ Article 13 of Commission Directive 2003/94/EC Of 8 October 2003 Laying Down The Principles And Guidelines Of Good Manufacturing Practice In Respect Of Medicinal Products For Human Use And Investigational Medicinal Products For Human Use.

¹² Loi du 21 juillet 2012 modifiant la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments et la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments : <http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2012/07/21/n7/jo>

maachen, fir d'Ofsécherung um nationalen Niveau ze garantéieren, besonnesch fir déi Patienten, déi keng therapeutesch Alternativen hunn - wat awer seele virkënt -, oder wou d'Indisponibilitéit vun engem Medikament e Risiko fir d'Santé publique duerstelt.

D'Divisioun vun der Pharmacie an de Medikamenter kann agräfen, wann eng Rupture de stock besteet oder e Risiko vun esou enger Rupture bekannt gëtt doduerch, dass si d'Fabrikante bei der Gestiou vun der Rupture begleet, zum Beispill duerch eng gezielte Informatioun vun de Gesondheitsberuffler an de Patienten iwwer existent Alternativen, déi deeselwechte Wirkstoff ënner engem anere Markennum oder Generik proposéieren, oder e Medikament vun enger anerer Klasse, mä mat deeselwechten oder äänleche Wirkmechanismus virschloen, oder d'Erlaabnis ginn, fir Medikamenter iwwer een anere Wee aus dem Ausland ze importéieren oder als « préparation magistrale » ze verkaufen.

ad 3. De Verdeelungscircuit zu Lëtzebuerg ass d'selwecht wéi an den Nopeschlänner an definiert am Gesetz vum 6 Januar 1995 iwwert d'Distributioun « en gros » vun de Medikamenter¹³. Dës Distributioun ass awer komplex a betrëfft eng ganz Rei vun Akteuren a vu parallele Circuiten.

Souguer wann d'Besëtzer vun enger AMM an d'Fabrikante vu Medikamenter eng Obligatioun hunn, all Problem virdrun ze notifiéieren, si mer awer limitéiert, well de Gros vun de Problemer an der Chaîne d'approvisionnement natierlech am Ausland oflafen, deels souguer am extraeuropäesche Raum, an domat net direkt ënner eiser Kontroll sinn. Mir hunn do virgesinn, an Zukunft e besseren a méi zentraliséierte Pilotage vun de Rupture de stock ze organiséieren.

ad 4. D'ëscht Problem kann net eleng op legaler Basis geléist ginn. Et muss een och eppes un der Deontologie vun de kommerzielle Praktiken vun der Distributioun maachen a méi Transparenz do kloen. Déi besteeënd Gesetzer erlabe schonns, wann néideg, Sanktiounen anzekloen.

Zousätzlech muss och eng besser Concertatioun mat den anere Länner gemaach ginn, fir op europäeschem Niveau an dësem Dossier weiderzokommen. Eent vun den nützlechen Instrumenter ass do schonns an der europäescher Reglementatioun virgesinn: den « achat groupé » (joint procurement) vun essenzielle Medikamenter, wéi zum Beispill d'Impfstoffe. An deem Beräich sinn et jo och rezent vill Ruptures de stock ginn.

Schlussendlech ass och déi zukünfteg national Agence fir d'Medikamenter an d'Gesondheitsprodukte eng Méiglechkeet, fir de Respekt vun der Reglementatioun an dësem Beräich besser duerchzesetzen an d'Positioun vu Lëtzebuerg als wichtege Interlocuteur mat der Pharmaindustrie ze verstärken.

ad 5. De Ministère fir Konsumenteschutz huet keng Kompetenz an dësem Beräich, deen ausschliisslech dem Gesondheitsminister ënnersteet.

Question urgente 0437 (04.03.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant la **taxe européenne sur les transports aériens** :

Lors de la réunion des ministres de l'Environnement qui aura lieu le mardi 6 mars à Bruxelles, la Belgique compte proposer à ses 27 partenaires de l'UE l'instauration d'une taxe européenne sur les transports aériens. Il pourrait s'agir d'une taxe sur le kérosène ou sur les billets d'avion, sachant qu'il n'y a actuellement pas de taxe sur le kérosène. Une position analogue avait déjà été formulée par les Pays-Bas lors de la réunion des ministres des Finances le 12 février dernier.

Dans une note envoyée à ses collègues européens, le Ministre de l'Environnement belge souligne que des modes de transport plus respectueux de l'environnement, comme les chemins de fer, sont davantage taxés que le transport aérien. Il veut inciter les usagers à un comportement qui est celui du portefeuille. Et le ministre de conclure : « Vous pourrez continuer à prendre l'avion, mais alors vous saurez que vous payerez beaucoup plus. »

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances et de Madame le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport aux propositions du Gouvernement belge concernant la taxation des transports aériens ?

¹³ <http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/1995/01/06/n4/jo>

- Le Luxembourg assumant actuellement la présidence du Benelux, y a-t-il eu concertation en la matière entre les trois partenaires ?

- Quelle sera l'attitude du Gouvernement luxembourgeois lors des discussions au sein du Conseil environnement le mardi prochain ?

Question urgente 0439 (04.03.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **taxe européenne sur les transports aériens** :

Wéi rezent bekannt gouf, proposéiert d'Belsch, nodeem schonn Holland eng äänlech Propos formuléiert huet, sengen europäesche Partner, eng zousätzlech Steuer op déi kommerziell Aviatou anzefféieren. Konkret heescht dat, datt eng zousätzlech Tax op de Kerosin oder eng TVA-Erhéijung bei de Fluchbilljeeën ageféiert géif ginn. Muer schonn - en Dënschden, de 5. März - trëfft sech an der Belsch de Conseil vun den Ëmweltministere, fir iwwert déi genannte Propositioun ze beroden.

An deem Kontext géif ech gär folgend Fro un den Här Finanzminister, d'Madame Ëmweltminister an den Här Mobilitéitsminister stellen:

- Wéi eng Meenung vertritt d'Regierung am Hibleck op déi vun der Belsch formuléiert Propos?

Réponse commune (12.03.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Les ministres de l'Environnement de l'Union européenne ont eu un échange de vues lors du Conseil environnement du 5 mars 2019 sur une proposition de la Belgique concernant l'introduction d'une tarification aérienne équitable qui inclut les coûts externes afin de parvenir à une réduction des émissions de gaz à effet de serre. La proposition de la Belgique se base sur le document « Tarification du carbone et taxation aérienne » dont les principes avaient été présentés par les Pays-Bas aux ministres des Finances de l'Union européenne lors du Conseil ECOFIN du 12 février 2019.

Les délégations belge et néerlandaise ont basé leur initiative sur le constat d'une constante croissance des émissions de gaz à effet de serre évoquée récemment au rapport environnemental de l'aviation pour 2019 établi conjointement par l'Agence européenne de l'environnement (AEE), l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) et Eurocontrol.

En absence d'un instrument mondial en place, la Belgique a proposé aux États membres d'examiner l'opportunité d'appliquer le prix du carbone au secteur de l'aviation civile, notamment moyennant le système d'échange des quotas d'émission, la mise en place d'une taxe sur le kérosène, d'une taxe sur les tickets d'avion pour les passagers ou une taxe par vol d'avion.

Cette initiative belgo-néerlandaise s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le changement climatique qui constitue par ailleurs une des priorités de la Présidence luxembourgeoise du Comité de ministres Benelux en 2019.

Lors du Conseil environnement, la Ministre de l'Environnement a informé ses homologues que le Gouvernement soutient le principe de cette initiative qui s'inscrit pleinement dans l'Accord de Paris sur le climat, comme elle propose d'étudier l'application du principe pollueur-payeur en vue de réduire les émissions croissantes du secteur de l'aviation civile.

Il convient de noter que sur le plan des modalités et des points techniques essentiels, il est trop tôt pour que le Gouvernement puisse définitivement se positionner sur ce sujet. En tout état de cause, il va de soi qu'une telle initiative ne fait du sens que s'il existe une solution précise et agréée à l'échelle de l'UE.

Le saviez-VOUS ?

INTERPELLATION

L'interpellation est une demande de débat public adressée par un député à un ministre ou au Gouvernement entier pour qu'il puisse prendre position au sujet d'une mesure administrative déterminée ou au sujet de la politique générale du Gouvernement.